

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ING BANK NV

Société de droit néerlandais au capital de 40 191 millions d'euros
Siège social : Bijlmerplein 888, 1102 MG AMSTERDAM – PAYS BAS

A. — Comptes annuels au 31 décembre 2023**I. – Bilan de la société mère au 31 décembre avant affectation des résultats**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2023	2022
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	2	51 480	42 013
Titres publics à courte échéance	3	253	49
Prêts et avances aux banques	4	73 049	83 985
Prêts et avances aux clients	5	344 894	346 012
Titres de créance	6	48 671	43 784
Titres de participation	7	6 279	4 263
Participations dans des sociétés du Groupe	8	32 050	30 257
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises	9	1 243	1 240
Immobilisations incorporelles	10	582	565
Équipement	11	783	828
Autres actifs	12	64 682	80 400
Total actifs		623 967	633 396

Passif	Notes	2023	2022
Montants dus aux banques	13	55 153	70 515
Dépôts clients	14	382 056	375 858
Titres de créance en cours d'émission		61 231	39 526
Autres dettes	15	69 058	88 197
Provisions générales	16	782	883
Emprunts subordonnés	17	15 494	15 871
Total passif		583 776	590 851
Capitaux propres	18		
Capital social		525	525
Prime d'émission d'actions		16 542	16 542
Réserves de réévaluation		-181	-862
Réserves légales et statutaires		-557	361
Autres réserves		22 398	25 067
Résultat non affecté		1 465	913
Total capitaux propres		40 191	42 546
Total passif et capitaux propres		623 967	633 396

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels de la société mère.

II. – Compte de résultat de la société mère pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	Notes	2023	2022
Intérêts créditeurs		32 806	14 182
Intérêts débiteurs		-27 119	-8 260
Produits nets des intérêts	19	5 687	5 922
Revenus de placement et résultats des participations	20	4 931	2 215
Produits d'honoraires et de commissions		2501	2402
Charges d'honoraires et de commissions		-595	-584
Revenus nets des honoraires et commissions	21	1 906	1 818
Résultats des opérations financières	22	1 440	721

Autres produits		75	153
Total produits		14 039	10 829
Charges de personnel	23	3 455	3 249
Dépréciations, amortissements et pertes de valeur	24	324	405
Autres charges	25	2 103	2 150
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables		52	705
Total charges		5 934	6 510
Résultat avant impôts		8 105	4 319
Impôts	26	948	652
Résultat avant impôts		7 157	3 667

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels de la société mère.

III. – État consolidé du résultat global pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	Capital social	Prime d'émission d'actions	Réserves de réévaluation	Réserves légales et statutaires	Autres réserves	Résultats non affectés	Total
Solde au 31 décembre 2022	525	16 542	-862	361	25 067	913	42 546
Réévaluations réalisées et latentes sur des instruments de capitaux propres et titres de créance et autres réévaluations			-24	21	-1		-4
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat			-3	-5			-8
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie			766	231			997
Réévaluations latentes sur des biens à usage propre			4	-2	8		10
Réévaluation des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes			-63	-22			-85
Écarts de change et autres			0	-132			-132
Montant enregistré directement dans les capitaux propres			680	90	7		777
Résultat net				336		6 821	7 157
			680	426	7	6 821	7 934
Dividendes et autres distributions en numéraires					-4 000	-6 269	-10 269
Plans d'actionnariat salarié					24		24
Changements de composition du groupe et autres changements				-1 344	1 299		-45
Solde au 31 décembre 2023	525	16 542	-181	-557	22 398	1 465	40 191

Les changements enregistrés au niveau des différents éléments sont présentés dans la Note 18 'Capitaux propres'.

(En millions d'euros.)	Capital social	Prime d'émission d'actions	Réserves de réévaluation	Réserves légales et statutaires	Autres réserves	Résultats non affectés	Total
Solde au 31 décembre 2021	525	16 542	1 617	-548	27 117	2 661	47 914
Réévaluations réalisées et latentes sur des instruments de capitaux propres et titres de créance et autres réévaluations			-290	-212	-23		-525
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat			-9	-15			-24
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie			-2 200	-701			-2 901
Réévaluations latentes sur des biens à usage propre			1	-33	26		-5
Réévaluation des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes			-131	112			-19
Écarts de change et autres			149	1 089	15		1 253
Montant enregistré directement dans les capitaux propres			-2 479	239	19		-2 221
Résultat net				161		3 506	3 667
			-2 479	400	19	3 506	1 446
Transfert des résultats non affectés					2 661	-2 661	
Dividendes et autres distributions en numéraires					-3 684	-2 594	-6 277
Plans d'actionnariat salarié					27		27
Changements de composition du groupe et autres changements				509	-1 073		-564
Solde au 31 décembre 2022	525	16 542	-862	361	25 067	913	42 546

Les changements enregistrés au niveau des différents éléments sont présentés dans la Note 18 'Capitaux propres'.

IV. – Notes aux comptes annuels de la société mère

1. – Présentation

ING Bank N.V. (Naamloze vennootschap) est immatriculée à Bijlmerdreef 106, 1102 CT Amsterdam, Pays-Bas (Registre du commerce d'Amsterdam, n° 33031431). ING Bank est une institution financière mondiale à forte implantation européenne, offrant une large gamme de services bancaires de détail et de gros à des clients dans plus de 40 pays.

Les présents états financiers de la société mère, établis au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos à cette date, concernent ING Bank N.V., également désignée par ING Bank. Les états financiers de la société mère d'ING Bank sont préparés conformément aux exigences en matière d'information financière incluses dans la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. Conformément au paragraphe 8 de l'article 362 du Livre 2 du Code civil néerlandais, les principes de comptabilisation et d'évaluation utilisés dans ces états financiers de la société mère sont les mêmes que ceux appliqués aux états financiers consolidés d'ING Bank ; se référer à ce propos à la Note 1 'Principes de préparation et informations sur les principales méthodes comptables' des états financiers consolidés. Les participations dans des sociétés du groupe sont prises en compte dans les comptes de la société mère selon la méthode de mise en équivalence. En plus des notes aux présents états financiers, d'autres informations sont fournies dans les notes aux états financiers consolidés.

Une liste d'informations à fournir selon l'article 379 (1), Livre 2 du Code civil néerlandais a été déposée auprès du registre de commerce et des sociétés d'Amsterdam, conformément à l'article 379 (5), Livre 2 du Code civil néerlandais.

Les états financiers de la société mère sont présentés en euros, arrondis au million le plus proche, sauf indication contraire. Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison des arrondis.

Les états financiers de la maison mère d'ING pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 ont été autorisés à la publication conformément à la résolution du Management Board Banking du 4 mars 2024.

Capitaux propres de la société mère et réserves liées

Le total des capitaux propres dans les états financiers de la société mère est égal aux capitaux propres (société mère) des états financiers consolidés. Certains composants des capitaux propres diffèrent, suite aux différences de présentation entre les comptes de la société mère et les comptes consolidés, telles qu'énoncées ci-après :

- Les réévaluations latentes, y compris celles concernant les couvertures de flux de trésorerie dans les sociétés consolidées du groupe, qui sont présentées dans Autres réserves - Réserve de réévaluation dans les comptes consolidés, sont comptabilisées dans la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises dans les comptes de la société mère ;
- La conversion des devises étrangères des sociétés consolidées du groupe, présentée dans Autres réserves - Réserve de conversion de devises dans les comptes consolidés, est comptabilisée dans la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises dans les comptes de la société mère.
- Les réévaluations des placements immobiliers et de certaines participations comptabilisées en résultat, et par conséquent présentées dans les Bénéfices non distribués dans les comptes consolidés, sont comptabilisées dans la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises dans les comptes de la société mère.

Une réserve légale est inscrite pour un montant égal à la quote-part dans les résultats des sociétés liées et des coentreprises depuis leur première inscription à la valeur d'actif net minorée des bénéfices distribués pour lesquels des droits ont été acquis dans l'intervalle. Les bénéfices distribués qui peuvent être rapatriés aux Pays-Bas sans restriction sont également déduits de la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises.

Présentation des actifs et passifs de la société mère

La présentation des actifs et passifs dans les comptes annuels de la société mère diffère de la présentation dans les comptes annuels consolidés. Les tableaux ci-après présentent un rapprochement entre la présentation des états financiers de la société mère et celle des états financiers consolidés.

Présentation comparée des états financiers de la société mère et des états financiers consolidés, Actifs

Actifs au 31 décembre 2023 (En millions d'euros.)	Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	Titres publics à courte échéance	Prêts et avances aux banques	Prêts et avances aux clients	Titres de créance	Titres de participation
Inclus dans le bilan consolidé :						
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	51 480					
Prêts et avances aux banques			53 390			
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat						
- Actifs détenus à des fins de transaction		10	1 247	10 837	6 595	4 460

- Dérivés non détenus à des fins de transaction			671	569	3 117	
- Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat			17 702	14 714	886	40
- Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat			41	234	17 005	1 778
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		243			21 068	
Titres au coût amorti				318 540		
Prêts et avances aux clients						
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises						
Immobilisations corporelles						
Immobilisations incorporelles						
Actifs d'impôts exigibles de l'exercice						
Impôts différés						
Autres actifs						
Total actifs	51 480	253	73 049	344 894	48 671	6 279

Actifs au 31 décembre 2023 (En millions d'euros.)	Participation dans des sociétés liées et des coentreprises	Immobilisations incorporelles	Équipements	Autres actifs	Total
Inclus dans le bilan consolidé :					
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales					51 480
Prêts et avances aux banques					53 390
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat					
- Actifs détenus à des fins de transaction				44 241	67 390
- Dérivés non détenus à des fins de transaction				14 887	14 887
- Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat					4 357
- Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat					33 343
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					19 058
Titres au coût amorti					21 311
Prêts et avances aux clients					318 540
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises	1 243				1 243
Immobilisations corporelles			780		780
Immobilisations incorporelles		582			582
Actifs d'impôts exigibles de l'exercice				189	189
Impôts différés				701	701
Autres actifs			3	4 663	4 667
Total actifs	1 243	582	783	64 682	591 916

Présentation comparée des états financiers de la société mère et des états financiers consolidés, Passifs

Passifs au 31 décembre 2023 (En millions d'euros.)	Montants dus aux banques	Dépôts clients	Titres de créance en cours d'émission	Autres dettes	Provisions générales	Emprunts subordonnés	Total
Inclus dans le bilan consolidé :							
Montants dus aux banques	42 695						42 695
Dépôts clients		363 120					363 120
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
- Passifs détenus à des fins de transaction	1 075	9 328		44 514			54 916
- Dérivés non détenus à des fins de transaction				17 969			17 969
- Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	11 384	9 608	7 962			95	29 048
Passifs d'impôts de l'exercice				93			93
Impôts différés passif					169		169
Provisions					599		599
Autres dettes				6 483	15		6 498
Titres de créance en cours d'émission			53 270				53 270
Emprunts subordonnés						15 399	15 399
Total passif	55 153	382 056	61 231	69 058	782	15 494	583 776

Notes au Bilan de la société mère**2. – Liquidités et avoirs auprès des banques centrales**

Les avoirs auprès des banques centrales se montent à 50 665 millions d'euros (contre 41 206 millions d'euros en 2022). En 2023, l'évolution des liquidités et avoirs auprès des banques centrales est le reflet de la gestion active des liquidités d'ING.

3. – Titres publics à courte échéance

Les titres publics à courte échéance incluent des titres publics internationaux et néerlandais pour un montant de 253 millions d'euros (contre 49 millions d'euros en 2022) pour la société.

4. – Prêts et avances aux banques

(En millions d'euros.)	2023	2022
Prêts non subordonnés de :		
Sociétés du Groupe	37 880	34 181
Tiers	32 215	46 810
	70 095	80 991
Prêts subordonnés de :		
Sociétés du Groupe	2 955	2 994
	73 049	83 985

Au 31 décembre 2023, les Prêts et avances aux banques incluent des créances concernant des titres acquis dans le cadre d'opérations de prises en pension à concurrence de 23 682 millions d'euros (contre 39 304 millions d'euros en 2022).

5. – Prêts et avances aux clients

(En millions d'euros.)	2023	2022
Prêts non subordonnés de :		
ING Groep N.V.	51	51
Sociétés du Groupe	31 131	36 191
Tiers	312 308	308 367
	343 490	344 610
Prêts subordonnés de :		
Sociétés du Groupe	1 404	1 403
	344 894	346 012

Au 31 décembre 2023, les créances prises en compte dans les prêts et avances aux clients faisant partie du portefeuille de négoce s'élevaient à 10 837 millions d'euros (contre 8 906 millions d'euros en 2022).

Les prêts et avances aux clients incluent des créances concernant des titres acquis dans le cadre d'opérations de prise de pension à concurrence de 23 625 millions d'euros (contre 20 638 millions d'euros en 2022) pour la société.

6. – Titres de créance

Titres de créance par émetteur (En millions d'euros.)	2023	2022
Secteur public	32 343	31 088
Autres	16 328	12 696
	48 671	43 784

Titres de créance en fonction de leur cotation (En millions d'euros.)	2023	2022
Cotés	38 424	32 555
Non cotés	10 247	11 229
	48 671	43 784

Le tableau ci-dessus englobe les titres de créance non subordonnés suivants :

(En millions d'euros.)	2023	2022
Titres de créance non subordonnés émis par :		
Tiers	47 701	42 949
	47 701	42 949

Variations des titres de participation (1) (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture	35 934	34 693
Dotations aux provisions	16 605	19 105
Amortissement	-82	-130
Variations au niveau des réévaluations latentes	187	-2 135
Cessions et rachats	-14 655	-16 118
Écarts de change	0	490
Autres variations	83	29
Solde de clôture	38 072	35 934

(1) À l'exception du portefeuille de justes valeurs par le biais du compte de résultat.

7. – Titres de participation

Titres de participation en fonction de leur cotation (En millions d'euros.)	2023	2022
Cotés	6 086	4 042
Non cotés	193	221
	6 279	4 263

Variations des titres de participation à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture	1 808	2 369
Dotations aux provisions	26	12
Variations au niveau des réévaluations latentes	42	-55
Cessions	-1	-491
Écarts de change	-101	-38
Autres variations	5	10
Solde de clôture	1 778	1 808

Le coût ou prix d'acquisition des actions dans le portefeuille de négociation est proche de la juste valeur. Au 31 décembre 2023, le coût ou prix d'acquisition des actions hors portefeuille de négoce était inférieur de 1 119 millions d'euros à la valeur comptable (inférieur de 1 171 millions d'euros en 2022).

8. – Participations dans des sociétés du groupe

(En millions d'euros.)	2023		2022	
	Participation détenue (%)	Valeur au bilan	Participation détenue (%)	Valeur au bilan
ING België N.V.	100	9 069	100	9 566
ING Holding Deutschland GMBH	100	10 097	100	9 174
ING Bank (Australia) Limited	100	3 722	100	3 894
ING Financial Holdings Corporation	100	3 064	100	2 804
ING Bank Śląski S.A.	75	2 865	75	1 496
ING Bank A.S.	100	531	100	758
Bank Mendes Gans N.V.	100	944	100	789
ING Real Estate B.V.	100	91	100	71
ING Australia Holdings Limited	100	9	100	10
ING Corporate Investments B.V.	100	212	100	157
Autres (notamment des sociétés de financement)		1 445		1 539
		32 050		30 257

Au 31 décembre 2023, les participations dans des sociétés du groupe englobaient des établissements de crédit pour un montant de 17 722 millions d'euros (contre 17 016 millions d'euros en 2022).

Au 31 décembre 2023, les parts cotées dans des sociétés du groupe s'élevaient à 2 865 millions d'euros (contre 1 496 millions d'euros en 2022).

Changements au niveau des participations dans des sociétés du Groupe (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture	30 257	31 342
Remboursement de capitaux injectés	-225	-226
Réévaluations	345	-788
Résultats provenant des sociétés du groupe	4 707	2 193
Dividendes perçus	-2 892	-2 502
Apport en capital		14
Fusions et liquidations	26	-14
Écarts de change	-157	237
Autres variations	-10	
Solde de clôture	32 050	30 257

9. – Participations dans des sociétés liées et des coentreprises

(En millions d'euros.)	2023		2022	
	Participation détenue (%)	Valeur au bilan	Participation détenue (%)	Valeur au bilan
TMBThanachart Bank Public Company	23	1 128	23	1 109
Autres		115		131
		1 243		1 240

Variations des participations dans des sociétés liées et des coentreprises (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture	1 240	1 354
Dotations aux provisions	26	24
Quote-part dans le résultat	122	66
Dividendes perçus	-62	-38
Cessions	-50	1
Dépréciations	-5	-192
Réévaluations	6	-7
Écarts de change	-35	27
Autres variations		5
Solde de clôture	1 243	1 240

10. – Immobilisations incorporelles

Variations des immobilisations incorporelles (En millions d'euros.)	Écart d'acquisition		Logiciels		Autres		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture	114	122	449	508	2	2	565	632
Dotations aux provisions			174	115			174	115
Cessions			-6	1			-6	1
Amortissement			-148	-155			-148	-155
Dépréciations		-32	-3	-17			-3	-49
Écarts de change	5	-1					5	-1
Autres variations		25	-5	-3			-5	23
Solde de clôture	119	114	461	449	2	2	582	565

Dans le cadre du test de dépréciation, l'écart d'acquisition est testé chaque année.

11. – Équipements

Changements d'équipements (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture	828	901
Dotations aux provisions	162	139
Amortissement	-170	-183
Cessions	-36	-15
Dépréciations	-2	-19
Reprise sur pertes de valeur	0	1
Écarts de change	0	-2
Autres variations	0	7
Solde de clôture	783	828
Valeur comptable brute au 31 décembre	1 922	2 240
Amortissement cumulé au 31 décembre	-1 139	-1 412
Valeur comptable nette	783	828

12. – Autres actifs

(En millions d'euros.)	2023	2022
Dérivés	59 129	72 726
Impôts différés	701	993
Impôts à recouvrer	189	203
Éléments d'actifs courus	499	531
Actifs de retraite	456	515
Autres créances	3 708	5 431
	64 682	80 400

Les dérivés incluent des opérations avec des sociétés du groupe pour un montant de 37 384 millions d'euros (contre 44 988 millions d'euros en 2022).

Le poste 'Autres montants dus' inclut une somme de 2 476 millions d'euros (contre 3 784 millions d'euros en 2022) concernant des transactions à régler à la date de clôture du bilan. Au 31 décembre 2023, un montant de 589 millions d'euros (contre 655 millions d'euros en 2022) devait être réglé plus d'un an après la date de clôture.

13. – Montants dus aux banques

(En millions d'euros.)	2023	2022
Sociétés du Groupe	30 399	24 369
Tiers	24 755	46 147
	55 153	70 515

14. – Dépôts clients

Dépôts clients ventilés par sociétés du groupe et tierces parties (En millions d'euros.)	2023	2022
ING Groep N.V.	54 272	49 338
Sociétés du Groupe	10 596	12 526
Tiers	317 188	313 994
	382 056	375 858

Les dépôts clients provenant d'ING Groep N.V. comprennent 40 213 millions d'euros (contre 37 806 millions d'euros en 2022) de dettes senior non privilégiées.

Dépôts clients par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Comptes courants / Dépôts à vue	108 552	133 277
Dépôts d'épargne	152 655	139 169
Dépôts à terme	59 150	44 027
Autres	61 699	59 385
	382 056	375 858

15. – Autres dettes

(En millions d'euros.)	2023	2022
Dérivés	60 140	79 360
Passifs détenus à des fins de transaction	2342	1634
Frais à payer	980	984
Impôt sur les bénéfices à payer	93	99
Autres impôts et cotisations de sécurité sociale	128	81
Autres montants dus	5 375	6 038
	69 058	88 197

Les dérivés incluent des opérations avec des sociétés du groupe pour un montant de 39 700 millions d'euros (contre 51 849 millions d'euros en 2022).

Le poste 'Autres créances' inclut 3 752 millions d'euros (contre 4 001 millions d'euros en 2022) concernant des transactions à régler à la date de clôture du bilan. Au 31 décembre 2023, un montant de 61 millions d'euros (contre 249 millions d'euros en 2022) devait être réglé plus d'un an après la date de clôture.

16. – Provisions générales

(En millions d'euros.)	2023	2022
Impôts différés passif	169	183
Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale	15	7
Réorganisations et délocalisations	124	237
Autres	475	456
	782	883

Au 31 décembre 2023, un montant de 234 millions d'euros (contre 232 millions d'euros en 2022) devait être réglé plus d'un an après la date de clôture.

17. – Emprunts subordonnés

Emprunts subordonnés ventilés par sociétés du Groupe et tierces parties (En millions d'euros.)	2023	2022
Sociétés du Groupe	16 328	16 441
Tiers, y compris les variations de valeur de prêts partiels couverts	-833	-570
	15 494	15 871

Emprunts subordonnés par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Obligations	3	1 761
Emprunts privés	15 492	14 111
	15 494	15 871

Les emprunts subordonnés sont subordonnés aux autres dettes en cas de liquidation d'ING Bank.

18. – Capitaux propres

Capitaux propres (En millions d'euros.)	2023	2022
Capital social	525	525
Prime d'émission d'actions	16 542	16 542
Réserves de réévaluation	-181	-862
Réserves légales et statutaires	-557	361
Autres réserves	22 398	25 067
Résultat non affecté	1 465	913
Total capitaux propres	40 191	42 546

Capital social	Actions ordinaires (valeur nominale 1,13 €)			
	Nombre x 1 000		Montant en millions d'euros	
	2023	2022	2023	2022
Capital autorisé	1 600 000	1 600 000	1 808	1 808
Capital non émis	1 134 965	1 134 965	1 283	1 283
Capital émis	465 035	465 035	525	525

Aucun changement n'a été enregistré au niveau du capital émis et de la prime d'émission d'actions en 2023 et 2022. ING Bank détient 50 actions privilégiées autorisées d'une valeur nominale de 1,13 euro par action. Au 31 décembre 2023, 7 actions privilégiées ont été émises et entièrement libérées (contre 7 actions privilégiées en 2022) pour un montant de 8 euros (contre 8 euros en 2022).

Variations des réserves de réévaluation (En millions d'euros.)	Biens à usage propre	Titres de participation comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
2023			
Solde d'ouverture	24	1 171	-272
Réévaluations latentes	4	-75	68
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat			-3
Réévaluations réalisées reclassées dans les bénéfices non distribués		23	
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie			
Variations de l'actif/passif au titre des régimes à prestations déterminées nettes			
Solde de clôture	27	1 119	-208
2022			
Solde d'ouverture	22	1 260	-63
Réévaluations latentes	1	-112	-201
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat			-9
Réévaluations réalisées reclassées dans les bénéfices non distribués		23	
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie			
Variations de l'actif/passif au titre des régimes à prestations déterminées nettes			
Solde de clôture	24	1 171	-272

Variations des réserves de réévaluation (En millions d'euros.)	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées	Engagement de crédit	Total
2023				
Solde d'ouverture	-1 908	55	70	-862
Réévaluations latentes			-24	-28
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat				-3
Réévaluations réalisées reclassées dans les bénéfices non distribués			-15	8
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	766			766

Variations de l'actif/passif au titre des régimes à prestations déterminées nettes		-63		-63
Solde de clôture	-1 142	-8	30	-181
2022				
Solde d'ouverture	292	186	-80	1 617
Réévaluations latentes			165	-147
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat				-9
Réévaluations réalisées reclassées dans les bénéfices non distribués			-15	8
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	-2 200			-2 200
Variations de l'actif/passif au titre des régimes à prestations déterminées nettes		-131		-131
Solde de clôture	-1 908	55	70	-862

Variations des réserves légales et statutaires (En millions d'euros.)	Réserve de participation dans les sociétés liées et les coentreprises	Réserves de change	Réserves statutaires	Logiciels inscrits à l'actif	Total
2023					
Solde d'ouverture	0	-2 305	2 264	402	361
Résultat de l'exercice			336		336
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres	3				3
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat	12				12
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	231				231
Réévaluations latentes sur des biens à usage propre	-2				-2
Variations de la réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées	-22				-22
Écarts de change	130	-262			-132
Changements dans la composition du groupe et autres changements	-352		-998	6	-1 344
Solde de clôture	0	-2 567	1 602	408	-557
2022					
Solde d'ouverture	385	-3 488	2 103	452	-548
Résultat de l'exercice			161		161
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres	-252				-252
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat	25				25
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	-701				-701
Réévaluations latentes sur des biens à usage propre	-33				-33
Variations de la réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées	112				112
Écarts de change	-94	1 183			1 088
Changements dans la composition du groupe et autres changements	559			-50	509
Solde de clôture	0	-2 305	2 264	402	361

La Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises comprend les éléments suivants : la réserve pour bénéfices non répartis non distribuables des sociétés liées pour un montant de 1 037 millions d'euros (contre 938 millions d'euros en 2022), la réserve de réévaluation des sociétés liées et des coentreprises pour -800 millions d'euros (contre -1 044 millions en 2022), la réserve de conversions monétaires de 40 millions d'euros (contre -89 millions d'euros en 2022) et la réserve de réévaluation de l'actif/passif au titre des régimes à prestations déterminées nettes pour -309 millions d'euros (contre -286 millions d'euros en 2022).

En raison d'une baisse des taux d'intérêt à terme en 2023, les swaps de taux d'intérêt ont enregistré une réévaluation positive de 231 millions d'euros qui sont comptabilisés dans la réserve de couverture de flux de trésorerie, présentée comme faisant partie de la réserve de participation des comptes annuels de la société mère.

En raison de réévaluations négatives, la réserve de participation est devenue négative (31 millions d'euros en 2023 ; 482 millions d'euros en 2022), ce qui n'est pas autorisé par la loi néerlandaise et elle a donc été reconstituée à partir des bénéfices non distribués, inscrits dans le poste Changements de composition du groupe et autres changements).

Les Réserves statutaires comprennent les réserves non distribuables pour un montant de 1 602 millions d'euros (contre 2 264 millions d'euros en 2022) liés à l'ex-Stichting Regio Bank et à l'ex-Stichting Vakbondsspaarbank SPN, qui ne peuvent pas être librement distribués conformément à l'article 23.1 des statuts.

Les variations de valeur des instruments de couverture qui sont qualifiées de couvertures d'investissements nets sont prises en compte dans le poste Différences de change et autres.

Variations des autres réserves, bénéfices non distribués (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture	25 067	27 117
Transfert des résultats non affectés	0	2 661
Dividendes et autres distributions en numéraires	-4 000	-3 684
Plans d'actionnariat salarié	24	27
Changements de composition du groupe et autres changements	1 306	-1 054
Solde de clôture	22 398	25 067

Les dividendes et autres distributions en numéraires incluent les distributions en numéraires à la société mère ING Groep N.V. pour financer les programmes de rachat d'actions.

La réserve de couverture de flux de trésorerie est comprise dans la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises sur une base nette. La Réserve de réévaluation, la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises et la Réserve de conversions monétaires ne peuvent pas être librement distribuées. Les bénéfices non répartis peuvent être librement distribués, à l'exception d'un montant égal au solde négatif de chacune des composantes de la Réserve de réévaluation, de la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises et de la réserve de conversion des devises. Les gains et pertes non réalisés sur des dérivés, autres que ceux utilisés dans les couvertures de flux de trésorerie, sont passés au compte de résultat ; ils font donc partie des bénéfices non distribués et ne sont pas comptabilisés dans la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises.

Conformément aux exigences en matière d'information financière prévues dans la Partie 9 du Livre 2 du Code civil néerlandais, le montant total des réserves non distribuables s'élève à 6 696 millions d'euros (contre 8 408 millions d'euros en 2022).

Se référer à la Note 19 'Capitaux propres' et à la Note 44 'Gestion de capital' des états financiers consolidés d'ING Bank pour plus d'informations, notamment sur les restrictions relatives aux dividendes et aux remboursements de capitaux.

Notes au compte de résultat de la société mère

19. – Intérêts nets créditeurs

(En millions d'euros.)	2023	2022
Intérêts créditeurs sur prêts	17 483	9 511
Intérêts créditeurs sur prêts douteux	119	73
Intérêts négatifs sur le passif	5	650
Total des intérêts créditeurs sur prêts	17 608	10 233
Intérêts créditeurs sur actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	368	153
Intérêts créditeurs sur actifs financiers au coût amorti	394	275
Intérêts créditeurs sur titres comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	2 645	763
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	8 539	1 650
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	3 206	1 091
Autres intérêts créditeurs	46	17
Intérêts créditeurs	32 806	14 182
Intérêts débiteurs sur montants dus aux banques	1 956	400
Intérêts débiteurs sur dépôts clients	6 733	3 041
Intérêts débiteurs sur titres de créance	1 461	501
Intérêts débiteurs sur emprunts subordonnés	708	646
Intérêts débiteurs sur titres comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1 936	565
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	8 770	1 869
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	5 477	884
Autres charges d'intérêts	68	41
Intérêts négatifs sur l'actif	9	313
Intérêts débiteurs	27 119	8 260
Intérêts nets créditeurs	5 687	5 922

Le poste 'Intérêts créditeurs' inclut une somme de 9 370 millions d'euros (contre 1 663 millions d'euros en 2022) au titre des sociétés du groupe. Le poste 'Intérêts débiteurs' inclut une somme de 9 912 millions d'euros (contre 2 512 millions d'euros en 2022) au titre des sociétés du groupe.

20. – Revenus de placement et résultats des participations

(En millions d'euros.)	2023	2022
Résultats des actions et autres titres à revenu non fixe	107	141
Résultats provenant des sociétés du groupe	4 707	2 193
Résultats des participations dans les sociétés liées, les coentreprises et autres participations	122	74
Dépréciations au niveau des participations dans des sociétés liées et des coentreprises	-5	-192
	4 931	2 215

Dépréciations

En 2023, aucune dépréciation n'a été constatée au niveau des participations dans des sociétés liées et des coentreprises. En 2022, Les dépréciations à hauteur de -192 millions d'euros étaient surtout imputables à TTB pour -165 millions d'euros.

21. – Revenus nets des honoraires et commissions

Produits d'honoraires et de commissions (En millions d'euros.)	2023	2022
Services de paiement	1 215	1 093
Négoce de valeurs mobilières	195	205
Assurance et autres activités de courtage	115	128
Frais de gestion de portefeuille	262	259
Activité de prêt	313	299
Garanties financières et autres engagements	270	301
Autres	132	118
	2 501	2 402

Charges d'honoraires et de commissions (En millions d'euros.)	2023	2022
Services de paiement	349	292
Négoce de valeurs mobilières	73	107
Distribution de produits (par des prestataires externes)	89	93
Autres	84	92
	595	584

22. – Résultats des opérations financières

(En millions d'euros.)	2023	2022
Résultats du portefeuille de négoce de titres	860	-382
Résultats du portefeuille de transactions en devises	559	-157
Résultats des dérivés non détenus à des fins de transaction	593	1 742
Autres	-572	-482
	1 440	721

Le poste 'Résultats des opérations financières' inclut 374 millions d'euros (contre -1 542 millions d'euros en 2022) au titre des sociétés du groupe. Le poste 'Autres' inclut -30 millions d'euros (contre -288 millions d'euros en 2022) relatifs aux variations de juste valeur des dérivés détenus à des fins de transaction.

23. – Charges de personnel

(En millions d'euros.)	2023	2022
Salaires	2 291	2 127
Charges sociales	271	252
Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale	297	294
Autres charges de personnel	597	576
	3 455	3 249

Rémunération des cadres supérieurs, du Management Board et du Conseil de Surveillance

Se référer à la Note 43 "Parties liées" des états financiers consolidés d'ING Bank ;

24. – Dépréciations, amortissements et pertes de valeur

Dépréciation et amortissement (En millions d'euros.)	2023	2022
Dépréciation des équipements	170	183
Amortissement des logiciels et autres immobilisations incorporelles	148	155
Dépréciations et reprises de dépréciations	5	67
	324	405

Le poste Dépréciations inclut une dépréciation de l'écart d'acquisition (pour 0 million d'euros, contre 32 millions d'euros en 2022), des logiciels (pour 3 millions d'euros contre 17 millions d'euros en 2022) et des équipements pour 2 millions d'euros (contre 19 millions d'euros en 2022).

25. – Autres charges

(En millions d'euros.)	2023	2022
Frais informatiques	545	508
Frais de bureau	113	110
Frais de déplacement et d'hébergement	48	29
Frais de publicité et relations publiques	163	141
Honoraires de conseil externe	211	231
Charges réglementaires	554	609
Dotations/(reprises sur) aux provisions pour restructurations et délocalisations	52	53
Autres	417	469
	2 103	2 150

26. – Impôts

(En millions d'euros.)	2023	2022
Impôts courants	931	743
Impôts différés	16	-91
	948	652

Rapprochement du taux d'imposition sur le bénéfice légal moyen pondéré et du taux d'imposition sur les bénéfices effectifs d'ING Bank

(En millions d'euros.)	2023	2022
Résultat avant impôts des activités courantes	8 105	4 319
Taux d'imposition légal moyen pondéré	24,9 %	22,4 %
Montant de l'impôt légal moyen pondéré	2 020	967

Différences permanentes affectant l'impôt courant		
Exonération fiscale des participations	-1 248	-548
Autres revenus non imposables	-45	-16
Charges d'impôt non déductibles	190	191
Impôt courant sur des montants précédemment non comptabilisés	1	10
Impôts nationaux et locaux	32	22
Ajustements à des périodes antérieures	-4	5
Différences affectant l'impôt différé		
Impact du changement de taux d'imposition sur l'impôt différé	2	5
Impôt différé sur des montants précédemment non comptabilisés	0	-3
Réduction/Reprise d'actifs d'impôt différé	0	21
Montant effectif de l'impôt	948	652
Taux d'imposition effectif	11,7 %	15,1 %

Pour plus d'informations sur le rapprochement du taux d'imposition sur le bénéfice légal moyen pondéré et du taux d'imposition sur les bénéfices effectifs d'ING Bank, se référer à la Note 31 'Impôts' des états financiers consolidés d'ING Bank.

27. – Échéance de certains éléments de l'actif et du passif

Analyse de certains éléments de l'actif et du passif en fonction de leur échéance

2023 (En millions d'euros.)	Échéance						Total
	Moins d'1 mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Ne s'applique pas	
Actif							
Prêts et avances aux banques	14 902	4 316	6 780	20 480	6 906	19 665	73 049
Prêts et avances aux clients	33 819	8 536	26 599	100 266	149 600	26 074	344 894
Passif							
Montants dus aux banques	27 752	7 216	3 576	2 168	678	13 764	55 153
Dépôts clients	275 449	16 304	23 644	30 710	17 817	18 132	382 056
Titres de créance en cours d'émission	3 210	5 500	18 976	11 844	9 632	12 069	61 231
Emprunts subordonnés					16 093	-598	15 494

2023 (En millions d'euros.)	Échéance						Total
	Moins d'1 mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Ne s'applique pas	
Actif							
Prêts et avances aux banques	34 312	2 655	7 968	15 828	7 000	16 222	83 985
Prêts et avances aux clients	37 620	12 260	25 469	97 261	151 886	21 517	346 012
Passif							
Montants dus aux banques	23 088	2 555	26 115	8 227	803	9 727	70 515
Dépôts clients	280 922	13 288	18 392	25 870	21 459	15 926	375 858
Titres de créance en cours d'émission	1 974	4 582	7 402	5 835	8 459	11 274	39 526
Emprunts subordonnés			760		16 243	-1 132	15 871

28. – Actifs non librement disponibles

(En millions d'euros.)	2023	2022
Instruments de capitaux propres et titres de créance	16 063	12 662
Prêts	42 667	58 336
Banques	9 165	15 932
Autres actifs	449	538
	68 344	87 468

Le tableau inclut les actifs relatifs aux opérations de prêts de titres ainsi que les opérations de vente et prise en pension de titres.

29. – Passifs éventuels et autres engagements

Passifs éventuels par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Garanties	48 235	47 452
Lettres de crédit irrévocables	12 283	13 180
Autres	0	0
Dettes éventuelles	60 518	60 632
Facilités irrévocables	86 774	86 259
	147 292	146 891

Dettes éventuelles (En millions d'euros.)	2023	2022
Sociétés du Groupe	29 986	27 902
Tiers	30 532	32 730
	60 518	60 632

Facilités irrévocables (En millions d'euros.)	2023	2022
Sociétés du Groupe	1	3
Tiers	86 773	86 256
	86 774	86 259

30. – Autres

Garanties

ING a accordé des garanties en tant que participant dans des accords collectifs pris entre des organismes professionnels nationaux et en tant que participant dans des systèmes de garantie collectifs exigés par les gouvernements. ING Bank N.V. a par exemple accordé une garantie au fonds allemand de garantie des dépôts ('Einlagensicherungs fonds' ou ESF) en vertu de l'article 5 (10) des statuts de ce fonds. Par cette garantie, ING Bank N.V. indemnise l'Association allemande des banques de Berlin au titre de toute perte qu'elle pourrait subir en raison de mesures prises à l'égard d'ING Allemagne. L'ESF est un système de garantie collectif volontaire concernant les épargnes et dépôts des particuliers, supérieures à 100 000 euros.

ING Bank N.V. a émis des déclarations de dettes au titre de l'article 403 Livre 2 du Code civil néerlandais ('403 déclarations') et émis des garanties de tiers (et des lettres de confort/de sensibilisation de tiers) dans un nombre limité de cas. Les garanties de tiers sont utilisées lorsqu'il est demandé à ING Bank N.V. d'émettre une garantie à un tiers créancier de l'une de ses filiales afin de garantir les performances (financières) de la filiale. Des déclarations au titre de l'article 403 ont été émises pour les filiales néerlandaises suivantes :

- B.V. Deelnemings- en Financieringsmaatschappij 'Nova Zembla'
- B.V. Maatschappij van Onroerende Goederen 'Het Middenstandshuis'
- Bank Mendes Gans N.V.
- BMG monumenten B.V.
- Cofiton B.V.
- Entero B.V.
- ING Bank Personeel B.V.
- ING Hubs B.V.
- ING Commercial Finance B.V.
- ING Corporate Investments B.V.
- ING Corporate Investments Mezzanine Fonds B.V.
- ING Corporate Investments Participaties B.V.
- ING Corporate Investments Structured Finance B.V.
- ING Groenbank N.V.
- ING Lease (Nederland) B.V.
- ING Sustainable Investments B.V.
- ING Vastgoed Ontwikkeling B.V.
- Nationale-Nederlanden Hypotheekbedrijf N.V.
- Nationale-Nederlanden Intervest II B.V.
- WestlandUtrecht Verzekeringen B.V.

Accords transactionnels

Dans le cours normal de nos activités, nous avons conclu un certain nombre d'accords en vertu desquels nous recevons des indemnités liées à la vente de nos anciennes entreprises et des accords en vertu desquels nous avons pris des dispositions détaillées concernant la répartition et le traitement des demandes.

Unité fiscale

ING Bank N.V. forme une unité fiscale avec ING Groep N.V. et diverses entités bancaires néerlandaises aux fins des impôts sur les sociétés. ING Bank N.V. et ING Groep N.V. et ses filiales bancaires qui forment l'unité fiscale sont conjointement et solidairement responsables des impôts à payer par l'unité fiscale. Les règlements des impôts sur les sociétés payés ou perçus sont effectués par ING Bank N.V.

31. – Affectation des résultats proposée

Pour 2023, il est proposé que le résultat, dans la mesure où il est à la disposition de l'assemblée générale, soit affecté comme suit :

(En millions d'euros.)		2023
Résultat net		7 157
- Dotation aux réserves en vertu de l'article 25 des statuts		336
- Proposition de dotation aux Autres réserves en vertu de l'article 25 des statuts		699
- Disponibles pour distribution de dividendes		6 122

Le montant total des dividendes de 6 122 millions d'euros a été versé sous forme d'acomptes sur dividendes en mai 2023 (1 490 millions d'euros), en août 2023 (2 020 millions d'euros), en novembre 2023 (1 847 millions d'euros) et en février 2024 (766 millions d'euros).

32. – Événements survenus ultérieurement à la clôture des comptes

Il n'y a aucun événement survenu ultérieurement à signaler, autre que ceux déjà mentionnés à la Note 39 'Actions en justice' des états financiers consolidés.

Approbation des comptes annuels de la société mère

Amsterdam, le 4 mars 2024

Le Conseil de Surveillance

K.K. (Karl) Guha, Président
A.M.G. (Mike) Rees, Vice-Président
J. (Juan) Colombás
M. (Margarete) Haase
L.J. (Lodewijk) Hijmans van den Bergh
H.A.H. (Herman) Hulst
H.H.J.G. (Harold) Naus
A. (Alexandra) Reich
H.W.P.M.A. (Herna) Verhagen

Le Management Board Banking

S.J.A. (Steven) van Rijswijk, Président Directeur Général
T. (Tanate) Phutrakul, Directeur financier
L. (Ljiljana) Čortan, Directeur de la gestion des risques
P. (Pinar) Abay, Responsable des divisions Banque de détail, Market Leaders et Challengers & Marchés en expansion
A.J.M. (Andrew) Bester, Responsable de la Division Wholesale Banking
M.A. (Marnix) van Stiphout, Directeur des opérations, Directeur de la transformation et Directeur technique

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2023**I. – Bilan consolidé au 31 décembre**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2023	2022
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	2	90 214	87 614
Prêts et avances aux banques	3	16 708	35 103
Avoirs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	4,6		
- Actifs détenus à des fins de transaction		60 240	56 875
- Dérivés non détenus à des fins de transaction		2 028	3 893
- Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		5 775	6 159
- Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		54 983	46 844
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	5,6	41 116	31 625
Titres au coût amorti	6	48 313	48 160
Prêts et avances aux clients	7	642 453	635 557
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises	8	1 509	1 500
Immobilisations corporelles	9	2 399	2 446
Immobilisations incorporelles	10	1 198	1 102
Actifs d'impôts exigibles de l'exercice		311	349
Passifs d'impôts différés	31	1 280	1 796
Autres actifs	11	7 109	8 839
Total actifs		975 636	967 861

Passif	Notes	2023	2022
Montants dus aux banques	12	23 257	56 632
Dépôts clients	13	702 217	686 341
Dettes financières à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	14		
- Passifs détenus à des fins de transaction		37 220	39 088
- Dérivés non détenus à des fins de transaction		2 019	3 048
- désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		55 399	50 883
Passifs d'impôts de l'exercice		351	324
Passifs d'impôts différés	31	184	257
Provisions	15	899	1 030
Autres dettes	16	13 130	13 344
Titres de créance émis	17	84 423	58 075
Emprunts subordonnés	18	15 404	15 789
Total passif		934 501	924 811
Capitaux propres	19		
Capital social et prime d'émission d'actions		17 067	17 067
Autres réserves		-769	-984
Bénéfice non distribué		23 893	26 462
Capitaux propres (société mère)		40 191	42 546
Intérêts minoritaires		944	504
Total capitaux propres		41 135	43 050
Total passif et capitaux propres		975 636	967 861

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

II. – Compte de résultat consolidé pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	Notes	2023	2022	2021
Intérêts créditeurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif		44 486	24 541	18 657
Autres intérêts créditeurs		7 741	3 935	2 474
Total intérêts créditeurs		52 228	28 476	21 131
Intérêts débiteurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif		-28 693	-10 969	-5 550
Autres charges d'intérêts		-7 726	-3 761	-1 966
Total intérêts débiteurs		-36 419	-14 730	-7 516
Produits nets des intérêts	20	15 809	13 745	13 615
Produits d'honoraires et de commissions		5 100	5 085	5 004
Charges d'honoraires et de commissions		-1 514	-1 499	-1 487
Revenus nets des honoraires et commissions	21	3 586	3 586	3 517
Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation	22	2 910	1 503	847
Revenus de placement	23	95	181	167
Part du résultat des sociétés liées et des coentreprises	8	149	92	141
Dépréciations au niveau des participations dans des sociétés liées et des coentreprises	8	-5	-192	-3
Résultat sur cessions de sociétés du groupe		0	6	-29
Résultat net de la décomptabilisation des actifs financiers évalués au coût amorti		3	-5	0
Autres revenus nets	24	-146	-369	230
Total produits		22 401	18 546	18 485
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables		520	1 861	516
Charges de personnel	25	6 725	6 152	5 938
Autres charges d'exploitation	26	4 838	5 040	5 257
Total charges		12 083	13 053	11 711
Résultat avant impôts		10 318	5 493	6 774
Impôts	31	2 926	1 723	1 876
Résultat net		7 392	3 769	4 898

+Résultat net attribuable à :	2023	2022	2021
Intérêts minoritaires	235	102	128
Actionnaires de la société mère	7 157	3 667	4 770
	7 392	3 769	4 898
Dividende par action ordinaire	22,08	13,50	6,72
Montant total du dividende versé (en millions d'euros)	10 269	6 277	3 125

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

III. – État consolidé du résultat global pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	Notes	2023	2022	2021
Résultat net (avant intérêts minoritaires)		7 392	3 769	4 898
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui ne seront pas reclassés au compte de résultat :				
Réévaluations réalisées et latentes sur des biens à usage propre		10	15	-2
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes	30	-85	-19	95
Variation nette de la juste valeur des instruments de capitaux propres par le biais des autres éléments du résultat global		-30	-126	96
Variation de la juste valeur du risque de crédit propre des passifs financiers par le biais du compte de résultats		-39	165	37
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement au compte de résultat :				

Variation nette de la juste valeur des titres de créance par le biais des autres éléments du résultat global	68	-428	-178
Plus/Moins-values réalisées sur des titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global reclassés au compte de résultat	9	-26	-42
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	1 138	-3 158	-1 955
Écarts de change (1)	-85	436	143
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises et autres produits	0	0	-3
Total résultat global	8 378	629	3 089
Résultat global attribuable aux :			
Intérêts minoritaires	444	-190	-247
Actionnaires de la société mère	7 934	819	3 336
	8 378	629	3 089

(1) Inclut l'impact de l'application de la comptabilité d'hyperinflation selon l'IAS 29.

Les renvois font référence aux notes annexes. qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Se référer à la Note 31 'Impôts' pour toutes informations concernant les incidences de l'impôt sur les bénéfices sur chaque composante des autres éléments du résultat global.

IV. – État consolidé des variations des capitaux propres

(En millions d'euros.)	Notes	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022		17 067	-984	26 462	42 546	504	43 050
Effet des changements de méthodes comptables (1)				-45	-45	-1	-46
Solde au 1 janvier 2023		17 067	-984	26 417	42 500	503	43 004
Variation nette de la juste valeur des instruments de capitaux propres par le biais des autres éléments du résultat global			-34	-1	-35	5	-30
Variation nette de la juste valeur des titres de créance par le biais des autres éléments du résultat global			53		53	15	68
Plus/Moins-values réalisées sur des titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global reclassés au compte de résultat			9		9		9
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie			997		997	141	1 138
Réévaluations réalisées et latentes sur des biens à usage propre			2	8	10	0	10
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes			-85		-85		-85
Écarts de change			-132		-132	47	-85
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises et autres produits			-892	892			0
Variation de la juste valeur du risque de crédit propre des passifs financiers par le biais du compte de résultats			-39		-39		-39
Montant total enregistré directement dans les autres éléments du résultat global net d'impôts			-122	899	777	209	986
Résultat net	30		336	6 821	7 157	235	7 392
Total résultat global net d'impôts			214	7 720	7 934	444	8 378
Dividendes				-10 269	-10 269	-3	-10 272
Plans d'actionnariat salarié				30	30	0	30
Changements de composition du groupe et autres changements				-5	-5	0	-5
Solde au 31 décembre 2023		17 067	-769	23 893	40 191	944	41 135

(1) Changements de méthode suite à l'adoption de l'IFRS 17 et changement de méthode pour les garanties non financières.

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés. Les changements enregistrés au niveau des différentes réserves sont présentés à la Note 19 'Capitaux propres'.

(En millions d'euros.)	Notes	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2021		17 067	1 069	29 778	47 914	736	48 650
Impact de l'IAS 29 sur le solde d'ouverture			627	-563	64		64
Solde au 1 janvier 2022		17 067	1 696	29 215	47 978	736	48 714
Variation nette de la juste valeur des instruments de capitaux propres par le biais des autres éléments du résultat global			-95	-23	-118	-7	-126
Variation nette de la juste valeur des titres de créance par le biais des autres éléments du résultat global			-406		-406	-22	-428
Plus/Moins-values réalisées sur des titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global reclassés au compte de résultat			-25		-25	-1	-26
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie			-2 901		-2 901	-257	-3 158
Réévaluations réalisées et latentes sur des biens à usage propre			-12	26	15	0	15
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes	30		-19		-19	1	-19
Écarts de change			442		442	-5	436
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises et autres produits			26	-26			0
Variation de la juste valeur du risque de crédit propre des passifs financiers par le biais du compte de résultats			150	15	165		165
Montant total enregistré directement dans les autres éléments du résultat global net d'impôts			-2 840	-8	-2 848	-292	-3 140
Résultat net			161	3 506	3 667	102	3 769
Total résultat global net d'impôts			-2 679	3 498	819	-190	629
Dividendes				-6 277	-6 277	-41	-6 319
Plans d'actionnariat salarié				27	27		27
Changements de composition du groupe et autres changements				-1	-1	0	-1
Solde au 31 décembre 2022		17 067	-984	26 462	42 546	504	43 050

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Les changements enregistrés au niveau des différentes réserves sont présentés à la Note 19 'Capitaux propres'.

(En millions d'euros.)	Notes	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020		17 067	2 334	28 273	47 675	1 022	48 697
Variation nette de la juste valeur des instruments de capitaux propres par le biais des autres éléments du résultat global			101	-6	94	2	96
Variation nette de la juste valeur des titres de créance par le biais des autres éléments du résultat global			-164		-164	-13	-178
Plus/Moins-values réalisées sur des titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global reclassés au compte de résultat			-40		-40	-1	-42
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie			-1 603		-1 603	-352	-1 955
Réévaluations réalisées et latentes sur des biens à usage propre			-13	11	-2	0	-2
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes	30		95		95		95
Écarts de change			153		153	-10	143
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises et autres produits			-21	18	-3		-3
Variation de la juste valeur du risque de crédit propre des passifs financiers par le biais du compte de résultats			37		37		37
Montant total enregistré directement dans les autres éléments du résultat global net d'impôts			-1 456	23	-1 433	-375	-1 809
Résultat net			191	4 579	4 770	128	4 898
Total résultat global net d'impôts			-1 265	4 601	3 336	-247	3 089
Dividendes				-3 125	-3 125	-40	-3 165
Plans d'actionnariat salarié				28	28	0	28
Solde au 31 décembre 2021		17 067	1 069	29 778	47 914	736	48 650

Les changements enregistrés au niveau des différentes réserves sont présentés à la Note 19 'Capitaux propres'.

V. – État consolidé des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	Notes	2023	2022	2021
Flux nets de trésorerie d'exploitation				
Résultat avant impôts		10 318	5 493	6 774
Régularisations pour :				
- Dépréciation et amortissement		674	711	834
- Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables		520	1 861	516
- Réévaluations		-2 836	4 706	-103
- Autres éléments de trésorerie inclus dans le résultat avant impôts		447	813	516
Impôts payés		-2 700	-1 489	-1 871
Variations dans :				
- Prêts et avances aux banques, non disponibles à vue		12 693	-5 836	262
- Montants dus aux banques, non payables à vue		-31 804	-26 976	8 438
- Actifs détenus à des fins de transaction		-3 366	-5 485	-29
- Passifs détenus à des fins de transaction		-1 869	11 975	-5 596
- Prêts et avances aux clients		-5 815	-19 306	-27 772
- Dépôts clients		14 103	34 005	18 339
- Dérivés non détenus à des fins de transaction		2 409	-5 469	290
- Actifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		256	56	-1 905
- Actifs obligatoirement désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		-7 402	-4 143	1 650
- Autres actifs		1 724	-2 861	-121
- Autres dettes financières désignées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		4 384	9 843	-6 795
- Provisions et autres dettes		2 143	-667	-1 298
Flux nets de trésorerie résultant des/(utilisés dans les) activités d'exploitation		-6 120	-2 769	-7 869
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Titres de placement et avances : - Sociétés liées et coentreprises		-55	-48	-91
- Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		-19 995	-18 806	-13 186
- Titres au coût amorti		-49 614	-24 651	-44 945
- Immobilisations corporelles		-246	-231	-184
- Autres placements		-310	-198	-179
Cessions et rachats :				
- Sociétés liées et coentreprises		164	58	57
- Cession de filiales, nette de la trésorerie acquise		0	7	27
- Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		11 913	14 526	17 750
- Titres au coût amorti		49 525	23 943	46 933
- Immobilisations corporelles		57	83	39
- Autres placements		15	10	0
Flux nets de trésorerie résultant des/(utilisés dans les) activités d'investissement		-8 545	-5 307	6 220
Flux de trésorerie liés aux activités financières	29			
Produits de titres de créance		110 477	81 636	77 298
Remboursements de titres de créance		-86 061	-78 609	-76 150
Produits de l'émission de prêts subordonnés		2 225	983	3 169
Remboursements de prêts subordonnés		-2 894	-1 090	-2 538
Remboursements du principal des dettes de location		-291	-296	-301
Dividendes versés		-10 272	-6 319	-3 165
Flux nets de trésorerie résultant des/(utilisés dans les) opérations de financement		13 184	-3 694	-1 686
Flux nets de trésorerie		-1 481	-11 770	-3 335
Liquidités et équivalents de trésorerie en début d'exercice		95 390	107 664	111 565
Effet des variations de taux de change sur les liquidités et équivalents de trésorerie		-898	-505	-565
Liquidités et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		93 011	95 390	107 664

Liquidités et équivalents de trésorerie (En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Bons du trésor et autres effets de commerce admissibles inclus dans les titres au coût amorti	0	1	23
Montants dus aux banques	-5 132	-6 172	-7 059
Prêts et avances aux banques	7 930	13 947	8 180
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	90 214	87 614	106 520
Liquidités et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	93 011	95 390	107 664

Le poste 'Liquidités et équivalents de trésorerie' inclut des montants dus aux banques et des prêts et avances aux banques qui sont payables à vue.

Les réserves obligatoires minimales en dépôt auprès de différentes banques centrales sont incluses dans les liquidités et équivalents de trésorerie. Se référer à la Note 36 'Transfert d'actifs financiers, actifs remis et reçus en garantie' portant sur des restrictions relatives aux soldes détenus auprès des banques centrales.

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Le tableau ci-dessous présente les intérêts et dividendes perçus et payés.

(En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Intérêts perçus	51 030	28 110	21 515
Intérêts payés	-33 859	-14 201	-8 723
	17 171	13 909	12 792
Dividendes perçus (1)	205	229	172
Dividendes payés	-10 272	-6 319	-3 165

(1) Sont inclus les dividendes perçus, enregistrés dans les revenus de placement, qui résultent des titres de participation inscrits dans les actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat et dans les actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et qui résultent de participations dans des sociétés liées et des coentreprises Les dividendes perçus et payés résultant des positions de négociation ont été inclus.

Les dividendes perçus des sociétés liées et des coentreprises sont inclus dans les activités d'investissement ; les intérêts perçus, les intérêts payés et les autres dividendes perçus sont inclus dans les activités d'exploitation et les dividendes payés sont inclus dans les activités de financement dans l'état consolidé des flux de trésorerie.

VI. — Notes annexes

Notes additionnelles aux états financiers consolidés

1. – Principes de préparation et informations sur les principales méthodes comptables

1.1. – Entité publiant et autorisation des états financiers consolidés

ING Bank N.V. (Naamloze vennootschap) est une société domiciliée à Amsterdam, Pays-Bas ; Registre du commerce d'Amsterdam, n° 33031431 ING Bank N.V. est une filiale à 100 % d'ING Groep N.V., groupe domicilié à Amsterdam, Pays-Bas. Les présents états financiers consolidés, établis au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos à cette date, concernent ING Bank N.V. (la société mère) et ses filiales, désignées ensemble sous le nom d'ING Bank. ING Bank est une institution financière mondiale à forte implantation européenne, offrant une large gamme de services bancaires de détail et de gros à des clients dans plus de 40 pays.

Les états financiers consolidés d'ING pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 ont été autorisés à la publication conformément à la résolution du Management Board Banking du 4 mars 2024. L'Assemblée Générale des Actionnaires peut décider de ne pas adopter les états financiers, mais ne peut pas les modifier.

1.2. – Principes de préparation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés d'ING Bank ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE) et aux articles pertinents de la partie 9 du livre 2 du Code civil néerlandais.

Les normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE sont les normes et interprétations IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC), assorties de quelques modifications limitées telles que l'enregistrement des macro-couvertures suivant les dispositions dites du 'carve-out' qui viennent déroger aux méthodes de couverture de juste valeur de l'IAS 39 'Instruments financiers' : comptabilisation et évaluation' (ci-après dénommées « IFRS »).

Conformément au 'carve-out UE', ING Bank utilise la comptabilité de couverture de juste valeur pour couvrir le risque de taux d'intérêt (macro-couverture dite 'carve out' autorisée par l'UE). Pour de plus amples informations, se référer au paragraphe 1.5.4 'Dérivés et comptabilité de couverture' de la présente note et à la Note 33 'Dérivés et comptabilité de couverture'.

Les comptes annuels consolidés d'ING Bank ont été préparés en se basant sur le principe comptable de continuité d'exploitation et il n'y a aucun doute important sur la capacité d'ING Bank à poursuivre ses activités.

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, arrondis au million le plus proche, sauf indication contraire. Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison des arrondis.

1.2.1. – Présentation des informations sur la gestion des risques

Afin d'améliorer la transparence, de réduire les doublons et de présenter les informations afférentes en un seul endroit, certaines informations sur la nature et l'ampleur des risques liés aux instruments financiers, requises en vertu de la norme IFRS 7 'Instruments financiers : informations à fournir' sont incluses dans le chapitre 'Gestion des risques' du rapport annuel.

Ces informations font partie intégrante des comptes annuels consolidés d'ING Bank et sont signalées par le symbole (*) dans le chapitre 'Gestion des risques'. Les chapitres, paragraphes, graphiques ou tableaux du chapitre 'Gestion des risques' qui sont signalés par ce symbole dans les titres ou les en-têtes de tableaux correspondants sont considérés comme faisant partie intégrante des états financiers consolidés.

1.3. – Changements au niveau des principes comptables et de la présentation

ING Bank a appliqué ses principes comptables de façon cohérente lors de chaque période présentée dans les présents états financiers consolidés.

En 2023, ING Bank a mis à jour la présentation de la Note 13 'Prêts et avances aux clients' afin de garantir la cohérence et faciliter la comparaison. Les chiffres comparables de 2022 ont été retraités en conséquence.

1.3.1. – Changements dans les IFRS entrés en vigueur en 2023

ING Bank a procédé aux changements de méthodes comptables suivants au cours de la période considérée :

IFRS 17 'Contrats d'assurance'

L'IFRS 17 est une nouvelle norme comptable pour les contrats d'assurance couvrant la comptabilisation et l'évaluation, la présentation et les informations à fournir ; elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023. La norme IFRS 17 remplace la norme IFRS 4 'Contrats d'assurance', qui permettait de diversifier les pratiques comptables pour les contrats d'assurance. La norme IFRS 17 inclut une exclusion facultative du champ d'application pour les prêts assortis d'une exonération en cas de décès.

ING Bank n'a pas d'activité d'assurance, mais vend de manière limitée des produits d'assurance en tant que courtier, sans courir le risque d'assurance. Ces contrats n'entrent donc pas dans le champ d'application de la norme IFRS 17. Toutefois, ING détient aux Pays-Bas un portefeuille de prêts assortis d'une exonération en cas de décès d'une valeur comptable nette de 743 millions d'euros au 1^{er} janvier 2023. La norme IFRS 4 permettait auparavant de séparer ces contrats dans deux composantes (un prêt dans le champ d'application de l'IFRS 9 'Instruments financiers' évalué au coût amorti et un contrat d'assurance avec clause d'exonération en cas de décès dans le champ d'application de l'IFRS 4). Désormais, la norme IFRS 17 ne permet plus une telle séparation et exige que ces instruments soient comptabilisés dans leur intégralité soit selon l'IFRS 9, soit selon l'IFRS 17.

ING Bank a choisi d'appliquer la norme IFRS 9 'Instruments financiers' pour la comptabilisation desdits prêts assortis d'une exonération en cas de décès. De ce fait, ce portefeuille ne répond plus au critère des paiements exclusivement en principal et intérêts (SPPI). Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2023, le portefeuille est évalué à sa juste valeur par le biais du compte de résultat au lieu d'être évalué au coût amorti. Ce reclassement a diminué le total des capitaux propres à l'ouverture de -13 millions d'euros au 1^{er} janvier 2023. L'impact financier de l'IFRS 17 sur ING Bank est donc limité.

Traitement comptable des garanties non financières

ING Bank a modifié sa méthode comptable relative aux garanties non financières assorties de droits d'indemnisation contractuels (telles que les garanties de bonne fin et autres garanties non financières, ainsi que les lettres de crédit) passant des principes de l'IAS 37 à la comptabilisation des engagements de prêt en vertu de l'IFRS 9. Le recadrage a été déclenché par l'introduction de la norme IFRS 17 Contrats d'assurance et permet de disposer d'informations fiables et plus pertinentes, en particulier lorsque le risque de crédit est élevé, car le modèle des pertes de crédit attendues de la norme IFRS 9 prend en compte ce risque plus tôt que la norme IAS 37. Ce changement volontaire de méthode a eu un impact limité sur le total des capitaux propres d'ouverture d'ING qui s'élève à -33 millions d'euros.

Autres changements dans les IFRS entrés en vigueur en 2023 (approuvés par l'UE) :

Les modifications suivantes, apportées aux IFRS, sont entrées en vigueur au cours de la période de référence, sans impact significatif pour ING.

- Modifications d'IAS 1 'Présentation des états financiers' : Informations à fournir sur les méthodes comptables (publiées en février 2021).
- Modifications d'IAS 8 'Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs' : Définitions des estimations comptables (publiées en février 2021).
- Modifications d'IAS 12 'Impôts sur le résultat' : Impôt différé relatif aux actifs et aux passifs résultant d'une transaction unique (publié en mai 2021).
- Modifications d'IAS 12 'Impôts sur le résultat' : Réforme fiscale internationale - Modèles de règles du Pilier Deux Ces modifications permettent à ING Bank d'exclure les modèles de règles du Pilier Deux des exigences relatives à la comptabilisation des impôts différés et relatives aux informations à fournir à ce sujet. Pour plus d'informations sur l'exposition d'ING Bank aux modèles de règles du Pilier Deux, se reporter à la Note 28 'Informations sur les zones géographiques'.

1.3.2. – Modifications des normes IFRS attendues après 2023

Les modifications suivantes ont été publiées, mais ne sont pas obligatoires pour 2023 et n'ont pas été adoptées de manière anticipée par ING Bank Lorsqu'elles entreront en vigueur, leur mise en œuvre ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés d'ING Bank.

En vigueur en 2024 (approuvées par l'UE) :

- Modifications d'IFRS 16 'Contrats de location' : Passifs de location dans le cadre d'une cession-bail (publiées en septembre 2022).
- Modifications d'IAS 1 'Présentation des états financiers' : Classification des passifs comme courants ou non courants (publiées en janvier 2020) ;

En vigueur en 2024 (non encore approuvées par l'UE) :

- Modifications d'IAS 7 'État des flux de trésorerie' et d'IFRS 7 'Instruments financiers : Informations à fournir'. Accords financiers avec les fournisseurs (publiées en mai 2023).

En vigueur en 2025 (non encore approuvées par l'UE) :

- Modifications d'IAS 21 'Effets des variations des taux de change' : Absence de convertibilité (publiée en août 2023).

1.4. – Jugements significatifs et estimations et hypothèses comptables critiques

La préparation des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle émette des jugements lors de l'application de ses méthodes comptables et qu'elle recourt à des estimations et des hypothèses. Les estimations et hypothèses affectent les montants enregistrés à l'actif et au passif et les montants des actifs et passifs éventuels à la date du bilan ainsi que les produits et charges reportés pour l'exercice. Le résultat effectif peut différer de ces estimations. L'émission d'hypothèses est soumise à des procédures de contrôle interne et à approbation.

ING Bank a identifié des domaines pour lesquels la direction doit émettre des jugements importants et utiliser des estimations et hypothèses comptables critiques sur la base d'informations et de données financières pouvant ou non varier à l'avenir. Ces domaines couvrent :

- les provisions pour créances irrécouvrables (actifs financiers) (voir Note 1.5.6 'Dépréciation des actifs financiers') ;
- la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (voir Note 1.5.3 pour les 'justes valeurs des actifs et passifs financiers') ;
- les participations dans des sociétés liées - évaluation de pertes de valeur supplémentaires ou reprise de pertes de valeurs antérieures (voir Note 1.10 'Participations dans des sociétés liées et des coentreprises') ;
- les provisions (voir Note 1.15 'Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels') ; et
- la comptabilisation d'opérations de financement ciblées à plus long terme (TLTRO) (voir Note 1.5.8 'Comptabilisation d'opérations de financement ciblées à plus long terme (TLTRO)').

1.5. – Instruments financiers

ING Bank applique la norme IFRS 9 « Instruments financiers » pour la comptabilisation, la classification, l'évaluation et la décomptabilisation des actifs et des passifs financiers, ainsi que pour la dépréciation des actifs financiers. Le groupe applique les dispositions de l'IAS 39 'Instruments financiers : comptabilisation et évaluation' à des fins de comptabilité de couverture.

1.5.1. – Comptabilisation et décomptabilisation des instruments financiers

Comptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers sont inscrits au bilan lorsqu'ING Bank devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Pour l'achat ou la vente 'regular way' d'un actif financier, la comptabilisation à la date de transaction ou à la date de règlement est appliquée en fonction de la classification de l'actif financier.

Décomptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie en provenance des actifs financiers ont expiré ou lorsqu'ING Bank a transféré les droits de recevoir les flux de trésorerie en provenance des actifs financiers ou s'est engagée à transmettre les flux de trésorerie et a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif. Si ING Bank ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif financier, elle décomptabilise l'actif financier lorsqu'elle n'a plus de contrôle sur l'actif. La différence entre la valeur comptable d'un actif financier décomptabilisé et la contrepartie reçue est portée au compte de résultat.

Comptabilisation des passifs financiers

Les passifs financiers sont comptabilisés à la date à laquelle l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Décomptabilisation des passifs financiers

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation spécifiée dans le contrat est acquittée, annulée ou éteinte. La différence entre la valeur comptable d'un passif financier éteint et la contrepartie payée est portée au compte de résultat.

1.5.2. – Classification et évaluation des instruments financiers

Passifs financiers

ING Bank classe ses actifs financiers dans les catégories d'évaluation suivantes :

- actifs devant être évalués ultérieurement à leur juste valeur (soit par le biais des autres éléments du résultat global, soit par le biais du compte de résultat) ; et
- actifs devant être évalués au coût amorti.

Lors de la comptabilisation initiale, ING Bank évalue un actif financier à sa juste valeur à laquelle s'ajoutent, dans le cas d'un actif financier non comptabilisé en FVPL, les frais de transaction directement imputables à l'acquisition de l'actif financier. Les frais de transaction des actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat sont inscrits en charges dans le compte de résultat.

Actifs financiers – Titres de créance

La classification dépend du modèle de gestion de l'entité pour la gestion des actifs financiers et des conditions contractuelles des flux de trésorerie lors de la comptabilisation initiale.

Modèles de gestion

Les modèles d'entreprise sont classés en détention pour collecte (Hold to Collect - HtC), en modèle de gestion « collecte et vente » (Hold to Collect and Sell - HtC&S) ou autre selon la manière dont un portefeuille d'instruments financiers est géré dans son ensemble. Les modèles de gestion d'ING Bank reposent sur la structure de gestion existante de la banque et ont été affinés sur la base d'une analyse de la manière dont les entreprises sont évaluées et dont leurs informations sont rapportées, de la manière dont leurs risques commerciaux spécifiques sont gérés et en fonction des ventes historiques et futures attendues. Les ventes sont autorisées dans un modèle d'entreprise HtC lorsqu'elles sont dues à une augmentation du risque de crédit, qu'elles ont lieu à proximité de la date d'échéance (lorsque le produit des ventes est proche de la perception des flux de trésorerie contractuels restants), que leurs valeurs sont insignifiantes (à la fois individuellement et globalement) ou qu'elles sont peu fréquentes.

Flux de trésorerie contractuels Paiements exclusivement en principal et intérêts (SPPI)

Les flux de trésorerie contractuels d'un actif financier sont évalués pour déterminer s'ils représentent des SPPI. Les intérêts tiennent compte de la valeur temporelle de l'argent, du risque de crédit et d'autres risques de base liés au prêts, tels que le risque et coûts de liquidité associés à la détention de l'actif financier pendant une période donnée. En outre, les intérêts peuvent inclure une marge bénéficiaire compatible avec un accord de prêt de base. Les actifs financiers comportant des dérivés incorporés sont considérés dans leur intégralité lorsqu'il s'agit de déterminer si leurs flux de trésorerie sont des SPPI.

Pour déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont des SPPI, ING Bank tient compte des conditions contractuelles de l'instrument. Il s'agit notamment d'évaluer si l'actif financier contient une condition contractuelle qui pourrait modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels de sorte qu'il ne remplirait pas cette condition.

Sur la base du modèle de gestion de l'entité s'appliquant à la gestion des actifs financiers et sur la base des conditions contractuelles des flux de trésorerie, il existe trois catégories d'évaluation dans lesquelles ING Bank classe ses titres de créance :

- coût amorti :
Les titres de créance qui sont détenus pour le recouvrement de flux de trésorerie contractuels dans le cadre d'un modèle de gestion HtC, lorsque ces flux de trésorerie représentent des SPPI sont évalués au coût amorti ; Les produits d'intérêts provenant de ces actifs financiers sont inclus dans les produits d'intérêts en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation est comptabilisé directement dans le compte de résultat. Les pertes de valeur sont présentées comme poste distinct dans le compte de résultat.
- FVOCI :
Les titres de créance qui sont détenus pour le recouvrement de flux de trésorerie contractuels dans le cadre d'un modèle de gestion HtC&S, lorsque ces flux de trésorerie représentent des SPPI sont évalués au coût amorti ; Les variations de la valeur comptable sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exception de la comptabilisation des gains ou pertes de valeur, des produits d'intérêts et des gains et pertes de change, qui sont comptabilisés dans le compte de résultat. Lorsque l'actif financier est décomptabilisé, le gain ou la perte cumulé précédemment comptabilisé dans les autres éléments du résultat global sont reclassés depuis les capitaux propres vers le compte de résultat et présentés dans les revenus de placement ou dans les autres revenus nets, en fonction des caractéristiques spécifiques du modèle de gestion. Les produits d'intérêts provenant de ces actifs financiers sont inclus dans les produits d'intérêts en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Les pertes de valeur sont présentées comme poste distinct dans le compte de résultat.

— FVPL :

Les titres de créance qui ne satisfont pas aux critères de comptabilisation au coût amorti ou en FVOCI sont comptabilisés en FVPL. En font partie les titres de créance détenus à des fins de transaction (présentés séparément comme actifs détenus à des fins de transaction) et tous les autres titres de créance qui ne satisfont pas aux critères de la comptabilisation au coût amorti ou en FVOCI (présentés séparément comme devant être comptabilisés obligatoirement en FVPL). Lors de la comptabilisation initiale, ING Bank peut dans certains cas décider de désigner irrévocablement un actif financier comme étant classé et comptabilisé en FVPL. C'est le cas lorsque cette solution permet d'éliminer ou de réduire de manière significative toute incohérence au niveau du traitement comptable qui pourrait survenir pour les actifs comptabilisés au coût amorti ou en FVOCI. Les variations de juste valeur des titres détenus à des fins de transaction, des prêts détenus à des fins de transaction et des dépôts à des fins de transaction (principalement des opérations de prise en pension de titres) sont présentées intégralement dans le poste Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation, qui comprend également les intérêts. Les intérêts générés par les actifs financiers comptabilisés en FVPL sont comptabilisés dans le compte de résultat et présentés dans les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts de la période au cours de laquelle ils surviennent. Les intérêts générés par un titre de créance dans le cadre d'une relation de couverture, mais ne faisant pas l'objet d'une comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le compte de résultat et présentés dans les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts de la période au cours de laquelle ils surviennent.

ING Bank reclasse les actifs financiers si et seulement si son modèle de gestion s'appliquant aux actifs financiers change. De tels changements de modèles de gestion devraient être très rares. Aucun reclassement n'a été effectué durant la période considérée.

Actifs financiers – Instruments de capitaux propres

Tous les instruments de capitaux propres sont évalués à leur juste valeur. ING Bank applique l'option de la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour les investissements considérés comme stratégiques, à savoir les investissements qui apportent une valeur ajoutée aux activités bancaires de base d'ING Bank.

Elle ne procède pas au recyclage ultérieur des gains et pertes de juste valeur au compte de résultat après la décomptabilisation des investissements qu'on avait choisi de classer et comptabiliser en FVOCI. Toutefois, le gain ou la perte cumulé est transféré des capitaux propres aux bénéfices non distribués lors de la décomptabilisation de ces instruments de capitaux propres. Les dividendes provenant de ces investissements continuent d'être comptabilisés dans le compte de résultat en tant que revenus de placement lorsque le droit d'ING à recevoir les paiements est établi. Les exigences en matière de dépréciation ne s'appliquent pas aux participations classées et comptabilisées en FVOCI.

Les autres participations restantes sont comptabilisées en FVPL. Toutes les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le poste Résultat des évaluations et revenu net d'exploitation du compte de résultat consolidé.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés et comptabilisés au coût amorti, à l'exception des contrats de garantie financière, des dérivés et des passifs comptabilisés en FVPL. Les passifs financiers classés et comptabilisés en FVPL sont présentés comme suit :

- le montant de la variation de juste valeur qui est attribuable aux variations du risque de crédit propre des passifs comptabilisés en FVPL est présenté dans les autres éléments du résultat global. Lors de la décomptabilisation, l'impact de cet ajustement de valorisation sur passifs (DVA) n'est pas recyclé depuis les autres éléments du résultat global vers le compte de résultat ; et
- le montant résiduel de la variation de la juste valeur est présenté dans le poste « Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation » du compte de résultat. Les intérêts sur passifs financiers comptabilisés en FVPL sont également inscrits dans le résultat des évaluations, à l'exception des éléments volontairement comptabilisés en FVPL dont les intérêts sont présentés dans le poste Intérêts créditeurs (débiteurs).

Un contrat de garantie financière est un contrat qui oblige ING Bank à effectuer des paiements spécifiques pour rembourser le porteur d'une perte qu'il a subie du fait qu'un débiteur donné n'a pas effectué son paiement à l'échéance conformément aux conditions initiales ou modifiées d'un titre de créance. Un tel contrat est initialement comptabilisé à la juste valeur et est ensuite évalué au montant le plus élevé entre (a) le montant déterminé conformément aux dispositions en matière de dépréciation de la norme IFRS 9 'Instruments financiers' (voir chapitre « Dépréciation des actifs financiers ») et (b) le montant initialement comptabilisé moins, le cas échéant, l'amortissement cumulé comptabilisé conformément au principe de comptabilisation des produits de la norme IFRS 15 'Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients'.

Opérations de mise et de prise en pension de titres

Les titres cédés en vertu d'opérations de mise en pension ('repos'), les emprunts de titres et les accords similaires continuent à être comptabilisés dans le bilan consolidé. La contrepartie exigible est évaluée en FVPL (désignée) et prise en compte dans Autres passifs financiers comptabilisés en FVPL, si l'actif est évalué en FVPL. Dans les autres cas, la contrepartie exigible est enregistrée dans les Montants dus aux banques, les Dépôts clients ou détenus à des fins de transaction, selon le cas.

Les titres achetés en vertu d'opérations de prise en pension ('reverse repos'), les emprunts de titres et les accords similaires ne sont pas pris en compte dans le bilan consolidé. La contrepartie payée pour l'achat de titres est comptabilisée comme Prêts et avances aux clients, Prêts et avances aux banques, Autres actifs financiers comptabilisés en FVPL ou Actifs détenus à des fins de transaction, selon le cas. La différence entre le prix de vente et le prix de rachat est traitée comme un intérêt et amortie sur toute la durée de vie du contrat sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif pour les instruments qui ne sont pas comptabilisés en FVPL.

1.5.3. – Juste valeur des actifs et passifs financiers

Tous les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier est généralement son prix de transaction (à savoir la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue). Toutefois, s'il existe une différence importante entre le prix de transaction et la juste valeur des instruments financiers dont la juste valeur est basée sur une technique d'évaluation utilisant des données non observables significatives, la totalité du gain ou de la perte au premier jour de la transaction ('Day one profit or loss') est reportée. ING reporte le Day one profit or loss relatif aux instruments financiers classés au niveau 3 et aux instruments financiers présentant des paramètres de valorisation significatifs non observables dans CVA qui ne sont pas nécessairement classés au niveau 3. Le gain ou la perte différé(e) au premier jour est comptabilisé(e) au compte de résultat sur la durée de vie de la transaction jusqu'à son échéance, ou jusqu'à ce que les données significatives non observables deviennent observables, ou jusqu'à ce que les données significatives non observables deviennent non significatives. Dans tous les autres cas, ING Bank comptabilise la différence comme gain ou perte initial(e).

Par la suite, à l'exception des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti, tous les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur.

La juste valeur correspondant au montant qui serait reçu pour vendre un actif ou qui serait payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction réalisée en bonne et due forme entre intervenants sur le marché à la date d'évaluation. Elle suppose que les intervenants sur le marché utiliseraient et prendraient en compte les caractéristiques de l'actif ou du passif pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Les justes valeurs d'actifs et de passifs financiers sont basées sur les cotations officielles non ajustées, lorsqu'elles sont disponibles. Lesdites cotations sont essentiellement déterminées sur la base des cours des instruments financiers cotés. Lorsque ces cotations ne sont pas disponibles, les cours sur des marchés actifs peuvent être obtenus auprès d'agents en bourse indépendants, de courtiers ou de teneurs de marché. En général, les positions sont évaluées comme étant longues au cours acheteur et courtes au cours vendeur ou elles sont évaluées au cours situé dans la fourchette acheteur/vendeur qui est la plus représentative de la juste valeur dans les circonstances données. Si certaines positions sont marquées au prix moyen du marché, on procède alors à un ajustement à la juste valeur.

Pour certains passifs et actifs financiers, aucun cours du marché n'est disponible. La juste valeur de tels instruments est alors déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces techniques vont de l'actualisation des flux de trésorerie aux divers modèles d'évaluation qui prennent en compte les facteurs de fixation de prix, tels que le prix du marché des instruments sous-jacents de référence, les paramètres de marché (volatilités, corrélations, notations) et le comportement des clients. ING Bank utilise au maximum les paramètres de marché observables et minimise tout recours aux paramètres non observables pour la détermination de la juste valeur. La juste valeur peut être subjective en fonction de l'importance que revêtent les paramètres non observables dans l'évaluation globale. Toutes les techniques d'évaluation utilisées sont sujettes à révision et approbation internes. La plupart des données utilisées dans les techniques d'évaluation sont validées si possible quotidiennement.

Lorsqu'un groupe d'actifs et de passifs financiers est géré sur la base de ses expositions nettes au risque, on évalue la juste valeur d'un groupe d'actifs ou de passifs financiers au niveau du portefeuille net.

Afin de tenir compte du risque de crédit dans la juste valeur, ING Bank applique des ajustements tant de la valeur de crédit que de la valeur de débit (CVA, DVA, également appelée CVA bilatérale ou BVA). Une dette émise par la banque elle-même et les obligations structurées qui sont comptabilisées en FVPL sont ajustées pour tenir compte du risque de crédit propre à ING Bank au moyen d'une DVA.

Pour tenir compte du risque de financement, ING Bank applique en outre un 'Ajustement des coûts de financement' (FVA) aux dérivés non garantis en se basant sur les cours des liquidités de financement ; ING Bank applique aussi d'autres ajustements de valeurs à certaines positions afin de parvenir à leur juste valeur : ajustements au cours acheteur/vendeur, ajustements de valorisation des risques liés au modèle et ajustements sur valorisation des garanties (CollVA).

Jugements significatifs et estimations et hypothèses comptables critiques :

- Même si les prix du marché sont disponibles, lorsque les marchés sont moins liquides, il peut y avoir une fourchette de prix pour le même titre provenant de différentes sources de prix. La sélection du prix le plus approprié requiert du jugement et peut donner lieu à des estimations différentes de la juste valeur.
- Les techniques d'évaluation sont subjectives par nature ; elles impliquent donc une grande part d'estimations pour l'établissement de la juste valeur de certains actifs et passifs financiers. Les techniques d'évaluation reposent sur

différentes hypothèses concernant des facteurs de fixation de prix. L'utilisation de différentes techniques d'évaluation et de différentes hypothèses pourrait fournir des estimations sensiblement différentes de la juste valeur.

- Le test de prix est réalisé pour évaluer si le processus d'évaluation a conduit à la juste valeur appropriée de la position et pour minimiser les risques potentiels de pertes économiques dues à des modèles incorrects ou mal utilisés.
- Évaluer si un marché est actif et si un paramètre est observable et significatif nécessite l'exercice du jugement. ING Bank hiérarchise ses instruments financiers qui sont évalués à leur juste valeur dans le bilan ou dont la juste valeur est déterminée selon une hiérarchie sur trois niveaux basée sur l'observabilité des paramètres d'évaluation. Le recours à des approches différentes pour déterminer si un marché est actif, si un paramètre est observable et si un paramètre non observable est significatif pourrait entraîner des classifications différentes dans la hiérarchie de juste valeur ainsi qu'un report potentiellement différent du Day One Profit or Loss.
- Se référer à la Note 32 'Juste valeur des actifs et passifs' et au paragraphe 'Risque de marché' dans le chapitre 'Gestion des risques' du rapport annuel au sujet de la base de détermination de la juste valeur des instruments financiers et des sensibilités afférentes.

1.5.4. – Dérivés et comptabilité de couverture

La norme IFRS 9 prévoit un choix de méthode comptable permettant de différer l'adoption de la comptabilité de couverture selon l'IFRS 9 et de poursuivre la comptabilité de couverture en vertu de l'IAS 39. ING Bank a décidé d'exercer ce choix de méthode comptable et n'a pas adopté la comptabilité de couverture IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018. En outre, ING Bank utilise la comptabilité de couverture de juste valeur pour couvrir le risque global de taux d'intérêt de son portefeuille (macro-couverture de juste valeur) conformément à version 'carve-out UE' de l'IAS 39.

Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle le contrat d'instruments dérivés est conclu et sont évalués par la suite à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à partir des cours du marché sur les marchés actifs, y compris les transactions commerciales, et à partir de techniques d'évaluation telles que les modèles d'actualisation des flux de trésorerie et les modèles d'évaluation des options, selon le cas. Tous les dérivés sont portés à l'actif lorsque leur juste valeur est positive et au passif lorsque leur juste valeur est négative. Les variations de juste valeur des dérivés sont présentées dans le poste « Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation » du compte de résultat, à l'exception des dérivés faisant l'objet d'une relation de couverture formelle et des couvertures dites économiques qui ne font pas l'objet d'une relation de couverture formelle, lorsqu'une composante est présentée séparément dans les résultats d'intérêts, conformément à la stratégie de gestion des risques d'ING Bank.

Les dérivés incorporés sont séparés des passifs financiers et des autres contrats non financiers et comptabilisés en tant que dérivés si, et seulement si :

1. les caractéristiques économiques et les risques inhérents au dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ;
2. un instrument séparé présentant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répond à la définition d'un dérivé ; et
3. les instruments combinés ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur avec variations de la juste valeur inscrites au compte de résultat.

Lorsqu'un dérivé incorporé est ainsi séparé des passifs financiers, le contrat hôte est pris en compte comme un contrat autonome similaire.

La méthode de comptabilisation de la juste valeur du gain ou de la perte en résultant dépend de la qualité du dérivé. S'il est considéré comme un instrument de couverture, elle dépendra de la nature de l'élément couvert. ING Bank qualifie certains dérivés comme couvertures de la juste valeur des actifs, passifs ou promesses de prêts comptabilisés (couverture de juste valeur), comme couvertures de cash flows futurs hautement probables attribuables à un élément comptabilisé de l'actif ou du passif (couverture de flux de trésorerie) ou comme couvertures d'investissements nets d'activités à l'étranger. La comptabilité de couverture est utilisée pour les dérivés qualifiés de cette façon, à condition que certains critères soient réunis.

À la date de prise d'effet de la transaction, ING Bank documente la relation entre instruments de couverture et éléments couverts, ses objectifs de gestion des risques, ainsi que les méthodes choisies pour évaluer l'efficacité de la couverture. ING Bank documente aussi ses évaluations, aussi bien à la prise d'effet de la couverture que de façon continue, lui permettant d'estimer si les dérivés utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de cash flows des éléments couverts.

Couvertures de juste valeur

Toute variation de la juste valeur de dérivés qui sont désignés et qualifiés de couvertures de juste valeur est comptabilisée au compte de résultat, tout comme les ajustements de la juste valeur d'éléments couverts attribuables au risque de couverture. Si la relation de couverture ne répond plus aux critères d'une comptabilité de couverture, l'ajustement cumulé de l'élément couvert est, dans le cas des instruments portant intérêts, amorti au compte de résultat sur la période restante de la couverture initiale ou est pris en compte directement lorsque l'élément couvert est décomptabilisé. Pour les instruments ne portant pas intérêts, l'ajustement cumulé de l'élément couvert est comptabilisé au compte de résultat lorsque l'instrument couvert est décomptabilisé.

Couvertures de flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés et qualifiés de couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée dans Autres éléments du résultat global. Le gain ou la perte concernant la part non effective sont imputés directement au compte de résultat.

Les montants cumulés dans Autres éléments du résultat global sont recyclés dans le compte de résultat au cours des périodes pendant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat net. Lorsqu'un instrument de couverture expire ou est vendu, ou lorsqu'il ne répond plus aux critères d'une comptabilité de couverture, tout gain ou perte cumulé, enregistré dans Autres éléments du résultat global à ce moment-là reste dans Autres éléments du résultat global et est comptabilisé lorsque la transaction prévisionnelle est finalement portée au compte de résultat. Lorsque l'on ne s'attend plus à ce qu'une transaction prévue ait lieu, le gain ou la perte cumulé qui avait été enregistré dans Autres éléments du résultat global est immédiatement transféré au compte de résultat.

Couvertures d'investissements nets

Les couvertures d'investissements nets d'activités à l'étranger sont comptabilisées comme les couvertures de flux de trésorerie. Le gain ou la perte concernant la partie efficace de la couverture sont enregistrés dans Autres éléments du résultat global ; le gain ou la perte concernant la partie non efficace sont immédiatement portés au compte de résultat. Les gains et pertes cumulés dans Autres éléments du résultat global sont inclus dans le compte de résultat lorsque l'entité étrangère est cédée.

Transition IBOR - politiques spécifiques applicables aux couvertures directement touchées par la réforme IBOR

Comme expliqué dans le paragraphe 'Transition IBOR' du chapitre 'Gestion des risques', une révision fondamentale des principaux taux d'intérêt de référence a été effectuée et est toujours en cours pour certains d'entre eux (par exemple, le WIBOR).

Étant donné que la réforme IBOR est susceptible d'avoir diverses implications comptables, l'International Accounting Standards Board (IASB) a établi un projet en deux phases. La phase 1 concerne les questions affectant l'information financière avant le remplacement des taux d'intérêt de référence existants. Les amendements de la phase 1 des normes IFRS ont été publiés par l'IASB en 2019. La phase 2 se concentre sur les questions susceptibles d'affecter l'information financière lorsque les taux d'intérêt de référence existants sont réformés ou remplacés. Les amendements de la phase 2 des normes IFRS ont été publiés par l'IASB en 2020.

Les amendements de la phase 1 des normes IFRS permettent à ING Bank d'appliquer temporairement un certain nombre d'exceptions pour poursuivre la comptabilité de couverture, même lorsqu'il y a une incertitude sur les flux de trésorerie contractuels découlant de la réforme. Dans le cadre de ces exceptions temporaires, les taux interbancaires offerts sont supposés rester inchangés aux fins de la comptabilité de couverture jusqu'à ce que l'incertitude soit levée.

Plus précisément, les dérogations temporaires suivantes font partie des amendements de la phase 1 :

- Exigence hautement probable pour les couvertures de flux de trésorerie
Pour déterminer si une transaction prévue est hautement probable, on suppose que le taux d'intérêt de référence sur lequel les flux de trésorerie couverts sont basés n'est pas modifié par la réforme.
- Évaluation prospective de l'efficacité des couvertures
Lors de l'évaluation prospective, on suppose que le taux d'intérêt de référence sur lequel les flux de trésorerie couverts sont basés n'est pas modifié par la réforme.
- Évaluation rétrospective de l'efficacité des couvertures
Lors de l'évaluation rétrospective, les couvertures sont autorisées à passer l'évaluation même si les résultats réels se situent en dehors de la fourchette de 80-125 %, pendant la période d'incertitude découlant de la réforme IBOR.
- Désignation d'une composante d'un élément comme élément couvert
Pour les couvertures de la composante de référence du risque de taux d'intérêt affectée par la réforme, l'exigence d'identification séparée ne doit être démontrée qu'au début de ces relations de couverture (macro-couvertures comprises).

Les amendements sont pertinents car ING Bank couvre et applique la comptabilité de couverture à l'exposition au taux d'intérêt de référence dans le cadre de la réforme IBOR. Les couvertures d'ING Bank sont modifiées progressivement, le cas échéant, pour intégrer les nouveaux taux de référence. Les exceptions temporaires au titre de la phase 1 sont restées pertinentes pour ING Bank au 31 décembre 2023 (surtout pour les couvertures WIBOR).

ING Bank arrêtera totalement d'appliquer les amendements lorsque cette incertitude aura disparu ou lorsque la relation de couverture aura cessé. Se référer à la Note 'Gestion des risques / Transition IBOR' pour les informations relatives à l'application des modifications de la phase 1 et pour de plus amples informations sur la fin des dérogations à la phase 1 concernant les relations de couverture d'ING Bank.

Les amendements de la phase 2 exigent que la comptabilité de couverture soit maintenue lors du passage aux taux sans risque, à condition que les modifications apportées aux instruments financiers soient celles nécessaires à la mise en œuvre de la réforme IBOR et que la nouvelle base de calcul des flux de trésorerie soit « économiquement équivalente » à la base précédente. Les amendements de la phase 2 autorisent en particulier la poursuite des relations de couverture, sous réserve

de modifier leur documentation pour refléter les changements apportés aux instruments couverts, aux instruments de couverture, au risque couvert et/ou à la méthode d'évaluation de l'efficacité pendant la transition vers les nouveaux taux de référence. Durant l'année 2022, la phase 2 a continué à s'appliquer pour ING Bank car la banque a effectivement transféré ses instruments financiers (désignés dans des relations de comptabilité de couverture) vers les nouveaux taux de référence (principalement LIBOR en dollars américains).

Plus précisément, les dérogations temporaires suivantes font partie des amendements de la phase 2 :

- Dérogation à la cessation de la relation de couverture
 - Les modifications apportées à la documentation de couverture à la suite des changements requis par la réforme IBOR n'entraînent pas la cessation de la relation de couverture ni la désignation d'une nouvelle relation de couverture. Les changements peuvent prendre la forme de la désignation d'un autre taux de référence à titre de risque couvert, de la description de l'instrument de couverture, de la description de l'élément couvert ou de la méthode d'évaluation de l'efficacité.
 - Lorsque l'élément couvert est modifié à la suite de la réforme IBOR (ou si la couverture a été abandonnée précédemment), les montants cumulés dans la réserve de couverture des flux de trésorerie sont réputés être basés sur le taux d'intérêt sans risque (RFR). Cela entraîne la reprise dans la réserve de couverture des flux de trésorerie au compte de résultat au cours de la ou des périodes pendant lesquelles les flux de trésorerie couverts qui sont désormais basés sur le taux d'intérêt sans risque affectent le résultat.
 - Lorsque les éléments d'un groupe désigné d'éléments couverts sont modifiés à la suite de la réforme IBOR, la stratégie de couverture est maintenue et n'est pas abandonnée. Lorsque les éléments du groupe couvert passent, à des moments différents, des IBOR aux taux d'intérêts sans risque, ils sont transférés dans des sous-groupes d'instruments qui font référence aux taux d'intérêt sans risque en tant que risque couvert. Les IBOR existants restent désignés comme risque couvert pour l'autre sous-groupe d'éléments couverts, jusqu'à ce qu'ils soient également mis à jour en référence au nouveau taux d'intérêt sans risque. Les dispositions habituelles en matière de comptabilité de couverture sont intégralement appliquées à la relation de couverture.
 - Pour l'évaluation de l'efficacité rétrospective de la couverture, les variations cumulées de la juste valeur peuvent être remises à zéro lorsque l'exception à l'évaluation rétrospective des dérogations de la phase 1 prend fin. Ce choix est effectué séparément pour chaque relation de couverture (c'est-à-dire couverture par couverture).
- Dérogation temporaire de l'obligation de satisfaire à la condition d'identification distincte : un taux d'intérêt sans risque est considéré comme une composante de risque identifiable séparément si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il satisfasse à la condition d'identification distincte dans les 24 mois suivant la date à laquelle il est désigné pour la première fois comme une composante de risque non contractuellement spécifiée (c'est-à-dire lorsque l'entité désigne pour la première fois le taux d'intérêt sans risque comme une composante de risque non contractuellement spécifiée). Cette dérogation s'applique à chaque taux d'intérêt sans risque, c'est-à-dire taux par taux.

Dérivés non commerciaux ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture.

Les instruments dérivés qui sont utilisés par ING Bank dans le cadre de ses stratégies de gestion des risques, mais qui ne répondent pas aux critères de comptabilité de couverture en vertu des principes comptables d'ING Bank, sont présentés comme dérivés non commerciaux. Les dérivés non commerciaux sont comptabilisés à la juste valeur avec inscription des variations au compte de résultat.

1.5.5. – Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est enregistré au bilan, lorsqu'ING Bank dispose actuellement d'un droit légal de compenser les montants reconnus et envisage soit de régler le montant net soit de céder l'élément actif et de régler le passif simultanément.

La compensation est appliquée à certains dérivés pour lesquels les services d'une chambre de compensation centrale sont utilisés.

Dépréciation des actifs financiers

Un modèle de pertes sur créances attendues (ECL) est appliqué aux actifs financiers comptabilisés au coût amorti ou en FVOCI, tels que les prêts, les titres de créance et les créances de location, ainsi qu'aux éléments hors bilan tels que les engagements de prêt non utilisés, certaines garanties financières émises et les facilités de crédit renouvelables engagées non utilisées. Conformément au modèle ECL, ING Bank calcule les pertes de créances attendues (ECL) en considérant, sur une base actualisée, le déficit de trésorerie qu'elle subirait en cas de défaillance et en multipliant ce déficit par la probabilité qu'une défaillance se produise. Les pertes sur créances attendues correspondant à la somme des résultats pondérés par la probabilité. Les estimations des pertes sur créances attendues sont impartiales et comprennent des informations raisonnables et justifiables sur les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions des conditions économiques futures. L'approche d'ING Bank est basée sur la notation interne avancée (AIRB) qui est utilisée à des fins réglementaires. Des ajustements sont réalisés afin que ces modèles soient adaptés à la détermination des pertes sur créances attendues. Ces dernières sont inscrites au bilan en tant que provisions pour créances irrécouvrables.

Approche en trois étapes

Les actifs financiers sont classés dans l'une des trois étapes ci-dessous à chaque date de clôture. Un actif financier peut passer d'une étape à l'autre au cours de sa durée de vie. Les étapes sont basées sur les variations de qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale et sont définis comme suit :

- Étape 1
Actifs financiers dont le risque de crédit ne s'est pas détérioré de manière significative depuis leur comptabilisation initiale (c'est-à-dire qu'aucun passage à l'étape 2 ou 3 ne s'applique). Les actifs sont affectés à l'étape 1 lors de leur comptabilisation initiale (à l'exception des actifs financiers acquis ou émis dépréciés - POCl) et les pertes de crédit attendues sont déterminées par la probabilité qu'un défaut se produise dans les 12 mois à venir (ECL à 12 mois) ;
- Étape 2
Actifs financiers présentant une dégradation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale. Pour les actifs de l'étape 2, l'ECL reflète une estimation des pertes de crédit sur la durée résiduelle de l'actif (ECL pour la durée de vie) ; ou
- Étape 3
Actifs financiers dépréciés. Pour ces actifs également, les pertes de crédit attendues sont déterminées sur la durée résiduelle de l'actif.

Augmentation significative du risque de crédit

ING Bank a mis en place un cadre, intégrant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, afin d'identifier et d'évaluer les augmentations significatives du risque de crédit (SICR). Ce cadre est utilisé pour déterminer l'étape ECL appropriée pour chaque actif financier.

Le principal indicateur de l'évaluation SICR est un test quantitatif qui consiste à comparer la probabilité de défaillance (PD) d'un actif à chaque date de clôture avec sa PD à vie à la date de sa comptabilisation initiale. Si le delta est supérieur à des seuils absolus ou relatifs prédéfinis, l'élément est considéré comme ayant subi une SICR.

En outre, toute facilité qui affiche une augmentation de 200 % entre la PD à la date de comptabilisation initiale et la PD à vie à la date de clôture (c'est-à-dire une multiplication par trois de la probabilité de défaillance) doit être classée dans l'étape 2. Cette étape est considérée comme un filet de sécurité dans le cadre de l'évaluation quantitative SICR. Se référer au paragraphe 'Critères d'identification de l'augmentation significative du risque de crédit' dans le chapitre 'Gestion des risques' du rapport annuel pour de plus amples informations sur les seuils relatifs et absolus de la PD, ainsi que sur les informations quantitatives relatives à ces seuils.

Par conséquent, si les seuils quantitatifs de la SICR susmentionnés sont dépassés, l'élément passe de l'étape 1 à l'étape 2 (à moins que l'élément ne soit déprécié). Si tel est le cas, les éléments ne sont plus affectés d'une ECL sur 12 mois, mais d'une ECL à vie. Les éléments peuvent revenir à l'étape 1 s'il existe des preuves suffisantes qu'il n'y a plus d'augmentation significative du risque de crédit.

ING Bank s'appuie également sur un certain nombre de critères qualitatifs pour identifier et évaluer les SICR. Ces critères comprennent :

- les expositions restructurées ou renégociées (« forbearance status ») ;
- les expositions sous surveillance (« watchlist ») ;
- la gestion intensive ;
- l'évaluation de la SICR sur base collective
- la notation interne de qualité inférieure ; et
- les arriérés (y compris le critère « en souffrance de 30 jours » (« 30 days past due backstop »).

Un actif qui est affecté à l'étape 2 retourne à l'étape 1 si l'un des critères mentionnés ci-dessus n'est plus rempli. Toutefois, si l'actif a été déplacé à l'étape 2 en raison du critère « forbearance status », il reste à l'étape 2 pendant au moins 24 mois. Si l'actif a été classé dans l'étape 2 en raison d'un retard de paiement de 30 jours, il repasse en étape 1 trois mois seulement après la fin de l'application du critère déclencheur.

Actifs financiers dépréciés (étape 3)

Les actifs financiers font l'objet d'une évaluation de la dépréciation du crédit à chaque date de clôture et plus fréquemment lorsque les circonstances justifient une évaluation plus poussée. Les indicateurs d'une dépréciation du crédit comprennent des arriérés de plus de 90 jours sur toute obligation de crédit importante, des indications que l'emprunteur connaît des difficultés financières significatives, une rupture de contrat, une faillite ou une restructuration en difficulté. La définition de la dépréciation selon la norme IFRS 9 (étape 3) est alignée sur la définition de la défaillance utilisée par ING Bank à des fins de gestion interne des risques, qui est également la définition utilisée à des fins réglementaires.

Un actif (autre qu'un actif acquis ou émis déprécié - POCl) qui est affecté à l'étape 3 retourne à l'étape 2 lorsque, à la date de clôture, il n'est plus considéré comme déprécié, sous réserve de certaines périodes de probation. L'actif reviendra à l'étape 1 lorsque le risque de crédit à la date de clôture n'est plus considéré comme s'étant significativement dégradé depuis la comptabilisation initiale.

Scénarios macroéconomiques

ING Bank a mis en place une procédure trimestrielle visant à développer des scénarios macroéconomiques prospectifs et des pondérations de probabilité pour les besoins de l'évaluation ECL. ING Bank s'appuie essentiellement sur des données d'un fournisseur de service majeur, qui sont enrichies par la vision interne d'ING Bank. Un scénario de référence, un scénario haussier et un scénario baissier sont envisagés pour refléter un montant d'ECL non biaisé et pondéré en fonction des probabilités. Dans le cadre du scénario de référence, ING Bank s'appuie sur la vision neutre du marché associée aux prévisions de consensus pour les variables économiques telles que les taux de chômage, la croissance du PIB, les prix de l'immobilier, les prix des matières premières et les taux d'intérêt à court terme. L'application du consensus de marché dans le scénario de référence garantit des estimations non biaisées pour les pertes de crédit attendues.

Les scénarios alternatifs sont basés sur les erreurs de prévision observées dans le passé, ajustées en fonction des risques affectant l'économie aujourd'hui et de l'horizon de prévision. Les probabilités attribuées sont basées sur l'éventualité d'observer les trois scénarios et sont dérivées des intervalles de confiance existant sur une distribution de probabilité. Les prévisions pour les variables économiques sont ajustées une fois par trimestre.

Pondérations de probabilité appliquées à chacun des trois scénarios

ING Bank utilise trois scénarios macroéconomiques pour déterminer l'ECL selon l'IFRS 9 (le scénario de référence, le scénario haussier et le scénario baissier). L'approche utilisée par la direction pour déterminer les pondérations de chaque scénario et choisir la distribution des erreurs de prévision, à partir desquelles les pondérations sont dérivées, est précisée dans 'Scénarios alternatifs et pondérations de probabilité' et l'analyse de sensibilité l'est dans le chapitre 'Gestion des risques' du rapport annuel.

Évaluation ECL

ING Bank applique une méthode d'évaluation collective de l'ECL pour les actifs de l'étape 1, de l'étape 2 et de l'étape 3. Les autres actifs dépréciés soumis à l'évaluation ECL sont évalués selon la méthode d'évaluation individuelle.

Actifs évalués collectivement (étapes 1 à 3)

Pour les actifs évalués collectivement, ING Bank recourt à une approche basée sur un modèle. Les pertes de crédit attendues (ECL) sont déterminées en multipliant la probabilité de défaillance (PD) par la perte attendue en cas de défaillance (LGD) et l'exposition à la défaillance (EAD), corrigée de la valeur temps de l'argent. Les actifs qui font l'objet d'une évaluation collective sont regroupés sur la base de caractéristiques de risque de crédit similaires, en tenant compte du type de prêt, du secteur d'activité, de la situation géographique, du type de garantie, de l'état des créances en souffrance et d'autres facteurs pertinents. Ces caractéristiques sont pertinentes pour l'estimation des cash flows futurs pour des groupes de tels actifs, car elles donnent des informations sur la capacité des débiteurs à payer tous les montants dus conformément aux conditions contractuelles des actifs évalués et sur la perte au cas où le débiteur ne serait pas en mesure de payer tous les montants dus.

Pour les actifs de l'étape 3, la PD est égale à 100 % et la LGD et l'EAD correspondent à une vision à long terme des pertes sur la base des caractéristiques de facilités en défaut.

Pour les besoins de l'évaluation ECL, les modèles de pertes sur créances prévues d'ING Bank (PD, LGD, EAD) utilisés à des fins réglementaires ont été ajustés. Ces ajustements comprennent la suppression de conservatismes prudentiels intégrés (tels que les planchers) et la conversion des estimations sur l'ensemble du cycle en estimations ponctuelles. Les modèles évaluent l'ECL sur la base de prévisions macroéconomiques prospectives et d'autres paramètres. Pour la plupart des actifs financiers, la durée de vie attendue est limitée à l'échéance restante. Pour les découverts et certaines facilités de crédit renouvelables, telles que les cartes de crédit, l'échéance est estimée sur la base de données historiques, car ces facilités n'ont pas de durée fixe ni de calendrier de remboursement.

Actifs évalués individuellement (étape 3)

ING Bank procède à l'estimation ECL pour les actifs financiers individuellement significatifs et dépréciés de l'étape 3 au cas par cas. L'ECL pour ces actifs évalués individuellement est déterminé à l'aide de la méthode des flux de trésorerie futurs escomptés actualisés. Pour déterminer les cash flows futurs attendus, un ou plusieurs scénarios sont utilisés. Chaque scénario est analysé en fonction de sa probabilité d'occurrence et comprend des informations prospectives.

Pour déterminer les scénarios, tous les facteurs pertinents ayant un impact sur les cash flows futurs sont pris en compte. Ces facteurs incluent notamment l'évolution attendue de la qualité du crédit, des prévisions commerciales et économiques et des estimations de l'éventualité et de la date des recouvrements, compte tenu de la stratégie de restructuration/recouvrement d'ING Bank.

La meilleure estimation ECL est calculée comme la moyenne pondérée du déficit (valeur comptable brute moins les cash flows escomptés actualisés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine) par scénario, sur la base des meilleures estimations des cash flows futurs escomptés. Les recouvrements peuvent provenir, entre autres, du remboursement du prêt, de la récupération de la garantie et de la vente de l'actif. Les flux de trésorerie provenant des garanties et autres rehaussements de crédit sont inclus dans l'évaluation ECL pour l'actif financier concerné lorsqu'ils font partie intégrante des conditions contractuelles de l'actif financier et que le rehaussement de crédit n'est pas comptabilisé séparément. Pour

l'évaluation individuelle, avec des scénarios granulaires (propres à l'entreprise ou à l'actif), des facteurs spécifiques peuvent avoir un impact plus important sur le cash flow futur que les facteurs macroéconomiques.

Lorsqu'un actif financier est déprécié, les intérêts ne sont plus comptabilisés sur la base des produits à recevoir basés sur la valeur comptable brute de l'actif. Les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif initial au coût amorti de l'actif, qui correspond à la valeur comptable brute moins la provision pour créances irrécouvrables correspondante.

Actifs dépréciés acquis ou émis dépréciés (POCI)

Les actifs POCI sont des actifs financiers qui sont dépréciés lors de leur comptabilisation initiale. La dépréciation d'un actif POCI est déterminée sur la base de l'ECL à vie à compter de la comptabilisation initiale. Les actifs POC sont comptabilisés initialement pour un montant net d'ECL et sont évalués au coût amorti en utilisant un taux d'intérêt effectif ajusté au crédit. Au cours des périodes suivantes, toute modification de l'ECL estimé sur la durée de vie est portée au compte de résultat. Les changements favorables sont comptabilisés sous forme de gain de dépréciation même si l'ECL à vie à la date de clôture est inférieur à l'ECL à vie estimé à l'origine.

Annulation et remise de dette

Les prêts et les titres de créance sont annulés (partiellement ou totalement) lorsqu'on ne peut pas raisonnablement espérer le recouvrement et/ou la recouvrabilité des montants dus. Les événements suivants peuvent conduire à une annulation :

- à l'issue d'une restructuration achevée et lorsqu'il est fortement improbable de recouvrer une partie de l'encours de prêt restant (y compris remise partielle de dette) ;
- dans un scénario de liquidation de faillite ;
- après la cession ou la vente d'une facilité de crédit à un prix réduit ;
- dans des cas de fraude spécifiques sans possibilité de recours.

lorsqu'un prêt est irrécouvrable, il est passé dans les provisions pour créances irrécouvrables correspondantes. Les recouvrements ultérieurs de montants précédemment annulés sont comptabilisés dans « Dotation aux provisions sur créances irrécouvrables » du compte de résultat consolidé.

La remise de dette (ou le règlement de la dette) implique une annulation, mais aussi l'abandon d'une obligation légale, en tout ou en partie. Cela signifie qu'ING Bank perd le droit légal de recouvrer la dette. Par conséquent, l'actif financier doit être décomptabilisé.

Comptabilisation de l'ECL

L'ECL pour les actifs financiers évalués au coût amorti est déduit de la valeur comptable brute des actifs. Pour les titres de créance comptabilisés en FVOCI, l'ECL est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global, au lieu d'être déduit de la valeur comptable de l'actif. L'ECL reflète également les pertes de crédit liées à la partie de l'engagement de prêt qui devrait être utilisée sur la durée de vie restante de l'instrument. L'ECL sur les contrats de garantie financière émis, dans le champ d'application de l'IFRS 9 et non comptabilisé en FVPL, est inscrit au passif dans Autres provisions. L'ECL est inscrit au compte de résultat dans "Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables".

Jugements significatifs et estimations et hypothèses comptables critiques :

Le calcul de l'ECL requiert un certain nombre de jugements et d'estimations, à savoir, notamment :

- ING Bank émet diverses hypothèses sur le risque de défaillance, les taux de pertes de crédit en cas de défaillance et les flux de trésorerie futurs attendus. Pour les provisions collectives, ING Bank émet des jugements significatifs lors de l'estimation de paramètres modélisés tels que la probabilité de défaillance ('PD'), la perte attendue en cas de défaillance ('LGD') et l'exposition à la défaillance ('EAD'), y compris la sélection et le calibrage des modèles pertinents. Pour le provisionnement individuel de l'étape 3, la détermination et les probabilités des scénarios de restructuration et de recouvrement, ainsi que le montant et l'échéancier des flux de trésorerie attendus, peuvent présenter un caractère particulièrement subjectif.
- Les scénarios macroéconomiques prospectifs utilisés dans l'évaluation des dépréciations sont incertains par nature. L'utilisation d'autres scénarios macroéconomiques prospectifs peut produire des estimations significativement différentes de l'ECL. L'analyse de sensibilité présentée dans le chapitre « Gestion des risques » du rapport annuel le démontre et divulgue l'ECL non pondéré dans chacun des trois scénarios pour certains portefeuilles importants.
- Pour déterminer si le risque de crédit d'un actif financier a augmenté de manière significative (critère d'identification de l'augmentation significative du risque de crédit), ING Bank se base sur des informations raisonnables et justifiables pour comparer le risque de défaillance à la date de clôture avec le risque de défaillance lors de la comptabilisation initiale de l'actif financier. Alors qu'il est nécessaire de faire preuve de discernement pour appliquer une notation à la probabilité de défaillance de chaque actif financier, la détermination des seuils de probabilité de défaillance fait aussi appel à une grande part de jugement. Le processus de comparaison de la probabilité de défaillance d'un actif financier avec les seuils de la fourchette de probabilité de défaut détermine l'étape de l'ECL dans laquelle il est classé. Les actifs de l'étape 1 se voient attribuer un ECL sur 12 mois, tandis que ceux de l'étape 2 se voient attribuer un ECL à vie, et la différence est souvent significative. En tant que tel, le jugement exercé dans l'attribution des PD des actifs financiers et des seuils de la fourchette de PD constitue un jugement important. L'analyse de la sensibilité associée à l'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est présentée dans le chapitre « Gestion des risques » du rapport annuel.

- L'exercice d'un jugement est nécessaire lorsqu'il s'agit, pour la direction, d'évaluer s'il existe des preuves objectives que certaines expositions sont dépréciées.
- Afin de refléter les risques qui ne sont pas correctement pris en compte par les modèles de pertes sur créances attendues, un certain nombre d'ajustements de l'ECL par la direction, basés sur un modèle, ont été nécessaires au 31 décembre 2023. Se référer à ce propos au paragraphe 'Ajustements de gestion appliqués au cours de cet exercice' dans le chapitre 'Gestion des risques' du rapport annuel.

1.5.6. – Modification des instruments financiers

Dans certaines circonstances, ING Bank accorde aux emprunteurs un report, une réduction du paiement du principal et/ou des intérêts sur une période temporaire afin de maximiser les possibilités de recouvrement et, si possible, d'éviter le défaut de paiement, la saisie ou la reprise de possession. Lorsqu'un tel report, une telle réduction du paiement du principal et/ou des intérêts du prêt sont réalisés en raison de préoccupations en matière de crédit, on parle également de pratiques moratoires ('forbearance') (se référer à ce propos au chapitre 'Gestion des risques' du rapport annuel pour plus de détails) et une analyse est alors nécessaire pour déterminer si les conditions contractuelles ont été substantiellement modifiées ou non. Une analyse similaire est requise lorsque les conditions contractuelles sont modifiées pour d'autres raisons que les pratiques moratoires.

ING Bank évalue le caractère substantiel de la modification en utilisant des facteurs quantitatifs et qualitatifs. Si la modification entraîne une modification substantielle des conditions du prêt, le prêt initial est décomptabilisé et un nouveau prêt est comptabilisé à sa juste valeur à la date de la modification. En cas de modification non substantielle, un gain ou une perte lié(e) à la modification est porté(e) au compte de résultat.

1.5.7. – Comptabilisation d'opérations de refinancement ciblées à plus long terme (TLTRO)

ING Bank participe à des opérations de refinancement ciblées à plus long terme (TLTRO III). ING Bank estime que les opérations de refinancement TLTRO fournies par la BCE aux banques le sont aux conditions du marché, car la BCE a établi un marché distinct pour les programmes TLTRO. Ces programmes sont assortis de conditions spécifiques qui diffèrent de celles des autres sources de financement disponibles pour les banques, y compris celles fournies par la BCE. Par conséquent, le taux d'intérêt applicable dans le cadre des TLTRO est considéré comme un taux conforme au marché et le financement TLTRO est intégralement comptabilisé dans les passifs financiers.

ING Bank interprète le taux global fixé par la BCE dans le cadre des TLTRO comme un taux variable du passif financier, c'est-à-dire qu'il s'agit du taux du marché à chaque période spécifique. Il en résulte des taux discrets pour des périodes discrètes sur la durée de vie de la TLTRO. Le changement de taux applicable d'une période d'intérêt à l'autre est considéré comme une modification du taux variable et est comptabilisé de manière prospective. De même, si la BCE annonce des modifications du taux pour les montants déjà utilisés dans le cadre de l'opération de refinancement ciblée à plus long terme existante, ces modifications représentent également un changement de taux variable. Par conséquent, ces changements entraînent la comptabilisation d'une augmentation/diminution de l'intérêt au cours de la période concernée de la durée de vie de l'exposition, plutôt que la comptabilisation d'un gain ou d'une perte lié(e) à la modification immédiate au moment du changement de conditions par la BCE. Si la modification concerne les périodes déjà écoulées, l'impact pour ces périodes passées est immédiatement comptabilisé au compte de résultat.

En outre, la modification du taux des TLTRO due à des attentes différentes en vue de la réalisation des objectifs a un impact sur les intérêts créditeurs. Ainsi, les produits d'intérêts qui se rapportent à la période déjà écoulée jusqu'au moment où le changement des attentes se produit, sont comptabilisés comme ajustement de rattrapage dans le compte de résultat consolidé. Ce changement n'a lieu que si ING Bank peut raisonnablement s'attendre à ce que les objectifs de prêt soient atteints.

ING Bank considère que la notion « d'attente raisonnable » dans le cas d'une opération de refinancement TLTRO constitue un obstacle important. Cette attente raisonnable correspond au moment où il est hautement probable que ces objectifs soient atteints, à savoir le moment où la probabilité d'atteindre les objectifs de prêt est significativement plus grande que la probabilité de ne pas les atteindre. Par conséquent, si des produits d'intérêts sont comptabilisés au cours de la période sur la base de l'attente de la réalisation des objectifs, il ne devrait y avoir qu'une possibilité limitée que les intérêts doivent être contrepassés au cours des périodes fiscales futures. Se référer à la Note 12 'Montants dus aux banques' et à la Note 20 'intérêts nets créditeurs' pour la comptabilisation de la participation d'ING Bank aux programmes TLTRO.

Jugements significatifs :

Un jugement important doit être exercé par la direction pour déterminer le traitement comptable des opérations TLTRO. ING Bank s'est notamment servi de son jugement pour :

- évaluer et conclure que, de l'avis d'ING Bank, le taux des TLTRO est considéré comme un taux conforme au marché et que les TLTRO doivent donc être comptabilisés conformément à la norme IFRS 9 : et

1.6. – Consolidation

ING Bank englobe ING Bank N.V. (maison mère) et toutes les autres filiales. Les filiales sont des entités contrôlées par ING Bank N.V. Le contrôle existe si ING Bank N.V. est exposée ou a des droits à des rendements variables et a la capacité d'affecter ces rendements par le biais du pouvoir sur la filiale.

Pour ce qui concerne les participations dans des entités structurées, l'existence du contrôle requiert du jugement car ces entités sont conçues de manière à ce que les droits de vote ou autres droits similaires ne soient pas le facteur déterminant pour décider qui contrôle l'entité. Ce jugement comprend, par exemple, la participation à la conception de l'entité structurée, les accords contractuels qui donnent le droit de diriger les activités pertinentes de l'entité structurée et l'engagement de veiller à ce que l'entité structurée fonctionne comme prévu.

Une liste des principales filiales est incluse dans la Note 41 « Principales filiales » et une description des activités d'ING impliquant des entités structurées est incluse dans la Note 42 « Entités structurées ».

Une liste d'informations à fournir selon l'article 379 (1), Livre 2 du Code civil néerlandais a été déposée auprès du registre de commerce et des sociétés d'Amsterdam, conformément à l'article 379 (5), Livre 2 du Code civil néerlandais.

ING Bank N.V. et les sociétés néerlandaises du groupe sont soumises à des restrictions légales quant au montant des dividendes qu'elles peuvent payer aux actionnaires. Le Code civil néerlandais prévoit une restriction stipulant que les dividendes peuvent uniquement être payés jusqu'à un montant égal à l'excédent des fonds propres de la société sur la somme du capital libéré et des réserves légales. Certaines sociétés du groupe sont également soumises à d'autres restrictions dans certains pays, en plus des restrictions concernant le montant des fonds qu'ils sont autorisés à transférer à la société mère sous forme de dividendes ou autrement.

Par ailleurs, d'autres restrictions existent dans certains pays, en plus des restrictions relatives aux besoins en fonds propres minimum qui sont imposées par les organismes de régulation de la profession dans les pays où les filiales exercent leurs activités.

1.7. – Information sectorielle

Un segment d'activité est une composante distincte d'ING Bank visant à fournir des produits et des services, dont les résultats d'exploitation sont régulièrement examinés par le Management Board Banking d'ING Bank (principal décisionnaire opérationnel - Chief Operating Decision Maker (CODM)) en vue de la prise de décisions sur les ressources à allouer aux segments et de l'évaluation de ses performances. Un segment géographique est une composante distincte d'ING Bank visant à fournir des produits et des services dans un environnement économique particulier qui est soumis à des risques et rendements différents de ceux d'autres segments actifs dans d'autres environnements économiques.

Le CODM examine et évalue les performances d'ING Bank, principalement par secteur d'activité. En conséquence, ING Bank a identifié cinq segments opérationnels qui sont également classés dans les segments à présenter. De plus, le CODM reçoit des informations par segments géographiques se basant sur l'emplacement du site dont les transactions émanent.

1.8. – Comptabilité d'hyperinflation

Depuis le deuxième trimestre 2022, la Turquie est considérée comme une économie hyperinflationniste au niveau comptable. Comme ING Bank possède une filiale en Turquie, ING Bank applique, depuis 2022, l'IAS 29 'Information financière dans les économies hyperinflationnistes' à ses activités comme si l'économie turque avait toujours été hyperinflationniste. Étant donné qu'ING Bank présente ses résultats en euros, les données comparatives n'ont pas été retraitées. De ce fait, les données comparatives de 2021 n'ont pas été impactées par l'IAS 29, alors que celles de 2022 montrent l'incidence de la première application de l'IAS 29, ainsi que l'effet pour 2022. L'IAS 29 reste pertinente pour les activités menées en Turquie en 2023. Selon l'IAS 29, les résultats des opérations en Turquie doivent être exprimés en fonction de leur pouvoir d'achat actuel à la date de clôture. L'indice des prix à la consommation (IPC) déterminé par l'Institut statistique turc a été utilisé à cet effet. L'IPC pour la Turquie (2003 = 100) était de 1 859,38 au 31 décembre 2023 et de 1 128,45 au 31 décembre 2022 (mouvement 2023 : 64,77 % ; mouvement 2022 : 64,27 %). L'effet de ce retraitement visant à tenir compte de l'inflation au cours de la période actuelle de l'état du résultat global et du bilan a été comptabilisé dans le poste « Autres revenus nets » en tant que « Gain ou perte monétaire net » du compte de résultat. La perte monétaire nette de la période représente la perte de pouvoir d'achat sur la position monétaire nette (actifs monétaires dépassant les passifs monétaires) d'ING Turquie.

Suite à l'application des procédures de retraitement en livre turque selon IAS 29, la situation financière et les résultats d'ING Turquie pour la période sont convertis et présentés en euros au taux de change en vigueur au 31 décembre 2023.

Pour l'état du résultat global, cette présentation contraste avec les procédures de conversion habituelles, selon lesquelles les éléments du résultat global sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. En outre, ING Bank a choisi de présenter à la fois l'effet de retraitement résultant du retraitement de la participation d'ING Bank dans les capitaux propres d'ING Turquie, comme l'exige l'IAS 29, et l'effet de conversion résultant de la conversion à un taux de clôture différant du taux de clôture précédent, dans la réserve de conversion des devises.

1.9. – Conversion des devises étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments apparaissant dans les états financiers de chaque entité d'ING Bank sont indiqués dans la monnaie de l'environnement économique initial dans lequel l'entité opère (« monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui constitue la monnaie fonctionnelle et de présentation d'ING Bank.

Opérations et soldes

Les opérations en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur aux dates des opérations. Les écarts de change, résultant du règlement de telles opérations et des conversions des éléments d'actif et de passif monétaires aux taux de change en vigueur à la fin de l'année, sont comptabilisés dans le compte de résultat, sauf s'ils sont différés dans les capitaux propres sous forme de couvertures de flux ou de couvertures d'investissements nets.

Les éléments non monétaires qui sont évalués en termes de coût historique dans une devise étrangère sont convertis au taux de change à la date de la transaction.

Les écarts de change concernant les éléments non monétaires, qui sont mesurés à leur juste valeur avec variation au compte de résultat, sont comptabilisés comme faisant partie des gains ou pertes de juste valeur. Les éléments non monétaires sont reconvertis à la date à laquelle la juste valeur est déterminée. Les écarts de change concernant les éléments non monétaires, qui sont mesurés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global et se cumulent dans la réserve de réévaluation des capitaux propres. Les écarts de change sont généralement inscrits au compte de résultat dans 'Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation'. Se référer à la Note 22 'Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation' qui présente les montants enregistrés au compte de résultat. Les écarts de change concernant la cession de titres de placement et de titres de participation comptabilisés en FVPL sont considérés comme faisant partie intégrante des gains et pertes en capital comptabilisés dans les revenus de placement. Comme indiqué dans le paragraphe Sociétés du Groupe ci-dessous à propos des cessions de sociétés du groupe, tout écart de change différé dans les capitaux propres est passé au compte de résultat dans 'Résultat sur cessions de sociétés du groupe'. Se référer aussi à la Note 19 'Capitaux propres' qui présente les montants enregistrés au compte de résultat.

Sociétés du Groupe

Les résultats et la situation financière de toutes les sociétés du Groupe qui disposent d'une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation de la façon suivante :

- les éléments de l'actif et du passif sont convertis au cours de clôture à la date du bilan ;
- les produits et les charges sont convertis aux cours de change moyen (à moins que cette moyenne ne constitue pas une approximation raisonnable de l'effet cumulé des taux prévalant aux dates de transaction, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux dates de transactions). Toutefois, dans le cadre d'une comptabilité d'hyperinflation, les produits et les charges d'ING Turquie sont convertis au cours de clôture ; et
- Tous les taux de change en résultant sont comptabilisés séparément dans les capitaux propres.

Lors de la consolidation, les écarts de change résultant de la conversion d'un élément monétaire faisant partie d'un investissement net dans une opération à l'étranger et résultant de la conversion d'emprunts et d'autres instruments qualifiés de couvertures desdits investissements, sont enregistrés en capitaux propres. Lorsqu'une entité étrangère est vendue, les écarts de change en résultant sont comptabilisés au compte de résultat comme faisant partie du gain ou de la perte enregistré(e) sur la vente.

L'écart d'acquisition et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une entité étrangère sont traités en tant qu'éléments actif et passif de l'entité étrangère et convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture.

1.10. – Participations dans des sociétés liées et des coentreprises

Par sociétés liées, on entend toutes les entités sur lesquelles ING Bank exerce une influence significative, mais non un contrôle. Par influence significative, on entend la capacité de participer aux politiques financières et opérationnelles de l'entité émettrice. On exerce généralement une influence significative lorsque l'on détient entre 20 % et 50 % des droits de vote, notamment dans les cas suivants, cette liste n'ayant aucune valeur limitative :

- Représentation au Conseil d'Administration ;
- Participation au processus d'élaboration des politiques ; et
- Echange de personnel de direction.

Les coentreprises sont des entités sur lesquelles ING Bank exerce un contrôle conjoint.

Les participations dans les sociétés liées et des coentreprises sont initialement comptabilisées au coût historique, puis selon la méthode de mise en équivalence.

Les participations d'ING Bank dans des sociétés liées et des coentreprises (nettes de toute perte de valeur accumulée) incluent l'écart identifié au niveau des acquisitions. La quote-part d'ING Bank dans le compte de résultat post-acquisition de ces sociétés liées et coentreprises est enregistrée au compte de résultat et sa quote-part dans les mouvements post-acquisition des réserves est comptabilisée dans les capitaux propres. Les mouvements cumulés post-acquisition sont ajustés par rapport à la valeur comptable de la participation. Lorsque la quote-part d'ING Bank dans les pertes d'une société liée ou d'une coentreprise est égale ou supérieure à sa participation dans cette société ou coentreprise, y compris les participations à long terme dans cette société, tels que Les prêts non garantis qui ne sont ni planifiés ni susceptibles d'être réglés dans un avenir prévisible, ING Bank ne comptabilise pas de pertes supplémentaires, à moins qu'elle s'y soit engagée ou qu'elle ait effectué des paiements pour le compte de la société liée ou de la coentreprise.

Les gains non réalisés sur les transactions entre ING Bank et ses sociétés liées et coentreprises sont éliminés à concurrence de la participation d'ING Bank dans ces sociétés et coentreprises. Les pertes non réalisées sont également éliminées, à moins qu'une perte de valeur ne soit constatée sur l'actif transféré. Les principes comptables des sociétés liées et coentreprises ont été changées à chaque fois que nécessaire, afin d'assurer une harmonisation avec les principes adoptés par ING Bank.

La valeur recouvrable (c'est-à-dire la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité) de la participation dans des sociétés liées et des coentreprises est déterminée lorsqu'il y a une indication de (reprise sur) pertes de valeurs. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable de la participation dépasse son montant recouvrable. L'écart résultant de l'acquisition de participations dans des sociétés liées et des coentreprises n'est pas soumis à un test de dépréciation distinct, mais est évalué dans le cadre de la valeur comptable de la participation. Une perte de valeur est ensuite reprise s'il existe une indication de reprise et s'il y a un changement au niveau des estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur est reprise dans la mesure où la valeur recouvrable est supérieure à la valeur comptable, mais ne peut excéder la perte de valeur initiale.

Les dates de reporting de certaines sociétés liées et coentreprises peuvent toutefois différer de celle du Groupe, mais de trois mois tout au plus.

Jugements significatifs et estimations et hypothèses comptables critiques :

Un jugement significatif doit être émis pour l'identification d'indices de dépréciation ainsi que d'indications de (reprise sur) pertes de valeurs de participations d'ING Bank dans TMBThanachart Bank Public Company Limited (ci-après : TTB), une société liée du groupe. Lorsqu'il existe des indicateurs objectifs de dépréciation ou des indicateurs que les pertes de valeur de la période précédente n'existent plus ou peuvent avoir diminué, la valeur d'utilité doit être déterminée. L'estimation de la valeur d'utilité implique des estimations significatives et des hypothèses de la part de la direction. Veuillez-vous référer à la Note 8 'Participations dans des sociétés liées et des coentreprises'.

1.11. – Immobilisations corporelles

Biens à usage propre

Les terrains et bâtiments détenus pour usage propre sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du bilan. L'amortissement est comptabilisé de manière linéaire sur sa durée de vie utile estimative (en général 20 à 50 ans) En cas de cession, la réserve de réévaluation concernée est imputée aux bénéfices non répartis.

Équipements

L'équipement est comptabilisé à sa valeur d'acquisition minorée de l'amortissement cumulé et de toute perte de valeur. Le coût des actifs est amorti linéairement sur leurs durées de vie estimatives qui sont généralement les suivantes : 2 à 5 ans pour le matériel informatique et 4 à 10 ans pour le mobilier.

Dépréciation des immobilisations corporelles

La différence entre les produits de la vente et la valeur comptable nette est enregistrée au compte de résultat dans Autres revenus nets.

Droits d'utilisation ING Bank en tant que preneur à bail

Un preneur est tenu de comptabiliser un actif représentant son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent et le passif correspondant représentant son obligation d'effectuer des paiements au titre de la location à la date à laquelle l'actif loué est mis à la disposition d'ING Bank ; L'imputation de chaque paiement de loyer est répartie sur le remboursement de la dette et les charges financières. Les charges financières sont imputées au compte de résultat sur la période de location de manière à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant de la dette pour chaque période. L'actif à

comptabiliser au titre des droits d'utilisation est amorti de façon linéaire sur la durée la plus courte entre la durée utile de l'actif et la durée du contrat de location.

Les actifs et les passifs résultant d'un contrat de location sont initialement évalués sur la base de leur valeur actualisée. Les passifs de location comprennent la valeur actuelle nette des paiements à recevoir dans le cadre de locations suivants :

- des paiements fixes (y compris paiements fixes par nature), moins les mesures d'incitation à la location à recevoir ;
- des paiements variables basés sur un indice ou un taux ;
- des montants à payer par le preneur au titre des garanties de valeur résiduelle ;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si son exercice par le preneur est raisonnablement certain ; et
- les paiements des pénalités de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location prévoit que le preneur exerce cette option.

Les loyers sont actualisés sur la base du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Si ce taux ne peut être facilement déterminé, le taux d'emprunt marginal du preneur est utilisé, c'est-à-dire le taux que le preneur devrait payer pour emprunter les fonds nécessaires à l'obtention d'un actif de valeur similaire dans un environnement économique similaire et à des conditions similaires.

Les actifs au titre des droits d'utilisation sont évalués au coût comprenant le montant de l'évaluation initiale du passif de location, tous les paiements effectués au titre de la location à la date d'entrée en vigueur ou avant, moins les incitations à la location reçues et tous les coûts directs initiaux et les coûts de remise en état.

L'actif au titre des droits d'utilisation est inclus dans le poste « Immobilisations corporelles » du bilan, tandis que le passif de location est inclus dans le poste « Autres passifs » du bilan. Se référer à la Note 9 'Immobilisations corporelles' et à la note 16 'Autres passifs'.

Après la comptabilisation initiale, l'actif au titre des droits d'utilisation s'amortit linéairement dans le compte de résultat sur la durée du contrat de location. Le passif de location augmente pour tenir compte des intérêts courus et diminue au fur et à mesure que les paiements sont effectués. Toute réévaluation du passif de location en raison d'une modification du contrat de location ou de toute autre réévaluation entraîne un ajustement correspondant de la valeur comptable de l'actif au titre des droits d'utilisation.

1.12. – ING Bank en tant que bailleur

Lorsqu'ING Bank agit en tant que bailleur, une distinction doit être faite entre les contrats de crédit-bail et les contrats de location-exploitation. Pour ING Bank en tant que bailleur, il s'agit principalement de contrats de crédit-bail et ils ne sont donc pas repris dans les « Immobilisations corporelles ». À la place, la valeur actuelle des paiements est comptabilisée comme une créance dans les postes 'Prêts et avances aux clients' ou 'Montants dus par les banques'. La différence entre la créance brute et la valeur actuelle de la créance est enregistrée comme produit financier comptabilisé d'avance. Les revenus sur opérations de crédit-bail sont enregistrés sur toute la durée du bail à l'aide de la méthode de l'investissement net (avant impôt), qui reflète un taux de rendement périodique constant.

1.13. – Écart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles

Dépréciation de l'écart d'acquisition et autres actifs non financiers

ING Bank évalue à chaque période comptable s'il existe une indication d'une dépréciation d'un actif non financier. Qu'il y ait ou non une indication de dépréciation, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, y compris les écarts d'acquisition acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, et les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore mises à disposition, sont soumises chaque année à un test de dépréciation. L'écart d'acquisition est affecté aux groupes d'unités génératrices de trésorerie (« cash generating units ») aux fins de réalisation des tests de dépréciation. Les groupes d'unités génératrices de trésorerie représentent le niveau le plus bas auquel l'écart d'acquisition est surveillé pour des raisons de gestion interne. La dépréciation de l'écart d'acquisition est testée en comparant la valeur comptable du groupe d'unités génératrices de trésorerie avec le montant recouvrable le plus probable du groupe d'unités génératrices de trésorerie. La dépréciation de l'écart d'acquisition, le cas échéant, est imputée au compte de résultat dans Autres charges d'exploitation et n'est pas reprise par la suite.

Logiciels informatiques

Un logiciel informatique qui a été acquis ou créé en interne pour une utilisation interne sera comptabilisé au coût d'acquisition minoré de l'amortissement et d'une éventuelle perte de valeur. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile du logiciel qui n'excède généralement pas cinq ans. L'amortissement est inclus dans le poste 'Autres charges d'exploitation'.

1.14. – Impôts

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend les impôts exigibles de l'exercice et les impôts différés. L'impôt sur le revenu est inscrit au compte de résultat, mais il est comptabilisé directement dans les capitaux propres si l'impôt se rapporte à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les positions fiscales incertaines sont évaluées en permanence par ING Bank et, si une sortie de trésorerie est probable, un passif d'impôt courant est comptabilisé.

Impôt différé

L'impôt différé est entièrement calculé, en utilisant la méthode du report d'impôts variables, à partir des différences temporaires constatées entre l'assiette fiscale des actifs et passifs et leurs valeurs comptables dans le bilan consolidé. L'impôt différé est déterminé sur la base des taux d'imposition (et lois fiscales) qui ont été approuvés ou en partie approuvés à la date de clôture et qui devraient s'appliquer à la période pendant laquelle l'actif sera réalisé ou le passif éteint. Les créances et dettes fiscales ne sont pas actualisées.

Une créance fiscale n'est comptabilisée que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice fiscal futur sera disponible, permettant de compenser les différences temporaires. L'impôt différé est constaté sur les différences temporaires résultant d'investissements dans des filiales ou sociétés liées, sauf lorsque le calendrier de l'écriture de contrepassation des différences temporaires est contrôlé par ING Bank et qu'il est probable que la différence ne sera pas contrepassée dans un avenir prévisible. Les pertes fiscales susceptibles d'être reportées sont comptabilisées à l'actif lorsqu'il est probable qu'un bénéfice fiscal futur sera disponible, permettant de compenser ces pertes.

Les réévaluations de la juste valeur des instruments de capitaux propres et titres de créance comptabilisés en FVOCI et des couvertures de flux de trésorerie sont inscrites directement dans les capitaux propres. L'impôt différé lié à cette réévaluation de la juste valeur est également comptabilisé directement dans les capitaux propres et est ensuite inscrit au compte de résultat avec les pertes ou gains latents.

1.15. – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Une provision est une obligation actuelle résultant d'événements passés, dont le règlement devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques, mais dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions sont actualisées à partir d'un taux d'actualisation avant impôt, lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif.

Les provisions de réorganisation englobent des prestations de cessation d'emploi, lorsqu'ING Bank s'engage manifestement à résilier le contrat de travail d'employés actuels conformément à un plan formel détaillé sans possibilité de retrait ou à fournir des prestations de cessation à la suite d'une offre visant à inciter au départ volontaire.

Un passif est comptabilisé pour un prélèvement lorsque l'activité qui déclenche le paiement, telle qu'identifiée par la législation pertinente, se produit. Dans le cas d'un prélèvement déclenché lorsqu'un seuil minimum est atteint, le passif n'est comptabilisé que lorsque ledit seuil minimum est atteint.

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle d'ING Bank ; ou une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce qu'il n'est pas probable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou parce que le montant de l'obligation ne peut pas être évalué de manière fiable. Les passifs éventuels ne sont pas enregistrés au bilan, mais sont plutôt présentés dans les notes, sauf si la possibilité d'une sortie d'avantages économiques est faible.

Un actif éventuel est un actif potentiel qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle d'ING Bank. Les actifs éventuels sont uniquement enregistrés au bilan lorsque la réalisation du revenu qui en découle est quasiment certaine. Les actifs éventuels sont présentés dans les notes lorsqu'une entrée d'avantages économiques est probable.

Jugements significatifs et estimations et hypothèses comptables critiques :

La comptabilisation et l'évaluation des provisions est un processus intrinsèquement incertain qui implique de faire preuve de jugement pour déterminer l'existence d'une obligation actuelle et estimer la probabilité, les montants et l'échéance des flux de trésorerie.

ING Bank peut être impliquée dans des procédures et des enquêtes gouvernementales, réglementaires, arbitrales et juridiques et peut faire l'objet de réclamations de la part de tiers. Que l'on se réfère ou non à ce qui précède, ING Bank peut également choisir d'indemniser certains de ses clients. L'évaluation de l'existence d'une obligation actuelle et l'estimation de la probabilité d'une issue défavorable et du montant de la perte potentielle nécessitent l'exercice d'un jugement précis. Le degré d'incertitude et la méthode d'estimation comptable diffèrent d'un cas à l'autre, selon sa nature et sa complexité. Chaque cas est généralement unique. Pour l'évaluation des provisions correspondantes, ING Bank consulte

des experts juridiques internes et externes. Même en tenant compte de l'avis des experts juridiques, la probabilité d'une sortie d'avantages économiques peut encore être incertaine et la provision comptabilisée peut rester sensible aux hypothèses utilisées. Se référer à la Note 15 'Provisions'. En ce qui concerne les procédures pour lesquelles il n'est pas possible de faire une estimation fiable de l'effet financier attendu, qui pourrait résulter de la résolution finale de la procédure, aucune provision n'est comptabilisée, mais une information est incluse dans les états financiers, le cas échéant. Se référer à la Note 39 'Actions en justice'.

Les estimations et hypothèses comptables critiques relatives à la provision pour réorganisation concernent l'estimation des montants et du calendrier des flux de trésorerie, étant donné que les initiatives de transformation annoncées sont mises en œuvre sur une période de plusieurs années. Se référer à la Note 15 'Provisions'.

1.16. – Engagements de paiement irrévocables dans le cadre des contributions au FRU et au SGD

ING contribue au Fonds de Résolution Unique (FRU) et au Système de Garantie des Dépôts (SGD). Les contributions annuelles sont payées en numéraire et, dans certains cas, en partie au moyen d'engagements de paiement irrévocables payables en cas d'appel de fonds. Les contributions en numéraire sont comptabilisées comme des prélèvements, tel que décrit au paragraphe 1.15 ci-dessus, alors que les engagements de paiement irrévocables sont enregistrés dans les passifs éventuels à la Note 38 'Passifs et engagements éventuels'. Les garanties en numéraire fournies au FRU dans le cadre des engagements de paiement irrévocables sont comptabilisées au coût amorti comme actifs financiers productifs d'intérêts. Les obligations d'État déposées en garantie des engagements de paiement irrévocables continuent d'être comptabilisées comme actifs d'ING, en tant que titres au coût amorti.

1.17. – Autres dettes

Régimes de retraite à prestations déterminées

L'actif ou le passif net au titre des régimes à prestations déterminées enregistrés au bilan dans le cadre des régimes de retraite à prestations déterminées correspond à la juste valeur des actifs du plan moins la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture.

Les variations des actifs du plan concernent principalement :

- le rendement des actifs du plan qui est comptabilisé comme charges de personnel dans le compte de résultat. Il est déterminé à l'aide d'un taux obligataire de sociétés cotées de grande qualité (identique au taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations déterminées) au début de la période comptable ; et
- les réévaluations qui sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

L'obligation au titre des prestations déterminées est calculée annuellement par des actuaires qualifiés indépendants, internes et externes, au moyen de modèles et de calculs actuariels utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte les paiements futurs attendus nécessaires pour régler l'obligation résultant des services rendus par les employés au cours de la période actuelle et des périodes précédentes, actualisés à l'aide d'un taux obligataire de sociétés de grande qualité. Font partie de ces modèles actuariels des hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux d'augmentation des salaires futurs et les niveaux de prestation, les taux de mortalité, l'indice des prix à la consommation et le niveau d'indexation attendu. Les hypothèses reposent sur les données du marché disponibles ainsi que sur les attentes de la direction et sont mises à jour régulièrement.

Les variations de l'obligation au titre des prestations déterminées concernent principalement :

- le coût des services qui est comptabilisé comme charges de personnel dans le compte de résultat ;
- les charges d'intérêts qui sont comptabilisées comme charges de personnel dans le compte de résultat ; elles sont calculées sur la base d'un taux obligataire de sociétés de haute qualité au début de la période ;
- les réévaluations qui sont comptabilisées dans Autres éléments du résultat global (capitaux propres) et qui ne sont pas recyclées dans le compte de résultat.
- tout coût de prestations antérieures lié à une modification de régime est comptabilisé au compte de résultat au cours de la période de la modification du régime ; et
- les gains et les pertes sur les réductions et les règlements sont enregistrés au compte de résultat lorsque la réduction ou le règlement a lieu.

La comptabilisation d'un actif net au titre des prestations déterminées dans le bilan consolidé est limitée à la valeur actuelle de tout avantage économique disponible sous la forme de remboursements des régimes ou de réductions des cotisations futures aux régimes.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

En ce qui concerne les régimes de retraite à cotisations déterminées, ING Bank règle des cotisations à des régimes d'assurance retraite publics ou privés sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire. ING Bank ne dispose d'aucune autre obligation de paiement, une fois ces cotisations payées.

Les contributions sont comptabilisées au compte de résultat en tant que charges de personnel à la date où elles sont dues. Les contributions prépayées sont inscrites à l'actif, dans la mesure où un capital réservé ou une réduction des paiements futurs est possible.

Autres obligations postérieures à l'emploi

Certaines sociétés du groupe proposent d'autres prestations postérieures à l'emploi à certains ex-employés. Pour pouvoir prétendre à ces prestations, l'employé doit en général rester en fonction jusqu'à l'âge de la retraite et doit atteindre une durée d'activité minimale. Les coûts escomptés pour ces prestations courent sur toute la période de travail et sont calculés à l'aide d'une méthode de comptabilisation semblable à celle utilisée pour les régimes de retraite à prestations déterminées.

1.18. – Comptabilisation des produits

Intérêts

Les intérêts créditeurs et débiteurs sont enregistrés au compte de résultat sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode permettant de calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et de répartir les intérêts créditeurs ou débiteurs sur la période pertinente. Le taux d'intérêt effectif est un taux qui actualise avec précision les paiements ou encaissements au comptant futurs sur toute la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte à la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Lors du calcul du taux d'intérêt effectif, ING Bank estime les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles concernant l'instrument financier (par exemple, les options de prépaiement), mais ne prend pas en compte les pertes sur prêts futures.

Le calcul inclut tous les frais et points payés et reçus entre parties contractantes, qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, les frais de transaction et toute autre prime ou écart d'actualisation. Une fois qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié par suite d'une perte de valeur, les intérêts créditeurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs aux fins de l'évaluation de la perte de valeur.

Les résultats d'intérêts sur les instruments classés au coût amorti, les actifs comptabilisés en FVOCI et les dérivés faisant l'objet d'une relation de comptabilité de couverture formelle sont enregistrés dans le poste « Intérêts créditeurs (débiteurs) » calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif ». Les résultats d'intérêts sur les actifs et passifs financiers volontairement comptabilisés en FVPL et les dérivés dans les couvertures dites économiques et les instruments désignés à leur juste valeur sont présentés dans « Autres intérêts créditeurs (débiteurs) ». Les résultats d'intérêts sur tous les autres actifs et passifs financiers comptabilisés en FVTPL sont enregistrés dans "Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation ».

Honoraires et commissions

Les honoraires et commissions sont généralement comptabilisés lorsque la prestation de service a été fournie. Les commissions d'engagement pour des prêts susceptibles d'être baissées sont reportées (tout comme les frais directs afférents) et sont comptabilisées en tant qu'ajustement du taux d'intérêt effectif du prêt. Les commissions de syndication de prêts sont prises en compte comme produits, lorsque l'obligation de performance a été satisfaite et qu'ING Bank n'a conservé pour elle-même aucune partie du package de prêts ou en a conservé une partie au même taux d'intérêt effectif que les autres participants. Les honoraires et commissions résultant de la négociation d'une transaction pour un tiers, ou de la participation à une telle négociation, (comme par exemple une convention d'acquisition d'actions ou d'autres titres ou encore l'acquisition ou la vente d'entreprises) sont comptabilisés à l'achèvement de la transaction sous-jacente. Les frais de conseil et de gestion de portefeuilles et autres sont enregistrés conformément aux contrats en vigueur, lorsque la prestation de service a été fournie. Les frais de gestion d'actifs liés à des fonds d'investissement et les frais de contrats de placement sont comptabilisés au pro-rata sur toute la période durant laquelle la prestation est fournie. Le même principe est appliqué à la gestion de patrimoine, la planification financière et les services de garde qui sont fournis continuellement sur une période de temps prolongée. Les honoraires perçus et payés entre banques pour des paiements à l'acte sont classés dans les commissions perçues et payées.

Revenus sur opérations de crédit-bail

Les produits résultant d'actifs sous contrat de location-exploitation sont comptabilisés linéairement sur la durée de vie du contrat. Les paiements à recevoir dans le cadre d'opérations de crédit-bail, lorsqu'ING Bank est le bailleur, sont divisés en une composante 'intérêts' (comptabilisée dans les intérêts créditeurs) et une composante 'remboursement' sur la base d'un modèle reflétant un taux de rendement périodique constant sur l'investissement net du bailleur dans le contrat de location.

1.19. – Comptabilisation des charges

Les dépenses sont comptabilisées au compte de résultat lorsqu'elles sont encourues ou lorsqu'une diminution des avantages économiques futurs, liée à une diminution d'un actif ou une augmentation d'un passif, s'est produite et peut être mesurée de façon fiable. Les honoraires et commissions résultent généralement d'un contrat conclu avec les prestataires de services d'ING en vue de la prestation de services aux clients d'ING Bank. Les frais sont généralement enregistrés comme « frais de commission » s'ils sont spécifiques, incrémentaux, directement attribuables et identifiables pour générer des revenus de commission.

Paielements fondés sur des actions

ING Bank n'effectue des opérations de paiement fondées sur des actions qu'avec son personnel et ses administrateurs. Les charges liées aux paiements fondés sur des actions sont comptabilisées comme charges de personnel sur la période d'acquisition des droits. L'augmentation correspondante des capitaux propres est prise en compte pour les transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres. Un passif est comptabilisé pour les transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres. La juste valeur des transactions réglées en instrument de capitaux propres est évaluée à la date d'octroi et la juste valeur des transactions réglées en trésorerie est évaluée à chaque date de clôture. Les droits accordés restent valables jusqu'à la date d'expiration, même si le système de paiement fondé sur des actions est abandonné. Les droits sont soumis à certaines conditions, notamment à une certaine durée de service continue prédéterminée.

1.20. – État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte, en distinguant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement. Dans le flux de trésorerie d'exploitation net, le résultat avant impôt est corrigé de tous les éléments du compte de résultat et de toutes les variations d'éléments du bilan qui ne résultent pas vraiment en cash flows durant l'exercice.

Aux fins de l'établissement des états de flux de trésorerie, le poste 'Liquidités et équivalents de trésorerie' inclut des montants dus aux banques et des prêts et avances aux banques qui sont disponibles à vue. De plus, il inclut des bons du Trésor et autres effets de commerce admissibles d'une durée inférieure à trois mois. Les placements sont qualifiés d'équivalents de liquidités, s'ils sont facilement convertibles en un montant connu de liquidités et sont soumis à un risque significatif de changement de valeur.

Les flux de trésorerie provenant d'opérations en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur à la date des flux de trésorerie.

Le flux de trésorerie net relatif aux prêts et avances aux clients ne concerne que les opérations impliquant des paiements ou encaissements réels. La dotation aux provisions pour créances irrécouvrables, qui est déduite du poste 'Prêts et avances aux clients' du bilan, a été ajustée en fonction du résultat avant impôt et est comptabilisée séparément dans l'état des flux de trésorerie.

La différence entre le flux de trésorerie net selon l'état des flux de trésorerie et la variation entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des Liquidités et équivalents de liquidité au bilan est due à des écarts de change et est comptabilisée séparément dans l'état des flux de trésorerie.

Les passifs résultant des activités de financement sont des titres de créances, des passifs de location et des emprunts subordonnés.

1.21. – Comptes de la société mère

Les comptes de la société mère d'ING Bank N.V. sont préparés conformément aux normes IFRS incluses dans la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. Conformément au paragraphe 8 de l'article 362 du Livre 2 du Code civil néerlandais, les principes de comptabilisation et d'évaluation utilisés dans les comptes de la société mère sont les mêmes que ceux appliqués aux états financiers consolidés.

Notes au Bilan Consolidé

2. – Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

(En millions d'euros.)	2023	2022
Avoirs auprès des banques centrales (1)	88 627	85 934
Liquidités et soldes en banque	1 587	1 681
	90 214	87 614

(1) Les avoirs auprès des banques centrales incluent -5 millions d'euros (contre -12 millions d'euros en 2022) de provisions pour créances irrécouvrables.

Les avoirs détenus auprès de banques centrales concernent les dépôts à vue. Cette évolution est le reflet de la gestion active des liquidités d'ING.

Se référer à la Note 36 'Transfert d'actifs financiers, actifs remis et reçus en garantie' portant sur des restrictions relatives aux soldes détenus auprès des banques centrales.

3. – Prêts et avances aux banques

(En millions d'euros.)	Pays-Bas		Reste du monde		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Prêts et avances aux banques	9 452	23 462	7 286	11 679	16 738	35 140
Provisions pour créances irrécouvrables	-11	-12	-18	-26	-30	-37
	9 440	23 450	7 268	11 653	16 708	35 103

Le poste 'Prêts et avances' incluent principalement les soldes des opérations de prise en pension de titres, des prêts à terme et des opérations de garantie en espèces. Pour plus d'informations sur les opérations de prise en pension de titres, se référer à la Note 4 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' Se référer à la Note 7 'Prêts et avances aux clients' pour plus d'informations sur les créances sur opérations de crédit-bail inclus dans les Prêts et avances aux banques.

Au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2023, tous les prêts et avances aux banques étaient non subordonnés.

4. – Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

(En millions d'euros.)	2023	2022
Actifs détenus à des fins de transaction	60 240	56 875
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 028	3 893
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	5 775	6 159
Évalués obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	54 983	46 844
	123 026	113 770

Opérations de mise (ou de prise) en pension de titres

Les actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat incluent des opérations de prêts de titres et des opérations de vente et mise en pension de titres. Chez ING, ces types d'opérations sont comptabilisés dans plusieurs postes du bilan en fonction de l'évaluation du modèle d'entreprise et de la contrepartie. En outre, en ce qui concerne les opérations de prise en pension de titres, il convient de prendre en compte le montant brut des actifs détenus à des fins de transaction et celui des passifs détenus à des fins de transaction, alors que ces montants sont présentés séparément au bilan, car les normes IFRS n'autorisent pas toujours la compensation de ces positions au bilan.

Les titres achetés en vertu d'opérations de prise en pension ('reverse repos'), les emprunts de titres et les accords similaires ne sont pas pris en compte dans le bilan consolidé car la contrepartie continue à être exposée à la quasi-totalité des risques et avantages inhérents au titre transféré. Sur la base de l'évaluation du modèle d'entreprise et de la contrepartie, la contrepartie payée pour l'achat de titres est comptabilisée comme Prêts et avances aux clients, Prêts et avances aux banques, Actifs financiers obligatoirement comptabilisés en FVPL ou Actifs détenus à des fins de transaction.

Les titres vendus en vertu d'opérations de mise en pension ('repos'), les prêts de titres et les accords similaires continuent à être comptabilisés dans le bilan consolidé car ING Bank continue à être exposée à la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à l'actif financier transféré. La contrepartie exigible est désignée et évaluée en FVPL, si l'actif est évalué en FVPL. Dans les autres cas, la contrepartie exigible est enregistrée dans les Montants dus aux banques, les Dépôts clients ou détenus à des fins de transaction.

Se référer à ce propos à la Note 39 'Transfert d'actifs financiers, actifs remis et reçus en garantie' pour toutes informations sur les actifs transférés qui n'ont pas été décomptabilisés.

L'exposition aux opérations de mise (ou de prise) en pension de titres d'ING Bank est prise en compte dans les postes des états financiers suivants :

Exposition aux opérations de mise (ou de prise) en pension de titres (En millions d'euros.)	2023	2022
Opérations de prise en pension de titres		
Prêts et avances aux banques	5 251	19 395
Prêts et avances aux clients	499	1 306
Actifs détenus à des fins de transaction, prêts et créances	12 121	9 732
Prêts et créances évalués obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	51 536	43 153
	69 407	73 587
Opérations de mise en pension de titres		
Montants dus aux banques	2 064	3 809
Dépôts clients	97	1
Passifs détenus à des fins de transaction, fonds en dépôt	10 337	5 715
Fonds confiés désignés et évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	45 729	43 131
	58 227	52 655

Actifs détenus à des fins de transaction

(En millions d'euros.)	2023	2022
Titres de participation	15 423	11 741
Titres de créance	6 907	4 189
Dérivés	25 680	30 841
Prêts et créances	12 231	10 103
	60 240	56 875

Les actifs détenus à des fins de transaction englobent des actifs qui sont étroitement liés aux services ayant pour objet la satisfaction des besoins des clients d'ING Bank. ING propose, aussi bien à ses clients institutionnels et entreprises qu'aux gouvernements, des produits négociés sur les marchés financiers. Une part importante des dérivés du portefeuille de négoce concerne les services aux entreprises visant à soutenir leur gestion des risques, en couvrant par exemple leur exposition au risque de change et de taux d'intérêt. De plus, ING offre à ses clients l'accès aux marchés actions et obligataires, afin qu'ils puissent émettre leurs propres titres de capital ou titres de créance ('Souscription de titres').

Se référer à la Note 14 'Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' pour toutes informations sur les passifs détenus à des fins de transaction.

Dérivés non détenus à des fins de transaction

(En millions d'euros.)	2023	2022
Dérivés utilisés dans		
- les couvertures de juste valeur	716	836
- les couvertures de flux de trésorerie	440	814
- les couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger	100	119
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	771	2 124
	2 028	3 893

Se référer à la Note 33 'Dérivés et comptabilité de couverture' pour toutes informations sur les dérivés servant à la comptabilité de couverture.

Les Autres dérivés non détenus à des fins de transaction incluent principalement les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises pour lesquels aucune comptabilité de couverture n'est appliquée.

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

(En millions d'euros.)	2023	2022
Titres de créance	4 470	5 437
Prêts et créances	1 306	722
	5 775	6 159

Les 'Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' sont en partie économiquement couverts par des dérivés de crédit. Les positions de couverture ne répondent pas aux critères d'une comptabilité de couverture et les prêts et titres de créance sont comptabilisés à leur juste valeur pour éviter toute incohérence au niveau du traitement comptable. Le risque de crédit maximal des prêts, créances et titres de créance inclus dans les 'Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' avoisine sa valeur comptable et s'élève à 5 775 millions d'euros (contre 6 159 millions d'euros en 2022). En 2023, la variation de la juste valeur de ces prêts et titres de créance se monte à -48 millions d'euros (contre 357 millions d'euros en 2022).

ING a limité l'exposition au risque de crédit pour une partie du portefeuille. Les coûts de comptabilisation initiale des actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat qui sont économiquement couverts par des dérivés de crédit s'élève à 3 181 millions d'euros (contre 3 051 millions d'euros au 31 décembre 2022) et la variation cumulée de la juste valeur attribuable aux changements de risque de crédit est de 150 millions d'euros (contre 150 millions d'euros au 31 décembre 2022).

La valeur notionnelle des dérivés de crédit concernés est de 3 679 millions d'euros (contre 3 370 millions d'euros en 2022). La variation cumulée de juste valeur des dérivés de crédit, depuis que les actifs financiers ont été désignés pour la première fois, représente -119 millions d'euros (contre 3 millions d'euros en 2022) et la variation pour l'exercice en cours s'élève à -122 millions d'euros (contre 72 millions d'euros en 2022).

Les variations de juste valeur attribuables aux changements du risque de crédit, ont été calculées en déterminant les variations des spreads de crédit implicites dans la juste valeur des prêts et obligations émis par des entités présentant des caractéristiques de crédit similaires.

Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Titres de participation	179	203
Titres de créance	894	821
Prêts et créances	53 911	45 820
	54 983	46 844

Pris individuellement, les titres de participation ne sont pas significatifs pour ING Bank. Pour plus de détails sur l'exposition totale aux titres de créance, se référer à la Note 6 'Titres de créance'. Les prêts et créances incluent principalement des opérations de prise en pension de titres.

Suite à l'adoption de l'IFRS 17 le 1^{er} janvier 2023, un portefeuille de prêts assortis d'une exonération en cas de décès a été reclassé des actifs financiers évalués au coût amorti vers les actifs financiers obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat (538 millions d'euros au 31 décembre 2023). Pour plus d'informations sur les méthodes comptables, se référer à la Note 1 'Principes de préparation et informations sur les principales méthodes comptables'.

5. – Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Titres de participation	1 885	1 887
Titre de créances (1)	38 281	29 095
Prêts et avances ¹	951	643
	41 116	31 625

(1) Les Titres de créance englobent un montant de -13 millions d'euros (contre -21 millions d'euros en 2022) et les Prêts et avances incluent -8 millions d'euros (contre -1 million d'euros en 2022) de provisions pour créances irrécouvrables.

Exposition aux titres de participation

Titres de participation comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	Valeur comptable 2023	Valeur comptable 2022	Dividendes 2023	Dividendes 2022
Participation dans Bank of Beijing	1 590	1 614	98	111
Autres placements	295	273	7	38
	1 885	1 887	105	149

Au 31 décembre 2023, ING détient environ 13 % (contre 13 % en 2022) des actions de Bank of Beijing, banque cotée à la Bourse de Shanghai. La participation dans Bank of Beijing fait partie du segment Corporate Line. Suite à de nouvelles dispositions réglementaires fixées par la Commission de réglementation des banques et des assurances de Chine (CRBAC), ING est tenue, en sa qualité d'actionnaire détenant au moins 5 % des actions, de fournir des capitaux supplémentaires si nécessaire. Aucune demande de capital supplémentaire n'a été reçue en 2023 (en 2022 : sans objet).

Variations de la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur des actifs financiers par le biais des autres éléments du résultat global.

Variations de la juste valeur des actifs financiers par le biais des autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	Titres de participation comptabilisés en FVOCI		Titres de participation comptabilisés en FVOCI (1)		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	1 887	2 457	29 739	28 178	31 625	30 635
Dotations aux provisions	28	17	19 967	18 789	19 995	18 806
Amortissement			31	-18	31	-18
Transferts et reclassements	5	10			5	10
Variations des réévaluations latentes (2)	68	-65	657	-3 230	725	-3 295
Dépréciations			-1		-1	
Reprises sur pertes de valeur			6	3	6	3
Cessions et rachats	-2	-492	-11 912	-14 034	-11 913	-14 526
Écarts de change	-100	-39	751	49	651	10
Changements de composition du groupe et autres changements			-6	1	-6	1
Solde de clôture	1 885	1 887	39 231	29 739	41 116	31 625

(1) Les titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global incluent à la fois des titres de créance et des prêts et avances.

(2) Les variations des réévaluations latentes des titres de créance comptabilisés en FVOCI incluent des variations enregistrées pour les éléments couverts, qui sont inscrites au compte de résultat. Se référer à la Note 19 'Capitaux propres' pour plus de détails sur les variations de la réserve de réévaluation.

Titres de participation comptabilisés en FVOCI

Les écarts de change de -100 millions d'euros (contre -39 millions d'euros au 31 décembre 2022) concernent essentiellement la participation dans Bank of Beijing suite à la dépréciation du CNY face à l'EUR. En outre, en 2023, les variations des réévaluations latentes des titres de participation sont principalement liées à la réévaluation de la participation dans Bank of Beijing pour un montant de 77 millions d'euros, suite à une variation du prix de l'action (-49 millions d'euros au 31 décembre 2022).

En 2022, les cessions de 492 millions d'euros sont principalement liées à la vente, au deuxième trimestre, d'instruments de capitaux propres éligibles comme actifs liquides de haute qualité (HQLA), déclenchée par l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt et la dégradation de l'humeur du marché. Ce portefeuille a été constitué au début de 2021 (ajouts en 2021 : 499 millions d'euros) et représentait une part relativement faible du portefeuille HQLA. Il s'agissait d'un portefeuille diversifié d'achat et de conservation visant à générer un flux de dividendes stable.

Titres de créance comptabilisés en FVOCI

En 2022, les taux d'intérêt à court et à long terme ont augmenté de manière significative, ce qui a entraîné des changements dans les réévaluations latentes des titres de créance à hauteur de - 3 230 millions d'euros. Durant l'année 2023, la baisse des taux d'intérêt a engendré des réévaluations latentes pour un montant de 657 millions d'euros. Se référer à la Note 6 'Titres de créance' pour plus de détails sur l'exposition totale aux titres de créance d'ING Bank.

6. – Titres de créance

L'exposition aux titres de créance d'ING Bank est prise en compte dans les postes des états financiers suivants :

Exposition aux titres de créance (En millions d'euros.)	2023	2022
Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	38 281	29 095
Titres de créance au coût amorti	48 313	48 160
Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti	86 594	77 255
Actifs détenus à des fins de transaction	6 907	4 189
Titres de créance désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	5 363	6 258
Total titres de créance désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	12 270	10 447
	98 864	87 703

L'exposition totale aux titres de créance d'ING Bank (à l'exclusion des titres de créance détenus dans le portefeuille de négoce) qui s'élève à 91 957 millions d'euros (contre 83 513 millions d'euros au 31 décembre 2022) est détaillée ci-après :

Titres de créance par type d'exposition (En millions d'euros.)	Titres de créance comptabilisés en FVPL		Titres de créance comptabilisés en FVOCI		Titres de créance comptabilisés au coût amorti		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Obligations d'État	362	63	20 988	16 016	24 050	24 629	45 400	40 708
Obligations de la banque centrale (1)	446	307			2 043	2 331	2 489	2 638
Entités infranationales, supranationales et agences	1 354	2 343	11 587	8 529	14 639	14 210	27 580	25 082
Obligations garanties			4 084	2 663	5 231	5 543	9 315	8 206
Obligations corporate	799	857	127	108	109	26	1 035	991
Obligations d'institutions financières	1 645	1 931	483	772	186	220	2 314	2 923
Portefeuille ABS	758	758	1 025	1 028	2 077	1 217	3 860	3 003
	5 363	6 258	38 293	29 116	48 335	48 177	91 991	83 551
Provisions pour créances irrécouvrables			-13	-21	-22	-17	-34	-39
Portefeuille de titres de créances	5 363	6 258	38 281	29 095	48 313	48 160	91 957	83 513

(1) En 2023, les obligations de la banque centrale ont été prises en compte comme un type d'exposition distinct. Ces obligations étaient précédemment incluses dans les obligations d'institutions financières. Les montants de l'exercice antérieur ont été actualisés pour garantir la cohérence et faciliter la comparaison.

7. – Prêts et avances aux clients

Prêts et avances aux clients par type (En millions d'euros.)	Pays-Bas		Reste du monde		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Prêts et avances aux pouvoirs publics	1 070	837	13 314	11 840	14 384	12 677
Prêts hypothécaires à l'habitation	110 475	107 952	214 120	205 511	324 596	313 463
Autres prêts personnels	5 036	5 835	31 535	30 345	36 571	36 180
Prêts aux entreprises	62 728	68 128	209 795	211 092	272 523	279 220
	179 309	182 752	468 764	458 789	648 074	641 541
Provisions pour créances irrécouvrables	-830	-993	-4 791	-4 990	-5 621	-5 984
	178 480	181 759	463 973	453 798	642 453	635 557

Pour plus de précisions sur les qualités de crédit et les provisions pour créances irrécouvrables, se référer aux paragraphes 'Qualité de crédit' et 'Provisions pour créances irrécouvrables' dans 'Gestion du risque - Risque de crédit'.

Au 31 décembre 2023, 642 260 millions d'euros (contre 635 361 millions d'euros en 2022) de prêts et avances aux clients ne sont pas subordonnés.

Les Prêts et avances aux clients et aux banques comprennent des créances sur opérations de crédit-bail se décomposant comme suit :

Créances sur opérations de crédit-bail (En millions d'euros.)	2023	2022
Echéances de l'investissement brut dans des créances sur des opérations de crédit-bail		
- A 1 an	3 827	3 452
- Entre 1 et 2 ans	2 742	2 463
- Entre 2 et 3 ans	2 133	1 870
- Entre 3 et 4 ans	1 475	1 294
- Entre 4 et 5 ans	875	747
- A plus de 5 ans	1 451	1 423
	12 503	11 251
Produit financier constaté d'avance sur des opérations de crédit-bail	-1 040	-792
Investissement net dans des opérations de crédit-bail	11 463	10 459
Inclus dans les Prêts et avances aux banques	5	6
Inclus dans les Prêts et avances aux clients	11 459	10 453
	11 463	10 459

(1) Le montant total de la provision pour créances irrécouvrables sur les opérations de crédit-bail se montant au total à 160 millions d'euros (contre 160 millions d'euros en 2022) est classé dans les provisions pour créances irrécouvrables en fonction des étapes suivantes : étape 1 : 6 millions d'euros (contre 9 millions d'euros en 2022) ; étape 2 : 14 millions d'euros (contre 28 millions d'euros en 2022) et étape 3 : 139 millions d'euros (contre 123 millions d'euros en 2022).

Les créances sur opérations de crédit-bail concernent principalement le financement d'équipement et de biens immobiliers et font principalement partie des prêts aux entreprises. Dans une moindre mesure, elles concernent aussi des biens immobiliers pour des tiers dont ING est le bailleur. En 2023, les intérêts créditeurs sur opérations de crédit-bail se montaient à 429 millions d'euros (contre 292 millions d'euros en 2022).

8. – Participations dans des sociétés liées et des coentreprises

(En millions d'euros.) 2023	Participation détenue (%)	Juste valeur des placements cotés	Valeur au bilan	Total Actif	Total Passif	Total produits	Total charges
TMBThanachart Bank Public Company Limited	23 %	976	1 128	46 666	40 776	1 386	943
Autres participations dans des sociétés liées et des coentreprises			381				
			1 509				

(En millions d'euros.) 2022	Participation détenue (%)	Juste valeur des placements cotés	Valeur au bilan	Total Actif	Total Passif	Total produits	Total charges
TMBThanachart Bank Public Company Limited	23 %	849	1 109	49 506	43 677	1 303	957
Autres participations dans des sociétés liées et des coentreprises			391				
			1 500				

TMBThanachart Bank Public Company Limited

ING Bank détient une participation de 23 % dans TMBThanachart Bank Public Company Limited (désignée ci-après par TTB), une banque cotée à la Bourse de Thaïlande. TTB fournit des produits et services Wholesale, aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux particuliers. TTB est comptabilisée dans le poste 'Participations dans des sociétés liées' en raison de l'importance de la participation d'ING et de sa représentation au Conseil d'administration. TTB fait partie du segment Corporate Line.

Autres participations dans des sociétés liées et des coentreprises

Les autres participations dans des sociétés liées et coentreprises sont pour la plupart des services financiers et des fonds ou véhicules technologiques (non) financiers exerçant principalement leurs activités en Europe et représentent un certain nombre d'entreprises associées et de coentreprises qui, individuellement, ne sont pas significatives pour ING Bank.

S'agissant de sociétés liées détenues à moins de 20 %, l'influence notable dépend à la fois de la participation financière et des autres droits d'ING Bank, tels que sa participation au Conseil d'Administration.

Les sociétés liées et coentreprises d'ING sont soumises à des restrictions juridiques et réglementaires quant au montant des dividendes qu'elles peuvent verser à ING. Ces restrictions dépendent par exemple des lois du pays d'immatriculation pour la déclaration des dividendes ou résultent d'exigences de fonds propres minimum qui sont imposées par les organismes de réglementation de la profession dans les pays où opèrent les sociétés liées et coentreprises.

De plus, les sociétés liées et coentreprises tiennent compte d'autres facteurs encore pour déterminer les niveaux de dotation en fonds propres appropriés et nécessaires. Ces facteurs et restrictions incluent, sans s'y limiter, les avis des agences de notation et des organismes de réglementation, qui sont susceptibles d'évoluer au cours du temps.

Variations des participations dans des sociétés liées et des coentreprises (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	1 500	1 587
Dotations aux provisions	55	48
Réévaluations	4	-8
Quote-part dans le résultat	149	92
Dividendes perçus	-74	-48
Cessions	-89	-10
Dépréciations	-5	-192
Écarts de change	-32	27
Autres		4
Solde de clôture	1 509	1 500

La quote-part dans le résultat des sociétés liées et coentreprises s'élevant à 149 millions d'euros (contre 92 millions d'euros en 2022), telle que présentée dans le tableau ci-dessus, est principalement attribuable aux résultats de TTB ressortant à 107 millions d'euros (contre 81 millions d'euros en 2022).

Dépréciations et reprises de dépréciations

Sur un total de 192 millions d'euros de pertes de valeur en 2022, 165 millions d'euros sont liés à TTB. Au 31 décembre 2023, on ne constate aucun élément déclencheur d'une dépréciation supplémentaire de TTB. De même, des indicateurs qui justifieraient une reprise potentielle des pertes de valeur antérieures relatives à TTB n'ont pas encore été observés de manière systématique en 2023.

Les dépréciations cumulées comptabilisées se montent à 395 millions d'euros (contre 395 millions d'euros en 2022).

9. – Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles ventilées par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Biens à usage propre	616	681
Équipements :		
- Matériel de traitement de l'information	213	213
- Autres équipements	492	476
Actifs à comptabiliser au titre des droits d'utilisation :		
- Droits d'utilisation des biens	972	1 000
- Droits d'utilisation des véhicules	97	64
- Droits d'utilisation des autres biens loués	9	12
	2 399	2 446

Variations des immobilisations corporelles (En millions d'euros.)	Biens à usage propre		Équipements		Actifs à comptabiliser au titre des droits d'utilisation		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	681	702	688	699	1 076	1 113	2 446	2 515
Dotations aux provisions	4	2	241	229	279	173	525	404
Transferts	-1	-1	-4	-1	-4	-4	-9	-5
Amortissement	-12	-13	-204	-220	-246	-252	-461	-485
Dépréciations (1)	-19	-9	-10	-16	-12	-9	-41	-35
Reprises sur pertes de valeur (1)	10	16					10	16
Réévaluations	4	15			9	67	13	81
Cessions	-47	-67	-10	-15	-20	-15	-78	-98
Écarts de change	-4	36	4	13	-4	3	-5	52
Solde de clôture	616	681	705	688	1 078	1 076	2 399	2 446
Prix d'achat	753	847	3 140	3 554	1 851	1 680	5 744	6 081
Amortissements cumulés	-305	-362	-2 430	-2 853	-904	-714	-3 639	-3 929
Dépréciations cumulées	-99	-107	-6	-12	-32	-21	-136	-140
Excédent de réévaluation cumulé	267	304					267	304
Réévaluations cumulées					163	130	163	130
Valeur comptable nette	616	681	705	688	1 078	1 076	2 399	2 446

(1) Les '(Reprises de) Pertes sur valeur des immobilisations incorporelles' sont enregistrées dans le poste 'Autres charges d'exploitation' du compte de résultat.

ING tient compte des valorisations d'experts tiers pour déterminer les justes valeurs des biens à usage propre. La grande majorité des terrains et des bâtiments ont été évalués en 2023. Les prix d'acquisition des biens à usage propre se montaient à 753 millions d'euros (contre 847 millions d'euros en 2022). Le prix de revient ou d'acquisition, diminué des dépréciations et pertes de valeur cumulées, aurait été de 350 millions d'euros (contre 368 millions d'euros en 2022), si les biens à usage propre avaient été évalués à leur valeur d'acquisition et non à leur juste valeur.

Les pertes de valeur comptabilisées pour un montant de -41 millions d'euros (contre -35 millions d'euros en 2022) résultent principalement de l'évolution du mode de travail après la pandémie, qui se traduit par une réduction des espaces de bureaux et la fermeture d'agences pour des raisons commerciales.

10. – Immobilisations incorporelles

Variations des immobilisations incorporelles (En millions d'euros.)	Écart d'acquisition		Logiciels		Autres		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	464	472	636	682	2	2	1 102	1 156
Ajustement du solde d'ouverture (1)		25						25
Dotations aux provisions			64	54			64	54
Coûts immobilisés			246	144			246	144
Amortissement			-213	-226			-213	-226
Dépréciations (1), (2)		-32	-5	-22			-5	-54
Écarts de change	5	-1	2	4			7	2
Cessions			-10	-3			-10	-3
Changements de composition du groupe et autres changements			8	3	1		8	3
Solde de clôture	469	464	727	636	2	2	1 198	1 102
Valeur comptable brute	469	464	2 646	2 491	8	8	3 123	2 962
Amortissement cumulé			-1 876	-1 787	-4	-4	-1 879	-1 790
Dépréciations cumulées			-43	-69	-2	-2	-45	-70
Valeur comptable nette	469	464	727	636	2	2	1 198	1 102

(1) En 2022, l'écart d'acquisition réaffecté aux unités génératrices de trésorerie Turquie, après avoir été ajusté pour tenir compte de l'hyperinflation pour un montant de 25 millions d'euros, a été entièrement déprécié pour un montant de 32 millions d'euros (sur la base d'un taux d'actualisation de 24,04 % et d'un taux de croissance final de 10,40 % au 1^{er} janvier 2022). La Turquie fait partie du segment Banque de détail Autres.

(2) Les 'Pertes sur valeur des immobilisations incorporelles' sont enregistrées dans le poste 'Autres charges d'exploitation' du compte de résultat.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est affecté aux groupes d'unités de reporting de la façon suivante :

Affectation de l'écart d'acquisition aux groupes d'unités de reporting (En millions d'euros.)	Méthode utilisée pour le montant recouvrable	Taux d'actualisation	Taux de croissance final	Écart d'acquisition	Écart d'acquisition
				2023	2022
Banque de détail - Pays-Bas	Valeur d'utilité	8,80 %	2,20 %	30	30
Banque de détail - Allemagne	Valeur d'utilité	8,68 %	2,00 %	349	349
Banque de détail - Pologne	Valeur d'utilité	10,44 %	2,40 %	75	69
Banque de détail - Roumanie	Valeur d'utilité	12,72 %	2,60 %	15	15
				469	464

Test de dépréciation

Dans le cadre du test de dépréciation, l'écart d'acquisition est testé chaque année au cours du quatrième trimestre, en comparant la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie avec sa valeur comptable. Les hypothèses clés utilisées pour le calcul des valeurs recouvrables sont présentées dans le tableau ci-dessus. En outre, ING Bank teste l'écart d'acquisition à chaque fois qu'un événement déclencheur survient.

Lors du test de dépréciation annuel effectué au quatrième trimestre, le montant recouvrable pour chacun des autres groupes excède la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie au 31 décembre 2023 et aucune dépréciation n'est donc requise (32 millions d'euros au 31 décembre 2022 pour les unités génératrices de trésorerie Turquie).

Méthodologie

Conformément aux normes IFRS, le montant recouvrable est estimé comme étant le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif, minorée des frais de cession, et la valeur d'utilité. Le calcul de la valeur d'utilité est effectué sur la base du modèle d'Actualisation des Dividendes, en recourant à des plans de gestion sur 3 ans approuvés, mis à jour en fonction des changements attendus dans l'environnement macro-économique. Lors de l'estimation de la valeur d'utilité d'une unité de reporting, les conditions et exigences locales déterminent les besoins en capitaux, les taux d'actualisation et les taux de croissance définitifs. Ces conditions et exigences locales déterminent la capacité à réorienter en amont l'excédent de capital et les bénéfices vers ING Bank. Le calcul du taux d'actualisation englobe d'autres données telles que la prime du marché des actions, la prime de risque pays et l'inflation à long terme, qui sont basées sur les données du marché et les appréciations de la direction. Le taux de croissance à long terme est fondé sur le taux d'inflation à long terme, obtenu à partir des données du marché. Les effets du risque climatique sont pris en compte dans la mesure où ils sont observables dans les taux d'actualisation et les prix des actifs.

Sensibilité des principales hypothèses

Les principales hypothèses du modèle de test de dépréciation de l'écart d'acquisition reposent sur les flux de trésorerie prévisionnels disponibles localement (basés sur les exigences de fonds propres locales et les bénéfices attendus), les taux d'actualisation (coût des capitaux propres) et les taux de croissance à long terme.

Les valeurs recouvrables des unités génératrices de trésorerie sont sensibles aux hypothèses clés ci-dessus. Une diminution de 10 % des flux de trésorerie disponibles, une augmentation du taux d'actualisation d'un point de pourcentage ou une réduction du taux de croissance futur à zéro sont considérées comme des changements raisonnablement envisageables des hypothèses clés. Si ces changements se produisent dans les hypothèses clés et si les autres hypothèses clés ne changent pas, l'écart d'acquisition des unités génératrices de trésorerie restantes continuera à être recouvrable.

Logiciels

Les logiciels englobent des logiciels développés en interne pour un montant de 628 millions d'euros (contre 540 millions d'euros en 2022).

Les logiciels font l'objet d'examens visant à détecter toute indication de dépréciation. Qu'il y ait ou non une indication de dépréciation, les logiciels en cours de développement font l'objet d'un test de dépréciation annuel. En 2023, des éléments individuellement non significatifs ont été dépréciés pour un montant de 5 millions d'euros (22 millions d'euros au 31 décembre 2022).

11. – Autres actifs

Autres actifs ventilés par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Actifs nets au titre des régimes à prestations déterminées	554	617
Placements immobiliers	14	18
Immobilisations en cours et biens obtenus à la suite de saisies d'hypothèques	32	34
Palements anticipés	436	364
Éléments d'actifs courus	521	549
Montants à régler	3 869	5 190
Autres	1 683	2 067
	7 109	8 839

Les informations relatives aux Actifs nets au titre des régimes à prestations déterminées sont fournies à la Note 30 'Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi'.

Les montants à régler concernent principalement des transactions non réglées à la date de clôture du bilan. La nature de ces transactions est à court terme et leur règlement est attendu peu après la date de clôture du bilan.

Le poste Autres concerne diverses créances nées dans le cadre de l'exercice des activités courantes et inclut, entre autres, des créances à court terme liées à l'émission de prêts hypothécaires et d'autres montants à recevoir de clients.

12. – Montants dus aux banques

Montants dus aux banques par type (En millions d'euros.)	Pays-Bas		Reste du monde		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Non productifs d'intérêts	3	86	174	315	177	400
Productifs d'intérêts	7 803	32 858	15 277	23 374	23 080	56 232
	7 806	32 943	15 451	23 689	23 257	56 632

Les Montants dus aux banques incluent des dépôts non subordonnés et des opérations de prise en pension de titres ; pour plus d'informations sur les opérations de prise en pension de titres, se référer à la Note 4 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat'.

Les Montants dus aux banques incluent la participation d'ING dans des opérations de refinancement à plus long terme ciblées ('TLTRO') à hauteur de 6,0 milliards d'euros (contre 36,0 milliards d'euros en 2022). En 2023, la participation d'ING dans le TLTRO III a été remboursée à hauteur de 30,0 milliards d'euros.

Se référer à la Note 20 'Intérêts nets créditeurs' pour plus de détails sur les taux applicables et sur l'impact sur les intérêts nets créditeurs.

13. – Dépôts clients

Dépôts clients (1) (En millions d'euros.)	2023	2022
Comptes courants / Dépôts à vue	222 478	260 819
Comptes d'épargne	334 287	329 501
Dépôts à terme	103 186	55 820
Autres	42 265	40 201
	702 217	686 341

(1) ING a modifié la présentation des dépôts clients à compter de 2023. Les chiffres comparables de 2022 ont été retraités en conséquence.

Les comptes courants / dépôts à vue, comptes épargne et comptes à terme comprennent les soldes des particuliers, respectivement pour 107 711 millions d'euros (contre 124 067 millions d'euros en 2022), 305 734 millions d'euros (contre 304 276 millions d'euros en 2022) et 46 762 millions d'euros (contre 16 729 millions d'euros en 2022).

Dépôts clients par type (En millions d'euros.)	Pays-Bas		Reste du monde		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Non productifs d'intérêts	239	2 332	25 316	24 307	25 556	26 639
Productifs d'intérêts (1)	284 406	277 379	392 255	382 324	676 661	659 703
	284 646	279 711	417 571	406 630	702 217	686 341

(1) Les comptes porteurs d'intérêts incluent des comptes courants non rémunérés, mais pour lesquels ING détient un droit contractuel de révision

En 2023, le poste Dépôts clients incluent 53 116 millions d'euros (contre 48 410 millions d'euros en 2022) de dépôts reçus d'ING Group dont 11 032 millions d'euros (contre 7 296 millions d'euros en 2022) de dépôts à terme et 42 084 millions d'euros (contre 41 113 millions d'euros en 2022) d'autres dépôts.

14. – Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

(En millions d'euros.)	2023	2022
Passifs détenus à des fins de transaction	37 220	39 088
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 019	3 048
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	55 399	50 883
	94 637	93 019

Passifs détenus à des fins de transaction

Passifs détenus à des fins de transaction par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Titres de participation	1 156	935
Titres de créance	2 492	1 291
Fonds en dépôt	10 443	5 993
Dérivés	23 129	30 869
	37 220	39 088

Dérivés non détenus à des fins de transaction

Dérivés non détenus à des fins de transaction par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Dérivés utilisés dans :		
- les couvertures de juste valeur	113	244
- les couvertures de flux de trésorerie	458	1 275
- les couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger	92	83
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	1 356	1 446
	2 019	3 048

Se référer à la Note 33 'Dérivés et comptabilité de couverture' pour toutes informations sur les dérivés servant à la comptabilité de couverture.

Les Autres dérivés non détenus à des fins de transaction incluent principalement des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises à des fins de couverture, pour lesquels aucune comptabilité de couverture n'est appliquée.

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Titres de créance	8 219	6 069
Fonds confiés	47 085	44 731
Dettes subordonnées	95	82
	55 399	50 883

Au 31 décembre 2023, la variation de la juste valeur des passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, due aux évolutions du risque de crédit, est de -34 millions d'euros (contre -75 millions d'euros en 2022) sur une base cumulative. Cette variation représente le montant de la variation de la juste valeur des passifs financiers qui n'est pas due aux évolutions des conditions économiques ayant entraîné un risque de marché (notamment un risque de taux d'intérêt basé sur des courbes de rendement).

Le montant qu'ING Bank doit contractuellement payer à l'échéance aux porteurs de dettes financières désignées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, exception faite des opérations de prise en pension de titres (parts de fonds confiés), s'élève à 9 958 millions d'euros (contre 8 408 millions d'euros en 2022).

Les fonds confiés incluent surtout des opérations de prise de pension de titres. Se référer à la Note 4 'Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' pour plus d'informations

15. – Provisions

Provisions par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Provisions de restructuration	231	418
Provisions pour litiges	193	150
Autres provisions	334	433
	758	1 001
Provisions pour créances irrécouvrables au titre des garanties	142	29
	899	1 030

(1) Le tableau a été mis à jour en 2023 pour présenter séparément les provisions pour créances irrécouvrables IFRS 9 au titre des garanties. Les chiffres comparables de 2022 ont été retraités en conséquence.

Variation des provisions pour (En millions d'euros.)	Réorganisation		Litiges		Autres provisions (2)		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	418	421	150	132	433	386	1 001	940
Dotations aux provisions (1)	207	217	78	59	39	230	325	506
Participation						-2		-2
Reprises de provisions (1)	-34	-46	-26	-8	-22	-166	-82	-221
Utilisés	-356	-170	-23	-33	-11	-15	-389	-218
Écarts de change	-1		1		-3		-4	-1
Autres variations	-3	-4	13		-104		-94	-3
Solde de clôture	231	418	193	150	334	433	758	1 001

(1) Les dotations aux provisions et les reprises non utilisées sont présentées à la Note 26 'Autres charges d'exploitation' du compte de résultat.

(2) Le tableau a été mis à jour en 2023 pour exclure les provisions pour créances irrécouvrables IFRS 9 au titre des garanties. Les chiffres comparables de 2022 ont été retraités en conséquence.

Au 31 décembre 2023, les montants devant être réglés dans les douze mois s'élèvent à 699 millions d'euros (contre 815 millions d'euros en 2022). Les montants inclus se basent sur les meilleures estimations des montants et échéanciers des flux de trésorerie requis pour satisfaire à cette obligation.

Provisions de restructuration

En 2023, les dotations aux provisions de restructuration concernent principalement les activités de restructuration en Belgique, en Pologne et aux Pays-Bas. En 2022, les dotations sont principalement liées à l'arrêt des activités bancaires de détail en France et à la restructuration du réseau d'agences et à la réorganisation des activités de conseil aux particuliers aux Pays-Bas, ainsi qu'aux activités de restructuration en Belgique.

Ces initiatives sont mises en œuvre sur plusieurs années et l'estimation des provisions pour restructuration est donc incertaine.

Provisions pour litiges

Se référer à la Note 39 'Actions en justice' concernant l'évolution des provisions pour litiges.

Autres provisions

En 2023, ING Bank a volontairement modifié sa méthode comptable relative aux garanties non financières assorties de droits d'indemnisation contractuels passant des principes de l'IAS 37 à la comptabilisation des engagements de prêt en vertu de l'IFRS 9. Le passage de l'IAS 37 à l'IFRS 9 a entraîné la décomptabilisation de la provision IAS 27 existante pour un montant de 109 millions d'euros au 1^{er} janvier 2023 et la comptabilisation d'une provision pour pertes sur créances attendues de 151 millions d'euros au titre des garanties non financières au 1^{er} janvier 2023 (impact avant impôt de 42 millions d'euros sur les capitaux propres au début de 2023). Cette modification est prise en compte dans Autres changements dans le tableau des mouvements ;

Pour plus de précisions sur les variations au niveau des provisions pour créances irrécouvrables, se référer aux paragraphes 'Provisions pour créances irrécouvrables' dans 'Gestion du risque - Risque de crédit'. Pour plus de détails sur les changements relatifs aux IFRS, se référer à la Note 1.3.1 'Changements dans les IFRS entrés en vigueur en 2023'.

En 2022, les dotations et reprises de provisions incluent respectivement 138 millions d'euros et 141 millions d'euros relatifs aux facilités hors bilan au titre de l'IAS 37, qui sont inclus en 2023 dans les provisions pour créances irrécouvrables IFRS 9. En 2022, la dotation aux Autres provisions inclut une provision de 75 millions d'euros pour l'indemnisation des clients particuliers néerlandais au titre de charges d'intérêt passées qui ne suivaient pas suffisamment les taux du marché ; elle reflète largement l'impact du remboursement des intérêts d'intérêts. Cette provision s'ajoute à celle de 180 millions d'euros comptabilisée en 2021.

16. – Autres dettes

Autres dettes par type (En millions d'euros.)	2023	2022
Passifs nets au titre des régimes à prestations déterminées	164	139
Autres avantages postérieurs à l'emploi	30	29
Autres charges de personnel	719	633
Autres impôts et cotisations de sécurité sociale	641	365
Loyers payés d'avance	14	30
Frais à payer	2 170	2 014
Montants à régler	6 509	6 714
Passifs de location	1 162	1 174
Autres	1 721	2 247
	13 130	13 344

Les informations relatives aux passifs nets au titre des régimes à prestations déterminées sont fournies à la Note 30 'Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi'.

Les autres charges de personnel incluent les provisions pour congés annuels, les provisions pour jubilés et les provisions pour invalidité/maladie liées à diverses indemnisations.

À compter de 2023, ING a décidé de ne plus émettre d'actions pour financer des obligations résultant de programmes d'incitation des salariés, basés sur des actions, mais de racheter des actions sur le marché. Pour de plus amples informations, se référer à la Note 19 'Capitaux propres'.

Les montants à régler concernent principalement des transactions non réglées à la date de clôture du bilan. La nature de ces transactions est à court terme et leur règlement est attendu après la date de clôture du bilan.

Les Passifs de location concernent surtout des actifs au titre des droits d'utilisation. Les informations relatives aux actifs au titre des droits d'utilisation sont fournies à la Note 9 'Immobilisations corporelles'. En 2023, les décaissements au titre des contrats de location se montaient à 291 millions d'euros (contre 296 millions d'euros en 2022).

Le poste Autres concerne principalement des montants dus aux clients.

17. – Titres de créance en cours d'émission

Les titres de créance en cours d'émission concernent des obligations et autres titres de créance émis soit avec des taux d'intérêt fixes soit avec des taux d'intérêt basés sur les niveaux de taux d'intérêt variables, tels que les certificats de dépôt et les effets acceptés émis par ING Bank, à l'exception des éléments subordonnés. Les titres de créance en cours d'émission ne comprennent pas les titres de créance enregistrés dans les Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. ING Bank n'a pas de titres de créance qui ont été émis à des conditions autres que les conditions habituelles de l'activité courante.

Titres de créance émis - échéances (En millions d'euros.)	2023	2022
Titres de créance à taux fixe		
A 1 an	29 790	18 044
A plus d'1 an et à moins de 2 ans	4 660	1 217
A plus de 2 ans et à moins de 3 ans	6 279	4 702
A plus de 3 ans et à moins de 4 ans	4 068	2 903
A plus de 4 ans et à moins de 5 ans	4 722	2 880
A plus de 5 ans	13 139	13 221
Total des titres de créance à taux fixe	62 658	42 969
Titres de créance à taux variable		
A 1 an	17 871	13 856
A plus d'1 an et à moins de 2 ans	226	307
A plus de 2 ans et à moins de 3 ans	2 176	256
A plus de 3 ans et à moins de 4 ans	75	494
A plus de 4 ans et à moins de 5 ans	0	97
A plus de 5 ans	1 417	96
Total des titres de créance à taux variable	21 765	15 106
Total titres de créance	84 423	58 075

Se référer à la Note 29 'Variations des passifs découlant des activités de financement' pour plus d'informations sur les émissions et les remboursements et les mouvements non monétaires.

18. – Emprunts subordonnés

(En millions d'euros.)	2023	2022
Emprunts subordonnés	15 404	15 789
	15 404	15 789

Les emprunts subordonnés concernent les emprunts obligataires subordonnés et les emprunts privés pouvant être inclus dans le calcul du ratio de fonds propres.

Les emprunts subordonnés comprennent des emprunts considérés comme des éléments de fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) et de catégorie 2 (Tier 2) (instruments CRD IV éligibles). Ces emprunts subordonnés d'un montant de 16 240 millions d'euros (contre 16 364 millions d'euros en 2022) ont été placés par ING Groep N.V. auprès d'ING Bank N.V. Se référer à la Note 36 'Dérivés et comptabilité de couverture' pour de plus amples informations sur la comptabilité de couverture de juste valeur.

Au mois de février 2023, ING Groep N.V. a émis 500 millions d'euros d'obligations subordonnées Tier 2 à taux fixe de 5,00 %, 750 millions de livres sterling d'obligations subordonnées Tier 2 à taux fixe de 6,25 % et 1 milliard de dollars américains d'obligations AT1 perpétuelles à conversion conditionnelle à 7,50 %.

En 2023, ING Bank N.V. a racheté avec ING Groep N.V. 1 250 millions d'euros d'obligations subordonnées Tier 2 à taux fixe de 4,70 % au mois de mars, 1 milliard d'euros d'obligations subordonnées Tier 2 à taux fixe de 3,00 % aux premières dates d'appel au mois d'avril et 810 millions de dollars américains d'obligations subordonnées Tier 2 à taux fixe de 5,80 % au mois de septembre.

Se référer à la Note 29 'Variations des passifs découlant des activités de financement' pour plus d'informations sur les émissions et les remboursements.

Le taux d'intérêt moyen appliqué aux emprunts subordonnés est de 4,44 % (contre 4,00 % en 2022). Les charges d'intérêts de l'exercice 2023 s'élevaient à 708 millions d'euros (contre 646 millions d'euros en 2022).

19. – Capitaux propres

Total capitaux propres (en millions d'euros.)	2023	2022	2021
Capital social et prime d'émission d'actions			
- Capital social	525	525	525
- Prime d'émission d'actions	16 542	16 542	16 542
	17 067	17 067	17 067
Autres réserves			
- Réserve de réévaluation : Titres de participation comptabilisés en FVOCI	1 152	1 187	1 282
- Réserve de réévaluation : Titres de créance comptabilisés en FVOCI	-277	-339	92
- Réserve de réévaluation : Couvertures de flux de trésorerie	-2 058	-3 055	-153
- Réserve de réévaluation : Engagement de crédit	31	70	-80
- Réserve de réévaluation : Biens à usage propre	178	176	208
- Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées	-317	-232	-212
- Réserve de change	-2 527	-2 395	-3 483
- Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves	3 048	3 604	3 416
	-769	-984	1 069
Bénéfice non distribué	23 893	26 462	29 778
Capitaux propres (société mère)	40 191	42 546	47 914
Intérêts minoritaires	944	504	736
Total capitaux propres	41 135	43 050	48 650

Ajustements liés à l'hyperinflation

ING applique l'IAS 29 'Hyperinflation' pour ses placements en Turquie depuis 2022. L'incidence de l'indexation IAS 29 sur les capitaux propres était de 54 millions d'euros (contre 100 millions d'euros en 2022, incluant un impact ponctuel de 64 millions d'euros), dont 284 millions d'euros (contre 1 011 millions d'euros en 2022) inscrits dans la réserve de conversion des devises, 0 million d'euros (contre -563 millions d'euros en 2022) dans les bénéfices non distribués, 3 millions d'euros (contre -17 millions d'euros en 2022) dans les réserves de réévaluation et -234 millions d'euros (contre -331 millions d'euros en 2022) au compte de résultat.

Capital social et prime d'émission d'actions

Capital social	Actions ordinaires (valeur nominale 1,13 €)					
	Nombre x 1 000			Montant		
	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Capital autorisé	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 808	1 808	1 808
Capital non émis	1 134 965	1 134 965	1 134 965	1 283	1 283	1 283
Capital émis	465 035	465 035	465 035	525	525	525

Aucun changement n'a été enregistré au niveau du capital social émis et de la prime d'émission d'actions en 2023, 2022 et 2021.

Toutes les actions ordinaires sont sous forme nominative. Aucun certificat d'actions n'a été émis. Les actions ordinaires peuvent être transférées au moyen d'un acte de transfert, soumis à l'approbation de l'assemblée générale d'ING Bank. La valeur nominale des actions ordinaires est de 1,13 euro.

Le capital autorisé d'ING Bank N.V. consiste en 1 600 millions d'actions ordinaires dont 465 millions ont été émises et entièrement libérées au 31 décembre 2023.

ING Bank détient 50 actions privilégiées autorisées d'une valeur nominale de 1,13 euro par action. Au 31 décembre 2023, 7 actions privilégiées ont été émises et entièrement libérées (contre 7 actions privilégiées en 2022 ; 7 actions privilégiées en 2021) pour un montant de 8 euros (contre 8 euros en 2022 et 8 euros en 2021).

Restrictions applicables en matière de dividende

ING Bank N.V. et les sociétés néerlandaises du groupe sont soumises à des restrictions légales quant au montant des dividendes qu'elles peuvent payer aux actionnaires. Le Code civil néerlandais prévoit une restriction stipulant que les dividendes peuvent uniquement être payés jusqu'à un montant égal à l'excédent des fonds propres de la société sur la somme du capital libéré et des réserves légales. De plus, certains établissements bancaires sont soumis à des restrictions concernant le montant des fonds qu'ils sont autorisés à transférer à la société mère sous forme de dividendes ou autrement. Par ailleurs, d'autres restrictions existent dans certains pays, en plus des restrictions relatives aux besoins en fonds propres minimum qui sont imposées par les organismes de régulation de la profession dans les pays où les filiales exercent leurs activités.

Autres réserves**Réserves de réévaluation**

Variations des réserves de réévaluation : Titres de participation et titres de créance comptabilisés en FVOCI (En millions d'euros.)	Titres de participation comptabilisés en FVOCI			Titres de créance comptabilisés en FVOCI		
	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Solde d'ouverture	1 187	1 282	1 181	-339	92	296
Réévaluations latentes	-35	-118	94	53	-406	-164
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat				9	-25	-40
Réévaluations réalisées imputées au bénéfice non distribué	1	23	6			
Solde de clôture	1 152	1 187	1 282	-277	-339	92

Titres de participation comptabilisés en FVOCI

En 2023, la réévaluation latente de -35 millions d'euros (contre -118 millions d'euros en 2022 et 94 millions d'euros en 2021) inclut la réévaluation des actions de Bank of Beijing pour un montant de -24 millions d'euros (contre -86 millions d'euros en 2022 et 38 millions d'euros en 2021).

Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie et réserve pour créances douteuses (En millions d'euros.)	Couvertures de flux de trésorerie			Engagement de crédit		
	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Solde d'ouverture	-3 055	-153	1 450	70	-80	-117
Variations de la réserve pour engagement de crédit				-39	165	37
Réévaluations latentes	997	-2 901	-1 603			
Réévaluations réalisées imputées au bénéfice non distribué					-15	
Solde de clôture	-2 058	-3 055	-153	31	70	-80

Couvertures de flux de trésorerie

ING couvre principalement des prêts à taux variable par des swaps de taux d'intérêt. En raison d'une baisse des taux d'intérêt à terme en 2023, les swaps de taux d'intérêt ont enregistré une réévaluation positive de 997 millions d'euros qui sont comptabilisés dans la réserve de couverture de flux de trésorerie.

Changements au niveau de la réserve de biens à usage propre (En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Solde d'ouverture	176	208	221
Impact de l'IAS 29 sur le solde d'ouverture (1)		-20	
Réévaluations latentes	10	15	-2
Réévaluations réalisées imputées au bénéfice non distribué	-8	-26	-11
Autres variations			
Solde de clôture	178	176	208

(1) impact de l'application de la comptabilité d'hyperinflation selon l'IAS 29.

Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées

Se référer à ce propos à la Note 30 'Prestation de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi'.

Réserves de change

Variations des réserves de conversion monétaire (En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Solde d'ouverture	-2 395	-3 483	-3 636
Impact de l'IAS 29 sur le solde d'ouverture (1)		647	
Réévaluations latentes	183	-7	-61
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat		4	
Écarts de change	-316	444	214
Solde de clôture	-2 527	-2 395	-3 483

(1) impact de l'application de la comptabilité d'hyperinflation selon l'IAS 29.

Les réévaluations latentes concernent des variations de valeur des instruments de couverture qui sont considérées comme des couvertures d'investissements nets. La stratégie de couverture consiste à couvrir le ratio CET1 contre l'impact négatif des fluctuations des taux de change. La diminution nette des réévaluations latentes et les écarts de change de -132 millions d'euros se rapportent à plusieurs devises dont le dollar américain (-238 millions d'euros), la livre turque (11 millions d'euros, dont 284 millions d'euros d'effet d'indexation IAS 29), la livre sterling (18 millions d'euros), le zloty polonais (169 millions d'euros), le franc suisse (37 millions d'euros), le dollar australien (-42 millions d'euros), le rouble russe (-70 millions d'euros), le baht thaïlandais (-13 millions d'euros), le yuan chinois (-16 millions d'euros) et d'autres devises (11 millions d'euros).

Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves

Variation des réserves de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves (En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Solde d'ouverture	3 604	3 416	3 246
Résultat de l'exercice	336	161	191
Transferts de/vers les bénéfices non répartis	-892	26	-21
Solde de clôture	3 048	3 604	3 416

La Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves inclut les bénéfices non distribuables des entreprises liées et des coentreprises pour 815 millions d'euros (contre 797 millions d'euros en 2022 ; 738 millions d'euros en 2021). Les autres réserves comprennent une réserve légale pour un montant de 1 602 millions d'euros (contre 2 264 millions d'euros en 2022 et 2 103 millions d'euros en 2021) liés à l'ex-Stichting Regio Bank et à l'ex-Stichting Vakbondsspaarbank SPN et une réserve légale de 628 millions d'euros (contre 540 millions d'euros en 2022 et 573 millions d'euros en 2021) liée aux logiciels développés en interne. Le transfert vers les bénéfices non distribués de -892 millions d'euros inclut la reprise sur provision de Regio bank et Vakbondsspaarbank SPN pour un montant de -998 millions d'euros au profit des charges réglementaires comptabilisées au compte de résultat.

Bénéfice non distribué

Variations des bénéfices non distribués (En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Solde d'ouverture	26 462	29 778	28 273
Impact sur le solde d'ouverture (1)		-45	-563
Transfert de/vers Autres réserves	899	-8	26
Résultat de l'exercice	6 821	3 506	4 579
Dividendes et autres distributions	-10 269	-6 277	-3 125
Plans d'actionnariat salarié	30	27	28
Changements dans la composition du groupe et autres changements	-5	-1	-3
Solde de clôture	23 893	26 462	29 778

(1) 2023 : Changements de méthode suite à l'adoption de l'IFRS 17 et changement de méthode pour les garanties non financières. 2022 : impact de l'application de la comptabilité d'hyperinflation selon l'IAS 29.

Dividendes

En 2023, des dividendes en espèces et autres distributions en espèces d'un montant total de 10 269 millions d'euros (contre 6 277 millions d'euros en 2022 et 3 125 millions d'euros en 2021) ont été versés à l'actionnaire d'ING Bank.

Restrictions relatives aux dividendes et au remboursement de capitaux

Les éléments de capitaux propres suivants ne peuvent pas être librement distribués : la Réserve de réévaluation, la Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées, la Réserve de change, la Réserve de participation dans les sociétés liées et les coentreprises et les Autres réserves dont la part concernant l'ex-Stichting Regio Bank et l'ex-Stichting Vakbondsspaarbank SPN.

Au 31 décembre 2023, un montant de 1 602 millions d'euros (contre 2 264 millions d'euros en 2022) liés à l'ex-Stichting Regio Bank et à l'ex-Stichting Vakbondsspaarbank SPN y était inclus.

ING Bank N.V. est soumise à des restrictions légales quant au montant des dividendes qu'elle peut verser aux actionnaires. Le Code civil néerlandais prévoit une restriction stipulant que les dividendes peuvent uniquement être payés jusqu'à un montant égal à l'excédent des fonds propres de la société sur la somme du capital libéré et des réserves légales. En outre, la capacité d'ING Bank N.V. à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales, sociétés liées et coentreprises à verser des dividendes. ING Bank N.V. est légalement tenue de créer une réserve non distribuable dans la mesure où les bénéfices de ses filiales, sociétés liées et coentreprises sont soumis à des restrictions de paiement des dividendes qui s'appliquent à ces filiales, sociétés liées et coentreprises.

Les réserves non distribuables, déterminées conformément aux exigences en matière d'information financière précisées dans la Partie 9 du Livre 2 du Code civil néerlandais et concernant les filiales, sociétés liées et coentreprises d'ING Bank s'élèvent à 6727 millions d'euros (contre 8 408 millions d'euros en 2022).

En outre, il existe des restrictions à la capacité des filiales, sociétés liées et coentreprises à distribuer des réserves à ING Bank N.V. en raison des exigences minimales de fonds propres imposées par les régulateurs du secteur d'activité dans les pays dans lesquels les filiales opèrent.

En plus des restrictions légales et réglementaires relatives à la distribution de dividendes des filiales, sociétés liées et coentreprises à ING Bank N.V., il existe diverses autres situations et restrictions qui sont prises en compte pour déterminer les niveaux appropriés de capitaux propres dans les filiales, sociétés liées et coentreprises de la Banque. Ces situations et restrictions comprennent, sans s'y limiter, les exigences minimales en matière de capital qui sont imposées par les régulateurs du secteur dans les pays où les filiales, sociétés liées et coentreprises exercent leurs activités, ou d'autres restrictions qui peuvent exister dans certains pays et qui peuvent ou non être de nature temporaire. Il est impossible d'indiquer de façon fiable le nombre de ces limitations. Voir la Note 44 'Gestion de capital' pour un aperçu des exigences minimales de fonds propres chez ING Bank.

Sans préjudice du pouvoir du Directoire d'affecter les bénéfices aux réserves et du fait que les actions sont les titres les plus juniors émis par ING Bank N.V., il n'existe aucune restriction spécifique au paiement de dividendes au titre des actions. De plus, ING Bank N.V. est soumise à des restrictions légales lorsqu'il s'agit du remboursement de capital à ses actionnaires. En vertu du Code civil néerlandais, le capital ne peut être remboursé que si aucun des créanciers d'ING Bank N.V. ne s'oppose à un tel remboursement dans les deux mois suivant l'annonce d'une résolution prise à cet effet.

Notes au compte de résultat consolidé

20. – Intérêts nets créditeurs

(En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Intérêts créditeurs sur prêts	31 831	18 537	13 979
Intérêts créditeurs sur actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 078	510	346
Intérêts créditeurs sur titres de créance au coût amorti	877	591	468
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	10 682	4 011	2 361
Intérêts négatifs sur le passif	19	892	1 502
Total intérêts créditeurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif	44 486	24 541	18 657
Intérêts créditeurs sur actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	4 934	1 444	435
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	2 637	2 390	2 025
Autres intérêts créditeurs	171	101	14
Total autres intérêts créditeurs	7 741	3 935	2 474
Total intérêts créditeurs	52 228	28 476	21 131
Intérêts débiteurs sur montants dus aux banques	1 556	903	109
Intérêts débiteurs sur dépôts clients	11 726	4 133	1 999
	2023	2022	2021

Intérêts débiteurs sur titres de créance en cours d'émission	2 856	859	597
Intérêts débiteurs sur emprunts subordonnés	707	646	573
Intérêts négatifs sur l'actif	—	285	572
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	11 849	4 144	1 700
Total intérêts débiteurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif	28 693	10 969	5 550
Intérêts débiteurs sur passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	4 410	1 237	304
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	3 131	2 411	1 605
Intérêts débiteurs sur passifs de location	28	15	14
Autres intérêts débiteurs	157	98	43
Total autres intérêts débiteurs	7 726	3 761	1 966
Total intérêts débiteurs	36 419	14 730	7 516
Intérêts nets créditeurs	15 809	13 745	13 615

Le total net des intérêts créditeurs se monte à 15 809 millions d'euros (contre 13 745 millions d'euros en 2022 ; 13 615 millions d'euros en 2021). La hausse des intérêts créditeurs nets en 2023 et 2022 est le reflet des taux d'intérêt au cours de la période, qui ont été réévalués plus rapidement du côté de l'actif que du côté du passif du bilan. En 2022, un ajustement exceptionnel a été enregistré dans les intérêts créditeurs sur prêts au titre des moratoires sur le crédit en Pologne (-343 millions d'euros).

En raison des taux prévalant au cours des exercices comparables, les intérêts négatifs sur les passifs comprennent l'avantage du taux de financement de la BCE provenant du programme TLTRO III pour un montant de 314 millions d'euros en 2022 (2021 : 808 millions d'euros), tandis que pour 2023, les charges d'intérêts sur les montants dus aux banques incluent les intérêts payés dans le cadre du programme TLTRO III pour 557 millions d'euros.

Cela s'explique par les taux TLTRO III suivants, applicables à ING Bank : -100 points de base sur toute l'année 2021 et le premier semestre 2022 jusqu'au 23 juin 2022 ; respectivement -37 points de base, -36 points de base, -29 points de base entre le 23 juin 2022 et le 22 novembre 2022 au titre de la participation d'ING dans les séries 3, 4 et 7 du programme TLTRO III ; 150 points de base entre le 22 novembre 2022 et le 21 décembre 2022 ; 200 points de base entre le 21 décembre 2022 et le 8 février 2023 ; 250 points de base entre le 8 février 2023 et le 22 mars 2023 ; 300 points de base entre le 22 mars 2023 et mai 2023 avec une augmentation à 400 points de base entre mai et décembre 2023.

En outre, la modification des conditions susmentionnées en 2022 a entraîné l'arrêt de la comptabilité de couverture de la juste valeur des TLTRO III, ce qui a eu un impact sur les intérêts nets créditeurs de 2022 à hauteur de -483 millions d'euros (se référer à la Note 36 « Dérivés et comptabilité de couverture » pour plus d'informations).

21. – Revenus nets des honoraires et commissions

(En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Produits d'honoraires et de commissions			
Services de paiement	2 062	1 888	1 661
Négoce de valeurs mobilières	584	632	853
Assurance et autres activités de courtage	529	682	734
Gestion de portefeuille	625	600	617
Activité de prêt	602	556	477
Garanties financières et autres engagements	459	496	458
Autres	239	232	204
Total produits d'honoraires et de commissions	5 100	5 085	5 004
Charges d'honoraires et de commissions			
Services de paiement	704	600	563
Négoce de valeurs mobilières	129	160	164
Distribution de produits	480	555	591
Autres	202	184	169
Total charges d'honoraires et de commissions	1 514	1 499	1 487
Revenus nets des honoraires et commissions	3 586	3 586	3 517

Les honoraires des services de paiement sont perçus pour la fourniture de services relatifs aux comptes de dépôt et cartes, à la gestion de la trésorerie et au traitement des opérations, y compris les opérations d'interchange. Les frais et commissions sur titres sont des frais relatifs au courtage et à la souscription de titres. Les frais de gestion de portefeuille comprennent les frais perçus pour les activités de gestion d'actifs, les activités fiduciaires et les activités connexes dans le cadre desquelles ING détient ou investit des actifs au nom de ses clients. Les frais et commissions relatifs à l'activité de prêt (souscription de prêts syndiqués) incluent les revenus obtenus pour le conseil en matière de prêt, pour l'origination, la souscription et les engagements de prêt qui ne font pas partie du taux d'intérêt effectif. Les frais et commissions sur les garanties financières et autres engagements proviennent des garanties bancaires, des lettres de crédit et d'autres produits liés au financement du commerce, de l'affacturage et du crédit-bail. Les frais payés pour la distribution de produits sont tous les frais payés pour la distribution des produits et services d'ING.

Se référer à la Note 27 'Segments' qui comprend le produit net des honoraires et commissions tel que présenté au Management Board Banking, ventilé par secteur d'activité et segment géographique.

22. – Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation

(En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Résultats dégagés par les transactions sur titres	873	-356	787
Résultats des transactions de dérivés	116	11	-554
Autres résultats des transactions	273	71	84
Variation de juste valeur des dérivés concernant			
- Couvertures de juste valeur	-3 028	5 265	-85
- Couvertures de flux de trésorerie (partie inefficace)	48	20	1
- Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	563	1 164	-53
Variation de juste valeur des actifs et passifs (éléments couverts)	2 962	-5 150	113
Résultats des évaluations des actifs et passifs comptabilisés en FVPL (sauf à des fins de négoce)	-127	444	-12
Résultats des opérations de change	1 230	33	566
	2 910	1 503	847

En règle générale, les variations de la juste valeur sont influencées par les évolutions des conditions économiques, telles que les cours des actions, les spreads de crédit, les taux d'intérêt et les taux de change. En 2023, les marchés financiers étaient caractérisés par de hauts niveaux de volatilité. Durant le premier trimestre de l'année, les marchés mondiaux ont été secoués par la faillite de SVB Bank et le stress entourant le Crédit Suisse, ce qui a alimenté l'incertitude quant à d'éventuelles autres défaillances. De plus, la poursuite des fortes hausses des taux d'intérêt par les banques centrales en Europe et aux États-Unis ont entraîné une rapide augmentation des taux partout dans le monde. Vers la fin de l'année, la probabilité d'une baisse des taux d'intérêt s'est accrue, ce qui s'est répercuté sur les taux d'intérêt à terme. En 2022, le marché a connu une augmentation significative de la volatilité des taux d'intérêt, des hausses de taux d'intérêt à travers l'Union européenne et les États-Unis et une chute continue de la valeur de l'euro face à une appréciation du dollar américain, après qu'en 2021, le marché s'était remis de la pandémie de Covid-19, s'était stabilisé et était revenu aux niveaux d'avant la pandémie.

Les résultats des transactions sur titres incluent les résultats de transactions avec des instruments tels que des titres gouvernementaux, des titres de participation, des titres de créance corporate, des instruments du marché monétaire. Les résultats des transactions de dérivés incluent les résultats des dérivés tels que les swaps de taux d'intérêt, les options, les contrats à terme et les contrats à terme de gré à gré. Les gains et pertes d'exploitation relatifs au négoce de titres encore détenus à des fins de transaction au 31 décembre 2023 s'élève à 160 millions d'euros (contre -157 millions d'euros en 2022 ; -268 millions d'euros en 2021). La plupart des risques inhérents aux transactions de titres et de devises sont économiquement couverts par des instruments dérivés. Le résultat des transactions de titres est en partie compensé par les résultats réalisés sur ces instruments dérivés. Le résultat de ces dérivés est inclus dans 'Résultats des transactions des dérivés'.

Les Autres résultats de transactions incluent les résultats des prêts à des fins de transaction et des fonds confiés.

Les résultats sur opérations de change incluent des gains et pertes sur des contrats au comptant et des contrats à terme de gré à gré, des options, des contrats à terme et la conversion des actifs et passifs libellés en devises étrangères. Le résultat des transactions de devises est compris dans les résultats sur opérations de change.

Le résultat net d'exploitation concerne principalement des actifs et des passifs classés dans la catégorie 'aux fins de transaction' dans le référentiel IFRS, mais qui sont étroitement liés aux services répondant à la satisfaction des besoins des clients d'ING. ING propose des produits négociés sur les marchés financiers, aussi bien à ses clients institutionnels et entreprises qu'aux gouvernements. Les portefeuilles de négociation d'ING sont gérés sur la base de limites internes et comprennent tout un éventail de produits dont les résultats sont susceptibles d'être compensés. Une part importante des

dérivés du portefeuille de négoce concerne les services aux entreprises visant à soutenir leur gestion des risques, en couvrant par exemple leur exposition au risque de change et de taux d'intérêt. En matière de risque, il faut prendre en compte le montant brut des actifs détenus à des fins de transaction et celui des passifs détenus à des fins de transaction, alors que ces montants sont présentés séparément au bilan. Toutefois, les normes IFRS n'autorisent pas toujours la compensation de ces positions dans les états financiers. Se référer à la Note 4 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' et à la Note 14 'Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' pour plus d'informations sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction.

Les 'Résultats des évaluations et le résultat net d'exploitation' incluent des variations de justes valeurs des dérivés (servant à la fois à la comptabilité de couverture et économiquement aux capacités de couverture) ainsi que des variations de justes valeurs des actifs et passifs inclus dans des relations de couverture en tant qu'éléments couverts. Au cours de l'exercice 2023, les variations des taux d'intérêt ont eu un impact significatif sur les variations de la juste valeur des autres dérivés non détenus à des fins de transaction tout comme sur les variations de la juste valeur aussi bien des dérivés que des éléments couverts comptabilisés comme couvertures de juste valeur. Se référer à la Note 33 'Dérivés et comptabilité de couverture' pour toutes informations sur les dérivés servant à la comptabilité de couverture.

De plus, les résultats des opérations sur produits dérivés ont également été impactés par les variations de la juste valeur liées aux évolutions des spreads de crédit (CVA et DVA), des fourchettes acheteur/vendeur et du coût incrémental du financement des produits dérivés (FVA et CollVA). Voir la Note 32 'Juste valeur des actifs et passifs' pour de plus amples informations sur ces ajustements de valeurs.

Les Résultats des évaluations des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat (sauf à des fins de négoce) incluent des variations de la juste valeur des actifs et passifs financiers imputables aux aléas des conditions économiques. Se référer à la Note 4 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' et à la Note 14 'Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat'.

De plus, les Résultats des évaluations des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat (sauf à des fins de négoce) incluent des ajustements de la juste valeur des obligations émises par la banque elle-même pour un montant de -216 millions d'euros (contre 709 millions d'euros en 2022 ; 56 millions d'euros en 2021).

23. – Revenus de placement

(En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Dividendes	105	149	122
Gains/pertes réalisés sur la cession de titres de créance comptabilisés en FVOCI	-11	32	45
Revenus de placements immobiliers et gains/pertes de juste valeur sur placements immobiliers		-1	
	95	181	167

En 2023, 2022 et 2021, les dividendes sont principalement constitués de dividendes perçus sur la participation d'ING dans Bank of Beijing.

24. – Autres produits nets

En 2023, les Autres produits nets d'un montant de -146 millions d'euros (contre -369 millions d'euros en 2022 ; 230 millions d'euros en 2021) incluent une perte monétaire nette de -244 millions d'euros (contre -333 millions d'euros en 2022) reflétant l'impact de l'IAS 29 l'hyperinflation' en Turquie liée à l'indexation du bilan et du compte de résultat de la Turquie et est directement comptabilisée dans les capitaux propres (bénéfices non distribués). Ils incluent aussi les revenus provenant du recouvrement de créances en souffrance pour un montant de 25 millions d'euros (contre 332 millions d'euros en 2022 et 25 millions d'euros en 2021).

Le poste 'Autres produits nets' au 31 décembre 2022 inclut aussi un montant de -307 millions d'euros de perte comptabilisée pour dénouer une macro-couverture de la juste valeur des dépôts, qui a conduit à une différence temporelle avec la juste valeur attendue. En outre, il comprend le produit de l'accord avec Boursorama après notre retrait du marché de la banque de détail en France pour un montant de 125 millions d'euros et un gain de 67 millions d'euros provenant d'une entité héritée du passé dans le secteur de la banque de détail en Belgique.

En 2021, les Autres produits nets incluent l'enregistrement d'un montant de 72 millions d'euros relatifs au recouvrement meilleur que prévu de l'insolvabilité d'une institution financière aux Pays-Bas et d'un montant de 34 millions d'euros lié à l'accord avec Raiffeisenbank suite au retrait du marché de la banque de détail en République tchèque.

25. – Charges de personnel

(En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Salaires	4 559	4 145	4 011
Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale	418	390	408
Charges sociales	635	584	563
Rémunérations fondées sur des actions	30	27	28
Employés externes	776	738	699
Formation	50	47	47
Autres charges de personnel	256	222	182
	6 725	6 152	5 938

Les rémunérations fondées sur des actions incluent un montant de 30 millions d'euros (contre 26 millions d'euros en 2022 ; 26 millions d'euros en 2021) concernant des accords dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglés en instruments de capitaux propres et 0 million d'euros (contre 1 million d'euros en 2022 ; 2 millions d'euros en 2021) concernant des accords dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglés en trésorerie.

Nombre d'employés	Pays-Bas			Reste du monde			Total		
	2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Nombre total moyen d'employés en interne 'en équivalents temps plein'	14 449	14 488	15 138	44 985	42 523	40 701	59 434	57 569	57 660

Rémunération des cadres supérieurs, du Management Board Banking et du Conseil de Surveillance

Se référer à la note 43 'Parties liées'.

Plans d'actionnariat

ING octroie différents types d'actions, à savoir des actions différées, des actions de performance et des rémunérations en actions, qui font partie de l'offre de rémunération variable proposée par le Plan de Performance à Long Terme (Long term Sustainable Performance Plan - LSPP). L'attribution du droit aux actions au titre du LSPP est conditionnelle. Si le participant reste en poste sans interruption pendant la période allant de la date d'octroi à la date d'acquisition, ce droit devient inconditionnel, à l'exception des rémunérations en actions qui sont immédiatement acquises au moment de l'octroi. Des rémunérations en actions et des actions différées allouées aux membres du Management Board d'ING Bank et à des membres du personnel identifiés sont assorties d'une période de détention qu'il convient de respecter lors de l'acquisition, sachant qu'une détention minimale de 12 mois s'applique généralement. ING est en droit de garder un droit de retenue sur les actions attribuées, mais non encore acquises, et un droit de récupération sur les actions acquises.

Les actions attribuées en 2023 se rapportent à l'année de performance 2022. En 2023, 224 796 actions (contre 193 157 en 2022 ; 123 750 en 2021) ont été octroyées aux membres du Management Board Banking (concernant des membres du Directoire), 3 244 951 actions ont été octroyées aux cadres supérieurs et autres employés (contre 2 913 926 en 2022 ; 3 267 372 en 2021).

Changements dans l'attribution d'actions	Attributions d'actions (En nombres.)			Moyenne pondérée des justes valeurs à la date d'attribution (En euros.)		
	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	3 697 542	3 672 659	3 876 206	7,97	7,60	7,25
Accordées	3 469 747	3 107 083	3 391 122	9,71	8,99	9,69
Acquises	-3 113 115	-2 962 698	-3 459 163	8,83	8,60	9,25
Frappées de déchéance	-158 387	-119 502	-135 506	8,54	7,63	7,61
Solde de clôture	3 895 787	3 697 542	3 672 659	8,81	7,97	7,60

La juste valeur des actions attribuées est enregistrée comme dépense dans les Charges de personnel et est imputée sur la période d'acquisition des actions attribuées. La juste valeur est calculée en tenant compte des cours actuels des actions, des volatilités escomptées et des taux de rendement des dividendes des actions ING.

Au 31 décembre 2023, on constatait un total de 15 millions d'euros de rémunération non comptabilisée relative aux actions attribuées (contre 13 millions d'euros en 2022 ; 13 millions d'euros en 2021). Ces charges devraient être comptabilisées sur une durée moyenne pondérée de 2,0 ans (1,9 an en 2022 et 1,7 an en 2021).

26. – Autres charges d'exploitation

(En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Charges réglementaires	1 042	1 250	1 265
Services d'audit et services autres que d'audit	36	31	34
Dépenses liées aux TI	948	818	781
Frais de publicité et relations publiques	369	331	305
Honoraires de conseil externe	294	306	297
Frais de bureau	289	273	280
Frais de déplacement et d'hébergement	125	91	52
Contributions et souscriptions	122	109	112
Frais de poste	36	31	38
Dépréciation des immobilisations corporelles	461	485	573
Amortissement des immobilisations incorporelles	213	226	261
(Reprises sur) pertes de valeurs des immobilisations corporelles	32	19	26
(Reprises de) dépréciations des immobilisations incorporelles	6	60	95
Dotation aux/(reprise de montants non utilisés de) provisions pour restructurations	173	170	214
Dotations aux (reprises de montants non utilisés d')autres provisions	70	117	254
Autres	622	723	669
	4 838	5 040	5 257

Se référer à la Note 9 'Immobilisations corporelles' pour les (reprises de) dépréciations des immobilisations corporelles et à la Note 10 'Immobilisations incorporelles' pour les (reprises de) dépréciations des immobilisations incorporelles.

Se référer à la Note 15 'Provisions' pour de plus amples informations sur les dotations/(reprises de montants non utilisés) de provisions pour restructurations et se référer à la Note 15 'Provisions et à la Note 39 'Actions en justice' pour plus d'informations sur les dotations/reprises de montants non utilisés d'autres provisions

Charges réglementaires

Le poste 'Charges réglementaires' concerne les contributions aux Systèmes de Garantie des Dépôts (SGD), au Fonds de Résolution Unique (FRU), aux taxes bancaires locales et aux fonds de résolution locaux. Sont incluses dans les charges réglementaires pour 2023 les contributions au SGD pour un montant de 320 millions d'euros (contre 425 millions d'euros en 2022 ; 435 millions d'euros en 2021) concernant principalement les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique et la Pologne et les contributions au FRU et aux fonds de résolution locaux pour un montant de 251 millions d'euros (contre 354 millions d'euros en 2022 ; 308 millions d'euros en 2021). En 2023, les taxes bancaires locales ont augmenté de 1 million d'euros pour passer de 470 millions d'euros en 2022 à 472 millions d'euros en 2023 (contre 522 millions d'euros en 2021).

En 2022, ING Bank Śląski et sept autres banques polonaises se sont associées pour créer un système de protection institutionnelle (Institutional Protection Scheme - IPS). Le fonds peut être utilisé pour garantir la liquidité et la solvabilité de chacun de ses participants, et pour aider à la résolution des banques participantes et non participantes. La contribution d'ING se monte à 0 euro pour 2023 (99 millions d'euros en 2022) et est comptabilisée dans les charges réglementaires (SGD).

Services d'audit et services autres que d'audit

Les services d'audit et services autres que d'audit incluent les honoraires pour services fournis par les commissaires aux comptes de la Banque. Ils sont restés stables en 2023.

Information sectorielle

27. – Segments

Les segments d'activité chez ING Bank font référence à la segmentation interne par divisions.

Le Management Board Banking d'ING Bank (principal décisionnaire opérationnel - Chief Operating Decision Maker (CODM)) fixe les objectifs de performance et approuve et contrôle les budgets préparés par les divisions. Les divisions définissent les politiques stratégiques, commerciales et financières dans le respect des objectifs stratégiques et de performance fixés par le CODM.

La comptabilisation et l'évaluation des résultats des segments sont conformes aux principes comptables tels que décrits à la Note 1 'Principes de préparation et informations sur les principales méthodes comptables'. Les résultats de la période

sous revue pour chaque segment à présenter s'entendent après élimination des comptes réciproques intersociétés et intersegments et sont ceux examinés par le CODM pour évaluer la performance des secteurs. Les charges du siège social sont imputées aux divisions en fonction du temps passé par le personnel du siège social, du nombre relatif d'employés ou sur la base du bénéfice, des charges encourues et/ou des actifs du segment.

Le tableau qui suit détaille les segments ventilés par secteur d'activité et les principales sources de revenus de chacun de ces segments :

Identification des principales sources de revenus de chacun des segments par secteur d'activité	
Segments par secteur d'activité	Principale source de revenus
Banque de détail - Pays-Bas (leaders sur le marché)	Revenus des activités bancaires de détail et aux particuliers aux Pays-Bas, y compris les segments de banque d'affaires. Les principaux produits proposés sont les comptes courants et comptes d'épargne, les prêts aux entreprises, les prêts hypothécaires ainsi que d'autres prêts à la consommation.
Banque de détail - Belgique (leaders sur le marché)	Revenus des activités bancaires de détail et aux particuliers en Belgique et au Luxembourg, y compris les segments de banque d'affaires. Les principaux produits proposés sont similaires à ceux proposés aux Pays-Bas.
Banque de détail - Allemagne (Challengers et marchés en expansion)	Revenus des activités bancaires de détail et aux particuliers en Allemagne, y compris les segments de banques d'affaires. Les principaux produits proposés sont similaires à ceux proposés aux Pays-Bas.
Banque de détail - Autres (Challengers et marchés en expansion)	Revenus des activités bancaires de détail dans le reste du monde, y compris les segments de banques d'affaires dans des zones géographiques spécifiques. Les principaux produits proposés sont similaires à ceux proposés aux Pays-Bas.
Wholesale Banking	Revenus des activités de Wholesale banking Les principaux produits sont les suivants : les prêts, la gestion des paiements et de la trésorerie, les solutions de fonds de roulement, le financement du commerce, les marchés financiers, le financement des entreprises et la trésorerie.

Délimitation des segments géographiques	
Délimitation des segments géographiques	Principaux pays
Pays-Bas	Y compris le Luxembourg
Belgique	
Allemagne (1), (4)	
Autres challengers (1), (2), (4)	Australie, Italie, Espagne et Portugal
Marchés en expansion (2), (3), (4)	Pologne, Roumanie et Turquie
Wholesale Banking Reste du monde (4)	Royaume-Uni et Moyen-Orient, Amérique du Nord et du Sud, Asie et autres pays en Europe
Autres (3)	Corporate Line

(1) Banque de détail en Autriche (y compris l'Allemagne) et banque de détail en République tchèque (y compris divers autres challengers) jusqu'en 2021 inclus, après quoi ING a quitté le marché de la banque de détail.

(2) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France et aux Philippines.

(3) En 2023, un changement de gouvernance relatif aux participations en Asie a été enregistré et a entraîné leur transfert de puis Banques de détail Marchés en expansion vers le poste Autres (Corporate Line). Les opérations comparables ont été retraitées.

(4) À partir de 2023, Wholesale Banking en France et Wholesale Banking aux Philippines sont pris en compte dans Wholesale Banking Reste du monde. Auparavant, ces informations financières étaient enregistrées respectivement dans Autres challengers et Marchés en expansion. Les opérations comparables ont été retraitées. À partir de 2022, Wholesale Banking Autriche et Wholesale Banking République tchèque sont pris en compte dans Wholesale Banking Reste du monde. Auparavant, ces informations financières étaient enregistrées respectivement dans Allemagne et Autres challengers.

ING Bank surveille et évalue la performance d'ING Bank au niveau du Groupe et par segment. Le Management Board Banking estime que cette mesure est pertinente en vue d'appréhender la performance financière de la Banque, car elle permet aux investisseurs de comprendre la principale méthode utilisée par la direction pour évaluer la performance opérationnelle de la Banque et pour prendre des décisions sur l'affectation des ressources.

ING Bank rapproche les résultats de l'ensemble des segments du résultat total de la Banque, via la Corporate Line. Corporate Line englobe les activités de gestion de capital, étant donné qu'ING Bank applique un système d'imputation qui rend globalement comparables les résultats des différentes unités bancaires à l'échelle mondiale, quelle que soit leur valeur comptable et la devise qu'elles utilisent pour exercer leurs activités.

À compter de 2022, les résultats de Corporate Line ont été affectés par l'application de la comptabilité d'hyperinflation dans la consolidation de notre filiale en Turquie (IAS 29).

Suite au changement de gouvernance, les participations en Asie (nos participations dans Bank of Beijing et TMBThanachart Bank (TTB)) sont comptabilisées dans Corporate Line à compter de 2023 (avec un bénéfice avant impôts de 185 millions

d'euros), alors qu'elles étaient auparavant enregistrées dans Banque de détail Autres. Les données comparables ont été ajustées en conséquence.

En outre, Corporate Line englobe certains autres produits et charges qui ne sont pas affectés aux activités bancaires.

Le total des produits Corporate Line se montait à 450 millions d'euros en 2023 contre 84 millions d'euros en 2022. Ces produits incluaient l'impact comptable de l'hyperinflation à hauteur de -179 millions d'euros en 2023 contre -279 millions d'euros en 2022. Hors impact comptable de l'hyperinflation, le total des produits a augmenté de 266 millions d'euros, principalement en raison de la hausse des revenus des activités de trésorerie et du fait qu'en 2022, les produits incluaient l'impact de -165 millions d'euros pour des dépréciations sur notre participation dans TTB.

Les charges d'exploitation pour Corporate Line étaient de 542 millions d'euros, soit 1,3 % de plus, par rapport aux 535 millions d'euros de 2022. Les charges de 2023 comprenaient un impact comptable de l'hyperinflation pour un montant de 48 millions d'euros et 51 millions d'euros qui avaient été provisionnés, tandis qu'en 2022, elles incluaient un impact de l'hyperinflation de 30 millions d'euros et une perte de valeur de 32 millions d'euros liée à l'écart d'acquisition alloué à la Turquie.

Les informations fournies dans la présente note sont conformes aux informations présentées au Management Board Banking d'ING Bank.

Cette note ne donne aucune information sur les types de produits et de services dont chaque segment à présenter tire ses revenus, car ces informations ne font pas l'objet d'un rapport interne et ne sont donc pas facilement disponibles.

Segments par secteur d'activité

12 mois (En millions d'euros.)	2023						
	Banque de détail - Pays-Bas	Banque de détail - Belgique	Banque de détail - Allemagne	Banque de détail - Autres	Wholesale Banking	Corporate Line	Total
Produits							
- Intérêts nets créditeurs	3 096	2 063	2 862	3 437	4 028	323	15 809
- Revenus nets des honoraires et commissions	959	502	357	519	1 259	-10	3 586
- Total placements et autres revenus	945	117	-67	277	1 771	-37	3 006
Total produits	5 001	2 683	3 152	4 233	7 057	275	22 401
Charges							
- Charges d'exploitation	2 135	1 852	1 243	2 479	3 313	541	11 563
- Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	5	169	119	313	-92	5	520
Total charges	2 140	2 022	1 362	2 792	3 222	546	12 083
Résultat avant impôts	2 861	661	1 790	1 441	3 836	-270	10 318
Impôts	740	182	631	359	900	114	2 926
Intérêts minoritaires				174	61		235
Résultat net IFRS	2 121	479	1 159	908	2 875	-385	7 157

(1) En 2023, un changement de gouvernance relatif aux participations en Asie a entraîné leur transfert depuis Banques de détail Autres vers Corporate Line. Les chiffres des exercices antérieurs ont été retraités.

(2) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France et aux Philippines.

(3) En 2021, ING s'est retirée des marchés de la banque de détail en Autriche et en République tchèque.

12 mois (En millions d'euros.)	2022						
	Banque de détail - Pays-Bas	Banque de détail - Belgique	Banque de détail - Allemagne	Banque de détail - Autres (1), (2)	Wholesale Banking	Corporate Line (1)	Total
Produits							
- Intérêts nets créditeurs	2 888	1 668	1 666	2 725	4 260	539	13 745
- Revenus nets des honoraires et commissions	892	511	437	535	1 217	-6	3 586
- Total placements et autres revenus	417	-32	69	377	849	-464	1 215
Total produits	4 196	2 147	2 172	3 637	6 325	69	18 546
Charges							
- Charges d'exploitation	2 115	1 786	1 140	2 509	3 114	529	11 193
- Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	67	139	131	302	1 220	2	1 861
Total charges	2 182	1 924	1 271	2 812	4 334	531	13 053
Résultat avant impôts	2 014	223	901	825	1 991	-462	5 493
Impôts	540	72	202	254	581	74	1 723
Intérêts minoritaires			3	47	52	1	102
Résultat net IFRS	1 474	151	696	525	1 358	-537	3 667

(1) En 2023, un changement de gouvernance relatif aux participations en Asie a entraîné leur transfert depuis Banques de détail Autres vers Corporate Line. Les chiffres des exercices antérieurs ont été retraités.

(2) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France et aux Philippines.

(3) En 2021, ING s'est retirée des marchés de la banque de détail en Autriche et en République tchèque.

12 mois (En millions d'euros.)	2021						
	Banque de détail - Pays-Bas	Banque de détail - Belgique	Banque de détail - Allemagne (3)	Banque de détail - Autres (1), (2), (3)	Wholesale Banking	Corporate Line (1)	Total
Produits							
- Intérêts nets créditeurs	3 290	1 747	1 447	2 709	4 151	271	13 615
- Revenus nets des honoraires et commissions	771	519	497	530	1 197	3	3 517
- Total placements et autres revenus	201	209	65	202	568	108	1 354
Total produits	4 262	2 475	2 009	3 441	5 916	382	18 485
Charges							
- Charges d'exploitation	2 403	1 667	1 174	2 442	2 926	583	11 195
- Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	-76	225	49	202	117		516
Total charges	2 326	1 892	1 223	2 644	3 042	583	11 711
Résultat avant impôts	1 936	583	786	797	2 874	-201	6 774
Impôts	499	146	252	209	703	67	1 876
Intérêts minoritaires			4	98	26		128
Résultat net IFRS	1 437	437	529	490	2 144	-268	4 770

(1) En 2023, un changement de gouvernance relatif aux participations en Asie a entraîné leur transfert depuis Banques de détail Autres vers Corporate Line. Les chiffres des exercices antérieurs ont été retraités.

(2) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France et aux Philippines.

(3) En 2021, ING s'est retirée des marchés de la banque de détail en Autriche et en République tchèque.

Délimitation des segments géographiques

12 mois (En millions d'euros.)	2023							
	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	Autres challengers	Marchés en expansion	Wholesale Banking Reste du monde	Autres	Total
Produits								
- Intérêts nets créditeurs	3 773	2 712	3 375	2 121	1 961	1 548	320	15 809
- Revenus nets des honoraires et commissions	1 239	715	400	285	384	573	-10	3 586
- Total placements et autres revenus	1 627	145	-81	21	487	829	-24	3 006
Total produits	6 639	3 573	3 694	2 427	2 833	2 950	286	22 401
Charges								
- Charges d'exploitation	3 065	2 195	1 437	1 320	1 495	1 509	543	11 563
- Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	-111	139	35	166	189	96	5	520
Total charges	2 954	2 334	1 472	1 486	1 683	1 605	548	12 083
Résultat avant impôts	3 685	1 239	2 222	941	1 149	1 345	-263	10 318
Banque de détail	2 861	661	1 790	649	792			6 753
Wholesale Banking	824	577	432	292	357	1 345	8	3 836
Corporate Line							-270	-270
Résultat avant impôts	3 685	1 239	2 222	941	1 149	1 345	-263	10 318
Impôts	909	349	723	282	225	335	104	2 926
Intérêts minoritaires					234			235
Résultat net IFRS	2 776	889	1 499	659	690	1 011	-367	7 157

(1) À partir de 2023, Wholesale Banking en France et Wholesale Banking aux Philippines sont pris en compte dans Wholesale Banking Reste du monde. Précédemment les données financières pour Wholesale Banking en France et Wholesale Banking aux Philippines étaient enregistrées respectivement dans Autres challengers et Marchés en expansion. Les chiffres des exercices antérieurs ont été retraités.

(2) En 2023, un changement de gouvernance relatif aux participations en Asie a été enregistré et a entraîné leur transfert depuis Marchés en expansion vers le poste Autres (Corporate Line). Les chiffres des exercices antérieurs ont été retraités.

(3) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France et aux Philippines.

(4) En 2021, ING s'est retirée des marchés de la banque de détail en Autriche (pris en compte dans Allemagne)) et en République tchèque (prise en compte dans Autres challenges).

12 mois (En millions d'euros.)	2022							
	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	Autres challengers (1), (3)	Marchés en expansion (1), (2), (3)	Wholesale Banking Reste du monde (1)	Autre (2)	Total
Produits								
- Intérêts nets créditeurs	3 782	2 065	2 126	1 842	1 462	1 933	534	13 745
- Revenus nets des honoraires et commissions	1 171	714	494	290	375	548	-6	3 586
- Total placements et autres revenus	577	-14	94	182	386	449	-460	1 215
Total produits	5 531	2 765	2 714	2 314	2 223	2 930	69	18 546
Charges								
- Charges d'exploitation	3 001	2 120	1 318	1 380	1 426	1 418	529	11 193
- Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	181	230	460	140	230	618	2	1 861

Total charges	3 182	2 350	1 778	1 519	1 657	2 036	531	13 053
Résultat avant impôts	2 349	415	936	795	567	894	-463	5 493
Banque de détail	2 014	223	901	547	278			3 964
Wholesale Banking	335	192	34	248	288	894		1 991
CorporateLine							-462	-462
Résultat avant impôts	2 349	415	936	795	567	894	-463	5 493
Impôts	658	114	297	258	153	186	58	1 723
Intérêts minoritaires			3		98		1	102
Résultat net IFRS	1 691	301	636	537	316	708	-522	3 667

(1) À partir de 2023, Wholesale Banking en France et Wholesale Banking aux Philippines sont pris en compte dans Wholesale Banking Reste du monde. Précédemment les données financières pour Wholesale Banking en France et Wholesale Banking aux Philippines étaient enregistrées respectivement dans Autres challengers et Marchés en expansion. Les chiffres des exercices antérieurs ont été retraités.

(2) En 2023, un changement de gouvernance relatif aux participations en Asie a été enregistré et a entraîné leur transfert de puis Marchés en expansion vers le poste Autres (Corporate Line). Les chiffres des exercices antérieurs ont été retraités.

(3) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France et aux Philippines.

(4) En 2021, ING s'est retirée des marchés de la banque de détail en Autriche (pris en compte dans Allemagne)) et en République tchèque (prise en compte dans Autres challengers).

12 mois (En millions d'euros.)	2021							
	Pays-Bas	Belgique	Allemagne (4)	Autres challengers (1), (3), (4)	Marchés en expansion (1), (2), (3)	Wholesale Banking Reste du monde (1)	Autres (2)	Total
Produits								
- Intérêts nets créditeurs	4 068	2 109	1 938	1 679	1 528	2 021	271	13 615
- Revenus nets des honoraires et commissions	1 070	717	523	300	351	553	3	3 517
- Total placements et autres revenus	314	265	118	64	289	196	108	1 354
Total produits	5 452	3 092	2 578	2 043	2 168	2 770	382	18 485
Charges								
- Charges d'exploitation	3 279	1 960	1 339	1 449	1 254	1 332	583	11 195
- Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	28	184	118	84	110	-8		516
Total charges	3 307	2 143	1 457	1 533	1 363	1 324	583	11 711
Résultat avant impôts	2 145	948	1 121	511	804	1 446	-201	6 774
Banque de détail	1 936	583	786	206	590			4 101
Wholesale Banking	209	365	336	304	214	1 446		2 874
CorporateLine							-201	-201
Résultat avant impôts	2 145	948	1 121	511	804	1 446	-201	6 774
Impôts	556	240	358	156	174	326	66	1 876
Intérêts minoritaires			4		124			128
Résultat net IFRS	1 589	708	759	355	506	1 120	-267	4 770

(1) À partir de 2023, Wholesale Banking en France et Wholesale Banking aux Philippines sont pris en compte dans Wholesale Banking Reste du monde. Précédemment les données financières pour Wholesale Banking en France et Wholesale Banking aux Philippines étaient enregistrées respectivement dans Autres challengers et Marchés en expansion. Les chiffres des exercices antérieurs ont été retraités.

(2) En 2023, un changement de gouvernance relatif aux participations en Asie a été enregistré et a entraîné leur transfert de puis Marchés en expansion vers le poste Autres (Corporate Line). Les chiffres des exercices antérieurs ont été retraités.

(3) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France et aux Philippines.

(4) En 2021, ING s'est retirée des marchés de la banque de détail en Autriche (pris en compte dans Allemagne)) et en République tchèque (prise en compte dans Autres challengers).

28. – Informations sur les zones géographiques

Les divisions d'ING Bank exercent leurs activités dans différentes zones géographiques : Pays-Bas, Belgique, Allemagne, reste de l'Europe et reste du monde. Les analyses géographiques se basent sur l'emplacement du site dont les transactions émanent et n'incluent pas les pays où ING n'a que des bureaux de représentation. Les Pays-Bas sont le pays où est domicilié ING Bank.

Afin d'accroître la transparence fiscale d'ING Bank, des informations financières supplémentaires par pays ont été incluses dans ce rapport : Les impôts payés représentent tous les impôts sur le revenu payés aux autorités fiscales et/ou reçus de celles-ci pendant l'exercice en cours, indépendamment de l'année fiscale à laquelle ces paiements ou remboursements se rapportent.

Le total des actifs ventilés par pays ne comprend pas les soldes intersociétés et est rapproché du total des actifs dans le bilan consolidé de la Banque ING. À la date d'autorisation de publication des présents comptes annuels, les Pays-Bas ont mis en place une nouvelle législation, basée sur un cadre législatif de l'OCDE, pour s'assurer que les grands groupes multinationaux ayant leur siège social aux Pays-Bas paient l'impôt sur le revenu à un taux d'imposition effectif minimum de 15 % dans tous les pays où ils sont présents ; nouvelle législation applicable à partir de 2024. Les pays dans lesquels ING déploient ses activités et qui ont un taux d'imposition effectif inférieur à 15 % seront soumis à une taxe complémentaire.

ING Bank s'attend à être soumise à un impôt complémentaire pour ses opérations en Suisse, en Irlande, en Bulgarie et aux Émirats arabes unis, pays dans lesquels le taux d'imposition légal est inférieur à 15 %, et à Singapour, pays qui

applique un taux d'imposition spécial pour certains éléments du bénéfice, ce qui réduit son taux d'imposition effectif à un niveau inférieur à 15 %.

Si la taxe complémentaire avait été appliquée en 2023, la taxe complémentaire totale qui aurait dû être payée par ING Bank se serait élevée à environ 4 millions d'euros. Si la taxe complémentaire avait été appliquée en 2023, la taxe complémentaire totale qui aurait dû être payée par ING Bank se serait élevée à environ 4 millions d'euros.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations supplémentaires, respectivement pour 2023, 2022 et 2021, sur les raisons sociales des principales filiales et succursales, sur la nature des activités principales et le nombre moyen d'employés en équivalents temps plein par pays/juridiction fiscale.

Informations additionnelles par pays

Zones géographiques	Pays/Juridiction fiscale	Raison sociale de la principale filiale	Principale activité (bancaire)	Nombre moyen d'employés en équivalents temps plein			Total Produits			Total actifs		
				2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Pays-Bas Belgique Luxembourg Allemagne Reste de l'Europe	Pays-Bas	ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	14 449	14 488	15 138	5 370	5 017	5 671	292 868	308 931	301 446
	Belgique	ING België N.V.	Wholesale / Détail	6 392	6 582	6 965	3 246	2 353	2 719	128 437	127 085	130 687
	Luxembourg	ING Luxembourg S.A.	Wholesale / Détail	939	927	856	608	422	338	14 392	18 351	20 452
	Allemagne	ING DiBa A.G.	Wholesale / Détail	5 499	5 573	5 521	3 931	2 815	2 387	168 991	161 997	159 805
	Pologne (1)	ING Bank Slaski S.A.	Wholesale / Détail	11 677	11 130	10 674	2 350	1 652	1 509	52 134	45 598	43 888
	Espagne	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	1 576	1 439	1 380	1 165	877	743	33 083	32 262	32 559
	Italie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	1 190	1 118	1 099	438	345	335	14 836	14 152	13 983
	Roumanie (1)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	3 971	3 580	3 319	690	584	495	11 496	10 555	9 635
	Turquie	ING Bank A.S.	Wholesale / Détail	2 973	3 076	3 338	14	64	335	4 770	5 400	5 818
	Royaume-Uni	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	722	692	698	758	693	636	50 572	46 066	50 734
Suisse France (2), (4) Irlande République tchèque (3) Hongrie Russie Slovaquie (1) Portugal Ukraine Bulgarie Autriche (3) Reste du monde	Suisse	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	292	277	259	248	290	241	8 501	9 513	11 081
	France (2), (4)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	194	600	764	252	372	271	8 322	8 934	12 381
	Irlande	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	82	72	64	83	66	70	3 907	2 771	1 831
	République tchèque (3)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	134	137	285	76	78	121	3 191	3 192	2 894
	Hongrie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	127	120	119	85	82	44	1 893	1 993	1 148
	Russie	ING Bank (Eurasia) Z.A.O.	Wholesale	259	272	281	136	246	38	925	2 783	898
	Slovaquie (1)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	1 347	1 129	983	20	15	15	618	391	352
	Portugal	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	10	11	11	17	15	15	620	689	675
	Ukraine	PJSC ING Bank Ukraine	Wholesale	91	91	96	53	45	22	590	385	409
	Bulgarie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	61	60	61	23	15	14	530	436	420
Autriche (3) Australie USA Singapour Japon Corée du Sud Hong-Kong Taiwan Chine Philippines (1), (4) Emirats Arabes Unis Sri Lanka Brésil Mexique Canada Macao Indonésie Malaisie Ile Maurice Colombie	Autriche (3)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	17	17	292	9	19	175	383	261	419
	Australie	ING Bank (Australia) Ltd.	Wholesale / Détail	1 820	1 556	1 503	1 033	948	782	52 734	52 728	49 826
	USA	ING Financial Holdings Corp.	Wholesale	603	586	563	1 123	892	936	66 143	65 024	55 582
	Singapour	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	576	565	573	354	354	331	26 816	25 701	24 163
	Japon	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	32	31	30	40	30	25	14 267	5 128	2 256
	Corée du Sud	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	86	78	75	92	86	65	6 167	7 989	5 800
	Hong-Kong	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	104	103	105	101	82	79	4 378	4 343	6 691
	Taiwan	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	37	35	33	39	33	26	2 597	3 578	2 963
	Chine	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	78	76	79	18	30	26	998	1 181	1 654
	Philippines (1), (4)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	4 079	3 098	2 414	10	10	6	403	381	567
Emirats Arabes Unis Sri Lanka Brésil Mexique Canada Macao Indonésie Malaisie Ile Maurice Colombie	Emirats Arabes Unis	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	11	10	10	-2	-1	0	1	1	1
	Sri Lanka	Succursale d'ING Hubs B.V.	Services globaux	4	4	0	0	0	0	0	0	0
	Brésil	ING ADMINISTRAÇÃO LTDA.	En cours de liquidation / liquidé	2	30	63	18	17	13	73	57	288
	Mexique	ING Consulting, S.A. de C.V.	En cours de liquidation / liquidé		6	6		0	1		1	3
	Canada	Payvision Canada Services Ltd.	Dissoute en 2023		0	0		0	0		0	0
	Macao	Payvision Macau Ltd.	Liquidée en 2022		0	0		0	0		0	0
	Indonésie	PT ING Securities Indonesia	Liquidée en 2022		0	0		0	0		0	5
	Malaisie	Succursale d'ING Bank N.V.	Fermée en 2022		0	4		0	0		1	1
	Ile Maurice	ING Mauritius Investment I	Liquidée en 2022		0	0		0	0		0	0
	Colombie	ING Capital Colombia S.A.S.	Dissoute en 2021			0			0			0
Total				59 434	57 569	57 660	22 401	18 546	18 485	975 636	967 861	951 317

(1) inclut un nombre significatif d'ETP liés aux services globaux fournis.

(2) Les subventions publiques perçues, telles que définies à l'article 89 des CRD IV, s'élèvent à 0,2 million d'euros (contre 0,1 million d'euros en 2022 ; 0,0 million d'euros en 2021).

(3) En 2021, ING s'est retirée des marchés de la banque de détail en Autriche et en République tchèque.

(4) En 2022, ING s'est retirée des marchés de la banque de détail en France et aux Philippines.

Zones géographiques	Pays/Juridiction fiscale	Raison sociale de la principale filiale	Principale activité (bancaire)	Résultat avant impôts			Impôts			Impôts payés		
				2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Pays-Bas Belgique Luxembourg Allemagne Reste de l'Europe	Pays-Bas	ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	1 651	1 069	1 442	514	418	506	601	392	428
	Belgique	ING België N.V.	Wholesale / Détail	1 209	286	808	339	81	204	169	152	174
	Luxembourg	ING Luxembourg S.A.	Wholesale / Détail	349	180	161	89	45	41	40	37	20
	Allemagne	ING DiBa A.G.	Wholesale / Détail	2 467	1 039	1 012	807	328	338	904	189	493
	Pologne (1)	ING Bank Slaski S.A.	Wholesale / Détail	1 236	544	660	286	143	154	136	-23	235
	Espagne	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	541	299	212	128	98	57	114	101	59
	Italie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	133	63	73	55	22	25	19	2	2
	Roumanie (1)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	396	324	273	61	51	41	55	67	21

	Turquie	ING Bank A.S.	Wholesale / Détail	-232	-143	144	-20	65	35	29	79	33
	Royaume-Uni	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	510	286	277	131	81	73	101	58	50
	Suisse	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	137	182	148	19	25	21	52	45	67
	France (2), (4)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	122	44	-107	33	12	-27	7	22	-7
	Irlande	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	65	26	65	8	3	8	8	6	8
	République tchèque (3)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	33	38	54	6	6	12	10	13	-2
	Hongrie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	35	38	12	7	5	3	9	2	2
	Russie	ING Bank (Eurasia) Z.A.O.	Wholesale	151	128	3	31	9	0	20	21	-7
	Slovaquie (1)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	11	-1	3	2	1	0	2	0	2
	Portugal	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	12	9	9	3	3	3	2	2	3
	Ukraine	PJSC ING Bank Ukraine	Wholesale	44	9	11	22	2	2	7	2	2
	Bulgarie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	11	1	2	1	0	0	1	0	0
	Autriche (3)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	-4	9	101	-1	2	16	1	3	6
Reste du monde	Australie	ING Bank (Australia) Ltd.	Wholesale / Détail	572	557	500	174	172	149	185	135	121
	USA	ING Financial Holdings Corp.	Wholesale	654	413	779	185	115	182	183	135	148
	Singapour	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	172	105	133	24	14	19	13	21	9
	Japon	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	17	20	4	7	7	2	10	-1	3
	Corée du Sud	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	39	47	26	9	12	6	24	7	-2
	Hong-Kong	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	-18	-33	5	-2	-5	1	0	0	-7
	Taïwan	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	0	-16	-3	1	-5	-1	0	4	0
	Chine	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	-12	4	0	2	5	6	-9	13	-1
	Philippines (1), (4)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	1	-39	-33	2	8	-5	2	2	1
	Emirats Arabes Unis	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	-3	-1	-1	0	0	0	0	0	0
	Sri Lanka	Succursale d'ING Hubs B.V.	Services globaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Brésil	ING ADMINISTRAÇÃO LTDA.	En cours de liquidation / liquidé	17	9	1	0	1	5	4	5	8
	Mexique	ING Consulting, S.A. de C.V.	En cours de liquidation / liquidé		-2	-1		0	0		0	0
	Canada	Payvision Canada Services Ltd.	Dissoute en 2023		0	0		0	0		0	0
	Macao	Payvision Macau Ltd.	Liquidée en 2022		0	0		0	0		0	0
	Indonésie	PT ING Securities Indonesia	Liquidée en 2022		0	0		0	0		0	0
	Malaisie	Succursale d'ING Bank N.V.	Fermée en 2022		0	-1		0	0	0	0	0
	Ile Maurice	ING Mauritius Investment I	Liquidée en 2022		0	0		0	0		0	0
	Colombie	ING Capital Colombia S.A.S.	Dissoute en 2021			0			0			0
Total				10 318	5 493	6 774	2 926	1 723	1 876	2 700	1 489	1 871

(1) inclut un nombre significatif d'ETP liés aux services globaux fournis.

(2) Les subventions publiques perçues, telles que définies à l'article 89 des CRD IV, s'élèvent à 0,2 million d'euros (contre 0,1 million d'euros en 2022 ; 0,0 million d'euros en 2021).

(3) En 2021, ING s'est retirée des marchés de la banque de détail en Autriche et en République tchèque.

(4) En 2022, ING s'est retirée des marchés de la banque de détail en France et aux Philippines.

2023

La supériorité de la charge fiscale de 31 % aux Pays-Bas (comparés au taux légal s'établissant à 25,8 %) est due principalement à la taxe bancaire néerlandaise non déductible (189 millions d'euros) et aux autres charges non déductibles. La charge fiscale en baisse en Espagne s'explique par un remboursement d'impôt (43 millions d'euros) concernant les exercices précédents.

ING a continué à réduire son exposition par rapport à la situation en Russie en 2023. En 2023, les résultats locaux pris séparément ont été impactés positivement par des reprises de provisions pour créances irrécouvrables suite à l'amélioration des indicateurs macroéconomiques et à la diminution des expositions suite à des ventes et des remboursements. Pour de plus amples informations, se référer à 'Gestion des Risques'.

La charge fiscale négative plus faible enregistrée pour ING Turquie par rapport à sa perte est principalement due à la non-déductibilité à des fins fiscales de la perte comptable basée sur la comptabilité liée à l'hyperinflation.

2022

La charge fiscale relativement élevée de 39 % aux Pays-Bas (comparés au taux légal s'établissant à 25,8 %) est due principalement à la taxe bancaire néerlandaise non déductible (179 millions d'euros) et aux dépréciations non déductibles concernant l'écart d'acquisition d'ING Turquie (32 millions d'euros) et TTB (165 millions d'euros).

La supériorité de la charge fiscale de la Turquie, combinée à sa perte comptable liée à l'hyperinflation, est principalement due à la non-déductibilité de cette perte à des fins fiscales.

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, notre stratégie consiste à ne pas conclure de nouvelles affaires avec des clients russes, y compris avec des entités détenues par des Russes en dehors de la Russie, et à faire en sorte que les expositions de crédit existantes liées à la Russie soient remboursées le plus rapidement possible. Ces expositions sont enregistrées dans différents pays et totalisent 6,7 milliards d'euros au 4 mars 2022. Le risque restant pour ING Bank à la fin de l'année 2022 porte sur 0,3 milliard d'euros de capitaux propres locaux et 2,5 milliards d'euros d'expositions de crédit comptabilisées en dehors de la Russie. En 2022, les résultats d'ING en rapport avec les expositions de crédit liées à la Russie ont diminué de manière significative : nous avons comptabilisé 0,5 milliard d'euros de coûts de risque liés à ces expositions. Les résultats locaux pris séparément ont été plus élevés qu'en 2021.

Cela s'explique par le niveau élevé des taux d'intérêt locaux et par l'augmentation des entrées de fonds en roubles de la part des clients existants, principalement non russes. En vertu de la législation et de la réglementation bancaire locales, ING Russie est tenue d'accepter ces apports en roubles. En outre, le résultat local avant impôts exprimé en euros (128 millions d'euros) a été positivement impacté par l'appréciation du rouble par rapport à l'euro pour un montant de 80 millions d'euros tout au long de l'année 2022. À l'avenir, nous continuerons à réduire activement notre exposition au risque de crédit lié à la Russie.

L'augmentation de la charge fiscale en Pologne est principalement due à des charges réglementaires et autres charges non déductibles.

2021

La supériorité de la charge fiscale de 35 % aux Pays-Bas (comparée au taux légal s'établissant à 25 %) est due principalement à la taxe bancaire néerlandaise non déductible (260 millions d'euros) et aux dépréciations sur actifs d'impôts différés concernant Payvision et Yolt (26 millions d'euros d'impôts).

La diminution de la charge fiscale en Autriche s'explique par des pertes fiscales non précédemment comptabilisées (- 10 millions d'euros d'impôts). L'augmentation de la charge fiscale en Pologne est principalement due à des charges réglementaires et autres charges non déductibles.

Notes additionnelles aux états financiers consolidés

29. – Variations des passifs découlant des activités de financement

(En millions d'euros.)	Titres de créance en cours d'émission		Emprunts subordonnés		Passifs de location		Total Passif découlant des activités de financement	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture	58 075	57 443	15 789	16 719	1 174	1 220	75 038	75 382
Flux de trésorerie :								
Dotations aux provisions	110 477	81 636	2 225	983			112 702	82 620
Rachats / Cessions	-86 061	-78 609	-2 894	-1 090	-291	-296	-89 246	-79 995
Variations hors trésorerie :								
Amortissement	730	281	34	31	28	15	792	328
Autres	403	-66	12	8	256	239	670	180
Variations au niveau des réévaluations latentes	1 279	-3 746	473	-1 470			1 752	-5 216
Variations des taux de change	-479	1 135	-236	608	-4	-4	-720	1 739
Solde de clôture	84 423	58 075	15 404	15 789	1 162	1 174	100 989	75 038

Une partie des titres de créance émis et des prêts subordonnés font l'objet d'une comptabilité de couverture de la juste valeur. Par conséquent, les variations des réévaluations latentes représentent les ajustements de la juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque de taux d'intérêt couvert. Se référer au paragraphe 'Comptabilité de couverture de juste valeur' de la Note 33 'Dérivés et comptabilité de couverture'.

30. – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

La plupart des sociétés du groupe parrainent des régimes de retraite à cotisations déterminées. Les actifs de tous les plans de retraite à cotisations déterminées d'ING Bank sont détenus dans des fonds gérés de façon indépendante. Les cotisations, y compris le régime de retraite à cotisations déterminées aux Pays-Bas, sont principalement fixées sous forme d'un pourcentage de la rémunération. Ces plans ne donnent pas lieu à des provisions au bilan autres que celles concernant les écarts temporaires à court terme inclus dans les autres actifs et autres passifs.

ING Bank propose des plans de retraite à prestations déterminées dans certains pays. Ces plans offrent des prestations calculées en fonction de la rémunération et de l'ancienneté des employés lors de leur départ en retraite. Les prestations de certains de ces plans sont soumises à diverses formes d'indexation. Dans certains cas, l'indexation est laissée à l'appréciation de la direction ; dans d'autres, elle dépend du caractère suffisant des actifs du plan.

Les contributions annuelles sont versées aux fonds à un taux requis pour financer de façon appropriée les charges à payer au titre des plans, qui sont calculées conformément aux exigences légales locales. Dans tous les pays, les plans sont conçus de façon à respecter les réglementations locales en vigueur en matière d'investissements et de niveaux de financement.

ING Bank propose d'autres prestations postérieures à l'emploi à certains ex-employés. Il s'agit principalement de remises sur les produits ING.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Dans le cadre du contrat de travail avec ses employés, ING propose un certain nombre de régimes de retraite à cotisations déterminées. Les obligations d'ING se limitent aux cotisations convenues à l'avance et englobent aussi les cotisations salariales. Les plans les plus importants sont ceux des Pays-Bas et de Belgique. Les cotisations patronales sont inscrites comme dépenses pour un montant de 391 millions d'euros en 2023 (contre 364 millions d'euros en 2022).

Régimes de retraite à prestations déterminées**Bilan - Actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes**

Actifs du plan et obligation au titre des prestations déterminées par pays (En millions d'euros.)	Actifs du plan		Obligation au titre des prestations déterminées		État de financement	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Pays-Bas	331	310	426	400	-95	-90
États-Unis	257	248	245	230	12	18
Royaume-Uni	1 257	1 277	790	750	467	527
Belgique	516	507	473	475	43	32
Autres pays	317	295	353	305	-37	-10
État de financement (actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes)	2 678	2 637	2 288	2 159	390	478
Présentés comme :						
- Autres actifs					554	617
- Autres dettes					-164	-139
					390	478

Les évaluations (actuarielles) les plus récentes des actifs du plan et la valeur actuelle de l'obligation à prestations déterminées ont été réalisées le 31 décembre 2023. La valeur actuelle de l'obligation à prestations déterminées et les coûts des prestations actuelles et des prestations antérieures y afférant ont été déterminés au moyen de la méthode des unités de crédit projetées.

Les variations de la juste valeur des actifs du plan au cours de l'exercice sous revue étaient les suivantes :

Variations de la juste valeur des actifs du plan (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	2 637	3 671
Intérêts créditeurs	115	54
Réévaluations : Rendement des actifs du plan, sauf montants inclus dans les intérêts créditeurs	-8	-947
Cotisations patronales	28	34
Cotisations des participants	4	3
Prestations versées	-119	-126
Écarts de change	22	-53
Solde de clôture	2 678	2 637
Rendement réel des actifs du plan	107	-894

Au 31 décembre 2023, les régimes de retraite à prestations déterminées ne détenaient aucune participation directe dans ING Groep N.V. (tout comme en 2022). En 2022 et 2023, on n'a enregistré aucun achat ni vente d'actifs entre ING et les fonds de pension.

ING ne gère pas les fonds de pension et ne perçoit donc aucune rémunération à ce titre. Les fonds de pension n'ont pas engagé ING dans des opérations de swap ou d'instruments dérivés pour gérer le risque des fonds de pension.

Aucun actif du plan ne devrait revenir à ING Bank durant l'exercice 2024.

Les variations de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi au cours de l'exercice sous revue étaient les suivantes :

Variations des obligations au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi (En millions d'euros.)	Obligation au titre des prestations déterminées		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	2 159	3 115	29	72
Coût des prestations actuelles	27	33	1	1
Charges imputables au paiement des intérêts	92	46	2	1
Réévaluations : Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses démographiques	-9			

Réévaluations : Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses financières	127	-882	1	-45
Cotisations des participants	3	3		
Prestations versées	-123	-129	-1	-1
Coût des prestations antérieures	1			-1
Effet de réduction ou de règlement				
Écarts de change	14	-26	-3	5
Solde de clôture	2 288	2 159	30	29

Les montants ont été directement affectés au poste Autres éléments du résultat global comme suit :

Variations de la réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	-232	-212
Réévaluation des actifs du plan	-8	-947
Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses démographiques	9	
Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses financières	-127	882
Impôts et écarts de change	40	46
Total des mouvements enregistrés dans autres éléments du revenu global durant l'exercice	-85	-19
Solde de clôture	-317	-232

En 2023, -8 millions d'euros (contre -947 millions d'euros en 2022) au titre de la réévaluation des actifs du plan ont été comptabilisés comme pertes dans les Autres éléments du résultat global en raison d'une évolution des rendements des investissements. Les gains actuariels de 127 millions d'euros (contre 882 millions d'euros en 2022) résultant des évolutions des hypothèses financières pour le calcul de l'obligation au titre des prestations déterminées s'expliquent principalement par une augmentation des courbes de taux d'intérêt.

Le montant cumulé des réévaluations directement imputées aux Autres éléments du revenu global est de -397 millions d'euros (-317 millions d'euros après impôt) au 31 décembre 2023 (contre -289 millions d'euros, -232 millions d'euros après impôt en 2022).

Les montants inscrits au compte de résultat au titre des charges de retraite et autres prestations de protection sociale sont les suivants :

Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale (En millions d'euros.)	Actifs nets au titre des régimes à prestations déterminées Actifs/Passifs			Autres avantages postérieurs à l'emploi			Total		
	2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Coût des prestations actuelles	27	33	33	1	1	1	28	34	34
Coût des prestations antérieures	1				-1		1		
Charges d'intérêt nettes	-23	-8	-6	2	1	2	-21	-6	-4
Effet de réduction ou de règlement						-2			-2
Régimes de retraite à prestations déterminées	5	26	27	3	2	1	8	27	28
Régimes de retraite à cotisations déterminées							391	364	369
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi							399	392	397
Autres charges de personnel							19	-2	11
Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale							418	390	408

Détermination des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes

Les actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes sont révisés et ajustés une fois par an. Les hypothèses utilisées pour déterminer les actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes et les autres avantages postérieurs à l'emploi incluent les taux d'actualisation, les taux de mortalité, les taux d'augmentation escomptés des salaires (hors augmentation de promotion) et l'indexation. Les taux appliqués aux évolutions de salaires, les coefficients d'actualisation des intérêts et d'autres ajustements reflètent les conditions spécifiques à chaque pays.

La principale hypothèse utilisée pour déterminer les actifs/passifs au titre des régimes à prestations déterminées nettes est le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation correspond à la moyenne pondérée des taux d'actualisation appliqués dans les différents pays où ING Bank dispose de régimes de retraite à prestations déterminées (pondérés par les obligations à prestations déterminées). Le taux d'actualisation est déterminé selon une méthodologie qui s'appuie sur les taux de rendement sur le marché d'obligations de sociétés de premier rang dans les régions spécifiques, sur des durées harmonisées en fonction des passifs du fonds, en tant qu'élément clé. Les taux de rendement des obligations de sociétés de premier rang reflètent les rendements d'obligations de sociétés notées AA pour des durées pour lesquelles lesdits

rendements sont disponibles. Une extrapolation permet de déterminer le rendement sur des durées plus longues pour lesquelles aucune obligation de sociétés notées AA n'est disponible. Compte tenu de la disponibilité limitée des obligations à long terme de sociétés notées AA, l'extrapolation constitue un élément essentiel dans la détermination du taux d'actualisation. La moyenne pondérée des taux d'actualisation appliquée pour les actifs/passifs au titre des régimes à prestations déterminées nettes pour 2023 était de 4,0 % (contre 4,3 % en 2022), sur la base des plans de retraite aux Pays-Bas, en Allemagne, en Belgique, aux États-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni. Le taux d'actualisation moyen appliqué pour les autres avantages postérieurs à l'emploi était de 5,2 % en 2023 (contre 5,5 % en 2022).

Analyse de sensibilité des principales hypothèses

ING procède à des analyses de sensibilité pour les hypothèses les plus significatives : taux d'actualisation, mortalité, taux d'augmentation escomptés des salaires et indexation. L'analyse de sensibilité a été réalisée en supposant que les variations ont eu lieu à la fin de la période de reporting.

L'analyse de sensibilité calcule l'impact financier qui s'appliquerait sur l'obligation à prestations déterminées, si les moyennes pondérées de chaque hypothèse actuarielle significative augmentaient ou diminuaient, alors que toutes les autres hypothèses resteraient constantes. En pratique, il est peu probable que cette situation se présente et certains changements d'hypothèses peuvent être corrélés. Les variations du taux de mortalité, des taux d'augmentation escomptés des salaires et de l'indexation n'auraient aucune incidence significative sur les obligations à prestations déterminées. L'impact le plus significatif serait imputable à la variation du taux d'actualisation. Une augmentation ou diminution du taux d'actualisation d'1,0 % entraîne un impact financier sur l'obligation au titre des prestations déterminées de respectivement 238 millions d'euros (diminution) et 282 millions d'euros (augmentation).

Cash flows attendus

Les filiales d'ING Bank doivent financer les coûts des prestations escomptées chaque année.

Pour 2024, les cotisations attendues au titre des régimes de retraite à prestations déterminées se montent à 58 millions d'euros.

On estime que les versements au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi, qui devront être effectués selon le plan entre 2024 et 2028, oscilleront entre 133 millions d'euros et 150 millions d'euros par an. Entre 2028 et 2032, le total des versements réalisés selon le plan devrait atteindre 738 millions d'euros.

31. – Impôts

Bilan - Impôt différé

L'impôt différé est constaté sur l'ensemble des différences temporaires, en utilisant la méthode du report d'impôts variables et les taux d'imposition applicables aux pays dans lesquels ING Bank est assujettie à l'impôt.

Variations des impôts différés (En millions d'euros.) 2023	Passif net (-) Actif net (+) Solde d'ouverture	Variation des capitaux propres	Variation du résultat net	Différences de change	Changements de composition du groupe et autres changements	Passif net (-) Actif net (+) Solde de clôture
Actifs financiers comptabilisés en FVOCI	80	-10	-3	-4		63
Actifs et passifs financiers comptabilisés en FVPL	28		-44	13		-3
Amortissement	-13		-6	3	4	-13
Couvertures de flux de trésorerie	752	-251		1		502
Prestations de retraite et avantages postérieurs à l'emploi	-54	31	-7	-4		-33
Autres provisions	59		-12	-3	4	48
Prêts et avances	612	8	-140	-6	2	475
Pertes fiscales non utilisées reportées	327		-128	11	-1	209
Autres	-251	13	90	-2	-4	-154
	1 539	-209	-249	10	5	1 096
Enregistrés au bilan en tant que :						
- Impôts différés passif	-257					-184
- Impôts différés actif	1 796					1 280
	1 539					1 096

Le tableau ci-dessus présente les montants nets qui incluent dans le poste 'Autres' un montant d'impôts différés de 195 millions d'euros concernant les actifs au titre des droits d'utilisation (contre 205 millions d'euros en 2022 et 220 millions d'euros en 2021) et un montant d'impôts différés de 217 millions d'euros concernant les passifs liés à la location (contre 231 millions d'euros en 2022 et 252 millions d'euros en 2021).

L'impôt différé sur les couvertures de flux de trésorerie concerne les prêts à taux variable avec swaps de taux d'intérêt. En raison de la baisse de la courbe de rendement des taux d'intérêt (à plus long terme) en 2023, il a été procédé à une réévaluation positive de la couverture des flux de trésorerie par le biais des autres éléments du résultat global. Il en résulte une diminution de l'actif d'impôt différé de -251 millions d'euros par rapport à l'augmentation de l'actif d'impôt différé de 875 millions d'euros en 2022 en raison de l'augmentation de la courbe de rendement des taux d'intérêt. L'actif d'impôt différé dans les couvertures de flux de trésorerie a diminué, passant de 752 millions d'euros en 2022 à 502 millions d'euros en 2023.

En 2023, les variations de l'impôt différé par le biais du résultat net pour -140 millions d'euros (contre 177 millions d'euros en 2022) sont principalement liées aux modifications de l'évaluation des pertes de crédit attendues évaluées collectivement. En 2023, le poste Variations des impôts différés par le biais des capitaux propres - Autres affichait 13 millions d'euros (contre -123 millions d'euros en 2022) suite à la dépréciation du dollar américain et à l'application de l'IAS 29 'Hyperinflation' en Turquie, ainsi qu'à l'augmentation de la réserve pour créances douteuses liée à l'élargissement des spreads.

Variations des impôts différés (En millions d'euros.) 2023	Passif net (-) Actif net (+) Solde d'ouverture	Variation des capitaux propres	Variation du résultat net	Différences de change	Changements de composition du groupe et autres changements	Passif net (-) Actif net (+) Solde de clôture
Actifs financiers comptabilisés en FVOCI						
Actifs et passifs financiers comptabilisés en FVPL						
Amortissement						
Couvertures de flux de trésorerie						
Prestations de retraite et avantages postérieurs à l'emploi	-49	6	-13	8	-7	-54
Autres provisions	19		44	-4		59
Prêts et avances	430		177	-3	7	612
Pertes fiscales non utilisées reportées	199		137	-8		327
Autres	-148	-123	26	-6		-251
	354	907	283	-5		1 539
Enregistrés au bilan en tant que :						
- Impôts différés passif	-603					-257
- Impôts différés actif	957					1 796
	354					1 539

En 2023, les variations des actifs et passifs financiers comptabilisés en FVPL par le biais du résultat net pour -44 millions d'euros (contre -88 millions d'euros en 2022) s'explique par la diminution de la juste valeur des dérivés, qui est due à l'accentuation de la courbe de rendement des taux d'intérêt.

Impôt différé relatif aux pertes fiscales non utilisées reportées (En millions d'euros.)	2023	2022
Total des pertes fiscales non utilisées reportées	1 870	2 668
Pertes fiscales non utilisées reportées non comptabilisées comme actif d'impôt différé	815	937
Pertes fiscales non utilisées reportées comptabilisées comme actif d'impôt différé	1 055	1 731
Taux d'imposition moyen	19,9 %	21,1 %
Actif d'impôt différé	209	365

Total pertes fiscales non utilisées reportées, analysées par date d'expiration (en millions d'euros.)	Aucun actif d'impôt différé comptabilisé		Actif d'impôt différé comptabilisé	
	2023	2022	2023	2022
A 1 an				591
A plus d'1 an et à moins de 5 ans	126	120	633	587
A plus de 5 ans et à moins de 10 ans	9	9	2	2
A plus de 10 ans et à moins de 20 ans				
Illimité	681	808	421	550
	815	937	1 055	1 731

L'actif d'impôt différé de 209 millions d'euros (365 millions d'euros en 2022), mentionné ci-dessus et les pertes fiscales non utilisées reportées y afférant ne tiennent pas compte de la réintégration de pertes fiscales provenant du Royaume-Uni, mais antérieurement déduites aux Pays-Bas, pour un montant de 0 million d'euros (37 millions d'euros en 2022).

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductibles, des pertes fiscales reportées et des crédits d'impôt non utilisés, uniquement dans la mesure où la réalisation de l'économie d'impôt correspondante est probable.

Ventilation de certains actifs nets d'impôts différés par pays (En millions d'euros.)	2023	2022
Pologne	244	391
France	0	70
Slovaquie	1	0
Chine	2	0
Australie	1	0
Hong-Kong	8	6
États-Unis d'Amérique		1
Turquie	41	7
Taiwan	11	8
	308	483

Le tableau ci-dessus comprend une ventilation de certains actifs nets d'impôts différés par pays, actifs dont l'utilisation dépend des bénéfices imposables à venir qui excèdent les bénéfices résultant de la reprise de différences temporaires imposables existantes, alors que les entités concernées ont enregistré des pertes soit durant l'exercice en cours, soit durant l'exercice précédent.

En 2023, ING Bank Slaski (Pologne) a réalisé un bénéfice fiscal suite aux variations de valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie qui sont réglés nets via une chambre de compensation centrale, alors qu'en 2022 et 2021 ING Bank Slaski a subi une perte fiscale suite aux importantes variations de valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie. Cette perte fiscale peut être reportée pendant cinq ans. En se basant sur un bénéfice imposable prévisionnel, ING estime qu'il est probable que les bénéfices imposables futurs compenseront cette perte fiscale reportée. Sur cette base, un actif d'impôt différé restant sur les pertes fiscales reportées non utilisées a été comptabilisé au 31 décembre 2023 pour 120 millions d'euros (contre 224 million d'euros en 2022). L'actif d'impôt différé net restant en Pologne, soit 124 millions d'euros (contre 167 millions d'euros en 2022), concerne les différences fiscales temporaires sur les prêts et avances et les actifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.

La comptabilisation repose sur le fait qu'il est probable que l'entité réalise des bénéfices imposables et/ou puisse se servir de possibilités de planification fiscale avant expiration des actifs d'impôts différés. Tout changement de situation au cours des exercices futurs pourrait avoir des effets négatifs sur l'évaluation du recouvrement. Le caractère incertain du recouvrement est pris en compte lors de l'enregistrement des actifs d'impôts différés.

Au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2023, ING Bank n'a enregistré aucune différence temporaire significative liée aux investissements de la société mère dans les filiales et sociétés liées, étant donné que tous les bénéfices économiques issus de tels investissements ne seront pas imposables au niveau de la société mère.

Compte de résultat - Impôts

Impôts par type (En millions d'euros.)	Pays-Bas			Reste du monde			Total		
	2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Impôts courants	558	496	459	2 120	1 510	1 447	2 677	2 006	1 906
Impôts différés	-45	-79	47	293	-204	-78	249	-283	-30
	513	417	507	2 413	1 306	1 369	2 926	1 723	1 876

Rapprochement du taux d'imposition sur le bénéfice légal moyen pondéré et du taux d'imposition sur les bénéfices effectifs d'ING Bank (En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Résultat avant impôts des activités courantes	10 318	5 493	6 774
Taux d'imposition légal moyen pondéré	25,5 %	24,8 %	24,3 %
Montant de l'impôt légal moyen pondéré	2 634	1 363	1 645
Différences permanentes affectant l'impôt courant			
Exonération fiscale des participations	-43	-64	-68
Autres revenus non imposables	-68	-40	-32
Charges d'impôt non déductibles	398	403	201
Impôt courant sur des montants précédemment non comptabilisés	1	10	51
Impôts nationaux et locaux	99	68	64
Ajustements à des périodes antérieures	-72	-29	-12
Différences affectant l'impôt différé			
Impact du changement de taux d'imposition sur l'impôt différé	2	5	9
Produits d'impôt différé sur des montants précédemment non comptabilisés	-30	-3	-18
Réduction/Reprise d'actifs d'impôt différé	4	10	37

Montant effectif de l'impôt	2 926	1 723	1 876
Taux d'imposition effectif	28,4 %	31,4 %	27,7 %

Le taux d'imposition légal moyen pondéré de 2023 (25,5 %) a augmenté par rapport à celui de 2022 (24,8 %),

En 2023, le taux d'imposition effectif qui s'établit à 28,4 % est supérieur au taux d'imposition légal moyen pondéré. Cela s'explique principalement par l'impact en 2023 des éléments non déductibles de l'impôt sur les revenus suivants : perte comptable liée à l'hyperinflation en Turquie, principes de Thin capitalisation sur la majoration ou la compensation des flux d'intérêts en vertu des accords de cash pooling, et charges non déductibles dans divers pays.

Le taux d'imposition légal moyen pondéré en 2022 (24,8 %) était inférieur à celui de 2021 (24,3 %).

En 2022, le taux d'imposition effectif qui s'établit à 31,4 % est supérieur au taux d'imposition légal moyen pondéré. Cela s'explique principalement par l'impact en 2022 des éléments non déductibles de l'impôt sur les revenus suivants : perte comptable liée à l'hyperinflation en Turquie, dépréciations de TTB et charges d'intérêt dans divers pays.

Capitaux propres - Autres éléments du résultat global

Impôt sur le bénéfice concernant les autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	2023	2022	2021
Réévaluations latentes sur des actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et autres réévaluations	-7	140	14
Gains/pertes réalisés portés au compte de résultat (reclassements des capitaux propres au compte de résultat)	-3	8	12
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	-251	875	233
Réévaluation des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes	31	6	-54
Variations de la juste valeur du risque de crédit propre des passifs financiers par le biais du compte de résultats	2	19	-8
Écarts de change et autres	19	-141	-77
Total de l'impôt sur les bénéfices concernant les autres éléments du résultat global	-209	907	120

32. – Juste valeur des actifs et passifs

a) Méthodes d'évaluation

Les justes valeurs estimées représentent le montant qui serait reçu pour vendre un actif ou qui serait payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction réalisée en bonne et due forme entre intervenants sur le marché à la date d'évaluation. Il s'agit d'une évaluation fondée sur le marché qui se base sur les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient et prend en compte les caractéristiques de l'actif ou du passif que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif.

Les justes valeurs d'actifs et de passifs financiers sont basées sur les cours d'un marché actif, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne le sont pas, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

En 2023, les marchés financiers étaient caractérisés par de hauts niveaux de volatilité. Durant le premier trimestre de l'année, les marchés mondiaux ont été secoués par la faillite de SVB Bank et le stress entourant le Crédit Suisse, ce qui a alimenté l'incertitude quant à d'éventuelles autres défaillances. De plus, la poursuite des fortes hausses des taux d'intérêt par les banques centrales en Europe et aux États-Unis ont entraîné une rapide augmentation des taux partout dans le monde.

Vers la fin de l'année, la probabilité d'une baisse des taux d'intérêt s'est accrue, ce qui s'est répercuté sur les taux d'intérêt à terme. En outre, le risque géopolitique a augmenté avec le conflit Israël-Gaza qui s'est ajouté au risque découlant de la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine.

Les actifs et passifs financiers, y compris ceux de niveau 3, sont évalués à l'aide de méthodologies convenues, ciblant l'estimation la plus appropriée de la juste valeur.

b) Cadre de contrôle de la valorisation

Le cadre de contrôle de la valorisation couvre le processus d'approbation des produits (PAP), la tarification, l'évaluation des données du marché et la vérification indépendante des prix (IPV), les ajustements de valorisation, l'utilisation de modèles, la hiérarchie de la juste valeur et le Day One Profit or Loss. Les processus d'estimation sont régis par les différents organes de gouvernance, qui incluent les Commissions des Paramètres Locaux, la Commission de Test des Cours Mondiaux et Dépréciations, la Commission des Données du Marché et la Commission d'Évaluation des Modèles. Toutes

les commissions concernées se réunissent régulièrement (tous les mois/trimestres), l'ordre du jour portant sur les contrôles d'évaluation susmentionnés.

La Commission de Test des Cours Mondiaux & Dépréciations est chargée de la surveillance et de l'approbation des répercussions des dépréciations (autres que provisions pour créances irrécouvrables) et des processus d'estimation. Elle veille à la qualité et à la cohérence des méthodes et performances d'évaluation. Le comité d'Évaluation des Modèles est responsable de l'approbation de tous les modèles d'évaluation utilisés pour l'évaluation à la juste valeur (IFRS) et l'évaluation prudente (CRR) des positions évaluées à la juste valeur. La Commission des Paramètres locaux examine les résultats de l'évaluation et surveille les performances des activités d'évaluation menées au niveau local ou régional. La commission des paramètres des marchés financiers mondiaux examine le résultat de l'évaluation consolidée et le compte de résultat qui en découle pour les produits des marchés financiers, afin d'assurer un traitement cohérent à l'échelle mondiale pour l'ensemble des marchés financiers. La Commission des Données de Marché est responsable de l'approbation des données de marché utilisées pour l'évaluation.

c) Ajustements de valeurs

Les ajustements de valeurs font partie intégrante de la juste valeur. Il s'agit d'ajustements apportés aux résultats d'une technique d'évaluation afin de déterminer correctement la juste valeur conformément à la norme IFRS 13. ING tient compte de différents ajustements de la juste valeur, dont les ajustements apportés à l'évaluation des cours acheteur et vendeur, les ajustements de valorisation sur actifs bilatérale (BVA, consistant en des ajustements de valorisation sur actifs ou CVA, et des ajustements de valorisation sur passifs ou DVA), les ajustements des valorisations des garanties (CollVa) et les ajustements des valeurs de financement (FVA).

Une différence peut se produire entre le prix de la transaction et la juste valeur résultant du processus d'évaluation interne, en ce qui concerne les instruments financiers pour lesquels une ou plusieurs données non observables ont leur importance dans l'évaluation. Cette différence est appelée « gain ou perte au premier jour de la transaction » (« Day One Profit or Day One Loss » - désigné ci-après par 'DOP') ING reporte un Day one profit or loss significatif relatif aux instruments financiers classés au niveau 3 et aux instruments financiers présentant des paramètres de valorisation significatifs non observables dans CVA qui ne sont pas nécessairement classés au niveau 3. Le DOP est amorti sur la durée de vie de l'instrument ou jusqu'à ce que les données significatives non observables deviennent observables, ou jusqu'à ce que les données significatives non observables deviennent non significatives. L'impact sur le résultat en 2023 et sur la réserve DOP est présenté dans le tableau ci-dessous.

Réserve pour Day One Profit or Loss différé

Le tableau ci-dessous résume l'évolution du DOP cumulé non pris en compte lors de la comptabilisation initiale des instruments financiers, en raison de l'utilisation de techniques d'évaluation dont les données ne sont pas toutes observables sur le marché.

Réserve pour Day One Profit or loss différé (1) (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	-108	-7
DOP reporté sur les nouvelles transactions durant la période	-83	-107
DOP comptabilisés au compte de résultat durant l'exercice		
- dont reprise	85	6
- dont amortissement et différences de change	15	0
Solde de clôture au 31 décembre	-90	-108

Le tableau suivant présente les différents modèles pour les actifs et passifs financiers.

Réserves pour ajustement de valorisation des actifs et passifs financiers (En millions d'euros.)	2023	2022
Day One Profit or Loss différé	-90	-108
Ajustements pour risque crédit propre	34	75
Cours acheteur/vendeur	-154	-216
Risque lié au modèle	-26	-13
CVA	-131	-192
DVA	55	99
CollVA	-4	-8
FVA	-68	-78
Total ajustements de valeurs	-385	-441

Ajustement pour risque crédit propre

Une dette émise par la banque elle-même et les obligations structurées qui sont valorisées à la juste valeur sont ajustées pour tenir compte du risque de crédit d'ING au moyen d'une DVA.

Ajustements aux cours acheteur/vendeur

Pour les positions dont le prix est fixé sur la base de paramètres d'entrée du marché intermédiaire, des ajustements entre les cours acheteur et vendeur sont nécessaires pour tenir compte de l'évaluation de cette position sur la base du cours acheteur et du cours vendeur. En pratique, l'ajustement représente la différence de valorisation entre le prix moyen et le prix acheteur pour les positions longues et entre le prix moyen et le prix vendeur pour les positions courtes. En principe, les actifs sont évalués au cours acheteur et les passifs au cours vendeur. Pour certains actifs et passifs, pour lesquels le cours du marché n'est pas disponible, le prix utilisé se situe dans la fourchette acheteur/vendeur qui est la plus représentative de la juste valeur.

Ajustement de valorisation des risques liés au modèle

Les instruments financiers qui sont évalués à l'aide d'un modèle d'évaluation peuvent être soumis à un risque lié au modèle. Le risque lié au modèle est le risque de possibles pertes financières résultant de lacunes et/ou d'incertitudes du modèle de fixation de prix ou des paramètres basés sur un modèle.

Ajustements de valorisation sur actifs bilatérale (CVA et DVA)

L'ajustement de valorisation sur actifs bilatérale constitue l'ajustement de valorisation reflétant le risque de crédit de la contrepartie des contrats sur instruments dérivés. Il est de nature bilatérale, le risque de crédit de la contrepartie (à savoir l'ajustement de valorisation sur actifs ou CVA) et le risque de crédit d'ING (à savoir l'ajustement de valorisation sur passifs ou DVA) étant tous deux pris en compte.

- Le CVA est l'ajustement de la juste valeur applicable aux instruments dérivés pour tenir compte de la possibilité de défaillance de la contrepartie (c'est-à-dire la valeur de marché du risque de crédit de la contrepartie).
- Le DVA est l'ajustement de la juste valeur applicable aux instruments dérivés pour tenir compte de la possibilité de défaillance d'ING (c'est-à-dire la valeur de marché du risque de crédit d'ING).

Le calcul du CVA et du DVA sur instruments dérivés se fonde sur l'estimation de l'exposition attendue et le risque de défaillance des contreparties et d'ING et tient compte des accords de garantie et des accords de compensation. Le risque de défaillance des contreparties est estimé en fonction de la probabilité de défaillance et de la perte attendue en cas de défaut, qui repose sur les informations du marché, dont l'écart sur swap de défaillance de crédit (CDS). Lorsque les écarts CDS de la contrepartie ne sont pas disponibles, des écarts approximatifs pertinents sont utilisés. En outre, le risque wrong-way (qui se produit lorsque la probabilité de défaillance de la contrepartie augmente (diminue) lorsque l'exposition d'ING à la contrepartie augmente (diminue)) et le risque right-way (qui se produit lorsque la probabilité de défaillance de la contrepartie augmente (diminue) lorsque l'exposition d'ING à la contrepartie diminue (augmente)) sont pris en compte dans l'ajustement.

Ajustement sur valorisation des garanties (CollVA)

L'ajustement sur valorisation des garanties (CollVA) est un ajustement de la juste valeur des instruments dérivés qui tient compte des caractéristiques spécifiques du CSA (Credit Support Annex), assortie d'une contrepartie que le cadre d'actualisation standard des taux OIS (Overnight Index Swap) ne reflète pas. Les caractéristiques CSA non standards peuvent inclure des écarts liés à la devise dans laquelle ING fournit ou reçoit des garanties, des écarts au niveau du taux de rémunération sur garanties qui peuvent générer des taux inférieurs ou supérieurs au taux au jour le jour voire aucun intérêt du tout. D'autres écarts peuvent résulter de l'enregistrement de titres plutôt que d'espèces en garantie.

Ajustement des coûts de financement (FVA)

L'ajustement des coûts de financement (Funding Valuation Adjustment - FVA) est un ajustement de la juste valeur appliqué aux instruments dérivés pour remédier à l'asymétrie des coûts de financement ou des avantages de financement entre les portefeuilles de dérivés garantis et non garantis. Cet ajustement se base sur les profils d'exposition attendus des dérivés OTC non garantis ou partiellement garantis et sur les écarts de financement basés sur le marché.

d) Hiérarchie de juste valeur

ING Bank a hiérarchisé ses instruments financiers qui sont évalués à leur juste valeur dans le bilan ou dont la juste valeur est déterminée selon une hiérarchie sur trois niveaux basée sur l'observabilité des paramètres d'évaluation. La plus haute priorité est donnée aux cours non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques et la priorité la plus faible aux techniques d'évaluation basées sur des données non observables.

Les transferts dans et depuis des niveaux de hiérarchie de juste valeur sont réalisés chaque trimestre à la fin de la période de reporting.

Niveau 1. – Cotations officielles (non ajustées) sur des marchés actifs

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est déterminée directement en référence aux cotations officielles (non ajustées) sur un marché actif. Un instrument financier est considéré comme étant coté sur un marché actif, si les cours sont disponibles sans délai de manière régulière auprès d'un cambiste, d'une société de bourse, d'un courtier ou de marchés de gré à gré. Ces cours représentent des opérations de marché actuelles et survenant de façon suffisamment fréquente et importante pour fournir en continu des informations sur les cours.

Les transferts du niveau 1 vers le niveau 2 ou le niveau 3 ont lieu lorsqu'ING Bank constate que les marchés ne sont plus actifs et que les cours (non ajustés) ne fournissent donc plus d'informations fiables sur les cotations.

Niveau 2. – Technique d'évaluation s'appuyant sur des données observables

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est basée sur des données observables sur le marché, directement ou indirectement, autres que les cours du Niveau 1. La juste valeur des instruments financiers de cette catégorie peut être déterminée en se référant aux cours d'instruments similaires sur des marchés actifs, aux cours d'instruments identiques ou similaires sur les marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les cours observables ou à des données corroborées sur le marché. ING analyse la façon dont les prix sont dérivés des données et détermine si les prix sont des prix négociables liquides ou des prix consensuels, basés sur un modèle et utilisant diverses données d'entrée.

Pour les instruments financiers qui ne disposent pas d'un prix de référence, la juste valeur est déterminée à l'aide d'une technique d'évaluation (par exemple un modèle), dans laquelle les paramètres du modèle proviennent d'un marché actif ou sont observables, comme des taux d'intérêt et des courbes de rendement observables à intervalles réguliers, des volatilités implicites et des écarts de crédit.

Les instruments dont les paramètres ne sont pas observables sont classés dans cette catégorie, à condition que l'impact de ces éléments sur l'évaluation globale ne soit pas significatif. La notion d'évaluation significative est particulièrement importante pour faire la distinction entre les actifs et passifs de niveau 2 et niveau 3, car l'estimation de l'importance du paramètre d'évaluation dans l'évaluation globale de la juste valeur déterminera si l'instrument doit être classé au niveau 2 ou au niveau 3. L'approche de l'évaluation de l'importance requiert le jugement d'un expert.

Niveau 3. – Technique d'évaluation s'appuyant sur des données non observables

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est déterminée à l'aide d'une technique d'évaluation pour laquelle une part importante de l'évaluation globale repose sur des données d'évaluation non observables. Lorsque les données d'évaluation ne sont pas observables, le groupe doit utiliser les meilleures informations disponibles pour évaluer les instruments. Cela peut nécessiter le recours à des données internes tenant compte des hypothèses des intervenants du marché qui sont raisonnablement disponibles, y compris des hypothèses sur le risque inhérent à une technique d'évaluation particulière utilisée pour mesurer la juste valeur et le risque inhérent aux données de la technique d'évaluation. Les paramètres non observables peuvent inclure, entre autres, la volatilité, la corrélation, les écarts des taux d'actualisation, les taux de défaillance et les taux de recouvrement, les taux de remboursement anticipé et certains écarts de crédit.

Instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur

Les justes valeurs des instruments financiers ont été déterminées comme suit :

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés à leur juste valeur) (En millions d'euros.)	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Actifs financiers								
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
- Titres de participation	15 449	11 787	3	2	150	156	15 602	11 945
- Titres de créance	4 825	1 636	4 081	5 361	3 364	3 450	12 270	10 447
- Dérivés	39	22	27 134	34 229	535	483	27 708	34 734

- Prêts et créances			63 316	54 097	4 131	2 547	67 446	56 644
	20 314	13 445	94 533	93 690	8 179	6 635	123 026	113 770
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
- Titres de participation	1 622	1 639			263	247	1 885	1 887
- Titres de créance	35 848	25 644	2 433	3 451			38 281	29 095
- Prêts et créances			275		676	643	951	643
	37 470	27 284	2 707	3 451	938	891	41 116	31 625
Passifs financiers								
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
- Titres de créance	575	444	7 603	5 574	47	53	8 224	6 072
- Dépôts			57 607	50 803	13		57 620	50 803
- Titres détenus à des fins de transaction	3 604	1 952	41	273		1	3 645	2 226
- Dérivés	41	40	24 437	33 200	670	678	25 148	33 917
	4 220	2 436	89 687	89 851	729	732	94 637	93 019

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées par ING Bank pour estimer la juste valeur des instruments financiers.

Titres de participation

Description de l'instrument : Les titres de participation incluent des actions et des parts, des investissements corporate et des fonds de placement privé.

Valorisation : Les justes valeurs des titres de participation publiquement négociés et les fonds de placement privés sont basés sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. En l'absence de marchés actifs, les justes valeurs sont estimées sur la base de l'analyse de la situation financière de l'entité émettrice, de ses résultats, de son profil de risque, de ses perspectives, de ses prix, de comparaisons de bénéfices et des multiples de revenus. De plus, on se réfère aux évaluations d'entités similaires pour lesquelles les cours de marchés actifs sont disponibles. Les meilleures pratiques du marché seront appliquées pour les titres de participation en utilisant la méthode d'évaluation la plus pertinente. Tous les titres de participation non cotés, y compris les investissements dans des fonds de placements privés, sont soumis à un cadre de révision standard garantissant que les valorisations sont le reflet des justes valeurs.

Hiérarchie de juste valeur : La majeure partie des titres de participation sont négociés publiquement et les cours sont disponibles sans délai et de manière régulière. C'est la raison pour laquelle ces titres sont classés au niveau 1. Les titres de participation qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs incluent principalement des investissements corporate, des placements dans des fonds et d'autres titres de participation et sont classés au niveau 3.

Titres de créance

Description de l'instrument : Les titres de créance incluent des obligations d'État, des obligations d'institutions financières et des titres adossés à des actifs (ABS)

Valorisation : La juste valeur des titres de créance se base généralement sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Les cours du marché sont obtenus auprès d'une société de bourse, d'un cambiste, d'un courtier, d'une société de la profession, d'un service de cotation ou d'une autorité de réglementation. Les cours provenant de sources non boursières sont évaluées afin de déterminer s'il s'agit de prix négociables. Si les cours d'un marché actif ne sont pas disponibles, la juste valeur est basée sur l'analyse des paramètres du marché disponibles, qui comprennent des prix consensuels obtenus auprès d'un ou des plusieurs services de cotation.

En outre, les justes valeurs sont déterminées à l'aide de techniques d'évaluation qui actualisent les flux de trésorerie futurs attendus en s'appuyant sur des courbes de taux d'intérêt du marché, des écarts de crédit de référence, les échéances des placements et les taux de paiement anticipé estimés, le cas échéant.

Hiérarchie de juste valeur : Les obligations d'État et les obligations d'institutions financières sont généralement négociées sur des marchés actifs sur lesquels les cours sont disponibles sans délai et de manière régulière et sont donc classés au niveau 1. Les positions restantes sont classées aux niveaux 2 et 3. Les titres adossés à des actifs, pour lesquels aucun marché actif n'est disponible et pour lesquels il existe un écart important entre les prix cotés, sont classés au niveau 3.

Dérivés

Description de l'instrument : Les contrats dérivés sont soit négociés en bourse (exchange traded) soit de gré à gré (OTC – Over The Counter). Les dérivés incluent des dérivés de taux d'intérêt, des dérivés de change, des dérivés de crédit, des dérivés d'actions et des dérivés de matières premières.

Valorisation : La juste valeur des dérivés négociés en bourse est déterminée sur la base des cours du marché sur un marché actif et ces dérivés sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur. Pour les instruments non négociés activement, les justes valeurs sont estimées à l'aide de techniques d'évaluation.

Les dérivés OTC et les dérivés négociés sur un marché inactif sont estimés à l'aide de techniques d'évaluation ; Les techniques d'évaluation et les paramètres dépendent du type de dérivé et de la nature des instruments sous-jacents. Les principales techniques utilisées pour évaluer ces instruments reposent (entre autres) sur le modèle d'actualisation des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation des options et la simulation de Monte Carlo. Ces modèles d'évaluation déterminent la valeur actuelle des cash flows futurs escomptés, en se basant sur des principes de 'non-arbitrage'. Ces modèles sont couramment utilisés dans le secteur financier et les critères pris en compte dans les modèles d'évaluation sont déterminés à partir de données observables du marché. Certains paramètres sont susceptibles de ne pas être observables sur le marché, mais peuvent être déterminés, via des procédures de calibrage du modèle d'évaluation, à partir des prix observables. Les critères utilisés comprennent des prix disponibles auprès de cambistes, de sociétés de bourse, de courtiers ou de services à même de fournir des cotations, des courbes de rendement, des écarts de crédit, des taux de défaillance, des taux de recouvrement, des taux de dividendes, la volatilité des taux d'intérêt sous-jacents, les prix des actions et les taux de change des monnaies étrangères ; par ailleurs, on se réfère aux cours du marché, aux transactions récemment exécutées, aux cours du marché indépendant et aux données consensuelles, lorsqu'elles existent.

Pour les dérivés OTC non garantis, ING applique des ajustements de valorisation des actifs afin de tenir compte de façon adéquate du risque de crédit de contrepartie dans ladite valorisation et applique des ajustements de valorisation sur passifs afin de tenir compte du risque de crédit que représente ING pour sa contrepartie. De plus, pour ces dérivés, ING applique des ajustements de valeurs de financement. Se reporter au paragraphe CVA/DVA et FVA de la partie c) Ajustements de valorisation, pour plus de détails sur le calcul.

Hiérarchie de juste valeur : La plupart des dérivés sont évalués au moyen de paramètres observables et sont classés au niveau 2. Les dérivés dont les paramètres ne peuvent être déduits des données observables sur le marché sont classés au niveau 3.

Prêts et créances

Description de l'instrument : Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables, non cotés sur un marché actif. Les prêts et créances comptabilisés à leur juste valeur incluent les prêts à des fins de transaction, à savoir des prêts de titres et accords similaires comparables à des prêts garantis, des prêts syndiqués, des prêts et créances destinés à être vendus dans le cadre d'opérations de prise en pension de titres.

Valorisation : La juste valeur des prêts et créances est généralement estimée par actualisation des cash flows futurs en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le risque de crédit, les liquidités et d'autres conditions économiques actuelles. La juste valeur des prêts hypothécaires est estimée en tenant compte du comportement des clients en termes de remboursement par anticipation.

Hiérarchie de juste valeur : Les prêts et créances sont principalement classés au niveau 2. Les prêts et créances, pour lesquels on ne dispose pas d'informations de marché actuelles sur des actifs similaires à utiliser comme données observables corroborées pour tous les paramètres importants d'un modèle d'évaluation, sont classés au niveau 3.

Passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Description de l'instrument : Les passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat incluent des titres de créance, des instruments d'emprunt, principalement composés d'obligations structurées, qui sont détenus à la juste valeur selon l'option de juste valeur. En outre, ils comprennent des contrats dérivés et des opérations de mise en pension.

Valorisation : Les justes valeurs des titres du portefeuille de négociation et des autres passifs comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat sont basées sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Pour tous les titres non négociés activement, les justes valeurs sont estimées sur la base de techniques d'actualisation internes des flux de trésorerie qui se réfèrent aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit s'appliquant à des instruments similaires.

Hierarchie de juste valeur : La majorité des dérivés et des titres de créance sont classés au niveau 2. Les dérivés et les titres de créance dont les paramètres ne peuvent être déduits des données observables sur le marché sont classés au niveau 3.

e) Transferts entre le niveau 1 et le niveau 2

Suite à un changement des paramètres non observables, ING a enregistré un transfert de 2,4 milliards d'euros du niveau 2 au niveau 1 concernant les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. En outre, des transferts du niveau 1 vers le niveau 2 pour 1,7 milliard d'euros ont été enregistrés durant la période de reporting 2023.

f) Niveau 3 : Techniques d'évaluation et paramètres utilisés

Les actifs et passifs financiers de niveau 3 incluent aussi bien des actifs et des passifs dont la juste valeur a été déterminée (i) au moyen de techniques d'évaluation prenant en compte aussi bien des paramètres non observables que (ii) des cours du marché qui ont été ajustés pour refléter le fait que le marché n'était pas actif à la date de clôture du bilan ou autour de cette date. Les paramètres non observables sont des paramètres basés sur les propres hypothèses d'ING concernant les facteurs que les intervenants sur le marché utiliseraient pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif ; hypothèses élaborées sur la base des meilleures informations disponibles au vu des circonstances. Les paramètres non observables peuvent inclure la volatilité, la corrélation, les écarts des taux d'actualisation, les taux de défaillance et les taux de recouvrement, les taux de remboursement anticipé et certains écarts de crédit. Les techniques d'évaluation basées sur des paramètres non observables sont sensibles aux paramètres utilisés.

Sur le montant total des actifs financiers classés au niveau 3 au 31 décembre 2023, à savoir 9,1 milliards d'euros (contre 7,5 milliards d'euros au 31 décembre 2022), un montant de 7,0 milliards d'euros (76,7 %) (contre 2,2 milliards d'euros au 31 décembre 2022, soit 29,2 %) est basé sur des cotations officielles non ajustées sur des marchés inactifs. Étant donné qu'ING n'ajuste généralement pas les cours du marché en utilisant ses propres intrants, on ne note aucune sensibilité significative aux propres paramètres non observables d'ING.

De plus, les actifs financiers de Niveau 3 incluent environ 0,3 milliard d'euros (contre 4,2 milliards d'euros au 31 décembre 2022) d'actifs financiers faisant partie de structures qui sont destinées à être totalement neutres en termes de risque de marché. De telles structures incluent divers actifs et passifs financiers dont la sensibilité globale au risque de marché est insignifiante. Alors que la juste valeur des différents composants de ces structures peut être déterminée au moyen de diverses techniques et que la juste valeur de chacun des composants desdites structures peut être sensible aux intrants non observables, la sensibilité globale est insignifiante par nature.

Le restant de la juste valeur (à savoir 1,8 milliard d'euros contre 1,1 milliard d'euros au 31 décembre 2022) classé dans les actifs financiers de niveau 3 est déterminé au moyen de techniques d'évaluation qui tiennent compte de certains paramètres non observables.

Sur le montant total des passifs financiers classés au niveau 3 au 31 décembre 2023, à savoir 0,7 milliard d'euros (contre 0,7 milliard d'euros au 31 décembre 2022), un montant de 0,4 milliard d'euros (50,0 %) (contre 0,02 milliard d'euros au 31 décembre 2022, soit 2,5 %) est basé sur des cotations officielles non ajustées sur des marchés inactifs. Étant donné qu'ING n'ajuste généralement pas les cours du marché en utilisant ses propres intrants, on ne note aucune sensibilité significative aux propres paramètres non observables d'ING.

De plus, les passifs financiers de niveau 3 incluent environ 0,3 milliard d'euros (contre 0,6 milliard d'euros au 31 décembre 2022) de passifs financiers faisant partie de structures qui sont destinées à être totalement neutres en termes de risque de marché. Comme exposé ci-dessus, la juste valeur de chacun des composants de ces structures peut être sensible aux intrants non observables, mais la sensibilité globale est insignifiante par nature.

Le restant de la juste valeur (à savoir 0,1 milliard d'euros contre 0,1 milliard d'euros au 31 décembre 2022) classé dans les passifs financiers de niveau 3 est déterminé au moyen de techniques d'évaluation qui tiennent compte de certains paramètres non observables.

Le tableau ci-dessous présente, par type, un récapitulatif des techniques d'évaluation, des principaux paramètres non observables et des limites inférieure et supérieure desdits paramètres pour les actifs/passifs de Niveau 3. Les limites inférieure et supérieure mentionnées dans l'aperçu représentent la variance la plus faible et la plus élevée de chaque paramètre d'évaluation tel qu'utilisé dans l'évaluation des différents instruments financiers. Les montants et pourcentages indiqués ne sont pas pondérés. La fourchette peut évoluer d'une période à l'autre en fonction des variations du marché et des changements du niveau 3. Les limites inférieure et supérieure reflètent la variabilité des positions du niveau 3 et de leurs paramètres d'évaluation sous-jacents dans le portefeuille, mais ne reflètent pas correctement le degré d'incertitude de leur évaluation. Concernant l'estimation de l'incertitude d'évaluation, se référer au chapitre 'Analyse de sensibilité des paramètres non observables (niveau 3)'.

Techniques d'évaluation et limites inférieure et supérieure des paramètres non observables (niveau 3) (En millions d'euros.)	Actif		Passif		Techniques d'évaluation	Paramètres non observables significatifs
	2023	2022	2023	2022		
A la juste valeur par le biais du compte de résultat						
Titres de créance	3 364	3 447	0	1	Prix basés sur le cours	Prix (%)
					Techniques d'évaluation actuelles	Prix (prix par action) Spread de crédit (pb) Prix (%)
Titres de participation	150	156			Prix basés sur le cours	Prix (prix par action)
Prêts et avances	2 298	1 485	13		Prix basés sur le cours	Prix (%)
					Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)
Opérations de prise en pension de titres	1 832	1 062			Techniques d'évaluation actuelles	Taux d'intérêt (%)
Obligations structurées		3	47	53	Prix basés sur le cours	Prix (%)
					Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%) Corrélation actions/actions Corrélation actions/Devises Dividendes (%) Spreads de crédit (pb)
Dérivés					Techniques d'évaluation actuelles	
- Change	283	431	301	476	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des taux d'intérêt (points de base) Spread actualisé (%) Taux d'intérêt (%) Taux de remboursement anticipé (%)
					Techniques d'évaluation actuelles	
- Taux de change	2	5	3	4	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité implicites (%)
- Crédits	216	13	343	175	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb) Prix (%)
- Capitaux propres	20	33	17	22	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%) Corrélation actions/actions Corrélation actions/Devises Dividendes (%) Prix (%)
					Prix basés sur le cours	
- Autres	14	1	7		Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des matières premières (%)
A la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global						
- Prêts et avances	676	643			Techniques d'évaluation actuelles	Taux de remboursement anticipé (%) Prix (%)
					Prix basés sur le cours	
- Capitaux propres	263	247			Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)
					Taux d'intérêt (%)	
					Prix basés sur le cours	Prix (%)
					Prix basés sur le cours	Autres (euros)
Total	9 117	7 526	729	732		

Techniques d'évaluation et limites inférieure et supérieure des paramètres non observables (niveau 3) (En millions d'euros.)	Techniques d'évaluation	Paramètres non observables significatifs	Limite inférieure		Limite supérieure	
			2023	2022	2023	2022
A la juste valeur par le biais du compte de résultat						
Titres de créance	Prix basés sur le cours	Prix (%)	0 %	0 %	122 %	125 %
		Prix (prix par action)	97	208	236	208
	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)	94	60	94	100
		Prix (%)	Ne s'applique pas	97 %	Ne s'applique pas	100 %
Titres de participation	Prix basés sur le cours	Prix (prix par action)	0	0	5 457	5 457
Prêts et avances	Prix basés sur le cours	Prix (%)	0 %	0 %	117 %	100 %
	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)	1	2	12	12
Opérations de prise en pension de titres	Techniques d'évaluation actuelles	Taux d'intérêt (%)	Ne s'applique pas	3 %	Ne s'applique pas	5 %
Obligations structurées	Prix basés sur le cours	Prix (%)	88 %	84 %	96 %	107 %
	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%)	9 %	13 %	23 %	42 %
		Corrélation actions/actions	0,8	0,5	0,9	1,0

		Corrélation actions/Devises	-0,2	-0,4	0,6	0,6
		Dividendes (%)	0 %	0 %	4 %	8 %
	Techniques d'évaluation actuelles	Spreads de crédit (pb)	100	96	101	96
Dérivés						
- Change	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des taux d'intérêt (points de base)	1	49	3	148
	Techniques d'évaluation actuelles	Spread actualisé (%)	Ne s'applique pas	0 %	Ne s'applique pas	1 %
		Taux d'intérêt (%)	Ne s'applique pas	2 %	Ne s'applique pas	2 %
		Taux de remboursement anticipé (%)	0 %	5 %	0 %	13 %
- Taux de change	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité implicites (%)	3 %	6 %	18 %	20 %
- Crédits	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)	3	5	149	623
	Prix basés sur le cours	Prix (%)	0 %	0 %	100 %	100 %
- Capitaux propres	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%)	12 %	0 %	75 %	77 %
		Corrélation actions/actions	0,2	0,5	1,0	0,9
		Corrélation actions/Devises	-0,5	-0,5	1,0	0,1
		Dividendes (%)	0 %	1 %	14 %	14 %
	Prix basés sur le cours	Prix (%)	0 %	Ne s'applique pas	21 %	Ne s'applique pas
- Autres	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des matières premières (%)	11 %	0 %	94 %	63 %
A la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global						
- Prêts et avances	Techniques d'évaluation actuelles	Taux de remboursement anticipé (%)	Ne s'applique pas	6 %	Ne s'applique pas	6 %
	Prix basés sur le cours	Prix (%)	85 %	67 %	96 %	99 %
- Capitaux propres	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)	5,2	6,7	5,2	6,7
	Taux d'intérêt (%)	Prix (%)	4 %	4 %	4 %	4 %
	Prix basés sur le cours	Prix (%)	122 %	Ne s'applique pas	122 %	Ne s'applique pas
	Prix basés sur le cours	Autres (euros)	Ne s'applique pas	70	Ne s'applique pas	90
Total						

Prix

Lorsque les cours du marché ne sont pas disponibles pour certains titres, la juste valeur est évaluée par comparaison à des données observables relatives à des instruments similaires. Les cotations de 0 % sont décotées au point qu'aucune reprise n'est attendue, alors que des cotations nettement supérieures à 100 % ou au pair sont réputées générer un rendement supérieur aux cours en vigueur sur le marché.

Spreads de crédit

Le spread de crédit désigne la prime de risque, supérieure à un taux d'intérêt de référence requis du participant au marché pour accepter une qualité de crédit inférieure. Des spreads de crédit plus élevés sont le signe d'une qualité de crédit inférieure et d'une dépréciation d'un actif.

Volatilité

La volatilité mesure la variation du cours d'un instrument financier ou tout autre paramètre d'évaluation au fil du temps. La volatilité est l'un des paramètres clés des modèles basés sur les coûts des options. En règle générale, plus la volatilité est élevée, plus la valeur de l'option est élevée. La volatilité varie en fonction de l'instrument sous-jacent (titres, matières premières, devises et taux d'intérêt), en fonction du prix d'exercice et de la maturité de l'option. Le niveau de volatilité minimum atteint 0 % et il n'y a pas de plafond théorique.

Corrélation

La corrélation est une mesure de dépendance entre deux références sous-jacentes qui est pertinente pour valoriser les dérivés et autres instruments qui disposent de plus d'une référence sous-jacente. Une corrélation fortement positive (proche de 1) est le reflet d'un rapport positif fort (statistique) entre les sous-jacents, qui suppose que, toutes choses égales par ailleurs, ils évoluent généralement dans la même direction. Il en va de même pour une corrélation négative élevée.

Taux d'intérêt

Un taux d'intérêt se définit comme le montant des intérêts dus sur une période et proportionnels au montant prêté, déposé ou emprunté.

Spread actualisé

Le spread actualisé est un paramètre clé pour l'évaluation des swaps de remboursement anticipé de crédits hypothécaires. Le spread actualisé est le spread futur auquel les prêts hypothécaires seront réévalués aux dates de refixation des taux d'intérêt.

Dividendes

Les dividendes sont un paramètre important dans les modèles d'évaluation des options sur panier d'actions qui montrent le montant des dividendes qu'une société doit verser chaque année en fonction du prix de ses actions. Les dividendes sont généralement exprimés sous forme d'un pourcentage annualisé du prix des actions.

Taux de remboursement anticipé

Le Taux de remboursement anticipé est un paramètre clé pour l'évaluation des hypothèques et des prêts. Le taux de remboursement anticipé est le taux auquel on estime que les emprunteurs hypothécaires rembourseront par anticipation leurs prêts hypothécaires, c.-à-d. 5 % par an. Le taux de remboursement anticipé et le spread actualisé sont des intrants clés pour l'évaluation des swaps de remboursement anticipé de crédits hypothécaires.

Niveau 3 : Variations durant la période

Variation des actifs financiers de niveau 3 (En millions d'euros.)	Actifs détenus à des fins de transaction		Dérivés non détenus à des fins de transaction		Actifs financiers obligatoirement comptabilisés en FVPL	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	873	822	421	1	1 849	1 862
Gain/perte réalisé comptabilisé au compte de résultat pendant la période (1)	235	53	-142	52	-33	-57
Réévaluation inscrite dans Autres éléments du résultat global durant la période (2)						
Acquisition d'actifs	1 246	694	76	15	2 208	1 586
Cession d'actifs	-889	-49	-55	-4	-1 109	-669
Échéance/règlement	-1 005	-511	-15	-2	-576	-617
Reclassements					723	-18
Transferts vers le niveau 3	879	288		474	981	605
Transferts hors du niveau 3	-459	-442		-115	-534	-856
Écarts de change	-31	18			-9	14
Changements de composition du groupe et autres changements						
Solde de clôture	848	873	286	421	3 499	1 849

(1) Les gains/pertes nets ont été pris en compte dans le poste 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation' du compte de résultat. Le total des montants comprend 316 millions d'euros de gains et pertes latents inscrits au compte de résultat (contre -171 millions d'euros en 2022).

(2) Les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sont inscrites dans le poste 'Variation nette de la juste valeur des titres de créance comptabilisés par le biais des autres éléments du résultat global'.

Variation des actifs financiers de niveau 3 (En millions d'euros.)	Actifs financiers comptabilisés en FVPL		Actifs financiers comptabilisés en FVOCI		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	3 492	2 480	891	1 063	7 526	6 228
Gain/perte réalisé comptabilisé au compte de résultat pendant la période (1)	-383	122		8	-322	178
Réévaluation inscrite dans Autres éléments du résultat global durant la période (2)			-6	-84	-6	-84
Acquisition d'actifs	873	772	331	221	4 735	3 288
Cession d'actifs	-138	-191	-243	-275	-2 433	-1 187
Échéance/règlement	-292		-22	-59	-1 910	-1 188
Reclassements			5	10	728	-8
Transferts vers le niveau 3	1	322		-43	1 860	1 646
Transferts hors du niveau 3					-994	-1 414

Écarts de change	-9	-12	-10	49	-59	68
Changements de composition du groupe et autres changements	2		-8		-6	
Solde de clôture	3 547	3 492	938	891	9 118	7 526

(1) Les gains/pertes nets ont été pris en compte dans le poste 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation' du compte de résultat. Le total des montants comprend 316 millions d'euros de gains et pertes latents inscrits au compte de résultat (contre -171 millions d'euros en 2022).

(2) Les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sont inscrites dans le poste 'Variation nette de la juste valeur des titres de créance comptabilisés par le biais des autres éléments du résultat global'.

En 2023, des transferts vers et depuis le niveau 3 des actifs financiers désignés obligatoirement à leur juste valeur concernent principalement des opérations de prise en pension de titres (à long terme) dont l'évaluation est significativement impactée par des paramètres non observables ou n'a plus été significativement impactée par ces paramètres, respectivement.

En 2023, le transfert vers les actifs détenus à des fins de transaction de niveau 3 est principalement dû aux titres de créances qui font partie d'une structure transférée au niveau 3 en raison de l'illiquidité du marché qui a réduit l'observabilité d'un intrant. En 2022, les transferts vers le niveau 3 concernent principalement des dérivés (non) détenus à des fins de transaction qui ont été transférés au niveau 3 en raison de l'impact significatif de l'évaluation sur les paramètres non observables. En outre, il s'agit de titres de créance dont l'évaluation est influencée de manière significative par des paramètres non observables. Suite à l'adoption de l'IFRS 17 le 1^{er} janvier 2023, un portefeuille de prêts assortis d'une exonération en cas de décès a été reclassé des actifs financiers évalués au coût amorti vers les actifs financiers obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, comme indiqué dans les reclassements. Pour plus d'informations sur les méthodes comptables, se référer à la Note 1 'Principes de préparation et informations sur les principales méthodes comptables'.

En 2022, suite à l'amélioration de l'évaluation du caractère d'importance, les transferts vers et depuis le niveau 3 des actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur concernent principalement un portefeuille de prêts titrisés. En outre, les transferts depuis le niveau 3 concernent deux opérations syndiquées liées à des paramètres non observables non significatifs. En 2022, les transferts vers le niveau 3 des actifs financiers désignés à la juste valeur concernent des obligations d'État dont l'évaluation a été fortement influencée par des paramètres non observables.

Variations des passifs financiers de niveau 3 (En millions d'euros.)	Passifs détenus à des fins de transaction		Dérivés non détenus à des fins de transaction		Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	229	160	449	35	54	135	732	330
Gain/perte réalisé comptabilisé au compte de résultat pendant la période ¹	224	131	-151	59	-2	-10	72	179
Dotations aux provisions	53	124	72	16	18	13	142	153
Rachats	-102	-38	-53	0	-2	-13	-156	-51
Échéance/règlement	-13	-282	-16	-7	-1	-71	-30	-360
Transferts vers le niveau 3	40	254	0	368	32	88	72	710
Transferts hors du niveau 3	-49	-117	0	-21	-54	-88	-102	-226
Écarts de change	0	-3	0	0	0	0	0	-3
Solde de clôture	382	229	301	449	47	54	729	732

(1) Les gains/pertes nets ont été pris en compte dans le poste 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation' du compte de résultat. Le prix d'acquisition se montait à 72 millions d'euros (contre 179 millions d'euros en 2022) de gains et pertes latents inscrits au compte de résultat.

En 2023, les transferts de passifs financiers vers ou depuis le niveau 3 étaient principalement constitués d'obligations structurées, évaluées à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les obligations structurées sont transférées depuis le niveau 3, car l'évaluation n'était plus significativement impactée par des données non observables.

En 2022, les transferts vers le niveau 3 concernent principalement des dérivés non détenus à des fins de transaction qui ont été transférés au niveau 3 en raison de l'impact significatif de l'évaluation sur les paramètres non observables.

g) Comptabilisation des gains et pertes latents au niveau 3

Les montants inscrits au compte de résultat relatifs aux gains et pertes latents enregistrés durant l'exercice qui concernent les actifs et passifs de niveau 3, sont inclus dans le poste 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation' du compte de résultat.

h) Niveau 3 : Analyse de sensibilité des paramètres non observables

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est déterminée à l'aide de paramètres non observables qui ont un impact plus qu'insignifiant sur la juste valeur des instruments, la valeur effective desdits paramètres à la date de clôture du bilan peut être déduite d'une série d'alternatives raisonnablement possibles. Conformément aux pratiques du marché, les limites supérieure et inférieure de la fourchette des autres paramètres envisageables reflètent un certain niveau de certitude d'évaluation. Les niveaux réels choisis pour les paramètres non observables lors de la préparation des états financiers sont conformes à la méthodologie d'évaluation utilisée pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur.

En pratique, l'incertitude d'évaluation est mesurée et gérée par exposition aux paramètres d'évaluation individuels (à savoir les facteurs de risques) au niveau du portefeuille pour différentes catégories de produits. Lorsque les données portent sur des paramètres individuels de niveau 3, les ajustements de valorisation effectifs peuvent aussi être le reflet d'avantages tirés des compensations de portefeuille.

De plus, ces informations ne cherchent pas à indiquer ou prédire les futures variations des justes valeurs. Les nombres pris séparément donnent des informations limitées ; en effet, dans la plupart des cas, ces actifs et passifs de niveau 3 devraient être considérés conjointement avec d'autres instruments (tels qu'une couverture) qui sont classés au niveau 2. Dans le tableau ci-dessous, l'incertitude d'évaluation est ventilée par classe de risque plutôt que par produit. L'impact qu'un changement des paramètres non observables peut potentiellement avoir en matière de juste valeur des instruments financiers, lorsque les paramètres non observables sont importants pour l'évaluation, est le suivant :

Analyse de sensibilité des instruments de niveau 3 (En millions d'euros.)	Variations positives de la juste valeur liées à l'utilisation de solutions alternatives raisonnablement envisageables		Variations négatives de la juste valeur liées à l'utilisation de solutions alternatives raisonnablement envisageables	
	2023	2022	2023	2022
Capitaux propres (dérivés d'actions, obligations structurées)	18	12	-9	-6
Taux d'intérêt (dérivés de taux, dérivés de change)	3	22	0	-14
Crédits (titres de créance, prêts, obligations structurées, dérivés de crédit)	45	32	-54	-28
Prêts et avances	3		-17	-32
	69	65	-80	-80

i) Instruments financiers non évalués à leur juste valeur

Le tableau suivant présente les justes valeurs estimées des instruments financiers qui ne sont pas évalués à leur juste valeur dans le bilan.

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés au coût amorti) (En millions d'euros.)	Valeur comptable		Valeur comptable enregistrée à sa juste valeur (1)		Niveau 1	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Actifs financiers						
Prêts et avances aux banques	16 708	35 103	2 721	2 858		
Prêts et avances aux clients	642 453	635 557	15 686	19 101		
Titres au coût amorti	48 313	48 160			40 041	39 787
	707 474	718 820	18 407	21 959	40 041	39 788
Passifs financiers						
Montants dus aux banques	23 257	56 632	3 764	3 696		
Dépôts clients	702 217	686 341	556 766	590 321		
Titres de créance en cours d'émission	84 423	58 075			25 898	20 308
Emprunts subordonnés	15 404	15 789				
	825 300	816 838	560 530	594 016	25 898	20 308

(1) Conformément aux normes IFRS et dans le cadre de ce rapport, la valeur comptable des instruments financiers ayant des caractéristiques de dépôt à vue est enregistrée à sa juste valeur.

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés au coût amorti) (En millions d'euros.)	Niveau 2		Niveau 3		Total Juste valeur	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Actifs financiers						
Prêts et avances aux banques	11 430	29 459	2 511	2 786	16 662	35 103
Prêts et avances aux clients	14 602	15 264	593 098	575 805	623 386	610 170
Titres au coût amorti	4 277	3 160	1 693	1 406	46 010	44 353
	30 308	47 883	597 302	579 996	686 058	689 626
Passifs financiers						
Montants dus aux banques	15 066	48 524	3 968	3 954	22 799	56 174
Dépôts clients	103 955	80 305	41 250	15 511	701 971	686 136
Titres de créance en cours d'émission	38 301	20 501	20 225	17 577	84 424	58 385
Emprunts subordonnés	15 361	15 548			15 361	15 548
	172 684	164 878	65 443	37 041	824 555	816 243

(1) Conformément aux normes IFRS et dans le cadre de ce rapport, la valeur comptable des instruments financiers ayant des caractéristiques de dépôt à vue est enregistrée à sa juste valeur.

Le regroupement des justes valeurs présenté ci-dessus ne représente pas la valeur sous-jacente d'ING Bank et ne doit pas être interprété comme la représentant. Ces justes valeurs ont uniquement été calculées à des fins d'information. La valeur comptable des instruments financiers présentée dans le tableau ci-dessus inclut, le cas échéant, l'ajustement de la couverture de juste valeur, ce qui explique pourquoi (dans ces cas) la valeur comptable se rapproche de la juste valeur.

Prêts et avances aux banques

En ce qui concerne les créances à court terme dues par les banques, les valeurs comptables représentent une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur des créances à long terme dues par les banques est estimée par actualisation des cash flows futurs escomptés en utilisant un taux d'actualisation basé sur des taux d'intérêt spécifiques disponibles sur le marché et des spreads appropriés qui reflètent le risque de crédit actuel ou les obligations cotées.

Prêts et avances aux clients

S'agissant des prêts à court terme, les valeurs comptables reflètent une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur des prêts à long terme est estimée par actualisation des cash flows futurs escomptés en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le risque de crédit actuel, les taux d'intérêt actuels et d'autres conditions économiques actuelles, le cas échéant. La juste valeur des prêts hypothécaires est estimée en tenant compte du comportement des clients en termes de remboursement par anticipation. Les prêts à caractéristiques similaires sont regroupés à des fins de calculs.

Titres au coût amorti

La juste valeur des titres de créance se base généralement sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Les cours du marché sont obtenus auprès d'une société de bourse, d'un cambiste, d'un courtier, d'une société de la profession, d'un service de cotation ou d'une autorité de réglementation. Les cours provenant de sources non boursières sont évaluées afin de déterminer s'il s'agit de prix négociables. Si les cours d'un marché actif ne sont pas disponibles, la juste valeur est basée sur l'analyse des paramètres du marché disponibles, qui comprennent des prix consensuels obtenus auprès d'un ou des plusieurs services de cotation. En outre, les justes valeurs sont déterminées à l'aide de techniques d'évaluation qui actualisent les flux de trésorerie futurs attendus en s'appuyant sur des courbes de taux d'intérêt du marché, des écarts de crédit de référence, les échéances des placements et les taux de paiement anticipé estimés, le cas échéant.

Montants dus aux banques

En ce qui concerne les montants dus aux banques à court terme, les valeurs comptables représentent une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur des montants dus aux banques à long terme est estimée par actualisation des cash flows futurs escomptés en utilisant un taux d'actualisation basé sur des taux d'intérêt disponibles sur le marché et des spreads appropriés qui reflètent le propre risque de crédit d'ING.

Dépôts clients

Compte tenu du contexte actuel des taux d'intérêt, la valeur intrinsèque de nos dépôts à vue est importante, ce qui constitue une couverture naturelle contre l'impact de la hausse des taux sur les actifs financiers. Toutefois, pour les besoins de ce rapport et conformément aux normes IFRS, les valeurs comptables ayant des caractéristiques de dépôt à vue sont enregistrées à leur juste valeur.

La juste valeur des dépôts à échéance contractuelle fixe a été estimée par actualisation des cash flows futurs en utilisant des taux d'intérêt actuellement applicables aux dépôts à échéances similaires.

Titres de créance en cours d'émission

La juste valeur des titres de créance en cours d'émission est généralement basée sur les cours du marché ou, s'ils ne sont pas disponibles, elle est estimée par actualisation des cash flows futurs attendus à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et des écarts de crédit applicables au rendement, à la qualité du crédit et à l'échéance.

Emprunts subordonnés

La juste valeur des emprunts subordonnés cotés se basent sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne le sont pas, la juste valeur des emprunts subordonnés est estimée par actualisation des cash flows basée sur des taux d'intérêt et spreads de crédit s'appliquant à des instruments similaires.

33. – Dérivés et comptabilité de couverture

Utilisation des dérivés

ING se sert de dérivés à des fins de couverture économique pour gérer ses portefeuilles d'actifs et de passifs et ses positions de risque structurel. Les activités de couverture d'ING visent principalement à gérer les risques résultant de déséquilibres structurels en termes de durée et d'autres profils de ses actifs et passifs. L'objectif de la couverture économique est de prendre des positions selon un profil de risque opposé à une exposition identifiée au risque, dans le but de réduire cette exposition. Les principaux risques couverts sont le risque de taux d'intérêt et le risque de taux de change. Ces risques sont surtout couverts par des swaps de taux d'intérêt, des swaps sur devises croisés et des contrats à terme/swaps de change.

ING utilise des dérivés de crédit pour gérer son exposition économique au risque de crédit (tels que des swaps sur rendement total et des swaps sur défaut de crédit), pour vendre ou acquérir une protection pour ses expositions au risque de crédit dans les portefeuilles de prêts, de titres et de négoce. La comptabilité de couverture n'est pas appliquée à ces dérivés de crédit.

Comptabilité de couverture

Les dérivés qui sont qualifiés de couverture en vertu des IFRS sont classés et comptabilisés en fonction de la nature de l'instrument couvert et du type de modèle de couverture IFRS applicable. Les trois modèles applicables en vertu des IFRS sont : la comptabilité de couverture à la juste valeur, la comptabilité de couverture des flux de trésorerie et la comptabilité de couverture des investissements nets dans une opération à l'étranger. Les modalités et la portée d'application de ces modèles sont décrites dans les chapitres correspondants ci-après. Les principes comptables détaillés de la société pour ces trois modèles de couverture sont présentés dans le paragraphe 1.5 'Instruments financiers' de la Note 1 'Principes de préparation et informations sur les principales méthodes comptables'.

Transition IBOR

Se référer à la Note 'Gestion du risque/Transition IBOR' pour plus d'informations sur la manière dont ING gère la transition vers des indices de référence alternatifs et progresse dans la finalisation de la transition en ce qui concerne les dérivés dans les relations de couverture.

TLTRO

En 2022, ING a couvert le risque de taux d'intérêt lié au financement TLTRO-III au moyen de dérivés et en le comptabilisant en tant que relation de couverture de juste valeur. Au 4^{ème} trimestre 2022, la BCE a recalibré les conditions des TLTRO III, ce qui a entraîné l'abandon de la relation de couverture. L'ajustement de la couverture de la juste valeur a été amorti au compte de résultat sur la période d'intérêt révisée (c'est-à-dire jusqu'à la date à laquelle la modification des conditions des TLTRO-III est devenue effective). L'impact de cette opération a été comptabilisé dans les intérêts nets créditeurs. Se référer à la Note 20 'Intérêts nets créditeurs' pour de plus amples informations.

Comptabilité de couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur d'ING consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt utilisés pour se protéger contre les variations de juste valeur d'instruments à taux fixe dues aux fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. L'approche d'ING en matière de gestion du risque de marché, y compris le risque de taux d'intérêt, est décrite dans 'Gestion du risque - Risque de marché'. L'exposition d'ING au risque de taux d'intérêt est présentée dans le paragraphe 'Risque de taux d'intérêt dans les portefeuilles bancaires'.

ING Bank désigne les composantes du risque spécifiques non contractuelles pour les éléments couverts. Cela se fait généralement en désignant des taux d'intérêt de référence tels que l'EURIBOR, SOFR, SONIA ou TONAR, entre autres, car la juste valeur des instruments à taux fixe varie directement en fonction des variations de leur taux d'intérêt de référence. En utilisant des instruments financiers dérivés pour couvrir les expositions aux fluctuations des taux d'intérêt, ING s'expose aussi elle-même au risque de crédit de la contrepartie aux dérivés, qui n'est pas compensé par l'élément couvert. ING réduit le risque de crédit de la contrepartie aux instruments dérivés en compensant la plupart des dérivés par l'intermédiaire des Contreparties centrales de compensation. De plus, ING ne conclut des transactions qu'avec des contreparties de premier rang et exige la constitution de garanties.

ING applique une comptabilité de micro-couverture de juste valeur, selon laquelle un élément couvert est couvert par un ou plusieurs instruments de couverture, et de macro-couverture de juste valeur, selon laquelle un portefeuille d'éléments est couvert par plusieurs instruments de couverture. Pour ces macro-couvertures du risque de taux d'intérêt, ING applique la macro-couverture dite 'carve-out' autorisée par l'UE. La macro-couverture ou 'carve-out' de l'UE implique qu'un groupe de produits dérivés (ou une partie de ces produits) soit examiné dans leur ensemble et soit qualifié conjointement d'instruments de couverture et élimine certaines restrictions de la comptabilité de couverture à la juste valeur concernant notamment les dépôts de base (core deposits) et les stratégies de couverture faible. Dans les opérations de banque de détail, l'exposition aux financements de détail (comptes d'épargne et comptes courants) et aux prêts aux particuliers (hypothèques) est initialement compensée. L'exposition restante est couverte par un portefeuille 'carve-out', dans lequel une part du portefeuille de prêts au détail et de dépôts de base est désignée comme un élément couvert à des fins de comptabilité de couverture.

Pour les couvertures de portefeuille, la juste valeur est projetée en fonction des modalités contractuelles et d'autres variables, dont les remboursements anticipés attendus. Ces projections de la juste valeur des portefeuilles servent de fondement à la détermination du montant notionnel soumis au risque de taux d'intérêt qui est désigné en vertu de la comptabilité de couverture de juste valeur.

La comptabilité de micro-couverture de juste valeur est principalement appliquée aux titres de créance émis et aux titres de créance achetés à des fins de couverture du risque de taux d'intérêt.

Avant d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur, ING détermine s'il existe une relation économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture, en se basant sur une évaluation des caractéristiques quantitatives de ces éléments et du risque couvert qui s'appuie sur une analyse quantitative. Lors de l'évaluation de l'existence d'une relation économique, ING examine si les conditions critiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture sont étroitement liées. ING détermine si la juste valeur de l'élément couvert et l'instrument de couverture répondent de façon similaire à des risques similaires. De plus, ING s'appuie principalement sur des analyses de régression pour déterminer si l'instrument de couverture devrait être ou a été très efficace pour compenser les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Pour la macro-couverture du portefeuille de prêts, ING applique une stratégie de couverture dynamique. Cela signifie que la relation de couverture est renouvelée mensuellement, sur la base de nouvelle projection du portefeuille. Du point de vue opérationnel, la relation de couverture existante est ajustée sur la base de la nouvelle projection du portefeuille et des instruments de couverture supplémentaires sont ajoutés à la relation de couverture.

Dans une relation de comptabilité de couverture de juste valeur, ING utilise les instruments financiers dérivés suivants :

Valeur comptable brute des dérivés désignés dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur (En millions d'euros.)	Actif	Passif	Actif	Passif
	2023	2023	2022	2022
Au 31 décembre				
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt				
- Swaps de taux d'intérêt	32 612	27 350	40 346	32 482
- Autres dérivés de taux d'intérêt	284	34	395	39

Les dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de juste valeur sont inscrits dans le poste du bilan 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 716 millions d'euros (contre 836 millions d'euros en 2022) et 'Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 113 millions d'euros (contre 244 millions d'euros en 2022). La différence entre la valeur comptable brute telle que présentée dans le tableau et la valeur comptable nette telle qu'inscrite au bilan est due à la compensation par d'autres dérivés et garanties payés ou reçus.

Pour nos principales devises, le taux fixe moyen des swaps de taux d'intérêt utilisés dans la comptabilité de couverture de juste valeur est de 1,32 % (0,54 % en 2022) pour l'euro et de 3,93 % (3,86 % en 2022) pour le dollar américain.

Le tableau ci-après présente le montant notionnel net des dérivés désignés comme couverture de juste valeur, ventilé en fonction de l'échéance des instruments. Dans le tableau, les montants notionnels nets constituent une combinaison entre swaps de payeur (-) et swaps de récepteur (+).

Échéance des dérivés désignés comme couverture de juste valeur (En millions d'euros.)	Moins d'1 an	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Au 31 décembre 2023									
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt									
- Swaps de taux d'intérêt	-670	253	8381	4156	3 193	-800	7 559	-58 679	-36 609
- Autres dérivés de taux d'intérêt		25	190	116	302	250	-144	974	1 712
Au 31 décembre 2022									
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt									
- Swaps de taux d'intérêt	-15	-3 184	-1 343	-677	6 864	5 396	8 204	-29 530	-14 284
- Autres dérivés de taux d'intérêt	-10	-55	-190	180	61	349	147	933	1 416

Les gains et pertes sur dérivés dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur sont inscrits au compte de résultat. La partie efficace de la variation de juste valeur de l'élément couvert est également passée au compte de résultat dans 'Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation'. Par conséquent, seule la partie inefficace nette impacte le résultat net.

Éléments couverts inclus dans des relations de couverture de juste valeur (En millions d'euros.)	Valeur comptable de l'élément couvert		Montant cumulé de l'ajustement de couverture de juste valeur sur l'élément couvert inclus dans la valeur comptable de l'élément couvert		Variation de la juste valeur de l'élément couvert pour déterminer l'inefficacité durant l'exercice	Variation des instruments de couverture de couverture à la juste valeur durant l'exercice	Inefficacité de la couverture inscrite au compte de résultat, gain (+) / perte (-)
	Actif	Passif	Actif	Passif			
Au 31 décembre 2023							
Risque de taux d'intérêt							
- Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	31 224		Ne s'applique pas		1 224		

- Prêts comptabilisés en FVOCI	5		Ne s'applique pas		1		
- prêts et avances aux clients	78 787		-7 104		4 705		
- Titres de créance au coût amorti	8 272		-205		234		
- Titres de créance en cours d'émission		32 432		-1 511	-1 279		
- Emprunts subordonnés		14 646		-834	-473		
- Montants dus aux banques							
- Dépôts clients et autres fonds en dépôt		39 377		-1 889	-1 451		
- Couvertures abandonnées			2 285	3			
Total	118 287	86 455	-5 024	-4 230	2 962	-3 028	-66
Au 31 décembre 2022							
Risque de taux d'intérêt							
- Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	19 816		Ne s'applique pas		-2 798		
- Prêts comptabilisés en FVOCI	35		Ne s'applique pas		-4		
- prêts et avances aux clients	58 673		-12 112		-11 466		
- Titres de créance au coût amorti	4 098		-448		-678		
- Titres de créance en cours d'émission		26 040		-2 815	3 746		
- Emprunts subordonnés		15 767		-1 344	1 470		
- Montants dus aux banques					483		
- Dépôts clients et autres fonds en dépôt		36 843		-3 373	4 099		
- Couvertures abandonnées			2 966	34			
Total	82 623	78 650	-9 594	-7 497	-5 150	5 265	115

Au cours de l'exercice 2023, les variations des taux d'intérêt ont eu un impact significatif sur les variations de la juste valeur des dérivés et des éléments couverts comptabilisés comme couvertures de juste valeur. Cependant, aucune relation de couverture significative n'a été abandonnée à la suite des mouvements des taux d'intérêt en 2023. Se référer à la note 22 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation'.

De plus, l'augmentation des éléments couverts s'explique par l'accroissement des volumes de prêts et avances et des titres de créance désignés dans le cadre de la comptabilité de couverture. Les couvertures abandonnées concernent principalement des transferts de produits dérivés des chambres de compensation basées au Royaume-Uni vers les chambres de compensation basées dans l'UE suite au Brexit de 2020.

Les principales causes d'inefficacité sont les suivantes :

- des différences au niveau des échéances du ou des éléments couverts et du ou des instruments de couverture ;
- différentes courbes de taux d'intérêt appliquées pour actualiser le ou les éléments couverts et le ou les instruments de couverture
- différences au niveau des échéanciers des flux de trésorerie du ou des éléments couverts et du ou des instruments de couverture.

De plus, s'agissant des (macro)couvertures de juste valeur du portefeuille de prêts hypothécaires à taux fixe d'ING, l'inefficacité s'explique aussi par la disparité entre les paiements anticipés escomptés et réels (risque de remboursement anticipé).

Aucune autre source d'inefficacité n'a été constatée dans ces relations de couverture.

Comptabilité de couverture de flux de trésorerie

ING applique une comptabilité de macro-couverture et de micro-couverture de flux de trésorerie. Les couvertures de flux de trésorerie d'ING sont principalement constituées de swaps de taux d'intérêt et de swaps sur devises croisées qui sont utilisés pour couvrir la banque contre l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie provenant des actifs et passifs non détenus à des fins de transaction qui sont productifs d'intérêts à taux variables ou qui doivent être amortis ou réinvestis à l'avenir. Pour chaque portefeuille d'actifs et passifs financiers, des projections sont réalisées pour les montants et le calendrier des flux de trésorerie futurs (représentant à la fois les flux du principal et les flux d'intérêts) en se basant sur les termes du contrat et d'autres variables tels que les estimations des remboursements anticipés. Ces flux de trésorerie prévus servent de fondement à la détermination du montant notionnel sujet au risque de taux d'intérêt ou au risque de taux de change qui est désigné en vertu de la comptabilité de couverture de flux.

L'approche d'ING en matière de gestion du risque de marché, y compris le risque de taux d'intérêt et le risque de taux de change, est décrite dans 'Gestion du risque - Risque crédit et risque de marché'. ING détermine le montant des expositions s'appliquant à la comptabilité de couverture en évaluant l'impact potentiel des variations de taux d'intérêt et des taux de change sur les flux de trésorerie futurs liés à ses actifs et passifs à taux variable. Cette évaluation est réalisée à l'aide de techniques analytiques.

Comme précisé ci-dessus pour les couvertures de juste valeur, en utilisant des instruments financiers dérivés pour couvrir les expositions aux variations des taux d'intérêt et des taux de change, ING s'expose aussi elle-même au risque de crédit de la contrepartie aux dérivés, qui n'est pas compensé par les éléments couverts. Cette exposition est gérée de manière similaire à celle des couvertures de juste valeur.

Les gains et pertes réalisés sur les parties efficaces de dérivés désignés sous la comptabilité de couverture de flux sont enregistrés dans Autres éléments du résultat global. Les flux d'intérêt sur ces dérivés sont passés au compte de résultat dans le poste 'Intérêts nets créditeurs' en tenant compte à cet égard de la façon dont les flux de trésorerie prévisionnels affectent le bénéfice net. Les gains et pertes sur les parties inefficaces de tels dérivés sont immédiatement inscrits au compte de résultat dans 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation'.

ING détermine s'il existe une relation économique entre les flux de trésorerie de l'élément couvert et l'instrument de couverture, en se basant sur une évaluation des caractéristiques quantitatives de ces éléments et du risque couvert qui s'appuie sur une analyse quantitative. Lors de l'évaluation de l'existence d'une relation économique, ING examine si les conditions critiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture sont étroitement liées. ING détermine si les flux de trésorerie de l'élément couvert et l'instrument de couverture réagissent de façon similaire au risque couvert, comme le taux d'intérêt de référence des devises étrangères. De plus, une analyse de régression est réalisée pour déterminer si l'instrument de couverture devrait être ou a été très efficace pour compenser les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Dans une relation de comptabilité de couverture de flux, ING utilise les instruments financiers dérivés suivants :

Valeur comptable brute des dérivés utilisés dans le cadre de la comptabilité de couverture de flux. (En millions d'euros.)	Actif	Passif	Actif	Passif
	2023	2023	2022	2022
Au 31 décembre				
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt				
- Swaps de taux d'intérêt	11 839	14 051	10 038	14 836
Instrument de couverture du risque de change				
- Swaps de devises croisés	324	39		
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt et du risque de change combinés				
- Swaps de taux d'intérêt entre devises	57		428	168

Les dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de flux sont inscrits dans le poste du bilan 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 440 millions d'euros (contre 814 millions d'euros en 2022) et 'Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 458 millions d'euros (contre 1 275 millions d'euros en 2022). La différence entre la valeur comptable brute telle que présentée dans le tableau et la valeur comptable nette telle qu'inscrite au bilan est due à la compensation par d'autres dérivés et garanties payés ou reçus.

Pour nos principales devises, le taux fixe moyen des swaps de taux d'intérêt utilisés dans la comptabilité de couverture de flux est de 1,26 % (contre 0,51 % en 2022) pour l'euro, de 4,09 % (contre 3,27 % en 2022) pour le zloty polonais, de 4,33 % (contre 1,96 % en 2022) pour le dollar américain et de 2,80 % (contre 1,28 % en 2022) pour le dollar australien. Les taux de change moyens des swaps de devises croisés, utilisés dans la comptabilité de couverture de flux, se montent à 0,98 pour l'euro/dollar américain (0,99 en 2022) et à 1,58 (1,58 en 2022) pour l'euro/dollar australien.

Le tableau ci-après présente le montant notionnel net des dérivés désignés comme couverture de flux, ventilé en fonction de l'échéance des instruments. Dans le tableau, les montants notionnels nets constituent une combinaison entre swaps de payeur (-) et swaps de récepteur (+).

Échéance des dérivés désignés comme couverture de flux (En millions d'euros.)	Moins d'1 an	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Au 31 décembre 2023									
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt									
- Swaps de taux d'intérêt	-214	184	-8 557	-18 551	-6 636	-7 246	-4 896	-3 384	-49 300
Instrument de couverture du risque de change									
- Swaps de devises croisés		249	1 029	-932	503	-683	167	-693	-362
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt et du risque de change combinés									
- Swaps de taux d'intérêt entre devises				-24	-1 232	-1 479			-2 736
Au 31 décembre 2022									
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt									
- Swaps de taux d'intérêt	-562	-935	-6 730	-12 464	-8 926	-8 115	-3 620	-8 947	-50 300
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt et du risque de change combinés									
Swaps de taux d'intérêt entre devises		-834	-1 535	-721	-2 140	-52	7	-48	-5 323

Le tableau suivant présente l'incidence de la comptabilité de couverture de flux de trésorerie sur le compte de résultat et sur les autres éléments du résultat global :

Couverture de flux de trésorerie - Impact des instruments de couverture sur le compte de résultat et sur les autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	Variation de valeur de l'élément couvert utilisée pour calculer l'inefficacité de la couverture sur la période	Valeur comptable de la réserve de couverture de flux de trésorerie à la fin de la période de reporting (1)1	Montant reclassé depuis la réserve de couverture de flux de trésorerie vers le compte de résultat (2)	On ne s'attend plus à aucun flux de trésorerie.	Variation de valeur de l'instrument de couverture comptabilisé dans les autres éléments du résultat global pour l'exercice	Inefficacité de la couverture inscrite au compte de résultat, gain (+) / perte (-)
Au 31 décembre 2023						
Risque de taux d'intérêt sur :						
- les prêts à taux variable	-2 694	-3 545	590			
- les emprunts à taux variable	933	151	-497			
- Autres						
- Couvertures abandonnées		194	-150			
Total risque de taux d'intérêt	-1 760	-3 200	-57		1 654	58
Risque de change sur :						
- les prêts à taux variable	27	-42	-185			
- les emprunts à taux variable	-25	1	-33			
- Autres		7	-5			
- Couvertures abandonnées		-35	-223		200	-12
Risque de change total	2					
Risque combiné de taux d'intérêt et de taux de change sur :						
- les prêts à taux variable	-20	78	-46			
- les emprunts à taux variable			1			
- Autres			-1			
- Couvertures abandonnées						
Total risque combiné de taux d'intérêt et de taux de change	-20	78	-46		68	2
Total couverture de flux de trésorerie	-1 778	-3 157	-325		1 922	48
Au 31 décembre 2022						
Risque de taux d'intérêt sur :						
- les prêts à taux variable	4 817	-5 460	395			
- les emprunts à taux variable	-775	923	-181			
- Autres	-5	-2				
- Couvertures abandonnées		330	-263			
Total risque de taux d'intérêt	4 037	-4 210	-50		-4 279	21
Risque combiné de taux d'intérêt et de taux de change sur :						
- les prêts à taux variable	-47	-16	-269			
- les emprunts à taux variable	-7	-4	14			
- Autres	4	-2	-3			
- Couvertures abandonnées		4	-5			
Total risque combiné de taux d'intérêt et de taux de change	-51	-18	-263		296	-1
Total couverture de flux de trésorerie	3 986	-4 227	-313		-3 982	20
(1) La valeur comptable est le montant brut, hors ajustements d'impôts						
(2) Les montants sont reclassés dans Intérêts nets créditeurs - Intérêts créditeurs et/ou débiteurs sur des dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture).						

L'augmentation de la valeur comptable de la réserve de couverture des flux de trésorerie est due aux variations des taux d'intérêt. Aucune relation de couverture significative n'a été abandonnée à la suite des mouvements des taux d'intérêt en 2023.

Les principales sources d'inefficacité pour les couvertures de flux de trésorerie sont les suivantes :

- différences au niveau des échéanciers des flux de trésorerie du ou des éléments couverts et du ou des instruments de couverture.
- décalages de fréquence de réajustement entre l'élément couvert et l'instrument de couverture.

Le tableau ci-après présente les mouvements de la réserve de couverture de flux de trésorerie :

Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie (En millions d'euros.)	2023	2022
Solde d'ouverture	-3 055	-153
Variations de valeurs comptabilisées dans les éléments du résultat global	1 922	-3 982
Montants recyclés au compte de résultat	-325	-313
Impôts sur le résultat	-381	1 123
Variations des taux de change et autres variations	-103	20
Ajustement des intérêts minoritaires	-116	251
Mouvements sur l'exercice	997	-2 901
Solde de clôture	-2 058	-3 055

Couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger

Un risque de change découle d'un investissement net dans des filiales dont la monnaie fonctionnelle diffère de la monnaie de présentation d'ING. Le risque est lié à la fluctuation des taux de change au comptant entre la monnaie fonctionnelle des filiales et la monnaie de présentation d'ING, ce qui fait varier le montant des investissements nets dans les états financiers consolidés d'ING Bank. Ce risque peut avoir un impact significatif sur les états financiers d'ING. La politique d'ING consiste à couvrir ces risques uniquement lorsqu'un défaut de couverture aurait un impact significatif sur les ratios de capital réglementaires d'ING et de ses filiales.

Les couvertures d'investissements nets d'ING concernent principalement les dérivés (dont les swaps et contrats de change à terme sur devises) et les instruments financiers non dérivés tels que les financements libellés en monnaie étrangère. Lorsque l'instrument de couverture est une dette libellée en devises étrangères, ING évalue l'efficacité en comparant les variations antérieures de la valeur comptable de la dette, qui sont attribuables à une variation du cours au comptant, aux variations antérieures de l'investissement dans une activité à l'étranger, qui sont attribuables à une variation du cours au comptant (la méthode de compensation).

Les gains et pertes réalisés sur les parties efficaces de dérivés désignés sous la comptabilité de couverture des investissements nets sont enregistrés dans les Autres éléments du résultat global. Le solde en capitaux propres est passé au compte de résultat lorsque la filiale étrangère concernée est cédée. Les gains et pertes sur les parties inefficaces sont immédiatement inscrits au compte de résultat dans 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation'.

ING utilise les instruments financiers dérivés suivants pour la couverture d'investissement net :

Valeur comptable brute des dérivés utilisés dans le cadre de la couverture d'investissement net (En millions d'euros.)	Actif 2023	Passif 2023	Actif 2022	Passif 2022
Au 31 décembre				
- Contrats de change à terme et swaps de devises croisés	100	92	119	83

Les dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture des investissements nets sont inscrits dans le poste du bilan 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 100 millions d'euros (contre 119 millions d'euros en 2022) et 'Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 92 millions d'euros (contre 83 millions d'euros en 2022).

Pour les principales devises d'ING, les taux de change moyens utilisés dans la comptabilité de couverture des investissements nets pour 2023 sont de 1,08 euro/dollar américain (1,06 en 2022), 4,54 euro/zloty polonais (4,68 en 2022), 1,63 euro/dollar australien (1,52 en 2022) et 37,65 euro/baht de Thaïlande (36,87 en 2022).

Le tableau ci-après présente le montant notional des dérivés désignés comme couverture d'investissements nets, ventilé en fonction de l'échéance des instruments :

Échéance des dérivés désignés comme couverture d'investissements nets (En millions d'euros.)	Moins d'1 an	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Au 31 décembre 2023									
- Contrats de change à terme et swaps de devises croisés	-6 009	-4 576	-87						-10 672
Au 31 décembre 2022									
- Contrats de change à terme et swaps de devises croisés	-6 164	-2 638	-97						-8 899

L'effet de la couverture d'investissements nets sur le compte de résultat et les autres éléments du résultat global se présente comme suit :

Couverture d'investissements nets - Impact sur le compte de résultat et sur les autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	Variation de valeur de l'élément couvert utilisée pour calculer l'inefficacité de la couverture sur la période	Valeur comptable de la réserve de couverture d'investissements nets à la fin de la période de reporting (1)	Élément couvert affectant le compte de résultat	Variation de valeur de l'instrument de couverture comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Inefficacité de la couverture inscrite au compte de résultat, gain (+) / perte (-)
Au 31 décembre 2023					
Investissement dans des activités à l'étranger	-183	123		183	0
Couvertures abandonnées		263			
Au 31 décembre 2022					
Investissement dans des activités à l'étranger		-33			
Couvertures abandonnées		304	-1		

(1) La valeur comptable est le montant brut, hors ajustements d'impôts

34. – Actifs classés par échéance contractuelle

Les montants présentés dans ces tableaux par échéance contractuelle sont ceux figurant au bilan et constituent des flux de trésorerie actualisés. Se référer à 'Gestion des risques - Risque de financement et de liquidités'.

Actifs classés par échéance contractuelle (En millions d'euros.)	Moins d'1 mois (1)	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
2023							
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	90 214						90 214
Prêts et avances aux banques	11 985	1 021	1 744	1 527	431		16 708
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
- Actifs détenus à des fins de transaction	17 000	7 363	11 448	13 216	11 213		60 240
- Dérivés non détenus à des fins de transaction	138	80	297	613	900		2 028
- désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	32 835	12 040	5 303	3 587	1 040	179	54 983
- désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	550	200	792	2 092	2 141		5 775
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global							
- Titres de participation						1 885	1 885
- Titres de créance	579	232	2 021	13 686	21 763		38 281
- Prêts et avances		3	41	619	287		951
Titres au coût amorti	2 220	1 142	6 667	22 540	15 744		48 313
Prêts et avances aux clients	49 683	21 298	57 516	206 438	307 517		642 453
Autres actifs (2)	5 649	257	1 088	1 147	1 020	4 645	13 805
Total actifs	210 852	43 636	86 917	265 466	362 056	6 709	975 636
2022							
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	87 614						87 614
Prêts et avances aux banques	28 733	1 633	2 331	2 190	216		35 103
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
- Actifs détenus à des fins de transaction	15 520	5 399	9 991	13 062	12 904		56 875
- Dérivés non détenus à des fins de transaction	623	95	592	1 555	1 027		3 893
- désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	29 153	10 504	3 753	2 329	901	203	46 844
- désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	287	158	185	2 497	3 031		6 159
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global							
- Titres de participation						1 887	1 887
- Titres de créance	167	420	2 458	12 587	13 463		29 095
- Prêts et avances	3	1	7	226	407		643
Titres au coût amorti	1 810	1 719	4 566	24 689	15 376		48 160
Prêts et avances aux clients	54 482	23 554	54 056	197 275	306 190		635 557
Autres actifs (2)	7 151	272	1 154	1 436	1 418	4 600	16 031
Total actifs	225 545	43 754	79 093	257 846	354 933	6 690	967 861

(1) Actifs sur demande inclus

(2) Comprend des actifs tels que les actifs d'impôts exigibles et différés, tels que comptabilisés dans le bilan consolidé. En outre, des actifs sont pris en compte dans cette position lorsque les échéances ne sont pas applicables comme les immobilisations corporelles et les investissements dans les sociétés liées et les coentreprises. De par leur nature, les actifs non financiers sont principalement constitués d'actifs réputés être recouvrés après plus de 12 mois.

35. – Passifs et engagements hors bilan par échéance

Les tableaux ci-dessous présentent tous les passifs financiers et engagements hors bilan par échéance, sur la base de cash flows contractuels, non actualisés. Ces engagements sont compris dans l'analyse d'es échéances comme suit :

- Les passifs perpétuels sont inclus dans la colonne 'sans échéance'.
- Les passifs dérivés sont pris en compte selon une base nette, si les flux de trésorerie sont déterminés nets. Pour les autres passifs dérivés, les cash flows bruts contractuels exigibles sont inclus.
- Les intérêts coupon futurs, non actualisés à payer, appliqués sur les passifs financiers sont inscrits dans une ligne distincte et dans la tranche d'échéance appropriée.
- Les passifs non financiers sont également inclus et sont basés sur une ventilation des montants au bilan par échéance prévue.
- Les prêts et autres engagements liés au crédit sont classés selon la date la plus proche à laquelle ils peuvent être utilisés.

Les flux de trésorerie attendus par ING Bank sur certains passifs financiers varient sensiblement des flux de trésorerie contractuels. Les principales différences concernent les dépôts à vue des clients qui devraient rester stables ou augmenter

et les engagements de prêts non comptabilisés qui ne devraient pas tous être utilisés immédiatement. Pour une explication détaillée de la façon dont le risque de liquidité est géré, se référer au paragraphe sur le risque de liquidité dans 'Gestion des risques - Risque de financement et de liquidité'.

Passifs et engagements hors bilan par échéance (En millions d'euros.)	Moins d'1 mois (1)	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Ajustement (2)	Total
2023								
Montants dus aux banques	9 294	7 800	2 074	1 898	2 002		189	23 257
Dépôts clients	584 874	22 092	46 002	32 513	17 308		-572	702 217
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
- autres dettes commerciales	10 981	697	545	1 003	897		-36	14 087
- dérivés détenus à des fins de transaction	2 292	2 243	5 148	10 204	7 110		-3 865	23 132
- Dérivés non détenus à des fins de transaction	505	96	139	1 002	355		-78	2 019
- désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	29 857	12 754	5 442	3 832	3 544	25	-56	55 399
Titres de créance en cours d'émission	3 442	10 233	33 986	22 206	15 820		-1 264	84 423
Emprunts subordonnés					9 104	6 988	-689	15 404
Passifs de location	17	45	175	627	359		-61	1 162
Passifs financiers	641 263	55 959	93 511	73 285	56 500	7 013	-6 432	921 099
Autres dettes (3)	9 696	619	2 269	399	420			13 402
Total passif	650 959	56 579	95 779	73 684	56 919	7 013	-6 432	934 501
Taux d'intérêt sur coupon appliqué sur les passifs financiers	1 057	1 703	6 103	10 178	4 998	404		24 442
Dettes éventuelles relatives aux								
- effets escomptés	2							2
- garanties	27 340			4	550			27 894
- lettres de crédit irrévocables	14 925							14 925
Facilités irrévocables	166 361	12	63	314	60			166 810
	208 628	12,374	62,518	318,133	610,351	0	0	209 631
2022								
Montants dus aux banques	10 053	2 238	33 268	9 878	1 794		-598	56 632
Dépôts clients	605 706	16 294	22 637	24 641	20 304		-3 240	686 341
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
- autres dettes commerciales	5 778	875	304	771	575		-83	8 219
- dérivés détenus à des fins de transaction	2 100	2 319	4 942	9 330	3 609		8 570	30 869
- Dérivés non détenus à des fins de transaction	345	288	216	1 204	470		525	3 048
- désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	31 505	11 472	1 626	3 177	3 699	21	-618	50 883
Titres de créance en cours d'émission	2 049	11 227	18 626	12 857	15 905		-2 587	58 075
Emprunts subordonnés			760		9 936	6 307	-1 214	15 789
Passifs de location	19	43	170	593	377		-28	1 174
Passifs financiers	657 554	44 755	82 548	62 450	56 668	6 328	727	911 030
Autres dettes (3)	9 659	683	2 395	638	406			13 781
Total passif	667 213	45 438	84 943	63 089	57 074	6 328	727	924 811
Taux d'intérêt sur coupon appliqué sur les passifs financiers	426	719	3 171	6 408	3 166	348		14 237
Dettes éventuelles relatives aux								
- effets escomptés								
- garanties	28 304			4	550			28 859
- lettres de crédit irrévocables	15 660	19	3					15 682
- autres					3			3
Facilités irrévocables	161 147		194	434	166			161 940
	205 111	19	197	438	719	0	0	206 484

(1) Passifs sur demande inclus.

(2) Les montants indiqués dans cette colonne constituent un rapprochement entre les cash flows contractuels non actualisés sur les passifs financiers et les valeurs au bilan. Les ajustements reflètent surtout l'impact de l'actualisation et de l'ajustement de couverture de juste valeur, en ce qui concerne les dérivés, le fait que les cash flows contractuels soient présentés sur une base brute (à moins qu'ils ne soient en fait réglés sur une base nette).

(3) Comprend les Autres éléments du passif, les passifs d'impôts exigibles et différés et les Provisions, tels que comptabilisés au bilan consolidé.

36. – Transfert d'actifs financiers, actifs remis et reçus en garantie

Actifs financiers remis en garantie

Les actifs financiers remis en garantie se composent principalement de Prêts et d'avances aux clients nantis en vue de garantir les Titres de créance en cours d'émission, les dépôts de la Banque centrale néerlandaise et d'autres banques, ainsi que les titres de créance utilisés dans le cadre de prêts de titres ou d'opérations d'achat et de prise de pension de titres. Ils servent à garantir les comptes de couverture et sont utilisés à d'autres fins prévues par la loi. Les remises en garantie sont généralement effectuées selon les conditions habituelles en usage pour les transactions garanties, y compris

les accords de vente et les opérations de prise en pension de titre, les prêts et emprunts de titres et les marges sur dérivés. Les actifs financiers remis en garantie sont les suivants :

Actifs financiers remis en garantie (En millions d'euros.)	2023	2022
Banques		
- Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	322	364
- Prêts et avances aux banques	3305	4007
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	23 641	17 079
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 896	2 142
Titres au coût amorti	2 672	3 578
Prêts et avances aux clients	73 860	98 917
Autres actifs	357	596
	106 052	126 682

En 2023, les actifs financiers remis en garantie ont baissé en raison du remboursement partiel du TLTRO III d'ING. De plus, dans certains pays, ING Bank N.V. est dans l'obligation de disposer d'une réserve auprès des banques centrales. Au 31 décembre 2023, les réserves obligatoires minimales en dépôt détenues auprès de différentes banques centrales s'élèvent à 11 653 millions d'euros (contre 11 108 millions d'euros en 2022).

Actifs financiers reçus en garantie

Les actifs financiers reçus en garantie qui peuvent être vendus ou réengagés en l'absence de défaillance du propriétaire de la garantie sont constitués de titres obtenus suite à des opérations de prise en pension et d'emprunt de titres. Ces opérations sont généralement effectuées aux conditions normales du marché pour la plupart des opérations de prise en pension de titres et le bénéficiaire de la garantie a le droit illimité de la vendre ou de la réengager, à condition que la garantie (ou une garantie équivalente) soit rendue à la contrepartie à l'échéance.

Actifs financiers reçus en garantie (En millions d'euros.)	2023	2022
Total actifs reçus en garantie disponibles à la vente ou réengagés à leur juste valeur		
- Titres de participation	33 234	22 847
- Titres de créance	119 908	103 723
Dont titres vendus ou réengagés à leur juste valeur		
- Titres de participation	20 526	18 613
- Titres de créance	86 448	66 636

Transfert des actifs financiers

La majorité des actifs financiers d'ING, qui ont été transférés mais ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation, sont des titres de créance et des instruments de capitaux propres utilisés dans des opérations de prêts de titres et dans des transactions d'achat et de prise en pension de titres.

Transfert des actifs financiers ne remplissant pas les conditions de décomptabilisation (En millions d'euros.)	Prêts de titres				Achat et prise en pension			
	Capitaux propres		Dette		Capitaux propres		Dette	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Actifs transférés à leur valeur comptable								
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	3 894	2 087			7 357	6 357	11 780	7 178
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			328	499			470	453
Prêts et avances aux clients							2 396	4 637
Titres au coût amorti			431	435			465	261
Passifs connexes à leur valeur comptable (1)								
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas	11 010	6 245	9 467	8 932

(1) Le tableau inclut les passifs connexes qui sont comptabilisés après compensation par rapport aux positions brutes des actifs grevés.

Le tableau ci-dessus n'inclut pas les actifs transférés à des organismes de titrisation consolidés, étant donné que les actifs concernés continuent à être comptabilisés au bilan consolidé. Les actifs financiers transférés qui sont décomptabilisés dans leur intégralité sont mentionnés dans la note 42 'Entités structurées'.

37. – Compensation des actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-après donnent des informations sur les droits de compensation et les accords s'y rapportant. Les montants inclus sont constitués de tous les instruments financiers, qui sont inscrits au bilan à leur valeur nette selon les critères de compensation IFRS (droit légitime à compensation et intention de procéder au règlement net ou de réaliser l'actif et régler le passif simultanément), ainsi que des montants bruts enregistrés au bilan, mais soumis à des accords généraux de compensation exécutoires ou à des accords similaires.

Chez ING Bank, les montants qui sont compensés concernent principalement des opérations sur dérivés, des accords de vente et des opérations de prise en pension de titres, des accords de prêts de titres et des accords de mise en commun de trésorerie. Une part importante de la compensation est appliquée aux dérivés OTC qui sont compensés par des contreparties centrales de compensation.

Les montants correspondants non compensés au bilan incluent des transactions pour lesquelles :

- Soit la contrepartie a une exposition compensée et un accord-cadre de compensation soit un accord similaire est en place et est assorti d'un droit de compensation uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite, soit les critères de compensation ne sont pas satisfaits par ailleurs, et
- Dans le cas de produits dérivés et de prêts de titres ou d'accords de vente et d'opérations de prise en pension de titres, des garanties en espèces et autres qu'en espèces ont été reçues ou mises en gage pour couvrir l'exposition nette en cas de défaillance ou d'autres événements prédéterminés. L'effet de surnantissement est exclu.

Les montants nets après compensation ne sont pas censés représenter l'exposition réelle d'ING au risque de contrepartie, car la gestion du risque fait appel à un certain nombre de stratégies d'atténuation du risque de crédit en plus des accords de compensation et de garantie. Se référer à ce propos au chapitre 'Gestion des risques - Atténuation du risque de crédit'.

Actifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires (En millions d'euros.) 2023		Montants bruts des actifs financiers comptabilisés	Montants bruts des passifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des actifs financiers présentés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net	Montants non soumis à des accords de compensation exécutoires	Total du bilan (1)
					Instruments financiers	Liquidités et instruments financiers reçus en garantie			
Poste du bilan	Instrument financier								
Prêts et avances aux banques (2)	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	1 840	-29	1 811		1 811		3 440	5 251
	Autres								
		1 840	-29	1 811		1 811		3 440	5 251
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat									
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	76 304	-34 738	41 566	235	41 063	268	22 091	63 657
	Dérivé (3)	105 928	-83 312	22 617	14 868	2 915	4 834	5 091	27 708
		182 232	-118 049	64 183	15 103	43 977	5 102	27 182 499	91 365 499
Prêts et avances aux clients (4)	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires								
	Trésorerie commune	236 233	-234 617	1 616	41	1 217	358	499	1 616
		236 233	-234 617	1 616	41	1 217	358	499	2 115
Autres éléments soumis à compensation au bilan (5)		7 124	-6 428	695	21		675		695
Total actifs financiers		427 428	-359 124	68 305	15 165	47 005	6 135	31 121	99 425

(1) Le 'Total du bilan' est la somme des 'Montants nets des actifs financiers présentés au bilan' et des 'Montants non soumis à des accords généraux de compensation exécutoires'.

(2) Au 31 décembre 2023, le total des 'Prêts et avances aux banques', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 1 1457 millions d'euros et n'est pas soumis à compensation.

(3) Les actifs et les passifs dérivés comprennent certaines positions d'options et de contrats à terme négociés en bourse ayant le même sous-jacent.

(4) Au 31 décembre 2023, le total des 'Prêts et avances aux clients', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 641 954 millions d'euros dont la position nette de trésorerie de 1 616 millions d'euros fait l'objet d'une compensation. La trésorerie commune concerne principalement notre filiale Bank Mendes Gans.

(5) Les autres éléments comprennent principalement les montants à régler avec les Contreparties centrales de compensation concernant les opérations sur titres et produits dérivés et sont inscrits au bilan dans le poste "Autres actifs - Montants à régler" pour 3 869 millions d'euros, dont 695 millions d'euros sont soumis à compensation au 31 décembre 2023.

Actifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires (En millions d'euros.) 2022		Montants bruts des actifs financiers comptabilisés	Montants bruts des passifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des actifs financiers présentés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net	Montants non soumis à des accords de compensation exécutoires	Total du bilan (1)
					Instruments financiers	Liquidités et instruments financiers reçus en garantie			
Poste du bilan	Instrument financier								
Prêts et avances aux banques (2)	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	2 576		2 576		2 549	27	16 820	19 395
	Autres	1		1	1			1	
		2 576		2 576	1	2 549	27	16 819	19 395
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat									
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	51 870	-21 245	30 625	102	29 813	710	22 260	52 886
	Dérivés (3)	134 253	-106 523	27 730	18 190	4 525	5 015	7 004	34 734
		186 123	-127 768	58 355	18 292	34 337	5 726	29 264	87 619
Prêts et avances aux clients (3)	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	155		155		155		1 151	1 306
	Trésorerie commune	224 261	-222 857	1 404	74	889	441		1 404
		224 416	-222 857	1 559	74	1 044	441	1 151	2 710
Autres éléments soumis à compensation au bilan (4)		6 750	-5 899	851	74		777		851
Total actifs financiers		419 865	-356 524	63 341	18 440	37 930	6 971	47 234	110 576

(1) Le 'Total du bilan' est la somme des 'Montants nets des actifs financiers présentés au bilan' et des 'Montants non soumis à des accords généraux de compensation exécutoires'.

(2) Au 31 décembre 2022, le total des 'Prêts et avances aux banques', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 15 708 millions d'euros et n'est pas soumis à compensation.

(3) Au 31 décembre 2022, le total des 'Prêts et avances aux clients', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 634 251 millions d'euros dont la position nette de trésorerie de 1 404 millions d'euros fait l'objet d'une compensation. La trésorerie commune concerne principalement notre filiale Bank Mendes Gans.

(4) Les autres éléments comprennent principalement les montants à régler avec les Contreparties centrales de compensation concernant les opérations sur titres et produits dérivés et sont inscrits au bilan dans le poste 'Autres actifs - Montants à régler' pour 5 190 millions d'euros, dont 851 millions d'euros sont soumis à compensation au 31 décembre 2022.

Passifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires (En millions d'euros.) 2023		Montants bruts des passifs financiers comptabilisés	Montants bruts des actifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des passifs financiers présentés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net	Montants non soumis à des accords de compensation exécutoires	Total du bilan (1)
					Instruments financiers	Liquidités et instruments financiers remis en garantie			
Poste du bilan	Instrument financier								
Montants dus aux banques (2)	Rachat, prêts de titres et accords similaires	29	-29					2 064	2 064
	Autres	290	-290						
		319	-319					2 064	2 064
Dépôts clients (4)	Rachat, prêts de titres et accords similaires	249 734	-234 617	15 116	13		15 103		15 116
	Trésorerie commune								
		249 734	-234 617	15 116	13		15 103		15 116
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat									
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Rachat, prêts de titres et accords similaires	76 581	-34 738	41 844	235	41 653	-44	14 222	56 065
	Dérivés (3)	101 218	-82 677	18 541	14 881	3 455	204	6 607	25 148
		177 799	-117 415	60 384	15 117	45 108	160	20 829	81 213

Autres éléments soumis à compensation au bilan (5)	7 285	-6 773	512	35		477		512
Total passifs financiers	435 137	-359 124	76 013	15 165	45 108	15 740	22 892	98 905

(1) Le 'Total du bilan' est la somme des 'Montants nets des actifs financiers présentés au bilan' et des 'Montants non soumis à des accords généraux de compensation exécutoires'.

(2) Au 31 décembre 2023, le total des 'Montants dus aux banques', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 21 193 millions d'euros dont 0 million d'euros sont soumis à compensation.

(3) Les actifs et les passifs dérivés comprennent certaines positions d'options et de contrats à terme négociés en bourse ayant le même sous-jacent.

(4) Au 31 décembre 2023, le total des 'Dépôts clients', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 702 120 millions d'euros dont 15 116 millions d'euros sont soumis à compensation. La trésorerie commune concerne principalement notre filiale Bank Mendes Gans.

(5) Les autres éléments comprennent principalement les montants à régler avec les Contreparties centrales de compensation concernant les opérations sur titres et produits dérivés et sont inscrits au bilan dans le poste "Autres actifs - Montants à régler" pour 6 509 millions d'euros, dont 512 millions d'euros sont soumis à compensation au 31 décembre 2023.

Passifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires (En millions d'euros.) 2022		Montants bruts des passifs financiers comptabilisés	Montants bruts des actifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des passifs financiers présentés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net	Montants non soumis à des accords de compensation exécutoires	Total du bilan ¹
					Instruments financiers	Liquidités et instruments financiers remis en garantie			
Poste du bilan	Instrument financier								
Montants dus aux banques (2)	Rachat, prêts de titres et accords similaires							3 809	3 809
	Autres								
								3 809	3 809
Dépôts clients (3)	Rachat, prêts de titres et accords similaires								
	Trésorerie commune	236 219	-222 857	13 362	52		13 310		13 362
		236 219	-222 857	13 362	52		13 310		13 362
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat									
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Rachat, prêts de titres et accords similaires	57 871	-21 245	36 626	102	31 868	4 655	12 220	48 846
	Dérivés	127 937	-103 988	23 949	18 215	4 964	770	9 967	33 917
		185 808	-125 233	60 575	18 317	36 833	5 425	22 187	82 762
Autres éléments soumis à compensation au bilan (4)		8 535	-8 435	100	70		30		100
Total passifs financiers		430 561	-356 524	74 037	18 440	36 833	18 765	25 996	100 033

(1) Le 'Total du bilan' est la somme des 'Montants nets des actifs financiers présentés au bilan' et des 'Montants non soumis à des accords généraux de compensation exécutoires'.

(2) Au 31 décembre 2022, le total des 'Montants dus aux banques', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 52 823 millions d'euros dont 0 million d'euros sont soumis à compensation.

(3) Au 31 décembre 2022, le total des 'Dépôts clients', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 686 341 millions d'euros dont 13 362 millions d'euros sont soumis à compensation. La trésorerie commune concerne principalement notre filiale Bank Mendes Gans.

(4) Les autres éléments comprennent principalement les montants à régler avec les Contreparties centrales de compensation concernant les opérations sur titres et produits dérivés et sont inscrits au bilan dans le poste "Autres actifs - Montants à régler" pour 6 714 millions d'euros, dont 100 millions d'euros sont soumis à compensation au 31 décembre 2022.

38. – Dettes et engagements éventuels

Dans le cadre de l'exercice des activités courantes, ING Bank prend part à des activités dont les risques ne sont pas pris en compte ni totalement ni partiellement dans les états financiers consolidés. Pour répondre aux besoins de ses clients, le Groupe propose des produits financiers apparentés à des prêts. Ces produits englobent des instruments financiers traditionnels hors bilan liés à l'activité de crédit.

Dettes et engagements éventuels (En millions d'euros.)	2023	2022
Dettes éventuelles relatives aux		
- garanties	27 894	28 859
- lettres de crédit irrévocables	14 925	15 682
- Autres		3
	42 821	44 544
Facilités irrévocables	166 810	161 940
	209 631	206 484

Les garanties font référence à des garanties de substitution pour les activités de crédit et pour les autres activités. Dans le cadre de l'activité de crédit, les garanties de substitution sont données par ING Bank pour les crédits accordés aux clients par des tiers. On s'attend à ce que nombre d'entre elles expirent sans être utilisées ; de ce fait, elles ne représentent pas forcément des sorties de trésorerie futures.

Les lettres de crédit irrévocables garantissent surtout à des tiers les paiements d'opérations commerciales réalisées par le client dans le pays ou à l'étranger dans le but de financer l'envoi de marchandises. Le risque de crédit d'ING Bank dans ces opérations est limité, dans la mesure où ces opérations sont garanties par la marchandise expédiée et sont de courte durée. Les autres dettes éventuelles englobent les acceptations d'effets et sont à court terme. Sont également comprises dans les autres dettes éventuelles, les dettes éventuelles résultant des opérations courantes de l'activité immobilière, notamment les obligations contractées au titre des contrats de développement et de construction en cours.

Les facilités irrévocables sont principalement constituées des parties non utilisées de facilités de crédit irrévocables accordées aux entreprises. Bon nombre de ces facilités sont à durée fixe et sont productives d'intérêts à taux variable. Le risque de crédit d'ING Bank et le risque de taux d'intérêt sont limités dans ce type d'opérations. La partie non utilisée des facilités de crédit irrévocables est partiellement garantie par les actifs des clients ou par des contre-garanties octroyées par les gouvernements centraux et par d'autres entités du secteur public en vertu de dispositions réglementaires. Les facilités irrévocables englobent aussi les engagements à acquérir des titres allant être émis par les gouvernements et par les émetteurs privés.

En plus des éléments inclus dans les dettes éventuelles, ING Bank a accordé certaines garanties en tant que participant dans des accords collectifs de fonds bancaires nationaux et en tant que participant dans des systèmes de garantie collectifs exigés par différents pays.

ING Bank N.V. a accordé une garantie au fonds allemand de garantie des dépôts ('Einlagensicherungs fonds' ou ESF) en vertu de l'article 5 (10) des statuts de ce fonds. Par cette garantie, ING Bank N.V. indemnise l'Association allemande des banques de Berlin au titre de toute perte qu'elle pourrait subir en raison de mesures prises à l'égard d'ING Allemagne. L'ESF est un système de garantie collectif volontaire concernant les épargnes et dépôts des particuliers, supérieures à 100 000 euros.

ING se sert d'engagements de crédit irrévocables pour une partie de ces contributions au Fonds de Résolution Unique (FRU). L'encours au titre des engagements de crédit irrévocables d'ING Bank s'élève à 346 millions d'euros au 31 décembre 2023 (contre 283 millions d'euros au 31 décembre 2022). Sur ce montant, 63 millions d'euros d'engagements de crédit irrévocables ont été fournis au FRU au cours de l'exercice 2023 (contre 57 millions d'euros en 2022). Aucune contribution n'a été appelée par le FRU en 2023 (ni en 2022). Les garanties en espèces fournies au FRU sont égales à l'encours.

ING utilise aussi les engagements de crédit irrévocables pour une partie de ses contributions au Système de Garantie des Dépôts (SGD) en Allemagne. Les passifs éventuels relatifs à ces encours s'élèvent à 273 millions d'euros au 31 décembre 2023 (contre 237 millions d'euros au 31 décembre 2022). Sur ce montant, 36 millions des engagements de crédit irrévocables ont été fournis au SGD au cours de l'exercice 2023 (contre 31 millions d'euros en 2022). Aucune contribution n'a été appelée par le SGD en 2023 (ni en 2022). ING a déposé des obligations d'État en garantie du montant nominal total de 319 millions d'euros au 31 décembre 2023 (contre 259 millions d'euros au 31 décembre 2022).

Par ailleurs, se référer à la Note 39 'Procédures judiciaires' pour tout passif éventuel relatif à des procédures judiciaires.

39. – Procédures judiciaires

ING Bank et ses filiales consolidées se trouvent confrontées à des actions gouvernementales, judiciaires ou arbitrales ou instruites par les autorités de réglementation aux Pays-Bas et dans de nombreux pays étrangers, dont les États-Unis, suite à des recours engagés par leurs soins ou à leur encontre dans le cours normal de leurs activités ainsi qu'en rapport avec leurs activités de prêteurs, courtiers-négociants, syndicats de garantie, émetteurs de titres et investisseurs et leur qualité d'employeurs et de contribuables. Dans certaines de ces actions, de très gros montants ou des montants indéterminés peuvent être réclamés, y compris des dommages-intérêts punitifs et autres indemnités. Alors qu'il n'est pas possible de prévoir ou déterminer l'issue finale de toutes les actions judiciaires, gouvernementales, arbitrales ou réglementaires en cours ou menaçant d'être intentées, ING estime que certaines des actions évoquées ci-dessous seraient susceptibles d'avoir ou auraient eu récemment un impact significatif sur la situation financière, la rentabilité ou la réputation d'ING et/ou d'ING et de ses filiales consolidées.

Accord transactionnel : Le 4 septembre 2018, ING a annoncé avoir conclu un accord transactionnel avec le Ministère public des Pays-Bas concernant des enquêtes déjà publiées portant sur diverses exigences relatives à l'accueil de nouveaux clients et à la prévention du blanchiment d'argent et des pratiques de corruption. Après la conclusion de cet accord transactionnel, ING a fait l'objet d'une surveillance accrue de la part des autorités de différents pays. ING est également consciente, notamment à la suite d'articles parus dans les médias, que d'autres parties peuvent chercher à engager des poursuites judiciaires contre ING en rapport avec l'objet de la transaction. Certaines parties ont déposé auprès de la cour d'appel des Pays-Bas des demandes de réexamen de la décision du procureur de conclure la transaction avec ING et de ne pas poursuivre en justice ING ou d'(anciens) employés d'ING. En décembre 2020, la Cour d'appel a rendu un arrêt définitif. Dans cet arrêt, la décision des procureurs de conclure l'accord transactionnel avec ING a été confirmée, rendant la transaction définitive. Toutefois, dans un arrêt distinct, la Cour a ordonné des poursuites à l'encontre de l'ex-Directeur général d'ING.

Litiges concernant des investisseurs : Au mois de février 2024, ING et certains (anciens) membres du conseil d'administration ont reçu une assignation à comparaître aux Pays-Bas pour le compte d'investisseurs qui affirment avoir subi des pertes financières liées à la divulgation de lacunes historiques dans ses politiques de lutte contre la criminalité économique financière, aux systèmes de gestion et de contrôle des risques connexes, à l'enquête menée par les autorités néerlandaises et au règlement conclu avec elles en 2018, ainsi qu'aux risques connexes auxquels est exposée ING. Nous ne sommes pas d'accord avec ces allégations et nous nous défendrons contre ces allégations et les dommages et intérêts réclamés pour un montant d'environ 500 millions d'euros. Nous respectons les règles IFRS relatives à la constitution de provisions légales et nous engageons à divulguer les montants significatifs à cet égard, si et quand cela est applicable - ce qui n'est pas le cas actuellement.

Constatations concernant les procédures de lutte contre le blanchiment d'argent : Comme indiqué ci-dessus, ING a fait l'objet d'une surveillance accrue de la part des autorités de différents pays suite à son accord de septembre 2018 conclu avec les autorités néerlandaises concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et dans le contexte d'une attention considérablement accrue portée à la prévention de la criminalité économique financière. Les interactions avec ces autorités réglementaires et judiciaires englobaient, et devraient continuer à englober, des visites sur site, des demandes d'information, des enquêtes et d'autres investigations. Ces interactions, ainsi que les évaluations internes d'ING dans le cadre de son programme d'amélioration mondial, ont dans certains cas abouti à des résultats satisfaisants et ont également donné lieu, et pourraient continuer à donner lieu, à des constatations ou à d'autres conclusions qui pourraient nécessiter des mesures correctives appropriées de la part d'ING ou pourraient avoir d'autres conséquences. ING entend continuer à travailler en étroite collaboration avec les autorités afin d'améliorer sa gestion des risques non financiers en termes de politiques, d'outils, de suivi, de gouvernance, de connaissances et de comportement.

En janvier 2022, un juge d'instruction luxembourgeois a informé ING Luxembourg qu'il avait l'intention de donner instruction au procureur compétent de préparer un acte d'inculpation pénale au sujet de manquements présumés dans les procédures de lutte contre le blanchiment d'argent chez ING Luxembourg. Bien que cette affaire en soit encore à un stade précoce de la procédure et qu'il soit actuellement impossible de déterminer comment elle sera résolue ou à quel moment elle le sera, ING ne s'attend pas à ce que l'issue financière de cette affaire ait un effet significatif.

Payvision, filiale d'ING, fait l'objet d'une enquête pénale menée par les autorités néerlandaises concernant le blanchiment d'argent et en vertu de diverses dispositions de la loi néerlandaise sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment sur la période allant du 1^{er} janvier 2015 à avril 2020 inclus. Payvision coopère dans le cadre de ces enquêtes en cours. La suppression progressive des services de Payvision a été annoncée en octobre 2021. L'arrêt progressif des activités et le transfert des clients vers un nouveau prestataire de services ont été achevés en 2022. À la demande de Payvision, sa licence a été retirée. Il n'est pas possible pour le moment de déterminer comment les enquêtes en cours pourront être résolues et dans quel délai, ni d'estimer avec fiabilité le calendrier, l'étendue ou les montants des amendes, pénalités et/ou autres résultats.

ING continue à prendre des mesures visant à améliorer sa gestion des risques de conformité et à renforcer la sensibilisation de l'ensemble de l'entreprise. Ces mesures s'inscrivent dans le programme global de connaissance des clients (KYC) et dans un ensemble d'initiatives qui englobent l'amélioration des dossiers KYC et le travail sur diverses améliorations structurelles des politiques, des outils, du suivi, de la gouvernance, des connaissances et du comportement en matière de conformité.

Affaires fiscales : Étant donné le déploiement géographique de ses activités, ING peut faire l'objet à tout moment de contrôles fiscaux, d'enquêtes et de procédures dans de nombreux pays. Bien que l'émetteur estime avoir correctement comptabilisé toutes ses positions fiscales, les décisions finales de ces contrôles, enquêtes et procédures sont incertaines et peuvent dégager des montants très différents de ceux comptabilisés.

Actions en justice concernant les comptes avec les prédécesseurs d'ING Bank Turquie : ING Bank Turquie a fait l'objet de nombreuses plaintes de clients et d'ex-clients des prédécesseurs légaux d'ING Bank Turquie. Les plaintes concernent des comptes offshore détenus auprès de ces banques, lesdites banques ayant été saisies par le Fonds de garantie de l'épargne et des dépôts (« SDIF »), avant le rachat d'ING Bank Turquie par OYAK en 2007. En vertu du contrat d'acquisition, ING

est en droit de demander des dédommagements au SDIF, si un tribunal ordonne à ING de payer des montants aux détenteurs de comptes offshore. Le SDIF a effectué des paiements à ING suite à ces demandes de dédommagement, mais a intenté plusieurs actions en justice pour récupérer ces montants. Ces poursuites sont en cours en faveur d'ING Bank Turquie. En avril 2022, la Cour suprême turque a décidé que le délai de prescription pour les demandes d'indemnisation des titulaires de comptes offshore commençait à la date de transfert des titulaires de comptes sur les comptes offshore. L'impact exact de cette décision sur les affaires en cours n'est pas encore connu. Il n'est pas possible pour l'instant d'évaluer l'issue de ces procédures ni d'en estimer l'éventuel effet financier.

Actions relatives aux dérivés de taux d'intérêt : Par le passé, le Comité d'experts indépendants, désigné par le Ministre néerlandais des Finances a élaboré un cadre de recouvrement standard pour les clients PME néerlandais ayant acheté des dérivés de taux d'intérêt. Dans ce contexte, la plupart des affaires ont été réglées, mais ING est encore impliquée dans plusieurs procédures judiciaires aux Pays-Bas portant sur des dérivés de taux d'intérêt qui ont été vendus à des clients dans le cadre de prêts à taux d'intérêt variables en vue de couvrir le risque de taux d'intérêt des prêts. Ces procédures reposent sur plusieurs fondements juridiques, selon les faits et circonstances propres à chaque affaire, notamment une présumée violation de l'obligation de diligence, un manque d'informations aux clients sur le produit et ses risques et d'autres éléments relatifs aux dérivés de taux d'intérêt qui ont été vendus aux clients. Dans certains cas, le tribunal a statué en faveur des demandeurs et a accordé des dommages intérêts, annulé le dérivé de taux d'intérêt ou ordonné le remboursement de certains montants aux demandeurs.

Plaintes relatives aux suppléments d'intérêts : ING a reçu des plaintes et a été impliquée dans un litige avec certaines personnes aux Pays-Bas concernant l'augmentation des suppléments d'intérêt sur plusieurs produits de crédit, y compris, mais sans s'y limiter, l'immobilier résidentiel. ING a examiné le portefeuille de produits concernés. Les provisions antérieurement constituées pour certaines de ces plaintes ont été reprises. Toutes ces plaintes sont traitées séparément. Jusqu'à présent, les tribunaux se sont prononcés en faveur d'ING dans chaque cas, statuant qu'ING était autorisée à augmenter les intérêts majorés sur la base des obligations essentielles du contrat. Dans une affaire pertinente, la Cour suprême des Pays-Bas a statué en faveur d'une autre banque néerlandaise, sur la question de savoir si une banque est autorisée ou non à augmenter les suppléments d'intérêt de manière unilatérale. La Cour suprême a répondu par l'affirmative et a renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de La Haye. La Cour d'appel a également statué en faveur de la banque néerlandaise en octobre 2022 et cette décision a été confirmée par la Cour suprême dans son arrêt du 22 décembre 2023. ING continuera à traiter toutes les plaintes séparément. Dans la dernière affaire en cours contre ING, la Cour d'appel a débattu toutes les demandes dans son arrêt du 9 janvier 2024. Le délai pour se pourvoir en cassation expire le 9 avril 2024.

Plaintes pour frais d'hypothèque : ING Espagne a fait l'objet de nombreuses plaintes et est impliquée dans des procédures avec les clients concernant le remboursement des dépenses liées à la réalisation des hypothèques. Dans la plupart des procédures judiciaires de première instance, la clause de frais de gestion hypothécaires a été déclarée nulle et le remboursement de tout ou partie des frais applicables par ING Espagne a été ordonné. Depuis 2018, la cour suprême espagnole et la Cour de justice de l'Union européenne ont rendu des décisions établissant quelle partie doit supporter les frais de notaire, d'enregistrement, d'agence et de droit de timbre. En janvier 2021, la Cour suprême espagnole a décidé que les coûts d'évaluation des hypothèques signées avant le 16 juin 2019, date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les hypothèques, devaient être supportés par la banque. L'attention portée par les médias au délai de prescription applicable au droit de demander le remboursement des frais a entraîné une augmentation du nombre de demandes au début de l'année 2021. En juin 2021, la Cour suprême a publié un communiqué de presse informant de sa décision de demander le renvoi préjudiciel devant la Cour de justice de l'Union européenne concernant les critères à appliquer pour déterminer la date à partir de laquelle l'action en demande de remboursement des frais d'hypothèque est considérée comme expirée. Deux autres questions préjudicielles posées par les tribunaux de Catalogne portaient également sur le délai de prescription. En janvier 2024, la Cour de justice de l'Union européenne a statué sur l'une des plaintes déposées par le tribunal de justice de Catalogne. La Cour de justice de l'Union européenne a établi que le délai de prescription pour la demande judiciaire de remboursement des frais ne peut pas commencer à courir à partir d'une décision de la Cour suprême déclarant la clause nulle et non avenue, ni à partir du moment du paiement des frais. La Cour de justice de l'Union européenne a indiqué qu'il incombe à une jurisprudence nationale de fixer le critère à appliquer pour le calcul du délai de prescription, de sorte que l'incertitude demeure jusqu'à ce que la Cour suprême harmonise la jurisprudence. ING est actuellement en train de revoir sa stratégie afin de prendre en compte les derniers développements à cet égard.

ING Espagne était également impliquée, avec d'autres banques espagnoles, dans trois recours collectifs déposés par des associations de clients. Dans l'une de ces actions collectives, un accord a été conclu avec l'association. Dans une autre action collective, ING a fait appel, demandant à la Cour d'appel espagnole de statuer de sorte que le jugement du tribunal de première instance ne soit applicable qu'aux consommateurs qui étaient partie dans la procédure.

La Cour nationale a annulé le jugement et déclaré que les consommateurs ne pourront pas engager une action en réparation sur la base du jugement de première instance, comme le souhaitait l'association requérante. Cette dernière décision n'est pas encore définitive, car elle a fait l'objet d'un recours devant la Cour suprême. Une provision a été constituée par le passé et a été ajustée en fonction des besoins.

Actions Imtech : En septembre 2018, aux Pays-Bas, les syndics de faillite d'Imtech N.V. (« Imtech ») ont réclamé aux diverses parties au financement, y compris à ING, le paiement de ce que l'agent des sûretés a perçu ou avait l'intention de percevoir après la faillite, la restitution de tout ce qui a été remboursé aux parties au financement ainsi qu'une indemnisation pour le remboursement d'un financement provisoire, fourni par ING et une autre banque. Cette question a été réglée par tous les financiers d'Imtech, y compris ING, et les syndics de faillite d'Imtech en octobre 2023.

En janvier 2018, ING Bank a fait l'objet d'une plainte de Stichting ImtechClaim.nl et Imtech Shareholders Action Group B.V. pour le compte de certains (anciens) actionnaires d'Imtech. De plus, en mars 2018, ING Bank a fait l'objet d'une autre plainte sur le même sujet de la part de l'Association néerlandaise des Actionnaires (Vereniging Effectenbezitters, "VEB"). En juin 2022, VEB a réitéré sa plainte et l'a étayée dans une lettre adressée à ING. Chacun des demandeurs allègue notamment que les actionnaires ont été induits en erreur par le prospectus relatif aux émissions de droits d'Imtech en juillet 2013 et octobre 2014. ING Bank, qui est l'un des souscripteurs des émissions de droits, est tenue responsable par les demandeurs des préjudices que les investisseurs dans Imtech auraient subis. ING Bank a répondu aux demandeurs en niant toute responsabilité à l'égard des allégations formulées dans les lettres concernées. ING Bank (et les autres banques souscriptrices) a reçu une lettre de suspension (stuitingsbrief) de Stichting Imtechclaim.nl, Imtech Shareholders Action Group B.V. et d'actionnaires individuels en décembre 2022, en rapport avec les allégations faites dans leur lettre de réclamation initiale de janvier 2018. Il n'est pas possible pour l'instant d'évaluer l'issue de ces procédures ni d'en estimer l'effet financier (potentiel).

Plaintes concernant des prêts hypothécaires en francs suisses en Pologne : ING Pologne est partie défenderesse dans plusieurs procès avec des particuliers qui ont contracté des prêts hypothécaires indexés sur le franc suisse. Ces clients ont allégué que le contrat de prêt hypothécaire contenait des clauses abusives. Pour déterminer si ces contrats contiennent des clauses abusives, le tribunal devrait examiner entre autres si les règles permettant de déterminer le taux de change utilisé pour la conversion du prêt du zloty polonais en franc suisse sont sans ambiguïté et vérifiables. En décembre 2020, l'autorité polonaise de surveillance financière (PFSA) a suggéré aux prêteurs de proposer aux emprunteurs des règlements extrajudiciaires amiables pour les litiges relatifs aux prêts hypothécaires en devises, sachant que les prêts hypothécaires indexés sur le franc suisse serviraient de référence. ING Pologne a annoncé soutenir cette initiative en février 2021 et a commencé à proposer aux emprunteurs des règlements conformes à la proposition de la PFSA en octobre 2021. La Cour suprême polonaise devait apporter des éclaircissements sur ce sujet dans un arrêt prévu initialement pour novembre 2021, mais la session de la cour sur cette question a été reportée et la date de la prochaine session n'a pas encore été annoncée. En octobre 2022, une audience de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) s'est tenue notamment sur la question de savoir si, après l'annulation d'un contrat concernant un prêt en francs suisses par un tribunal, les banques peuvent encore facturer des intérêts sur le montant emprunté dans le cadre de ce prêt avant l'annulation.

La CJUE a rendu un arrêt le 15 juin 2023 et a statué qu'en vertu du droit de l'UE, lorsqu'un contrat de prêt indexé sur le franc suisse est déclaré nul et non avenu, les banques ne peuvent réclamer aucune rémunération (c'est-à-dire des intérêts) pour la durée pendant laquelle le montant principal était à la disposition du client. Le client peut toutefois faire valoir des droits à l'encontre des banques en plus du remboursement des intérêts et des acomptes versés précédemment à la banque. ING a constitué une provision de portefeuille.

Certains produits de crédit à la consommation : En octobre 2021, ING a annoncé qu'elle indemniserait ses clients particuliers néerlandais au titre de certains prêts à la consommation renouvelables dont les taux d'intérêt variables ne suivaient prétendument pas suffisamment les taux du marché. Cette annonce a été faite en réponse à plusieurs décisions de l'Institut néerlandais pour les litiges financiers (Kifid) concernant des produits similaires d'autres banques. ING a constitué une provision de 180 millions d'euros en 2021 au titre des indemnisations et coûts liés à cette affaire. Le 22 décembre 2021, ING a annoncé avoir conclu un accord avec l'Association néerlandaise des consommateurs (Consumentenbond) sur la méthodologie d'indemnisation des crédits renouvelables. Sur la base d'une décision du Kifid concernant des produits similaires, ING a modifié son système de règlement annoncé précédemment en réglant aussi les intérêts d'intérêts. Au troisième trimestre 2022, ING a augmenté sa provision de 75 millions d'euros pour pouvoir procéder au règlement de ces indemnisations. Au quatrième trimestre 2022, ING et l'Association néerlandaise des consommateurs ont conclu un accord sur l'indemnisation des clients ayant bénéficié d'une facilité de découvert ou d'une carte de crédit renouvelable à taux d'intérêt variable. Dans ces affaires, ING a commencé à dédommager ces clients conformément aux décisions du Kifid concernant les crédits renouvelables, y compris l'effet « intérêts d'intérêts ». Le processus d'indemnisation prend plus de temps que prévu. Les délais d'indemnisation varient en fonction de la segmentation des clients et des produits et dépendent de la disponibilité des données.

Litige concernant le climat : En janvier 2024, l'association Friends of the Earth Netherlands (Milieudefensie) a annoncé qu'elle tenait ING pour responsable d'une contribution présumée au changement climatique et qu'elle menaçait d'engager des poursuites judiciaires contre ING. Si nécessaire, nous défendrons notre approche scientifique du climat devant les tribunaux.

40. – Sociétés consolidées et entreprises acquises et cédées

Acquisitions et cessions

Aucune acquisition significative n'a été enregistrée en 2023, 2022 et 2021 et aucune cession significative n'a été enregistrée en 2023.

Cessions 2022

Le 13 décembre 2022, ING a annoncé avoir vendu sa participation (80 %) dans Intersoftware Holding BV au groupe Sky/DIAS et a réalisé sur la transaction un résultat de 11,0 millions d'euros, qui se décompose en un bénéfice de 7,0 millions d'euros sur la vente d'Intersoftware Holding BV et un passif de rachat de 3,0 millions d'euros.

Cessions 2021

En 2021, ING a décidé d'arrêter ses activités de banque de détail en République tchèque, décision qui a entraîné la fermeture des comptes des clients particuliers / fonds communs de placement et la vente des actifs composant le portefeuille d'obligations d'État correspondant. L'abandon des activités de banque de détail en République tchèque cette année-là a entraîné le transfert de 2,5 milliards d'euros de comptes d'épargne vers la Raiffeisenbank et la vente du portefeuille d'obligations d'État d'une valeur comptable de 0,5 milliard d'euros.

Le 12 juillet 2021, ING a annoncé avoir conclu un accord portant sur le transfert des activités de banque de détail d'ING en Autriche à Bank99. Selon les termes de cet accord, environ 1,7 milliard d'euros de dépôts d'épargne, environ 1,0 milliard d'euros d'hypothèques, environ 0,4 milliard d'euros d'autres prêts personnels et environ 0,4 milliard d'euros de prêts aux banques d'ING Autriche ont été transférés à Bank99. La transaction a été finalisée en décembre 2021 et une perte sur cession de 26 millions d'euros a été réalisée. En 2022, certaines activités de clôture ont entraîné une perte supplémentaire d'1 million d'euros. ING Autriche faisait partie intégrante du segment Challengers de détail et marchés en expansion.

En 2021, ING et le conseil d'administration de Makelaarsland ont convenu la poursuite de l'activité de Makelaarsland de manière indépendante. Le nouveau conseil d'administration reprendra tous les clients et employés et les services aux clients resteront inchangés. Le résultat négatif sur la cession de sociétés du groupe résultant de ce management buyout s'est élevé à environ 3 millions d'euros.

Le 28 octobre 2021, ING a annoncé que sa filiale Payvision allait commencer à supprimer progressivement ses services en tant que prestataire et acquéreur de services de paiement. En 2021, Payvision a comptabilisé une perte de valeur sur immobilisations incorporelles de 44 millions d'euros, principalement en ce qui concerne la marque, l'informatique et les relations clients, ainsi qu'une perte de valeur sur les actifs d'impôts différés de 14 millions d'euros.

En décembre 2021, ING a annoncé qu'elle se retirerait du marché de la banque de détail en France afin de se concentrer davantage sur son portefeuille entreprises. ING et Boursorama (filiale de la Société Générale) ont signé un accord visant à offrir des services attractifs aux clients particuliers d'ING en France. Ce retrait a été finalisé à la fin de l'année 2022. Le départ d'ING du marché français de la banque de détail a entraîné le transfert de 9,7 milliards d'euros de comptes d'épargne vers Boursorama. ING poursuivra ses activités de Wholesale Banking en France en s'attachant à renforcer sa position et son ambition de devenir la banque de référence en matière de financement durable.

41. – Principales filiales, participations dans des sociétés liées et des coentreprises

ING Bank N.V. contrôle la majorité des principales filiales d'ING, car elle en détient directement ou indirectement plus de la moitié des droits de vote. Dans les filiales dans lesquelles ING détient moins de 50 % de participations, un contrôle s'exerce sur la base des participations financières d'ING et de ses droits découlant d'autres accords contractuels entraînant un contrôle sur les politiques opérationnelles et financières de l'entité.

Pour toutes les filiales mentionnées ci-dessous, les droits de vote détenus sont proportionnels aux participations et la consolidation par ING se fonde sur la participation majoritaire.

En ce qui concerne les principales participations détenues dans les sociétés liées et des coentreprises, ING Bank dispose d'une influence significative, sans avoir le contrôle. On exerce généralement une influence significative lorsque l'on détient entre 20 % et 50 % des droits de vote, mais également en participant aux politiques financières et opérationnelles, notamment dans les cas suivants, cette liste n'ayant aucune valeur limitative :

- Représentation au Conseil d'Administration ;
- Participation au processus d'élaboration des politiques ; et
- Echange de personnel de direction.

Les principales filiales, les participations dans des sociétés liées et des coentreprises d'ING Bank N.V. et leur lieu de constitution statutaire ou leur siège social sont les suivants :

	Lieu de constitution statutaire	Pays d'implantation	Quote-part de participations détenues par le Groupe	
			2023	2022
Filiale				
Bank Mendes Gans N.V.	Amsterdam	Pays-Bas	100 %	100 %
ING Belgium S.A./N.V.	Bruxelles	Belgique	100 %	100 %
ING Luxembourg S.A.	Luxembourg Ville	Luxembourg	100 %	100 %
ING-DiBa AG	Francfort-sur-le-Main	Allemagne	100 %	100 %
ING Bank Slaski S.A. (2)	Katowice	Pologne	75 %	75 %
ING Financial Holdings Corporation	Delaware	États-Unis d'Amérique	100 %	100 %
ING Bank A.S.	Istanbul	Turquie	100 %	100 %
ING Bank (Australia) Ltd	Sydney	Australie	100 %	100 %
ING Commercial Finance B.V.	Amsterdam	Pays-Bas	100 %	100 %
ING Groenbank N.V.	Amsterdam	Pays-Bas	100 %	100 %
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises				
TMBThanachart Bank Public Company Ltd (2)	Bangkok	Thaïlande	23 %	23 %

(1) Les actions des actionnaires minoritaires, représentant une participation de 25 %, sont cotées à la bourse de Varsovie ; pour un résumé des informations financières, se référer à la 'Note 28 Informations sur les zones géographiques'.

(2) Le renvoi fait référence à la note 8 'Participations dans des sociétés liées et des coentreprises'.

42. – Entités structurées

Les activités d'ING Bank incluent des transactions avec diverses entités structurées ('ES') dans les conditions habituelles de l'activité courante. Une entité structurée est une entité conçue de telle sorte que les droits de vote ou similaires ne constituent pas un facteur déterminant pour décider qui contrôle l'entité, pour savoir à quel moment des droits de vote sont liés uniquement à des tâches administratives et si les activités concernées sont gérées au moyen d'accords contractuels. Le niveau d'implication d'ING Bank dans ces entités varie et englobe aussi bien le financement par emprunts et le financement par actions de ces entités que d'autres liens. Sur la base de ses méthodes comptables, ING détermine si ces implications n'entraînent aucune influence significative ou entraînent une influence significative, un contrôle conjoint ou un contrôle sur l'entité structurée.

Les entités structurées sur lesquelles ING peut exercer un contrôle sont consolidées. ING peut le cas échéant apporter son soutien aux entités structurées consolidées. Ce soutien est toutefois entièrement répercuté dans les états financiers consolidés d'ING Bank, car tous les actifs et passifs de ces entités doivent être pris en compte et les engagements hors bilan doivent être présentés.

Les activités d'ING impliquant des entités structurées sont décrites ci-après dans les catégories suivantes :

1. Programmes consolidés de titrisation, initiés par ING
2. Programme consolidé de covered bonds ('CBC') initié par ING
3. Programme consolidé de titrisation ('Mont Blanc') sponsorisé par ING
4. Programme de titrisation non consolidé ; et
5. Autres entités structurées

1. – Programmes consolidés de titrisation, initiés par ING

ING Bank prend part à des programmes de titrisation pour la gestion des liquidités, en vue d'obtenir des financements et d'augmenter les liquidités. Dans le cadre de ce programme, ING Bank vend à une entité structurée des actifs initiés par ING. Les expositions sous-jacentes concernent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux PME aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne, en Italie, en Australie et en Allemagne.

L'entité structurée émet des titres de créance titrisés ('titrisations traditionnelles') qui constituent des garanties éligibles aux fins d'obtention de liquidités auprès des banques centrales. Dans la plupart des programmes, ING Bank agit en qualité d'investisseur des titres de créance titrisés. ING Bank continue de consolider ces entités structurées, lorsqu'elle est supposée contrôler les entités.

L'entité structurée émet des billets de titrisation en deux tranches ou plus, dont la tranche senior obtient une notation élevée (AAA ou AA) par une agence de notation. La tranche retenue peut être utilisée ultérieurement en garantie par ING Bank sur le marché monétaire pour des emprunts garantis.

ING Bank est à l'origine de diverses titrisations correspondant au 31 décembre 2023 à environ 67 milliards d'euros (contre 65 milliards d'euros en 2022) de titres de créance de premier rang et de titres subordonnés dont environ 2 milliard d'euros (contre 1 milliard d'euros en 2020) ont été émis à l'extérieur. Les expositions sous-jacentes concernent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux PME. A l'exception des financements de tiers, ces titrisations n'ont pas impacté le bilan et le compte de résultat consolidés d'ING Bank.

En 2023, il n'existait aucun intérêt minoritaire significatif pour ING Bank dans le cadre des entités structurées de titrisation. Pour la majorité des véhicules de titrisation, ING Bank fournit les fonds à l'entité, à l'exception de 2 milliards d'euros qui sont financés par des tiers (contre 1 milliard d'euros en 2022).

En outre, la banque est à l'origine de diverses titrisations à des fins d'optimisation de la gestion des liquidités, qui consistent en des prêts de portefeuille garantis de premier rang, accordés à des filiales d'ING en Allemagne. Les risques sous-jacents concernaient des prêts de premier rang à de grandes entreprises et à des institutions financières, ainsi que des prêts de financement immobilier, principalement aux Pays-Bas. Au 31 décembre 2023, tous les prêts titrisés sont remboursés (444 millions d'euros en 2022).

2. – Programme consolidé de covered bonds ('CBC') initié par ING

ING Bank a conclu un programme de covered bonds. ING émet des obligations dans le cadre du programme covered bonds. Le paiement des intérêts et du principal est garanti par les entités structurées administrées par ING, ING Covered Bond Company B.V. et ING SB Covered Bond Company B.V. Pour que ces entités puissent remplir leur garantie, ING transfère légalement principalement des prêts hypothécaires néerlandais accordés par ING. De plus, ING offre une protection contre la détérioration des prêts hypothécaires. Ces entités sont consolidées par ING Bank.

Programme covered bonds (En millions d'euros.)	Juste valeur des prêts hypothécaires gagés	
	2023	2022
Sociétés néerlandaises émettrices de covered bonds	27 148	21 379
	27 148	21 379

De plus, les filiales d'ING en Allemagne, en Belgique, en Pologne et en Australie ont également émis des Covered Bonds assortis de prêts hypothécaires gagés pour environ 29 950 milliards d'euros (contre 24 880 milliards d'euros en 2022). Dans le cadre du programme covered bond, les tiers investisseurs dans des titres émis par l'entité structurée ont recours aux actifs de l'entité et aux actifs d'ING Bank.

3. – Programme consolidé de titrisation ('Mont Blanc') sponsorisé par ING

Dans les conditions habituelles de l'activité courante, ING Bank structure les opérations financières pour ses clients en les aidant à obtenir des sources de liquidité en cédant les créances clients ou d'autres actifs financiers à une entité à vocation spéciale (EVS). Les positions de premier rang dans ces transactions peuvent être financées par des effets de commerce multicédants, adossés à des actifs, gérés par ING, conduit Mont Blanc Capital Corp. (Cotés A-1/P-1). Mont Blanc Capital Corp. finance à son tour le marché des PCAA (Papiers Commerciaux Adossés à des Actifs).

En qualité d'agent administratif, ING Bank facilite ces transactions en agissant à titre d'agent administratif, de contrepartie swap et de fournisseur de liquidités à Mont Blanc Capital Corp. ING Bank offre aussi des facilités de soutien (à savoir des liquidités) pour garantir les transactions financées par le conduit. Les types d'actifs actuellement détenus par Mont Blanc incluent des créances clients, des créances de financement clients, des prêts pour véhicule et des prêts hypothécaires résidentiels.

ING Bank soutient les programmes d'effet de commerce en fournissant à Mont Blanc Capital Corp. des facilités de liquidités à court terme. Lorsqu'elles sont utilisées, ces facilités sont sujettes à un risque de crédit normal.

Les facilités de liquidités fournies à Mont Blanc s'élèvent à 2 268 millions d'euros (contre 2 446 millions d'euros en 2022).

Au 31 décembre 2023, la somme des liquidités prélevées était nulle (tout comme en 2022).

Les facilités de liquidités stand-by sont comptabilisées dans les facilités irrévocables. Toutes ces facilités qui varient en fonction du profil de risque sont accordées à Mont Blanc Capital Corp. sous réserve de procédures d'analyse normales d'ING Bank en matière de risque de crédit et de risque de liquidité. Les honoraires perçus pour les services fournis et pour les facilités sont facturés aux conditions du marché.

4. – Programme de titrisation non consolidé

En 2013, ING a cédé des actifs financiers (prêts hypothécaires) pour un montant approximatif de 2 milliards d'euros à une entité ad hoc (EVS). Cette transaction a entraîné la décomptabilisation totale des actifs financiers du bilan d'ING. Suite à ce transfert, ING détient toujours deux types de participations dans les actifs transférés : en tant que contrepartie pour les EVS d'un swap de taux d'intérêt non standard, qui sont comptabilisés comme des dérivés non détenus à des fins de transaction, et en tant que gestionnaire des actifs cédés. ING dispose d'une option pour dénouer la transaction en rachetant

toutes les obligations à leur montant total en capital, dans le cas peu probable de modifications des obligations comptables et/ou réglementaires qui auraient un impact significatif sur la transaction.

La juste valeur du swap détenu par ING au 31 décembre 2023 s'élevait à -26 millions d'euros (contre -40 millions d'euros en 2022) ; les variations de juste valeur de ce swap sont enregistrées au compte de résultat de 2023 pour 14 million d'euros (contre -6 millions d'euros en 2022). Les commissions s'y rapportant, comptabilisées pour son rôle d'agent administratif au compte de résultat en 2023, se montaient à 1 million d'euros (contre 1 million d'euros en 2022). Le revenu cumulé porté au compte de résultat depuis la décomptabilisation s'élève à 19 millions d'euros (contre 18 millions d'euros en 2022).

5. – Autres entités structurées

Dans le cadre de l'exercice des activités courantes, ING Bank engage différentes opérations dont les entités structurées sont les contreparties. Notamment dans ses opérations de financement structurées, ING peut contribuer à faciliter la création de ces entités contreparties. Ces entités ne sont généralement pas prises en compte dans les états financiers consolidés d'ING Bank, car ING facilite ces transactions en qualité d'agent administratif en fournissant des services de structuration, de comptabilité, de financement, de prêt et d'opérations.

ING Bank propose différents produits de fonds de placement à ses clients. ING Bank n'investit pas dans ces fonds de placement pour son propre compte ni n'agit en tant que gestionnaire de fonds.

43. – Parties liées

Dans le cours normal de l'activité, ING Bank engage différentes opérations avec des sociétés liées. Des parties sont considérées comme liées si l'une des parties a la capacité de contrôler ou d'exercer une influence significative sur l'autre partie dans le cadre de décisions financières ou décisions d'exploitation. Les parties liées d'ING Bank englobent entre autres ses filiales, ses sociétés liées, ses coentreprises, son personnel de direction clé et divers régimes de retraite à prestations et cotisations déterminées. Pour les plans d'avantages postérieurs à l'emploi, se référer à la note 30 'Prestation de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi'. Les transactions entre parties liées comprennent la fourniture ou la réception de services, de crédits baux, de transferts dans le cadre d'accords financiers et l'octroi de garanties ou de couvertures. Toutes les transactions entre parties liées ont eu lieu aux conditions habituelles du marché. Il n'y a eu aucune dotation importante aux provisions pour créances douteuses ni de créances douteuses significatives comptabilisées dans les soldes courants avec des parties liées. ING Bank fait partie d'ING Group et conclut aussi des transactions avec ING Group. Ces transactions englobent aussi bien des activités de financement que des opérations d'achat et de vente habituelles. Le tableau ci-dessous donne des informations sur les transactions avec ING Groep N.V.

Société mère

Transactions avec ING Groep N.V. (En millions d'euros.)	2023	2022
Actif	56	56
Passif	70 524	65 704
Revenus perçus	1	4
Charges payées	2 026	1 426

Les dettes à l'égard d'ING Groep N.V. incluent principalement des financements à long terme.

Sociétés liées et coentreprises

Transactions avec les principales sociétés liées et coentreprises d'ING Bank (En millions d'euros.)	Sociétés liées		Coentreprises	
	2023	2022	2023	2022
Actif	121	121		
Passif	424	309	1	1
Engagements hors bilan	20	28		
Revenus perçus	10	12		
Charges payées	3			

Les actifs, passifs, engagements et revenus relatifs aux Sociétés liées et coentreprises résultent de transactions réalisées dans le cadre des activités bancaires courantes. Les dividendes perçus par les sociétés liées et les coentreprises sont compris dans la Note 8 'Participations dans des sociétés liées et des coentreprises'.

Rémunération du personnel de direction clé

Le Directoire d'ING Groep N.V., le Management Board Banking et le Conseil de Surveillance sont considérés comme faisant partie du personnel de direction clé d'ING. En 2022 et 2023, trois membres du Directoire d'ING Groep N.V. étaient aussi membres du Management Board Banking.

Les transactions avec le personnel de direction clé, y compris leur rémunération, sont comprises dans les tableaux ci-après.

Rémunération du personnel de direction clé (Directoire et Management Board Banking) 2023 (En milliers d'euros.)	Directoire d'ING Groep	Management Board Banking (1)	Total
Rémunération fixe			
- Rémunération de base	4 220	4 200	8 420
- Indemnités forfaitaires collectives (2)	1 002	887	1 889
- Dépenses de retraite	78	107	185
- Indemnités de départ		734	734
Rémunération variable			
- Gratification en espèces		598	598
- Rémunération en actions	293	598	891
- Rémunération en espèces différée		897	897
- Rémunérations en actions différée	439	897	1 336
- Autres émoluments (3)	344	487	832
Rémunération totale	6 376	9 405	15 782

(1) à l'exclusion des membres du Management Board Banking qui sont aussi membres du Directoire d'ING Groep N.V.

(2) Les indemnités forfaitaires collectives sont constituées de deux épargnes en capital octroyées aux employés aux Pays-Bas, d'une épargne individuelle de 3,5 % et d'une épargne collective visant à compenser la perte de prestations de retraite pour les salaires supérieurs à 128 810 euros

(3) En font partie les indemnités d'expatriation (telles que le logement, les frais de scolarité et les assurances santé internationales, le cas échéant) ; les prestations bancaires et d'assurance d'ING (aux mêmes conditions que pour les autres employés d'ING aux Pays-Bas) ; les services de planification fiscale et financière pour assurer la conformité avec les exigences législatives pertinentes ; le remboursement des coûts dans le cadre de l'indemnité des administrateurs et des dirigeants fournie par ING ; l'utilisation d'une voiture de société ou d'un service de chauffeur.

Rémunération du personnel de direction clé (Directoire et Management Board Banking) 2022 (En milliers d'euros.)	Directoire d'ING Groep	Management Board Banking (1)	Total
Rémunération fixe			
- Rémunération de base	4 220	4 969	9 189
- Indemnités forfaitaires collective (2)	1 011	1 073	2 084
- Dépenses de retraite	70	116	186
- Indemnités de départ		932	932
Rémunération variable			
- Gratification en espèces		803	803
- Rémunération en actions	268	803	1 071
- Rémunération en espèces différée		1 204	1 204
- Rémunérations en actions différée	401	1 204	1 605
- Autres émoluments -3)	296	638	934
Rémunération totale	6 266	11 742	18 008

(1) à l'exclusion des membres du Management Board Banking qui sont aussi membres du Directoire d'ING Groep N.V.

(2) Les indemnités forfaitaires collectives sont constituées de deux épargnes en capital octroyées aux employés aux Pays-Bas, d'une épargne individuelle de 3,5 % et d'une épargne collective visant à compenser la perte de prestations de retraite pour les salaires supérieurs à 114 866 euros

(3) Cela comprend entre autres : le logement, les frais de scolarité, l'assurance maladie internationale, les frais de délocalisation et la planification fiscale et financière.

ING indemnise les membres du Directoire, dans la mesure où la loi le permet, pour les pertes financières directes liées à des réclamations de tiers introduites ou menaçant d'être introduites à leur encontre en raison de leur fonction de membre du Directoire aux conditions fixées dans les statuts et dans leur contrat de commission. ING a souscrit à une assurance responsabilité civile pour les membres du Directoire.

Conformément aux statuts, ING indemnise les membres du conseil de surveillance, dans la mesure où la loi le permet, pour les pertes financières directes liées à des réclamations de tiers introduites ou menaçant d'être introduites à leur encontre en raison de leur fonction de membre du conseil de surveillance.

La rémunération du personnel de direction clé est généralement prise en compte dans les Charges de personnel du compte de résultat. La rémunération totale du Directoire et du Management Board Banking est présentée dans le tableau ci-dessus.

En vertu des IFRS, certains éléments de la rémunération variable ne sont pas directement enregistrés au compte de résultat, mais sont imputés sur toute la période d'acquisition des droits. Le montant comparable comptabilisé dans les Charges de personnel en 2023 au titre des dépenses de 2023 et l'attribution d'une rémunération variable au titre d'exercices antérieurs, s'élève à 14 millions d'euros en 2023 (contre 14 millions d'euros en 2022).

Le tableau ci-dessous présente le total des rémunérations fixes, des indemnités de dépenses et des jetons de présence attribués au Conseil de Surveillance pour 2022 et 2023.

Rémunération du personnel de direction clé (Conseil de Surveillance) (En milliers d'euros.)	2023	2022
Rémunération totale	1 152	1 048

Prêts et avances au personnel de direction clé

Au 31 décembre 2023, les Prêts et avances au personnel de direction clé s'élevaient à 1,7 millions d'euros (contre 2,7 millions d'euros en 2022) et les engagements de prêt au personnel de direction clé se montaient à 203 000 euros (contre 203 000 euros en 2022). Le total des intérêts perçus en 2023 sur ces prêts et avances se montait à 30 000 euros (contre 62 000 euros en 2022).

Les prêts et avances ainsi que les engagements de prêts (1) ont été consentis dans le cours normal des activités, (2) ont été accordés dans les conditions comparables à celles des prêts et avances accordés à tous les employés et (3) n'ont pas présenté un risque de recouvrement supérieur à la normale ni d'autres caractéristiques défavorables. Les prêts et avances aux membres du Directoire et du Management Board Banking sont conformes aux critères fixés dans les directives de la banque centrale néerlandaise pour des prêts aux directeurs et administrateurs d'une entité réglementée telle qu'ING.

Dépôts en cours du personnel de direction clé

Au 31 décembre 2023, les Dépôts en cours du personnel de direction clé s'élevaient à 13,9 millions d'euros (contre 11,5 millions d'euros en 2022). Le total des intérêts versés en 2023 sur ces dépôts se montait à 197 000 euros (contre 36 000 euros en 2022).

Actions ING détenues par le personnel de direction clé

Nombre d'actions ING Groep N.V. du personnel de direction clé (En nombres.)	Actions d'ING Groep N.V.	
	2023	2022
Membres du Directoire	128 241	108 217
Management Board Banking	262 507	294 574
Membres du Conseil de Surveillance	5 295	5 295
Nombre total d'actions	396 043	408 086

44. – Gestion de capital

Objectifs

Le département Group Treasury (« GT ») Balance Sheet & Capital Management est responsable du maintien d'une capitalisation adéquate des entités du Groupe ING et d'ING Bank, afin de gérer le risque associé aux activités commerciales d'ING. Cela implique non seulement de gérer, planifier et allouer le capital au sein du Groupe ING, d'ING Bank et de ses différentes entités, mais aussi d'aider à exécuter les transactions nécessaires sur le marché des capitaux, le financement à terme (capital) et les opérations de gestion des risques. ING adopte une approche intégrée pour évaluer l'adéquation de ses fonds propres à son profil de risque et à son environnement opérationnel. Dans cette optique, GT Balance Sheet & Capital Management prend en compte les mesures et exigences réglementaires et internes, fondées sur l'économie, ainsi que les intérêts des principales parties prenantes telles que les actionnaires et les agences de notation.

Concernant le capital, ING Bank applique les principales définitions suivantes :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 (Tier 1) (CET1) - sont définis comme étant les fonds propres moins les ajustements réglementaires. Le capital CET1 divisé par les actifs pondérés en fonction des risques est égal au ratio CET1.
- Le capital Tier 1 - est défini comme le capital CET1, les titres de fonds propres additionnels Tier 1 (hybrides) et les autres ajustements réglementaires. Le capital Tier 1 divisé par les actifs pondérés en fonction des risques est égal au ratio de capital Tier 1.
- Le capital total - est défini comme le capital Tier 1, les passifs subordonnés Tier 2 et les ajustements réglementaires. Le capital total divisé par les actifs pondérés en fonction des risques est égal au ratio de capital total.
- Le ratio de levier - est défini comme le capital Tier 1 divisé par le montant total de l'exposition.

Évolution des capitaux

Les ratios de capital d'ING Bank à la fin de l'exercice ont diminué par rapport à 2022, principalement en raison de la baisse du capital CET1 disponible à la suite des 4,0 milliards d'euros de distributions supplémentaires, versées en amont au groupe ING. Les actifs pondérés en fonction des risques ont surtout été impactés par la diminution de volume de l'exposition liée à la Russie, par les mouvements de change, par l'amélioration de la qualité des comptes et l'effet des modèles.

ING Bank a versé 6,3 milliards d'euros de dividendes à ING Group au titre du bénéfice de 2023 et 4,0 milliards d'euros supplémentaires ont été distribués aux actionnaires par le groupe.

ING Bank N.V. affiche un ratio CET1 de 11,95 % contre une exigence de solvabilité globale CET1 (exigences tampons comprises) de 7,50 %. Le ratio Tier 1 de la banque a baissé de 14,5 % à 14,1 % par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de capital total de la banque a baissé de 17,0 %

Position des capitaux propres d'ING Bank selon CRR II / CRD V (En millions d'euros.)	2023	2022
Capitaux propres (1)	40 191	42 546
- Bénéfices intermédiaires non inclus dans le capital CET1	-766	-913
- Autres ajustements	-1 029	332
Ajustements réglementaires	-1 795	-580
Fonds propres de base Tier 1 disponibles	38 396	41 966
Titres additionnels Tier 1	6 962	6 280
Ajustements réglementaires additionnels Tier 1	86	78
Capital Tier 1 disponible	45 444	48 324
Obligations complémentaires de fonds propres Tier 2	9 115	10 046
Ajustements réglementaires Tier 2	54	41
Capital total disponible	54 613	58 411
Actifs pondérés en fonction des risques	321 358	332 853
Ratio des fonds propres de base Tier 1	11,95 %	12,61 %
Ratio Tier 1	14,14 %	14,52 %
Total ratio de fonds propres	16,99 %	17,55 %

(1) Les capitaux propres sont déterminés en vertu des IFRS-UE.

(2) Tous les titres T2 sont conformes à CRR/CRD V pour 2023.

Conformément à la législation applicable, les modèles de risque de crédit et de risque opérationnel utilisés dans le calcul des ratios de capital ne sont pas vérifiés.

Procédures de gestion du capital

Le département GT Balance Sheet & Capital Management garantit le respect des objectifs de tolérance de risque d'ING à travers la planification et l'exécution des opérations de gestion de capital. L'évaluation et la surveillance continues de l'adéquation des fonds propres sont intégrées dans le processus de planification du capital dans le cadre du Processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (PIEAFP). Dans le cadre du processus dynamique de planification des activités, ING prépare régulièrement un plan de capital et de financement pour toutes ses activités importantes et évalue en permanence le calendrier, la nécessité et la faisabilité des actions de gestion du capital conformément à sa stratégie d'exécution. Une flexibilité financière suffisante doit être préservée pour atteindre les principaux objectifs financiers. Les objectifs de tolérance de risque constituent les fondements du plan de capital et sont répercutés sur les différentes activités conformément au cadre de gestion des risques d'ING. Des mesures de fonds propres d'urgence et des indicateurs d'alerte précoce sont en place, en lien avec le plan d'urgence et de redressement d'ING, afin de soutenir la stratégie en temps de crise.

Une planification défavorable et des simulations de crise, reflétant le résultat de l'évaluation annuelle des risques, font partie intégrante du cadre de gestion des risques et du capital d'ING. Elles nous permettent (i) d'identifier et d'évaluer les potentielles vulnérabilités de nos activités, modèles d'entreprise, portefeuilles ou environnement opérationnel ; (ii) de comprendre les sensibilités des principales hypothèses utilisées dans nos plans stratégiques et plans de capital ; et (iii) d'améliorer la prise de décision et le pilotage de l'activité en équilibrant le risque et le rendement selon une approche de gestion prospective et prudente.

Exigences réglementaires

L'adéquation du capital et l'utilisation du capital réglementaire requis se basent sur les directives développées par le Comité de Bâle sur la supervision bancaire (le Comité de Bâle) et sur les directives de l'Union européenne, telles qu'appliquées par la banque centrale néerlandaise et la BCE à des fins de supervision. En 2010, le Comité de Bâle a publié de nouvelles exigences de solvabilité et de liquidité qui ont remplacé Bâle II et qui sont mises en œuvre dans l'UE via CRR / CRD.

Conformément au CRR, les exigences minimales de capital du pilier 1 applicables à ING Bank sont : un ratio CET1 de 4,5 %, un ratio Tier 1 de 6,0 % et un ratio de capital total de 8,0 % des actifs pondérés en fonction des risques. L'exigence globale CET1 (exigences tampons comprises) s'appliquant à ING Bank N.V. au niveau du groupe était de 7,50 % en 2023. Cette exigence correspond à la somme d'une exigence de 4,5 % au titre du pilier I, d'un tampon de conservation du capital (CCB) de 2,5 % et d'un tampon anticyclique (CCyB) de 0,50 % (sur la base des positions de décembre 2023).

Notations

Le tableau ci-dessous présente les notations de crédit d'ING et leurs perspectives. Chacune de ces notations reflète uniquement l'opinion de l'agence de notation au moment de la délivrance de la notation et toute explication concernant la signification d'une notation peut être obtenue auprès de l'agence de notation.

Principales notations de crédit d'ING Bank N.V. au 31 décembre 2023	S&P	Moody's	Fitch	Notation GBB (Gesellschaft für Bonitätsbeurteilung mbH)
ING Bank N.V. Notation de l'émetteur				
À long terme	A+	A1	AA-	A+
À court terme	A-1	P-1	F1+	Ne s'applique pas
Perspectives	Stable	Stable	Stable	Indéterminée
Note de la dette senior non garantie	A+	A1	AA-	

Une notation ne constitue pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de conserver des titres et chaque notation doit être évaluée indépendamment de toute autre notation. Il n'y a aucune garantie qu'une notation de crédit garde effet pour une période de temps donnée ou que ladite notation ne soit pas baissée, suspendue ou retirée par l'agence de notation, si les circonstances le nécessitent selon l'agence de notation. ING n'est aucunement responsable de l'exactitude ou de la fiabilité des notations.

45. – Événements ultérieurs

Il n'y a aucun événement survenu ultérieurement à signaler, autre que ceux déjà mentionnés à la Note 39 'Actions en justice'.

Approbation des comptes annuels consolidés

Amsterdam, le 4 mars 2024

Le Conseil de Surveillance

K.K. (Karl) Guha, Président
A.M.G. (Mike) Rees, Vice-Président
J. (Juan) Colombás
M. (Margarete) Haase
L.J. (Lodewijk) Hijmans van den Bergh
H.A.H. (Herman) Hulst
H.H.J.G. (Harold) Naus
A. (Alexandra) Reich
H.W.P.M.A. (Herna) Verhagen

Le Management Board Banking

S.J.A. (Steven) van Rijswijk, Président Directeur Général
T. (Tanate) Phutrakul, Directeur financier
L. (Ljiljana) Čortan, Directeur de la gestion des risques
P. (Pinar) Abay, Responsable des divisions Banque de détail, Market Leaders et Challengers & Marchés en expansion
A.J.M. (Andrew) Bester, Responsable de la Division Wholesale Banking
M.A. (Marnix) van Stiphout, Directeur des opérations, Directeur de la transformation et Directeur technique

C. – Rapport d’audit des comptes annuels 2023 contenus dans le rapport annuel

Rapport d’audit des comptes annuels 2023 contenus dans le rapport annuel

Notre opinion

A notre avis :

- les états financiers consolidés joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière d’ING Bank N.V. au dimanche 31 décembre 2023, ainsi que du résultat et des flux de trésorerie pour l’exercice alors clos, et ce conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu’adoptées par l’Union européenne (UE-IFRS) et à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais ;
- les états financiers joints de la société sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière d’ING Bank N.V. au 31 décembre 2023, ainsi que du résultat pour l’exercice alors clos, et ce conformément à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais.

Portée de notre mission d’audit

Nous avons vérifié les états financiers 2023 d’ING Bank N.V. (la ‘Société’ ou ‘ING Bank’), basée à Amsterdam. Les états financiers incluent les états financiers consolidés et les états financiers de la société.

Les états financiers consolidés comprennent :

1. le bilan consolidé au 31 décembre 2023.
2. les états financiers consolidés suivants pour 2023 : le compte de résultat, l’état du résultat global, l’état des variations de capitaux propres et l’état des flux de trésorerie ; et
3. les notes constituées d’une synthèse des principaux principes comptables et d’autres notes explicatives.

Les états financiers de la société comprennent :

1. le bilan de la société mère au 31 décembre 2023.
2. le compte de résultat de la société mère et l’état des variations de capitaux propres pour 2023 ; et
3. les notes constituées des principes de préparation et d’autres notes explicatives.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit conformément à la législation néerlandaise, incluant les normes d’audit en vigueur aux Pays-Bas. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans le chapitre ‘Nos missions d’audit des états financiers’ du présent rapport.

Nous sommes indépendants d’ING Bank N.V. au sens des exigences éthiques définies dans le texte réglementaire néerlandais ‘Verordening inzake de onafhankelijkheid van accountants bij assurance-opdrachten’ (ViO - Code de déontologie à l’usage des comptables professionnels) et dans autres textes réglementaires en vigueur aux Pays-Bas. De plus, nous nous sommes conformés au ‘Verordening gedrags- en beroepsregels accountants’ (VGBA, Code d’éthique néerlandais).

Nous avons conçu nos procédures d’audit dans le contexte de notre audit des comptes annuels consolidés dans leur ensemble et dans le but de former notre opinion à cet égard. Les informations relatives à la continuité de l’exploitation, à la fraude, au non-respect des lois et règlements, aux risques liés au climat et aux éléments clés de l’audit ont été traitées dans ce contexte, et nous ne fournissons pas d’opinion ou de conclusion distinctes sur ces questions.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Informations à l’appui de notre opinion**Résumé**Principe de l’importance relative

- Importance relative globale du Groupe de 300 millions d’euros (250 millions d’euros en 2022).
- 2.9 % de bénéfice avant impôt (2022 : 4.5 % de bénéfice avant impôt).

Audit du Groupe

- 88 % de bénéfice avant impôt couverts par les procédures d’audit mises en œuvre par les auditeurs des composantes (83 % en 2022).
- 92 % du total de l’actif couverts par les procédures d’audit mises en œuvre par les auditeurs des composantes (92 % en 2022).

Risque d'anomalies significatives liées à la fraude, au non-respect des lois et réglementations, à la continuité de l'exploitation et aux risques liés au climat

- Risques de fraude : risque présumé lié au contournement des contrôles par la direction et risque de contournement par la direction des provisions collectives des créances irrécouvrables, identifiés et intégrés dans notre réponse de l'audit.
- Risques de non-conformité aux textes légaux et réglementaires (NOCLAR) : nos procédures d'évaluation des risques NOCLAR n'ont pas abouti à l'identification d'un risque d'anomalies significatives.
- Risques liés à la continuité de l'exploitation : aucun risque significatif en termes de continuité d'exploitation n'a été identifié.
- Risques climatiques : nos procédures d'évaluation des risques liés au climat n'ont pas permis d'identifier un risque d'anomalie significative.

Éléments clés de l'audit

- Évaluation des pertes attendues sur les prêts et avances aux clients et les prêts et avances aux banques
- Accès utilisateurs et gestion des changements

Principe de l'importance relative

En nous basant sur notre jugement professionnel, nous avons évalué l'importance relative au regard des états financiers à un montant total de 300 millions d'euros (contre 250 millions d'euros en 2022). L'importance relative est déterminée en se basant sur le bénéfice avant impôt et représente 2,9 % (contre 4,5 % en 2022) de ce solde. Nous estimons que le bénéfice avant impôt est la référence la plus appropriée, en nous fondant sur notre évaluation des besoins d'information globale des utilisateurs des états financiers et compte tenu du fait qu'ING Bank est une entité à but lucratif. L'augmentation de l'importance relative est le reflet d'une augmentation du bénéfice avant impôt. Nous avons également pris en considération des anomalies et/ou anomalies éventuelles qui, à notre avis, sont significatives pour les utilisateurs des états financiers pour des raisons qualitatives.

Nous avons convenu avec le Comité d'Audit du Conseil de Surveillance que les anomalies de plus de 15 millions d'euros (contre 12,5 millions d'euros en 2022) lui seraient signalées, tout comme des anomalies de moindre importance qui, à notre avis, nécessitent d'être signalées pour des raisons qualitatives.

Portée de l'audit du groupe

ING Bank est à la tête d'un groupe d'entités. Les informations financières de ce groupe sont comprises dans les états financiers consolidés d'ING Bank.

ING Bank est constituée de 6 segments : Banque de détail Pays-Bas, Banque de détail Belgique, Banque de détail Allemagne, Banque de détail Autres, Wholesale Banking et Corporate Line Banking, chacun de ces segments englobant de nombreuses entités et/ou s'étendant sur divers pays.

Comme nous sommes responsables en définitive de l'opinion formulée, notre mission consiste aussi à mener, superviser et réaliser l'audit du groupe. En conséquence, nous avons déterminé la nature et l'étendue des procédures d'audit à effectuer pour les entités ou composantes du groupe.

Soit ces composantes revêtent individuellement une importance financière, en raison de leur taille relativement importante au sein du groupe, soit nous avons identifié un risque élevé d'anomalies significatives pour un ou plusieurs soldes de compte de ces entités. De plus, nous avons étendu la portée de notre audit du groupe à d'autres composantes non significatives, afin d'atteindre une couverture suffisante de tous les soldes de compte.

Cela s'est traduit par un audit de portée intégrale ou spécifique pour 36 composantes à l'échelle mondiale, couvrant 16 pays au total. Une couverture à 88 % du bénéfice avant impôt et à 92 % du total de l'actif a ainsi été atteinte. Pour les 12 % restants du bénéfice avant impôt et les 8 % restants du total de l'actif, les procédures d'audit ont été effectuées au niveau du groupe, y compris des procédures analytiques, afin de confirmer que notre portée d'examen est restée la plus appropriée tout au long de l'audit.

La consolidation des composantes du groupe, les informations à fournir dans les états financiers et certaines questions comptables traitées au niveau du groupe ont également été prises en compte par l'équipe d'audit du groupe. Les procédures appliquées par l'équipe d'audit du groupe comprenaient, sans s'y limiter, des procédures de corroboration relatives aux capitaux propres et certains éléments du processus de provisionnement des créances irrécouvrables.

Toutes les composantes qui sont incluses dans le périmètre de reporting sont vérifiées par les entreprises membres du réseau KPMG. Nous avons envoyé à tous les auditeurs des composantes des instructions d'audit détaillées couvrant les domaines importants, tels que les risques d'anomalies significatives identifiés au niveau du groupe et avons détaillé quelles sont les informations devant être transmises à l'équipe d'audit du groupe.

Nous avons effectué des visites sur site avec la direction et les équipes d'audit locales, ainsi que des examens de dossiers aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne et en Pologne. Nous avons procédé à un examen des dossiers à distance pour Singapour et les États-Unis. Nous nous sommes rendus en Australie, aux Philippines, au Royaume-Uni, en Suisse et en Turquie au cours de l'année pour rencontrer les directions locales et les équipes d'audit locales afin de discuter de l'approche d'audit planifiée et de l'avancement de leurs travaux d'audit.

Pour toutes les composantes couvertes par l'audit du groupe, nous avons tenu notre conférence de planification annuelle aux Pays-Bas. Les auditeurs des composantes étaient directement informés des développements en cours par le contrôleur financier du groupe et le service des relations avec les investisseurs. En outre, nous avons tenu des conférences téléphoniques et/ou des réunions à distance avec les équipes d'audit de ces composantes et nous avons assisté à des réunions de clôture avec la direction des composantes aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne. Durant les réunions et conférences téléphoniques, nous avons abordé plus spécifiquement les questions de la planification, de l'évaluation des risques, des procédures mises en œuvre, des constatations et observations transmises aux auditeurs du groupe et tous les travaux supplémentaires jugés nécessaires par l'équipe d'audit du groupe ont alors été effectués.

L'équipe d'audit du groupe a fixé des niveaux d'importance significative, allant de 30 millions d'euros à 115 millions d'euros, en combinant la taille et le profil de risque des états financiers des composantes du groupe, afin de réduire l'agrégation des risques à un niveau acceptable.

En appliquant les procédures mentionnées ci-dessus aux composantes du groupe, ainsi que les procédures additionnelles au niveau du groupe, nous avons pu obtenir un nombre suffisant d'éléments probants et appropriés eu égard aux informations financières du groupe pour formuler notre opinion sur les états financiers.

Nos procédures telles que décrites ci-dessus peuvent se résumer comme suit :

Bénéfice avant impôt	
88 % Couverts par des procédures de vérification mises en œuvre par les auditeurs des composantes	12 % Couverts par les procédures appliquées au niveau du groupe
Total actifs	
92 % Couverts par des procédures de vérification mises en œuvre par les auditeurs des composantes	8 % Couverts par des procédures supplémentaires appliquées au niveau du groupe

Réponse de l'audit au risque de fraude et de non-respect des lois et réglementations

Introduction

Dans les chapitres 'Stratégie et performance' et 'Gestion du risque - Risque non financier et risque de conformité' du rapport annuel et dans la note 39 des comptes annuels, le Management Board Banking détaille les procédures qu'il met en œuvre pour contrer le risque de fraude et de non-respect des lois et réglementations. L'évaluation sur ces sujets est présentée dans le rapport du Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de nos vérifications, nous avons acquis des connaissances sur la société et son environnement professionnel et évalué la façon dont la société gère les risques en matière de fraude et de non-conformité.

Nos procédures englobaient entre autres l'évaluation du code de conduite de la société, les procédures de dénonciation, le registre des incidents et ses procédures d'investigations de possibles fraudes et non-conformités. De plus, nous avons mené des enquêtes pertinentes auprès de la direction, du comité d'audit, du Conseil de surveillance et d'autres fonctions concernées, telles que le responsable de la conformité et de l'audit interne. Nous avons confronté ces demandes avec les résultats de notre inspection de la correspondance tenue avec les autorités de contrôle et les régulateurs concernés. Nous avons aussi intégré des éléments d'imprévisibilité dans notre audit, notamment en modifiant nos critères de risque élevé appliqués aux tests des écritures comptables, en concevant d'importantes procédures d'audit additionnelles, en variant le calendrier des procédures d'audit, y compris les tests des contrôles, en effectuant une visite sur place dans une entité éloignée (les Philippines) et en faisant appel à des experts judiciaires dans nos procédures d'audit.

Non-respect des lois et réglementations

Ainsi, notre évaluation des risques nous a permis d'identifier les lois et réglementations suivantes comme étant les plus susceptibles d'avoir un effet significatif sur les états financiers en cas de non-respect :

- Loi sur la fraude, la corruption et la lutte contre les pots-de-vin (reflétant la nature significative et géographiquement diversifiée des opérations et des clients) ;
- Loi de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement des activités terroristes (reflétant l'implication de la société dans un certain nombre d'enquêtes en cours menées par les autorités nationales compétentes) ;
- Loi sur la protection des données (reflétant le traitement des données sensibles inhérent aux activités de la société) ;
- Réglementations prudentielles et de surveillance (reflétant la nature des activités de la société) ;
- Loi sur les sanctions (reflétant la nature significative et géographiquement diversifiée des activités et des clients) ; et
- Loi sur la concurrence (reflétant l'implication de la société dans un certain nombre d'enquêtes en cours menées par les autorités nationales de la concurrence).

Nos procédures n'ont pas permis d'identifier un risque d'anomalie significative.

Risque de fraude

Nous avons estimé que le risque présumé de fraude au niveau de la comptabilisation des revenus n'est pas significatif, car la comptabilisation des produits d'intérêts et des produits de commissions est basée sur des comptes de régularisation générés automatiquement sur la base de données statiques provenant du système source et contient donc des opérations courantes non soumises au jugement de la direction. En outre, les contrats utilisés dans le secteur financier reposent généralement sur des définitions normalisées qui limitent au minimum le niveau de complexité de la comptabilisation des revenus.

En nous appuyant sur les constats ci-dessus et en vertu des normes d'audit, nous avons identifié que les risques de fraude suivants étaient pertinents pour notre audit et y avons répondu comme suit :

Contournement par la direction des contrôles (un risque présumé)

La direction se trouve dans une position particulière lui permettant de manipuler les dossiers comptables et de préparer des états financiers frauduleux en neutralisant les contrôles qui, en l'absence d'une telle intervention, seraient efficaces grâce au signalement d'écritures de journal fictives par exemple.

Nous avons évalué la conception et la mise en œuvre des contrôles internes visant à atténuer les risques de fraude, notamment les processus liés aux écritures du journal et les estimations relatives aux provisions pour créances irrécouvrables, et en avons testé l'efficacité opérationnelle. Nous avons également procédé à une analyse des entrées du journal à haut risque et évalué si les estimations et jugements clés de la société faisaient preuve de partialité. Lorsque notre analyse des données nous a permis d'identifier des écritures de journal inattendues ou d'autres risques, nous avons mis en œuvre des procédures d'audit pour traiter chaque écriture comptable identifiée, notamment en testant les opérations en remontant jusqu'aux informations sources.

Contournement par la direction de constitution de provisions collectives pour créances irrécouvrables (ECL)

En ce qui concerne le risque de fraude lié au contournement par la direction des résultats attendus du processus de provisionnement des créances irrécouvrables et les réponses apportées, nous vous renvoyons à l'élément clé de l'audit 'Évaluation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances aux clients et sur les prêts et avances aux banques'.

Notre évaluation des procédures mises en œuvre en matière de fraude et de non-respect des lois et réglementations n'ont pas permis de caractériser une question clé de l'audit. Nos procédures d'audit n'ont pas révélé d'indices et/ou de suspicion raisonnable de fraude et de non-conformité considérés comme significatifs pour notre audit.

Nous avons fait part de notre évaluation des risques et de nos réponses et résultats de l'audit à la direction et au Comité d'Audit du Conseil de Surveillance.

Réponse de l'audit à la continuité d'exploitation

Comme expliqué à la page 127 des états financiers, le Management Board Banking a procédé à l'évaluation de la continuité d'exploitation et n'a pas identifié de risques significatifs de continuité d'exploitation. Nous avons réalisé, entre autres, les procédures suivantes pour vérifier l'évaluation réalisée par le Management Board Banking :

- nous avons examiné si l'évaluation par le Management Board Banking des risques de continuité d'exploitation a porté sur toutes les informations pertinentes dont nous avons eu connaissance à la suite de l'audit ;
- nous avons examiné si l'évolution des taux d'intérêt et d'inflation, l'incertitude géopolitique et les risques de perturbation dus à l'innovation et à l'émergence de nouveaux concurrents dans le secteur technologique indiquent un risque de continuité de l'exploitation ;
- nous avons analysé la situation financière de la société à la fin de l'exercice et l'avons comparée à celle de l'exercice précédent en termes d'indicateurs susceptibles d'identifier des risques significatifs de continuité d'exploitation ; et
- nous avons inspecté la correspondance réglementaire afin de comprendre la position des capitaux propres et des liquidités de la société, qui sous-tend l'évaluation par la direction de l'hypothèse de continuité d'exploitation pour le reporting financier.

Le résultat de nos procédures d'évaluation des risques concernant l'évaluation de la continuité d'exploitation, y compris notre prise en compte des conclusions de nos procédures d'audit sur d'autres domaines, n'a pas donné lieu à la mise en œuvre de procédures d'audit supplémentaires concernant l'évaluation de la continuité de l'exploitation par le Management Board Banking.

Réponse de l'audit aux risques liés au climat

Lors de la planification de notre audit, nous avons pris en compte l'impact potentiel des risques liés au changement climatique sur les activités de la société et sur ses états financiers. La société a exposé ses engagements et ses ambitions en matière de changement climatique dans les chapitres « Stratégie et performance » ('Le développement durable au cœur de nos préoccupations') et 'Gestion des risques' ('Risques environnementaux, sociaux et de gouvernance') du rapport annuel. La société a pour objectif de parvenir à une économie nette zéro dans ses propres activités, d'orienter les parties

du portefeuille de prêts les plus intensives en carbone vers une économie nette zéro d'ici 2050 et de fixer des objectifs intermédiaires, ainsi que de financer et de conseiller des clients spécifiques dans l'optique d'une économie nette zéro. Dans le contexte des activités et des opérations de la société, la direction a procédé à une évaluation approfondie de la manière dont les risques et les opportunités liés au climat, ainsi que les engagements et les ambitions de la société, pourraient avoir un impact significatif sur ses activités ou imposer la nécessité d'adapter sa stratégie et ses opérations. La direction a examiné l'impact des risques de transition et des risques physiques sur les états financiers conformément au cadre d'information financière applicable, en particulier les pertes de crédit attendues sur les prêts et les avances, comme décrit dans le chapitre « 'Gestion des risques - risques environnementaux, sociaux et de gouvernance' et dans le chapitre 'Gestion des risques - risques climatiques et environnementaux' dans les modèles IFRS9' du rapport annuel. La direction a fait part de considérations ayant une incidence directe sur les postes des états financiers et sur les facteurs de risque à moyen et long terme et a conclu qu'ils n'ont pas d'incidence directe importante sur les états financiers de 2023. La direction a préparé les états financiers, notamment en examinant si les implications des risques, engagements et ambitions liés au climat ont été correctement prises en compte et communiquées. Dans le cadre de notre audit, nous avons procédé à une évaluation de l'impact des risques liés au climat, des engagements/ambitions de la société en matière de changement climatique sur les états financiers et notre approche d'audit. A cet effet :

- En vue de comprendre les processus mis en œuvre par la direction, nous avons :
 - procédé à une analyse de l'environnement externe et appréhendé les thèmes et questions de durabilité pertinents pour ING ;
 - mené des enquêtes auprès du Management Board Banking et d'autres cadres supérieurs et membres du comité ESG et du comité d'audit du conseil de surveillance.
 - examiné les documents pertinents afin de comprendre, dans le contexte des activités et des opérations de la société, comment la direction évalue l'impact potentiel des risques et opportunités liés au climat dans le rapport annuel et les états financiers de la société et quel est le degré de préparation de la société à cet égard ;
 - pris connaissance des procès-verbaux des réunions du le Management Board Banking et du Conseil de Surveillance.
 - examiné la correspondance réglementaire afin de comprendre la façon dont la direction a évalué le risque climatique et la gestion du risque qui en découle ;
 - cherché à comprendre si des réglementations actuelles et/ou futures pouvaient avoir un impact sur ING, telles que les réglementations sur les émissions de gaz à effet de serre, les augmentations potentielles des taxes sur les produits actuels et les obligations futures en matière de rapports sur le climat ; et
 - avons pu appréhender les politiques d'alignement à l'objectif 'net zéro' d'ING, y compris à l'objectif intermédiaire fixé pour 2030.
- Nous avons évalué les facteurs de risque de fraude liés au climat lors de la communication d'informations inappropriées sur les risques liés au climat et les pressions exercées sur la direction afin qu'elle atteigne les objectifs climatiques, étant donné que ces objectifs sont liés à la rémunération du Management Board Banking.
- Nous avons mené des enquêtes spécifiques auprès du conseiller juridique sur les allégations et plaintes liées au risque climatique à l'encontre de la société, et nous avons mis en œuvre des procédures de corroboration spécifiques en rapport avec les informations fournies à ce sujet dans la Note 39 'Actions en justice'.
- Nous avons fait appel à nos experts en matière de changement climatique pour nous aider à comprendre comment les risques liés au climat et les pressions exercées sur la direction pour qu'elle atteigne les objectifs climatiques et les opportunités peuvent affecter la société et sa comptabilité dans les états financiers de l'exercice en cours.
- Nous avons fait appel à nos experts en matière de changement climatique et à nos experts en modélisation pour nous aider à comprendre l'impact des risques liés au climat sur l'estimation des pertes de crédit attendues, y compris les modèles de risque de crédit, tels qu'ils ont été déterminés par la société.

Sur la base des procédures effectuées ci-dessus, nous avons conclu que les risques liés au climat n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers de 2023 selon les exigences des normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne (IFRS-UE) et de la partie 9 du livre 2 du Code civil néerlandais et n'ont aucun impact sur nos éléments clés d'audit.

En outre, nous avons pris connaissance des 'Autres informations' concernant les risques liés au climat, telles qu'elles sont publiées dans le rapport annuel, et nous avons examiné si ces informations contiennent des incohérences significatives par rapport aux états financiers ou aux connaissances obtenues dans le cadre de notre audit, en particulier telles qu'elles sont décrites ci-dessus, et aux connaissances que nous avons obtenues par ailleurs.

Les éléments clés de notre audit

Les éléments clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, étaient les plus significatifs dans notre audit des états financiers. Nous avons communiqué les éléments clés de l'audit au Comité d'Audit du Conseil de Surveillance. Les éléments clés de l'audit ne reflètent pas de façon exhaustive l'ensemble des points discutés.

Évaluation des pertes attendues sur les prêts et avances aux clients et les prêts et avances aux banques

Description

Comme indiqué dans le chapitre 'Risque de crédit' pages 53 à 82 et dans les Notes 3 et 7 des comptes annuels consolidés, les prêts et avances aux clients se montent à 642 milliards d'euros et les prêts et avances aux banques à 17 milliards d'euros au 31 décembre 2023. Ces prêts et avances sont évalués au coût amorti, dont est déduite une provision pour pertes sur créances attendues (ECL) de 6 milliards d'euros.

La direction a estimé les ECL en s'appuyant sur trois éléments : la probabilité de défaillance ('PD'), la perte attendue en cas de défaillance ('LGD') et l'exposition à la défaillance ('EAD'). Elle a eu recours à des scénarios macroéconomiques prospectifs, auxquels elle a appliqué des pondérations. Parmi les facteurs macroéconomiques pertinents, il y a le produit intérieur brut ('PIB'), l'indice des prix de l'immobilier ('IPH') et le taux de chômage.

Les récentes conditions économiques se situent hors des limites des précédents historiques appliqués au développement de méthodologies pour le modèle ECL et entraînent de grandes incertitudes dans l'estimation des ECL. Ces incertitudes sont prises en compte par la direction par le biais de superpositions de jugements.

Notre réponse

Nous avons identifié l'évaluation des ECL au titre des prêts et avances aux clients et des prêts et avances aux banques comme étant un élément clé de l'audit, car des jugements importants et complexes, ainsi que des compétences et connaissances spécialisées, sont requis de la part de l'auditeur pour évaluer les éléments suivants de l'estimation ECL globale :

- les jugements utilisés pour évaluer les paramètres de PD et LGD, basés sur un modèle ;
- la détermination du montant et de l'échéancier des flux de trésorerie de recouvrement futurs attendus pour les évaluations des différentes provisions pour créances irrécouvrables et les pondérations de probabilité appliquées en présence de plus d'un scénario de recouvrement.
- le recours à des prévisions macroéconomiques prospectives pour les ECL, y compris le PIB, l'IPH et le taux de chômage.
- l'identification et l'application cohérentes de critères relatifs à l'augmentation significative du risque de crédit ('SICR') dans un environnement macroéconomique et une situation géopolitique qui restent incertains.
- la détermination des superpositions de gestion enregistrées pour les ECL en raison de l'incertitude persistante des perspectives macroéconomiques dans l'économie mondiale, combinée au retard avec lequel les modèles tiennent compte des risques émergents.

Les principales vérifications que nous avons effectuées pour traiter cet élément clé de l'audit sont les suivantes :

- Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle de certains contrôles internes liés à l'estimation des pertes de crédit attendues pour les prêts et avances aux clients et les prêts et avances aux banques. Il s'agit notamment de contrôles liés au choix des hypothèses clés (y compris PD, LGD et les prévisions macroéconomiques), à l'examen et l'approbation des résultats du modèle, à la gouvernance et à la surveillance des pertes de crédit attendues, à la détermination des notations de risque de crédit, à l'estimation des flux de trésorerie futurs de recouvrement des différentes créances irrécouvrables et à la détermination des superpositions de gestion enregistrées pour les pertes de crédit attendues.
- Nous avons fait appel à des professionnels du risque de crédit ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour nous aider à évaluer les hypothèses permettant de déterminer les paramètres de PD et LDG dans les modèles utilisés par la société en vue de déterminer les provisions collectives, y compris pour évaluer les modèles de risque de crédit recalibrés et redéveloppés. En faisait partie la réalisation de contrôles a posteriori de certains modèles afin de mesurer la performance actuelle du modèle et d'identifier l'augmentation significative du risque de crédit (SICR) sur les prêts en remettant en question la portée des critères utilisés par la direction dans les évaluations par étapes, l'application cohérente des seuils pour chaque critère et la capacité des critères d'échelonnement à identifier la SICR avant que les prêts ne soient dépréciés. En outre, les professionnels du risque de crédit nous ont assisté pour les tests des superpositions de gestion enregistrés, dont les superpositions liées aux intérêts et à l'inflation, aussi bien pour les portefeuilles du wholesale banking que de la banque de détail et une superposition liée aux prêts hypothécaires résidentiels à taux d'intérêt aux Pays-Bas uniquement.
- Nous avons fait appel à des professionnels de l'économie ayant des compétences et connaissances spécialisées pour nous aider à évaluer la méthodologie de la Société dans la détermination des prévisions macro-économiques utilisées dans le calcul des pertes de crédit attendues. Nous avons testé le caractère raisonnable des prévisions de la direction par rapport à d'autres références externes et à nos propres prévisions internes.
- Nous avons fait appel à des professionnels du financement des entreprises ayant des compétences et connaissances spécialisées pour nous aider à examiner les méthodologies, les flux de trésorerie et les valeurs de garantie utilisés dans les évaluations des flux de trésorerie de recouvrement futurs attendus des différentes provisions pour créances irrécouvrables et pour nous aider à remettre en question l'utilisation par la direction de scénarios de recouvrement et de flux de trésorerie prévus en tenant compte des tendances du secteur et de références comparables et en recalculant les montants de recouvrement.
- Nous avons évalué si les informations sur la gestion du risque de crédit étaient présentées de manière appropriée et traitent des incertitudes qui existent dans le cadre de la détermination de l'ECL.

Nos observations

Sur la base de nos procédures, nous avons constaté que l'évaluation globale par la direction des prêts et avances aux clients et banques se situait dans une fourchette acceptable et a été présentée de façon adéquate dans les Notes 3 et 7 des états financiers.

Accès utilisateurs et gestion des changementsDescription

ING Bank est fortement tributaire de son environnement informatique pour la poursuite de ses activités et la fiabilité de son information financière. L'environnement informatique d'ING Bank évolue au fil du temps, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre d'outils pour soutenir l'exécution automatisée des contrôles liés à l'accès des utilisateurs et à la gestion des changements des actifs informatiques. Nous considérons que, de manière générale, les contrôles informatiques constituent une question clé de l'audit, et en particulier ceux relatifs aux contrôles d'accès des utilisateurs et de gestion des changements qui soutiennent le fonctionnement efficace des contrôles automatisés.

Notre réponse

Notre approche de l'audit repose dans une large mesure sur l'efficacité des contrôles automatisés, dont le bon fonctionnement dépend des contrôles informatiques généraux portant sur l'accès des utilisateurs et la gestion des changements. Compte tenu des caractéristiques techniques de ces contrôles, des spécialistes de l'audit informatique font partie intégrante de notre équipe d'audit.

Ils testent la conception, la mise en œuvre et l'efficacité opérationnelle des contrôles automatisés et des contrôles informatiques généraux concernant les applications, les bases de données, les systèmes d'exploitation et les outils automatisés. Les contrôles informatiques généraux englobaient l'attribution des accès, la conception des droits d'accès, la suppression en temps utile des droits d'accès des utilisateurs, l'accès et la surveillance des utilisateurs privilégiés, l'accès au déploiement des modifications ainsi que le test et l'approbation des modifications avant leur mise en œuvre.

Nos procédures d'audit ont mis en évidence des lacunes en matière d'accès et de surveillance des utilisateurs privilégiés, notamment en ce qui concerne l'accès à la modification des configurations, au déploiement du code ou à la modification des données. La direction a pu remédier à certaines de ces lacunes avant la fin de l'exercice, mais pas à toutes. En ce qui concerne les lacunes non résolues durant l'exercice ou à la fin de l'exercice, nous avons mis en œuvre des procédures supplémentaires pour répondre au risque d'accès non autorisé et/ou non intentionnel aux contrôles automatisés ou au risque de modification de ces derniers. Ces procédures comprenaient des tests relatifs aux contrôles correctifs mis en place par la direction et aux autres procédures de corroboration.

Nos observations

Notre approche de l'audit s'appuie sur l'association de contrôles correctifs et de procédures de corroboration supplémentaires.

Compte rendu sur les autres informations contenues dans le rapport annuel

En plus des états financiers et du rapport des commissaires aux comptes y afférant, le rapport annuel contient d'autres informations.

Sur la base des procédures ci-après, nous estimons que ces autres informations :

- concordent avec les états financiers et ne contiennent pas d'anomalies significatives ; et
- contiennent les informations requises par la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais pour le rapport de gestion et les autres informations.

Nous avons pris connaissance des autres informations. Sur la base de nos connaissances et de la compréhension que nous avons des états financiers suite à notre audit, nous avons évalué si les autres informations contiennent des anomalies significatives.

Nous avons mis en œuvre ces procédures en nous conformant aux exigences de la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais et de la norme néerlandaise 720. L'étendue des procédures réalisées est moins importante que celle des procédures de notre audit des états financiers.

Le Management Board Banking est responsable de la préparation des autres informations, notamment des informations requises par la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais.

Rapport portant sur d'autres exigences légales et réglementaires et ESEF

Mandat

L'Assemblée Générale des Actionnaires nous a désignés comme auditeurs d'ING Bank N.V. le 11 mai 2015, à compter de l'audit relatif à l'exercice 2016 et nous exerçons la fonction de commissaire aux comptes depuis cet exercice. Notre mandat a été renouvelé par l'Assemblée Générale des Actionnaires le 23 avril 2019 pour continuer de servir ING Bank en tant qu'auditeur externe pour les exercices 2020 à 2023. Il a été renouvelé encore par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 24 avril 2023 pour continuer de servir ING Bank en tant qu'auditeur externe pour les exercices 2024 et 2025

Absence de fourniture de services autres que d'audit réputés interdits

Nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit réputés interdits, tels que visés à l'article 5(1) du Règlement de l'UE relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public.

Services rendus

Durant la période sur laquelle porte notre audit réglementaire, nous avons, outre le présent audit, fourni les services suivants à la société et aux établissements qu'elle contrôle :

- Procédures convenues et missions de vérification au profit de partenaires externes, essentiellement pour se conformer aux normes comptables.

Format électronique unique européen (ESEF)

ING Bank a préparé son rapport annuel sous le format électronique unique européen. Les exigences de ce format sont énoncées dans le règlement délégué (UE) n° 2019/815 portant sur les normes techniques réglementaires (regulatory technical standards - RTS) relatives à la spécification d'un format unique de déclaration électronique (ces exigences sont désignées ci-après par les RTS de l'ESEF).

Selon nous, le rapport annuel préparé au format XHTML, y compris les états financiers consolidés (partiellement) balisés tels qu'inclus dans le reporting package d'ING Bank, respecte dans tous ses aspects significatifs les RTS de l'ESEF.

Le Management Board Banking est responsable de la préparation du rapport annuel, états financiers compris, dans le respect des RTS de l'ESEF, sachant que le Management Board Banking associe les différents éléments dans un seul reporting package.

Il nous appartient d'obtenir l'assurance raisonnable qu'à notre avis, le rapport annuel dans ce reporting package est conforme aux RTS de l'ESEF. Nous avons procédé à notre évaluation conformément à la législation néerlandaise, incluant la norme néerlandaise 3950N « Assurance-opdrachten inzake het voldoen aan de criteria voor het opstellen van een digitaal verantwoordingsdocument » (missions d'assurance relatives à la conformité avec les critères d'établissement de rapports numériques). Notre vérification incluait entre autres :

- l'acquisition d'une meilleure compréhension du processus d'information financière de l'entité, y compris de la préparation du reporting package ;
- l'identification et l'évaluation des risques que le rapport annuel ne respecte pas les RTS de l'ESEF, dans tous leurs aspects significatifs, ainsi que la conception et la mise en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques afin de fonder notre opinion, y compris :
- l'obtention du reporting package et la réalisation de validations pour déterminer si le reporting package contenant le document d'instance Inline XBRL et les fichiers de taxonomie d'extension XBRL ont été préparés conformément aux spécifications techniques prévues dans les RTS de l'ESEF ; et
- l'examen des informations relatives aux états financiers consolidés dans le reporting package dans le but de déterminer si toutes les balises requises ont été appliquées et si elles sont conformes aux RTS de l'ESEF.

Descriptif des responsabilités liées aux états financiers

Responsabilités du Management Board Banking et du Conseil de Surveillance en matière d'états financiers

Le Management Board Banking est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes internationales d'information (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne et à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. En outre, le Management Board Banking est chargé de tout contrôle interne qu'il estime nécessaire à la préparation des états financiers afin que ceux-ci ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs. À cet égard, le Management Board Banking, sous le contrôle du Conseil de Surveillance, est responsable de la prévention et de la détection de la fraude et du non-respect des lois et des règlements, y compris de l'identification des mesures visant à en résoudre les conséquences et à en empêcher la répétition.

Dans le cadre de la préparation des états financiers, le Management Board Banking a la responsabilité d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités. En s'appuyant sur les référentiels comptables mentionnés, le Management Board Banking est tenu de préparer les états financiers en se basant sur le principe comptable de continuité d'exploitation, à moins que le Management Board Banking n'ait l'intention de liquider la société ou de cesser ses activités ou n'a aucune autre alternative réaliste que celle d'agir ainsi. Le Management Board Banking doit déclarer dans les états financiers les événements et circonstances susceptibles de jeter un doute sur la capacité de la société à continuer son activité. Le Conseil de Surveillance est chargé de superviser le processus d'information financière de la société.

Nos responsabilités en matière d'audit des états financiers

Notre objectif consiste à planifier et réaliser la mission d'audit d'une manière qui nous permette d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour formuler notre opinion.

Notre audit a été effectué avec un degré d'assurance élevé, mais non absolu ; il est donc possible que nous ne détections pas toutes les erreurs et fraudes significatives lors de cet audit.

Les anomalies peuvent être dues à la fraude ou à l'erreur et sont jugées significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement être considérées comme susceptibles d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers. Le principe de l'importance relative affecte la nature, le calendrier et la portée de nos procédures d'audit ainsi que l'évaluation des répercussions des anomalies identifiées sur notre opinion.

Vous trouverez une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers dans l'annexe du présent rapport des commissaires aux comptes. Cette description fait partie intégrante de notre rapport d'audit.

Amstelveen, le 4 mars 2024
KPMG Accountants N.V.
P.A.M. de Wit RA

Annexe

Description de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers

Nous avons formulé un avis conforme aux règles de notre profession et adopté un scepticisme professionnel tout au long de notre vérification, conformément aux normes néerlandaises en matière d'audit, de codes d'éthique et d'exigences d'indépendance. Notre audit incluait entre autres :

- l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur, la conception et la mise en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et l'obtention d'informations probantes, suffisantes et pertinentes pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter des anomalies significatives résultant de fraudes est plus élevé que le risque résultant d'erreurs, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le contournement des contrôles internes.
- la compréhension des contrôles internes pertinents pour l'audit, afin de concevoir des procédures d'audit appropriés aux circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- l'appréciation de la pertinence des procédures comptables utilisées et la vraisemblance des estimations comptables et informations afférentes fournies par le Management Board Banking ;
- l'appréciation de la pertinence de l'application par le Management Board Banking du principe de continuité d'exploitation et, sur la base des informations probantes obtenues, nous évaluons l'existence ou non d'une incertitude importante quant aux événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude importante, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations concernées dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de changer notre opinion. Nos conclusions sont basées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou circonstances survenus ultérieurement sont à même d'empêcher toute société de poursuivre ses activités ;
- l'évaluation de la présentation générale, de la structure et du contenu des états financiers, informations comprises, et
- l'évaluation du fait que les états financiers reflètent fidèlement les transactions et événements sous-jacents.

Nous sommes seuls responsables de l'opinion formulée et par conséquent de l'obtention d'éléments suffisamment probants, eu égard aux informations financières des entités ou divisions du groupe pour exprimer notre opinion sur les états financiers. A cet égard notre mission consiste à mener, superviser et réaliser l'audit du groupe.

Nous communiquons avec le Conseil de Surveillance, notamment concernant la portée et le calendrier prévus pour l'audit et les principaux résultats de cet audit, y compris toutes les constatations importantes du contrôle interne que nous mettons également en évidence durant notre audit. En conséquence, nous soumettons également un rapport complémentaire au comité d'audit, conformément à l'article 11 du Règlement de l'UE relatif aux exigences spécifiques applicables aux contrôles

légaux des entités d'intérêt public. Les informations contenues dans ce rapport complémentaire sont conformes à l'opinion que nous avons émise dans le présent rapport d'audit.

Nous transmettons par ailleurs au Conseil de Surveillance une déclaration de respect des exigences éthiques en termes d'indépendance et lui faisons part de toutes les relations et autres questions qui pourraient raisonnablement avoir une incidence sur notre indépendance, et le cas échéant, de toutes les garanties connexes. A partir des éléments échangés avec le Conseil de Surveillance, nous déterminons les éléments clés de l'audit, à savoir ceux qui sont les plus importants dans l'audit des états financiers. Nous décrivons ces points dans notre rapport d'audit, à moins que la loi ou d'autres réglementations s'opposent à la divulgation publique d'un élément ou que, dans des circonstances extrêmement rares, il est dans l'intérêt public de ne pas le divulguer.

Pour traduction certifiée conforme à l'original en anglais
que j'ai visé NE VARIETUR
Erstein, le 31 octobre 2024
Christine Breyel-Steiner
N° d'enregistrement : 249534

D. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de l'établissement.